DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13276 – 4,50 F – Fondateur : Hubert Beuve-Méry – Directeur : André Fontaine – MARDI 6 OCTOBRE 1987



Les initiatives diplomatiques en Amérique latine

L'URSS, à petits pas...

Après le Brésil et l'Argentine, M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, était attendu le lundi 5 octobre à Montevideo, dernière étape d'une tournée sud-américaine que les dirigeants de Brasilia ont qualifiée d'historique. La formule est peut-être excessive. Mais il est vrai que M. Chevardnadze peut déjà dresser un bilan plutôt favorable de sa première incursion dans une région du monde où l'influence des Etats-Unis était, et est encore, dominante.

M. Chevardnadze, avant de rentrer à Moscou, doit s'arrêter à La Havane. Paradoxalement, ce ne sera pas nécessairement son escale la plus facile. Fidel Castro ne cache pas, en effet, ses réserves – pour ne pas dire son hostilité – devant les tentatives d'ouverture de M. Gorbatchev.

A Buenos-Aires comme à Brasilia, M. Chevardnadze a développé le thème soviétique de l'interdépendance entre le désarmement et le développement des pays du tiers-monde, un message, a-t-il précisé, qui s'appuie sur la proposition de M. Gorbatchev de créer un fonds international pour le développement, grâce aux ressources dégagées par les progrès du désarmement. Une thèse séduisante pour des pays comme le Brésil et l'Argentine, surendettés, qui stigmatisent régulièrement les relations économiques inégales avec les nations industrialisées. Mais une thèse qui suscite aussi des applaudissements ambigus à Brasilia dans la mesure où le Brésil figure en bonne place sur la liste des vendeurs d'armes. Il reste que sans se faire trop d'illusions sur les capacités réelles de l'URSS et des pays de l'Est, en proie eux-mêmes à de sérieuses difficultés économiques, de nombreux gouvernements latino-américains cherchent à conclure des accords ponctuels à l'Est. Dernier exemple : l'Uruguay, dont le ministre des affaires étrangères, M. Enrique Iglesias, rentre d'une tournée d'une semaine en Europe de l'Est.

Grogne croissante des pays les plus endettés d'Amérique latine face à la « mauvaise volonté » des nations industrialisées, critiques de la politique musclée de M. Reagan en Amérique centrale et de son soutien renouvelé à la Contra : M. Chevardnadze a trouvé un climat particulièrement favorable à son offensive de charme. Il a annoncé à Buenos-Aires que M. Gorbatchev se rendrait en visite officielle en Argentine en 1988. Une nouvelle qui ne doit pas susciter beaucoup d'enthousiasme aux Etats-Unis. Malgré la détente, l'opinion américaine considère d'abord, et non sans raison, l'URSS comme une puissance qui intervient, par le relais cubain, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, bien que Moscou joue actuellement la décrispation au Nicaragua et fasse pression sur ses amis sandinistes pour les inciter aux concessions. Mais ce n'est qu'un aspect de la politique soviétique dans cette partie du monde.

En fait, depuis une quinzaine d'années, Moscou n'a cessé, sans trop d'éclats, de renforcer ses liens diplomatiques, commerciaux et culturels avec une quinzaine de pays d'Amérique latine. En exploitant à l'occasion les erreurs de Washington et en appliquant une ligne pragmatique peu soucieuse d'idéologie – par exemple avec l'Argentine des militaires. La visite annoncée du numéro un soviétique en Argentine (et sans aucun doute dans d'autres pays du sous-continent) ne fait que confirmer cette progression à petits pas, mais régulière, de l'URSS dans la zone d'influence traditionnelle des Etats-Unis.

M. Mitterrand apporte son appui à la démocratie argentine

Soucieux de manifester son soutien aux nouvelles démocraties d'Amérique latine, M. Mitterrand commence, le mardi 6 octobre, un voyage qui le conduira en Argentine, puis en Uruguay et au Pérou. Avant son départ, il a déclaré à la télévision argentine que « le problème du développement est encore plus important que celui du désarmement » et que celui de la dette « est une préoccupation maîtresse de sa diplomatie ».



Lire nos informations page 2.

Le futur président du Mexique

Choisi par le parti gouvernemental comme candidat à l'élection de juillet 1988, M. Salinas de Gortari est pratiquement assuré de succéder au président de La Madrid (lire page 2).

L'exploitation des documents saisis

Paris et Madrid vont poursuivre leur offensive contre l'ETA

Une cinquantaine de personnes ont été expulsées après l'opération de police, lancée le samedi 3 octobre, dans les milieux nationalistes basques. Au cours de cette opération, de nombreux documents ont été saisis et sont en cours d'exploitation. Paris et Madrid comptent poursuivre leur offensive contre l'ETA militaire. Des manifestations ont eu lieu au Pays basque espagnol pour protester contre les expulsions.

Deux mille policiers mobilisés en une opération d'une ampleur inégalée pour... six inculpations. La disproportion est apparemment grande. Et ce n'est pas la cinquantaine d'expulsions, en vertu d'une « urgence absolue » que le ministère de l'intérieur, seul, apprécie, qui permet de réduire la contradiction entre l'ampleur des moyens engagés et l'importance des résultats. Les milieux nationalistes basques ne se gênent pas pour forcer le trait : ils seraient devenus de « nouveaux juifs », pourchassés du seul fait de leur origine nationale. Quant au ministre de l'intérieur et à celui de la sécurité, ils n'auraient, selon certains commentateurs, visé qu'une opération électorale.

Au ministère de l'intérieur, évidemment, on se défend d'un tel procès. On y souligne que l'opération policière engagée samedi – et qui connaîtra, ajoute-t-on, des prolongements plus discrets dans les prochains jours – a atteint ses objectifs.

C'est la découverte, dans une maison de Saint-Pée-sur-Nivelle, le 30 septembre, d'un important fichier qui a tout accéléré. Selon les policiers chargés au sein de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) et des renseignements généraux du « problème » basque, le fichier comporterait les noms de cinq cents personnes, leur prénom, leur pseudonyme éventuel, un numéro de téléphone pour les joindre, le numéro minéralogique, la puissance et la couleur de leur voiture etc.

GEORGES MARION.

(Lire la suite page 12.)

René Cassin au Panthéon
M. Mitterrand préside la cérémonie de transfert des cendres du père de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
PAGE 6

La guerre en Angola
Offensive sans précédent contre les rebelles de l'UNITA.
PAGE 3

Procréation artificielle
Vives controverses sur l'utilisation de l'embryon humain.
PAGE 17

SIDA : les tests en question
Une étude fait planer un doute sur leur fiabilité.
PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 48

La mort de Jean Anouilh

Un désespoir étincelant

Jean Anouilh est mort le samedi 3 octobre à l'hôpital de Lausanne d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

par Bertrand Poirot-Delpech
de l'Académie française

Cinquante ans à l'affiche ! Jean Anouilh quitte la scène sur un record de longévité d'autant plus éclatant qu'il ne doit rien aux artifices qu'il répudiait : l'aide publique et le tapage personnel. Seuls quelques intimes savent quel cœur fraternel et amusé cachaient son regard d'oiseau surpris, derrière les petites lunettes d'acier, la bouche pincée sous l'étroite moustache, la silhouette s'éloignant en silence, gabardine claire au vent, dans les nuits des générales...

Et pourtant, trois générations ont applaudi aux reparties cinglantes de sa cinquantaine de pièces, et, sans partager toujours son scepticisme conservateur, s'y sont reconnues. C'est qu'Anouilh illustrait les désarrois de l'époque, les mêmes désarrois qu'ont exprimés la rhétorique existentialiste (Sartre, Camus, Salacrou) puis l'avant-garde absurdiste (Beckett, Ionesco), sans toutefois se priver des charmes âcres de la comédie classique, lesquels pourraient bien disparaître avec lui. Jean Anouilh ou les derniers feux d'un désespoir étincelant...

Donc, l'homme privé emporte ses secrets dans sa tombe, preuve que la pudeur reste possible, si on y met le prix.

Des pièces comme *la Grotte* et *l'Orchestre* laissent penser que l'auteur a pu souffrir à vie de ses origines petites-bourgeoises, dans une ville – Bordeaux – où, à en croire Mauriac, on se plaît à faire sentir ce genre de choses. Il n'y a d'ailleurs pas qu'à Bordeaux. Jouvet, tout en prêtant à son jeune secrétaire le mobilier de *Siegfried* pour s'installer, l'a toujours surnommé, sans tendresse, « le miteux ». Peut-être Anouilh accentuait-il alors son personnage d'impécunieux, bien fait pour plaire à ses chers Pitoëff, tout comme il a forcé ensuite sur un dandysme de façade que Marcel Aymé lui-même, pourtant plus proche, jugeait « *impénétrable* ».

Mais qu'importe, chez un créateur, ses vraies blessures et comment il s'en défend à la ville. Ce qui compte, c'est l'usage qu'il en fait sur scène, et les règles morales qu'il en tire.

En tête de ces règles, Anouilh place le refus des récompenses officielles, et la fidélité à soi-même. Son antigaullisme de la Libération l'aidera à tenir bon lors du retour du général en 1958. Même la consécration par des pairs, comme l'entrée à l'Académie, il n'en voulait pas. « *Sauf si vous rendez la vie à Louis XVI et à Brasillach* », aurait-il répondu à Maurice Genevoix, qui le pressentait ; condition difficile à remplir, on en conviendra !

Aux honneurs, Anouilh a constamment préféré l'honneur, c'est-à-dire, selon un mot d'*Ornifle*, le respect intraitable de la parole donnée. Non au regard des autres, cette rectitude ; vis-à-vis de soi. A Créon, qui lui demande le pourquoi de son geste – pour son frère ? Contre lui, Créon ? – Antigone répond, farouche : « *Pour personne, pour moi !* ». Affaire de jouissance, presque. Comme elle, Anouilh a son honneur pour lui. Cet honneur s'appelle le travail bien fait, un public qui rit, fût-il chatouillé systématiquement au bon endroit, une location qui marche. La preuve par le succès ! Elle ne lui a pas manqué.

(Lire la suite page 18.)

Les effets pervers des privatisations

Une Bourse morose

En acquérant des actions de firmes privatisées, certains ménages risquaient de se détourner des formes traditionnelles d'épargne mais aussi d'autres placements en Bourse dans les actions des firmes déjà privées. Trop de privatisations pouvaient « assécher » le marché, et, paradoxe, nuire au privé. Après la première phase du programme gouvernemental, on peut mesurer les effets pervers des privatisations.

Avec le lancement de l'offre publique de vente de la Compagnie fiancière de Suez, le lundi 5 octobre, débute la deuxième vague de privatisations. D'ici à la fin de l'année, en y ajoutant l'UAP, Matra, 15% d'Air France et sa Scor, l'Etat espère collecter près de 20 milliards de francs, uniquement auprès du public. Avec les 30 milliards des privatisations déjà réalisées, les pouvoirs publics auront perçu, en 1987, 50 milliards de francs de la Bourse, soit l'équivalent du montant global de l'appel public à l'épargne des entreprises. Ce phénomène exceptionnel devrait encore se poursuivre en 1988 juqu'au mois de mars avec la vente des titres d'une compagnie d'assurances (les AGF), d'une banque (le Crédit lyonnais ou la BNP) et d'un groupe industriel (Rhône-Poulenc ou Pechiney). Là encore, l'appel au marché dépassera les 30 milliards de francs.

Les firmes privées ont-elles pu, malgré cette ponction, trouver l'argent qui leur était nécessaire ? Selon le ministère de l'économie, durant les six premiers mois de 1987, les émissions d'actions se sont élevées à 91 milliards de francs contre 85 milliards lors de la même période de 1986. Toutefois, ce chiffre, qui s'appuie sur les statistiques du Crédit lyonnais, prend en compte toutes les opérations réalisées par l'ensemble des firmes cotées ou non, sociétés anonymes, SARL ou autres, qui ne font pas toutes appel à l'épargne publique. Le tri une fois fait, il ressort que cet appel public à l'épargne a atteint 32,8 milliards de francs pour les six premiers mois, en retrait de près de 15 % par rapport aux 38,5 milliards de la même période de 1986.

DOMINIQUE GALLOIS.

(Lire la suite page 38.)

Le Monde

ÉCONOMIE

■ **La privatisation de Suez.** L'histoire de la Compagnie, racontée par François Renard. Le portrait de ses principaux dirigeants et de sa banque, Indosuez.
■ **La conjoncture.** Le dollar ayant été à peu près stabilisé, l'économie mondiale digère les contre-chocs de 1986. Un certain calme règne, mais existe le risque d'un étouffement progressif de la croissance.
■ **La chronique de Paul Fabre.** Le « menu » est-il appétissant ?
Pages 39 à 42

SPORTS

Visa olympique pour l'Équipe de France de volley
Vice-champions d'Europe derrière les Soviétiques, les volleyeurs français ont obtenu leur visa olympique pour les Jeux de Séoul. Pour tenter de se hisser au niveau des deux meilleures équipes du monde – Etats-Unis et URSS – ils vont entreprendre en commun un programme de préparation d'un an, seulement interrompu pour le championnat de France.
Page 16

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

هكذا من الأصل

Etranger

La visite de M. Mitterrand en Argentine

Une démocratie encore bien fragile...

Le président Mitterrand est attendu à Buenos-Aires le mardi 6 octobre à 15 heures. Il sera accompagné de son épouse et de plusieurs ministres : MM. Jean-Bernard Raimond (affaires étrangères), Michel Noir (commerce extérieur), Alain Carignon (environnement) et Gérard Longuet (PTT). Il rencontrera le jour même, une première fois en tête à tête, le président Alfonsin, ainsi que des juges de la Cour suprême.

Le lendemain, M. Mitterrand visitera les usines Renault à Cordoba (700 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), la troisième ville du pays, et il aura un deuxième entretien avec le président Alfonsin dans sa résidence d'Olivos, dans la banlieue de la capitale. Puis il se rendra au Congrès, où il prononcera un discours. Le soir, il recevra des représentants des quelque douze mille Français résidant en Argentine.

Le 8 octobre, il se rendra au village de *Pigüe (environ quatre mille habitants)*, à 600 kilomètres au sud de Buenos-Aires, symbole de l'immigration française en Argentine. *Le 9, tandis que sa femme* recevra les familles des Français disparus pendant la dictature, il donnera une conférence de presse, puis visitera le lycée franco-argentin de Buenos-Aires, où il prononcera un discours. Une rencontre avec différentes personnalités de l'opposition, dont le leader péroniste, M. Antonio Cafiero, est également prévue. Le Concorde présidentiel repartira à *13 heures pour l'Uruguay, deuxième étape* du voyage de M. Mitterrand.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Vingt-quatre ans après la visite du général de Gaulle, l'Argentine s'apprête à accueillir, entre le 6 et le 9 octobre, le président Mitterrand.

C'est peu dire que l'eau a passé sous les ponts argentins depuis 1964. Coups d'État, dictatures, retour au pouvoir et mort du général PEron, gouvernement de sa veuve Isabel à *nouveau coup* d'État militaire en 1976 suivi de la dictature la plus féroce de l'histoire argentine (dix mille morts et disparus) et enfin, en 1983, naissance d'une démocratie, encore fragile, portée à bout de bras par le président Alfonsin.

En quatre ans de cette démocratie, beaucoup a été fait pour assurer les bases d'un régime solide et durable tel que le rêve ce chef d'État radical. Mais pas tout. Les deux ans qui lui restent à gouverner ne seront probablement pas suffisants pour éliminer définitivement les deux tares principales de l'Argentine moderne : la crise économique et l'arrogance de l'armée. La politique économique du gouvernement, originale et énergique, caractérisée par le plan austral, a pendant près de deux ans réduit puis contenu une inflation qui empêchait le pays de vivre autrement qu'au jour le jour. Mais le miracle a fait long feu.

La nouvelle image de l'Argentine sur la scène internationale, faite de sérieux et de bonne volonté, a aidé le gouvernement dans ses tractations avec ses créanciers.

Mais alors qu'aujourd'hui elle peut souffler un peu grâce au report des échéances, elle se trouve confrontée à une chute *dramatique des prix* internationaux des denrées qu'elle exporte traditionnellement, le blé et la viande. Celà, plus la diminution de plus de la moitié des achats soviétiques de céréales à l'Argentine et le protectionnisme dont elle accuse les *Etats-unis* et la CEE – un problème qui sera probablement débattu entre les deux chefs d'Etat, – explique l'effondrement de sa balance commerciale.

Malgré tout, le PIB augmente régulièrement, mais les investisseurs, étrangers ou nationaux, se font rares. Nationaux, parce que l'Argentine est encore un pays où la spéculation paie plus sûrement que l'invesiissement et où l'intérêt national passe encore loin derrière l'intérêt individuel.

Les chantages de l'armée

Etrangers, parce que la confiance n'est pas encore tout à fait rétablie, et comment le serait-elle si les Argentins eux-mêmes se refusent à l'accorder ? Le secteur public hérité du péronisme est hypertrophié et bureaucratique. Le mécontentement social grandit, assorti de grèves incessantes et de manifestations, dirigées par la *toute-puissante* centrale syndicale péroniste, la CGT.

L'armée, elle aussi, est hypertrophiée, mais profite des difficultés du gouvernement pour essayer de récupérer l'espace perdu ces dernières années. Elle *utilise le chantage à la rébellion* – comme, à Pâques, au Campo-de-Mayo ou, plus récemment, à La Tablada – pour obtenir des augmentations de solde et de budget ou l'amnistie générale de ceux que M. Alfonsin voulait faire condamner pour atteinte aux droits de l'homme sous la dictature.

Début septembre, ont eu lieu les élections législatives et provinciales. Signe que la démocratie fonctionne. Mais, conséquence des difficultés que traverse le pays, les radicaux du président les *ont perdues*. En portant les péronistes au pouvoir dans presque toutes les provinces, et en privant le président de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, les Argentins vont l'obliger à renoncer à un certain nombre de ses *projets de réforme et à trouver le* moyen de gouverner avec une majorité réduite. L'actuelle Constitution ne prévoit pas de poste de premier ministre, donc interdit la cohabitation-même formelle.

C'est dans ce contexte compliqué qu'auront lieu les retrouvailles entre les deux chefs d'Etat. Ils se connaissent et s'entendent bien. On peut même dire que sur *beaucoup de points ils se ressemblent*. Leur première rencontre en France, date d'une époque où M. Alfonsin n'était qu'un simple opposant de la dictature, qui n'osait même pas rêver à des élections libres dans son pays, alors que M. Mitterrand était, lui, depuis longtemps candidat à la *présidence de la République*.

Une bonne relation personnelle qui a probablement influencé les relations diplomatiques entre les deux pays. Elles sont sans histoire. Sur le plan politique, les deux pays sont d'accord sur les grands thèmes : désarmement, droits de l'homme, traitement de la dette extérieure, etc.

Il est prévu que les deux chefs d'Etat mettent la dernière main à différents projets de coopération, tels que : la modernisation par Alcatel de 430 000 lignes téléphoniques, *la fabrication locale par* Bull de micro-ordinateurs et terminaux bancaires, le nettoyage par Degrémont des eaux de la capitale, la construction par Spie-Batignolles d'une usine d'engrais, le dragage du port de Bahia-Blanca par Dumez et Sofremer, et la construction de 150 locomotives.

CATHERINE DERIVERY.

Océanie

FIDJI

Le colonel Rabuka entame de nouvelles consultations

Suva *(AFP)*. – Le chef du régime militaire instauré aux Fidji le 25 septembre, le colonel Sitiveni Rabuka, s'est nommé lui-même président d'un conseil exécutif faisant office de gouvernement transitoire, par un décret promulgué lundi 5 octobre. C'est l'un des cinq décrets lus à Radio-Fidji, contrôlée par le gouvernement, quelques heures avant que se réunissent à Lautoka (ouest du pays) le colonel Rabuka, le gouverneur général Ratu Sir Panaia Ganilau et les dirigeants de deux principales formations politiques du pays.

Cette réunion devait notamment décider des changements constitutionnels garantissant le contrôle du Parlement par les Fidjiens autochtones et évitant ainsi la proclamation officielle de la République par le colonel Rabuka, prévue pour le 10 octobre. Les quatre autres décrets concernent l'abrogation de la Constitution de 1970, l'autodésignation du colonel Rabuka comme chef d'Etat et chef du gouvernement et la nomination d'un conseil exécutif.

Entre-temps, cinq personnes, dont deux policiers, ont été blessés dimanche par l'explosion d'une bombe *contenue dans un colis* suspect qui avait été transporté au poste de police de Nadi, à l'ouest des Fidji, a annoncé lundi la police. Il s'agit de la deuxième explosion d'une bombe enregistrée depuis le coup d'Etat du 25 septembre. Les forces de l'ordre déclarent déclare surveiller un groupe qu'elles soupçonnent d'être à l'origine des deux explosions.

MEXIQUE : choisi par le PRI comme candidat à l'élection de juillet 1988

M. Salinas de Gortari est pratiquement assuré de succéder au président de La Madrid

Mexico *(AFP, Reuter)*. – Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir au Mexique depuis près de soixante ans, a désigné, dimanche 4 octobre, l'actuel ministre du plan et du budget, M. Carlos Salinas de Gortari, comme candidat à l'élection présidentielle de juillet 1988. A la suite de ce choix, fait à « *l'unanimité* », M. Salinas de Gortari est pratiquement assuré de l'emporter, le PRI n'ayant depuis sa création jamais essuyé d'échec à l'élection présidentielle. Dès l'annonce de la décision du PRI par son président, M. Jorge de la Vega Dominguez, des milliers de militants se sont rassemblés au siège du parti dans le centre de Mexico en brandissant des banderoles en faveur de leur candidat, dans une ambiance de fête égayée par des orchestres de « *mariachis* ».

Cinq autres candidats à l'investiture *du parti étaient sur les rangs*, dont le ministre de l'intérieur, M. Manuel Bartlett, et le ministre des mines et de l'énergie, M. Alfredo del Mazo. Un groupe dissident du PRI, la Corriente Democratica, qui trouvait peu démocratique le processus d'investiture, proposait, lui, l'ancien gouverneur Cuauhtémoc Cardenas, qui est aussi le fils de l'ancien président mexicain, le général Lazaro Cardenas.

En fixant son choix sur M. Carlos Salinas de Gortari, le parti au pouvoir au Mexique a nettement opté pour la continuité. En effet, à trente-neuf ans, M. Salinas de Gortari n'est pas seulement le plus jeune des membres du gouvernement, il est aussi, en raison de ses liens étroits avec le président Miguel de La Madrid, l'architecte de la politique économique du gouvernement depuis cinq ans. Avant même d'être nommé ministre du plan, M. Salinas de Gortari travaillait déjà aux côtés de M. de La Madrid, lorsque ce dernier était lui-même ministre du plan.

« Comprendre le dynamisme des Etats-Unis »

Réputé brillant, certains disent qu'il a « *un ordinateur dans la tête* », le candidat à la présidence, diplômé de l'université nationale *autonome du Mexique, ainsi que* de Harvard, est surtout connu comme économiste. Bien qu'il ait milité depuis l'âge de dix-huit ans au PRI, il n'a pris part jusqu'ici à aucune élection et a peu d'assise politique.

Considéré comme un technocrate par l'opposition, il est partisan d'un « *traitement graduel de l'inflation* ». (Celle-ci se situe à 133 % et devrait atteindre les 140 % à la fin de l'année). En ce qui concerne la dette extérieure, qui dépasse les cent milliards de dollars, il est partisan de poursuivre la politique actuelle et d'obtenir « *par la négociation la diminution du poids excessif que représente le service de la dette sur les revenus des Mexicains* ».

Enfin, dans le domaine international, M. Salinas de Gortari juge nécessaire de « *renforcer les liens avec l'Amérique latine* » ; de « *comprendre le dynamisme économique, politique et stratégique des Etats-Unis* », ainsi que de poursuivre l'ouverture du Mexique vers les pays du Pacifique.

Le processus de paix en Amérique centrale

Nicaragua : Washington exigerait des élections anticipées pour mettre fin à son aide à la Contra

En prélude à l'important discours *que doit prononcer, le mercredi* 7 octobre, le président Reagan devant l'Organisation des Etats américains (OEA), le *New York Times dévoile dans son édition du* 4 octobre une série de « *conditions* » que la *Maison Blanche s'apprête* à soumettre aux autorités nicaraguayennes *en échange de l'arrêt de* l'aide américaine à la Contra antisandiniste.

Le quotidien, citant un responsable de l'entourage présidentiel qui a requis l'anonymat, précise que la première de ces conditions serait « *la tenue de l'élection présidentielle avant la date prévue de 1990* ». En outre, les Etats-Unis exigeraient la libération des prisonniers d'opinion, que Washington estime au nombre de deux mille trois cents ; l'instauration d'un cessez-le-feu avec la Contra (comprenant des mesures d'amnistie qui permettent ainsi aux opposants de participer au processus électoral) et, enfin, l'arrêt de l'aide massive fournie au régime de Managua par l'URSS et Cuba, y compris le renvoi des conseillers militaires en provenance des pays du bloc de l'Est.

Ces conditions ne figurent pas dans le cadre de négociations prévues par le plan de paix régional de Guatemala, et l'ambassadeur nicaraguayen aux Nations unies a déjà fait savoir que son gouvernement ne saurait les accepter, si elles étaient formulées comme telles, en particulier l'obligation de tenir une élection *anticipée*.

Selon le *New York Times*, en cas de refus des sandinistes, la Maison Blanche envisage de demander le mois prochain au Congrès le renouvellement de l'aide militaire à la Contra, pour un montant de 270 millions de dollars.

Sur place à Masaya, au Nicaragua, un millier d'opposants ont pris part à une marche pacifique dimanche 4 octobre. La manifestation, la seconde autorisée par le gouvernement depuis la signature du plan de paix, le 7 août dernier, s'est déroulée sans incident.

Enfin, de son côté, un chef indien *miskito*, Uriel Vanegas, a signé un protocole d'accord de paix avec le *régime sandiniste. M. Vanegas, qui*, depuis que les Indiens Miskitos ont *pris les armes en 1981 contre le gouvernement* de Managua, dirige avec le soutien des Américains une troupe de quatre cents Indiens rebelles dans l'est du pays, a accepté d'intégrer ses troupes dans l'armée sandiniste. Accord immédiatement qualifié par les responsables militaires nicaraguayens de « *progrès majeur* » dans le cadre des efforts gouvernementaux pour pacifier la côte orientale. La semaine dernière, les sandinistes avaient annoncé un cessez-le-feu unilatéral afin de permettre au processus de paix de suivre son cours. – *(AFP, Reuter, AP.)*

El Salvador : les insurgés n'ont pas l'intention de déposer les armes

SAN-SALVADOR
de notre envoyé spécial

A l'issue d'une première journée de discussions, le dimanche 4 octobre, dans la capitale salvadorienne, le gouvernement et la guérilla sont convenus de poursuivre leur réunion lundi. Dans un communiqué commun lu par l'archevêque de San-Salvador, Mgr Rivera y Damas, qui *fait office de médiateur*, les deux parties ont rappelé leur « *volonté de poursuivre les négociations en vue de parvenir à la paix, que souhaitent tous les Salvadoriens* ».

Personne n'ose affirmer que la prolongation de la réunion soit le signe d'un *rapprochement entre* les parties qui s'affrontent sur le terrain militaire depuis huit ans (plus de soixante mille morts). Jusqu'à la dernière minute – et même au-delà, puisque les discussions ont commencé avec près de cinq heures de retard, – la réunion a failli être annulée à plusieurs reprises, en raison de la très grande méfiance des dirigeants de la guérilla à l'égard du *président Duarte, et surtout* de l'armée.

Le lieu de la rencontre posait un problème de sécurité sérieux pour les quatre commandants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), qui ont dû prendre le risque de sortir de leur sanctuaire dans les montagnes du Chalatenango. Contrairement aux deux réunions précédentes (octobre et novembre 1984), qui s'étaient déroulées *dans des régions plus ou* moins contrôlées par les insurgés, ces derniers ont accepté cette fois-ci de se déplacer jusqu'à la capiale. Ils ont obtenu la protection de la Croix-Rouge et des ambassades d'Espagne et du Mexique.

La rencontre s'est déroulée au siège de la nonciature.

Les deux parties ont huit délégués chacune. Le président Duarte dirige la délégation gouvernementale. La guérilla a notamment envoyé deux commandants de haut niveau, MM. Shafik Handal, secrétaire *général du* Parti communiste, et Leonel Gonzalez, chef des Forces populaires de libération, un des cinq groupes affiliés au FMLN. Le Front démocratique révolutionnaire (FDR), bras politique de la guérilla, est représenté par ses deux principaux dirigeants, MM. Guillermo Ungo et Ruben Zamora.

Les propos tenus par les deux parties au cours des *derniers jours* n'incite guère à l'optimisme. Le président Duarte a certes obtenu de la guérilla qu'elle donne un « *appui public et global* » au plan de paix signé à Guatemala, le 7 août, par les cinq pays d'Amérique centrale. Mais les insurgés ont refusé de s'engager à « *abandonner la violence* », comme l'exige M. Duarte. Le FMLN a déjà annoncé qu'il n'avait aucunement *l'intention* de déposer les armes. Un autre dirigeant de la guérilla, M. Shafik, a rappelé les revendications traditionnelles du FMLN : formation d'un gouvernement de transition et intégration des insurgés dans l'armée régulière, deux exigences qualifiées de « *ridicules* » par le président Duarte.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● **PÉROU : deux morts dans l'explosion d'une voiture piégée.** – Les deux occupants d'une voiture piégée ont été tués lors de l'explosion du véhicule aux abords des locaux d'un *journal d'opposition, El Diario*, a indiqué, samedi 3 octobre, la police péruvienne. Le troisième passager blessé a été transporté à l'hôpital dans un état très grave. Il serait connu des services de police pour ses liens avec les mouvement d'extrême gauche. De son côté, le journal *Vizi affirme que l'attentat* est le fait d'un Escadron de la mort *d'extrême droite*. Le gouvernement considère ce quotidien comme un porte-parole du mouvement maoïste du Sentier lumineux. – *(AFP.)*

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

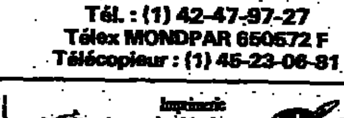
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, INC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

Asie

CHINE

Les affrontements au Tibet ont fait treize morts

Treize personnes, six policiers et sept civils tibétains, ont trouvé la mort lors de la manifestation de moines tibétains pour l'indépendance du Tibet, le 1er octobre à Lhassa, selon un bilan établi à partir de sources officielles et des témoignages de médecins étrangers. Selon trois médecins occidentaux, recueillis lundi à Lhassa, trois moines et quatre laïcs ont été tués, dont un enfant de huit ans, atteint dans le dos, et un adolescent de seize ans.

D'après le bilan des autorités chinoises à Lhassa, rendu public samedi, seuls six policiers avaient été tués lors de la manifestation devant le temple du Jokhang, au cœur de la capitale tibétaine.

Les témoignages des trois médecins sont contenus dans un télex que l'envoyée spéciale de l'AFP à Lhassa a réussi à faire parvenir lundi matin à Pékin, en dépit du blocage des importations par les autorités chinoises.

Les correspondants étrangers qui se trouvent au Tibet se sont vu interdire par les autorités chinoises de téléphoner ou d'envoyer des télex à leurs rédactions sur la situation au Tibet.

Les plus hautes autorités des principaux monastères tibétains réclament, dans un document, le soutien des Nations unies et le retrait de la Chine *« de leur pays »*.

« Nous, Tibétains, avons demandé aux Chinois qui occupent notre pays de le quitter. Les Chinois nous ont privés de nos droits durant trente ans, mais nous, Tibétains, reconnaîtront toujours le dalaï-lama comme notre chef », déclare un document rédigé par les autorités religieuses des monastères de Sera, Ganden et Drepung, dont le contenu a été révélé par des sources tibétaines proches des auteurs du document. Celui-ci a circulé sous le manteau parmi les moines tibétains à la suite de la première manifestation, le 27 septembre, au cours de laquelle vingt-six Tibétains, dont vingt et un moines, ont été arrêtés, indique-t-on de même source.

De leur côté, les trois médecins, de nationalités ouest-allemande, américaine et suédoise, ont affirmé que l'un des trois moines a été tué de sang-froid dans les locaux de la police où il était détenu. Ils n'ont pu préciser dans quelles circonstances étaient morts les deux autres religieux tibétains.

A Pékin, l'ambassade des Etats-Unis a confirmé, lundi matin, l'expulsion de deux ressortissants américains qui se trouvaient au Tibet lors de la manifestation indépendantiste des moines, mais elle s'est refusée à indiquer leurs noms. Selon les correspondants étrangers à Lhassa, il s'agirait de M. Blake Kerr, un médecin originaire de Buffalo (New-York), et de M. John Ackerly (Cambridge, Massachussetts). Ces deux Américains expulsés effectuaient, selon leur ambassade, un voyage touristique au Tibet et ont été détenus durant quelques heures après avoir pris des photos de l'émeute antichinoise du 1er octobre. Ils ont été ensuite relâchés. Ils ont jusqu'au 10 octobre pour quitter la Chine. Les correspondants étrangers sur place à Lhassa n'avaient toujours aucune nouvelle lundi de M. David Christensen, présumé Danois, qui n'est pas réapparu à son hôtel depuis jeudi. De nombreux Tibétains ont déclaré avoir vu un étranger inconscient ou mort évacué *dans une ambulance après l'émeute.*

Des affiches à Lhassa

Lundi matin, des affiches ont été collées sur les murs du Jokhang et dans plusieurs autres endroits de Lhassa, exhortant les Tibétains à *« continuer la lutte pour l'indépendance »* du Tibet. Elles ont été arrachées, peu après, par des hommes en civil. *« Le temps n'est pas à la victoire, mais à la lutte »*, indiquaient ces affiches. *« L'histoire a montré que la Chine et le Parti communiste chinois sont des forces puissantes qu'il ne faut pas sous-estimer »*, poursuivaient-elles en tibétain. Des ouvriers tibétains, apparemment sur ordre des autorités, ont commencé lundi de raser totalement les ruines du bureau de police incendié lors de l'émeute du 1er octobre et qui aurait été pillé, le lendemain, par des dizaines de manifestants tibétains. Selon divers témoignages, des renforts de troupes sont arrivés à Lhassa.

Entre-temps, les principaux journaux chinois ont publié dimanche des photos montrant des manifestants tibétains en train de mettre le feu au commissariat de police de Lhassa. Le *Quotidien du peuple* a accusé deux étrangers – sans préciser s'il s'agissait des deux Américains expulsés – d'avoir pris part aux manifestations. Le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste, n'a pas publié ces accusations gratuitement. La Chine a accusé le dalaï-lama, le chef spirituel tibétain en exil en Inde depuis 1959, d'être l'instigateur des manifestations. Elle a accusé aussi les Etats-Unis d'avoir servi de tribune au dalaï-lama lors de sa récente visite.

Prouver la participation d'étrangers pourrait lui permettre de dénoncer *« la main de l'étranger »* et de se dégager plus facilement de ses propres responsabilités au Tibet. Tous les témoignages recueillis parmi les étrangers qui ont assisté aux événements sont concordants : la police chinoise armée de pistolets et de mitraillettes AK-47 a commencé par tirer en l'air. Quand la foule en colère a pris d'assaut un poste de police, les forces de l'ordre ont perdu leur sang-froid et ont dirigé leurs tirs dans la foule, pour la *première fois depuis plus de dix ans.*

Enfin, selon des diplomates, la Thaïlande a refusé d'accorder un visa au dalaï-lama, qui devait s'y rendre en novembre. Bangkok et Pékin entretiennent d'étroites relations. – *(AFP, AP.)*

JAPON

Tokyo opte pour la construction d'un chasseur avec les Etats-Unis

TOKYO
de notre correspondant

Les Japonais ont décidé de développer en commun avec les Américains une nouvelle génération de chasseurs à partir des modèles existants F-15 J et F-16. Cet accord, qui est intervenu au cours de la visite à Washington à la fin de la semaine dernière du directeur de l'agence de défense nippone, M. Kurihara, constitue une importante concession de la part de Tokyo.

Les Japonais avaient, en effet, longtemps caressé l'espoir de fabriquer eux-mêmes ces nouveaux appareils (baptisés FSX) : la construction locale d'un nouveau chasseur aurait, en effet, donné un coup de fouet à l'industrie aéronautique et à celle des armements. Un puissant lobby, constitué autour de Mitsubishi Heavy Industries, a exercé de fortes pressions sur le gouvernement Nakasone pour qu'il ne cède pas aux pressions de Washington.

Mais la question du FSX est arrivée au plus mauvais moment pour les Japonais. D'abord, elle intervient en pleine « guerre commerciale » avec les Etats-Unis. Les Américains ont eu beau jeu d'exploiter les réticences japonaises à acheter leur avion comme de nouvelles preuves de la « fermeture » de leur marché. Financièrement, l'enjeu était de taille : 7 milliards de dollars pour la livraison des cent premiers appareils.

L'affaire du FSX est, en outre, intervenue à un moment où les Japonais sont dans une position très délicate vis-à-vis des Etats-Unis à la suite de la vente aux Soviétiques par Toshiba d'équipements considérés comme d'importance stratégique par le COCOM (rendant notamment plus difficile la détection des sous-marins nucléaires).

Coopération pour les sous-marins

La décision japonaise de construire en commun avec les Américains le FSX, qui devra être formellement annoncée par M. Nakasone avant l'expiration de son mandat à la fin de ce mois, s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux alliés du Pacifique. Elle satisfait pleinement Washington. D'une part, les Américains freinent ainsi un développement trop rapide de l'industrie d'armement japonaise, qui pourrait un jour les concurrencer; de l'autre, ils vont pouvoir profiter de certaines technologies de pointe nippones. Outre l'aéronautique, un autre domaine de coopération américano-nippone dans le domaine militaire sera la construction de sous-marins.

Ce renforcement de la coopération militaire américano-nippone satisfait en revanche partiellement les industriels japonais (ils se trouvent encore en position de sous-traitants mais il leur assure néanmoins une progressive expansion de leur production, comme ils le souhaitaient. Le quotidien *Asahi* critique l'accord intervenu en soulignant qu'il est contraire aux principes de non-exportation d'armes et de technologies militaires par le Japon.

PHILIPPE PONS.

Afrique

ANGOLA

Offensive gouvernementale sans précédent contre les rebelles de l'UNITA dans le Sud

Les combats font rage dans le sud de l'Angola. Quatre conseillers militaires soviétiques et 116 soldats gouvernementaux auraient été tués au cours du week-end par les rebelles de l'UNITA. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) affirme avoir abattu un hélicoptère et détruit 7 chars et 19 blindés de fabrication soviétique. Le mouvement de M. Jonas Savimbi fait état de 18 morts et 67 blessés dans ses rangs.

Traditionnelle à cette époque de **l'année, mais d'une ampleur apparemment sans précédent, l'offensive gouvernementale angolaise s'étend sur un front de 40 kilomètres dans le sud du pays. Le chef de la rébellion nationale, dont les efforts sont soutenus par les États-Unis et la République sud-africaine, a affirmé qu'il s'agissait de la plus grande bataille jamais livrée** ***contre son organisation et*** **que** ***« des milliers et des milliers de cadavres »*** **joncheraient bientôt la région.**

« Si l'UNITA est vaincue, **a poursuivi M. Jonas Savimbi,** ***l'Union soviétique et les forces cubaines*** **(qui, selon lui, participent directement à la bataille aux côtés des forces gouvernementales)** ***tourneront leurs ambitions vers la Namibie. »*** **A Johannesburg, le ministre de la défense, le général Magnus Malan a déclaré que l'UNITA s'opposait** ***« à l'intervention russe »*** **en Afrique australe et laissé entendre que son pays n'abandonnera pas les rebelles angolais.**

A Paris, l'ambassadeur d'Angola, M. Luis de Almeida a démenti, vendredi 2 octobre, que ***« des Soviétiques et des Allemands de l'Est »*** **participent aux combats. Il n'a pas évoqué les soldats Cubains, qui sont, selon les dernières évaluations, autour de trente mille dans le pays.**

Jonas Savimbi en veut à la France...

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Jonas Savimbi en veut au gouvernement français, qu'il accuse de ne pas tenir ses promesses. Le chef de l'UNITA, mouvement de guérilla qui combat le gouvernement de Luanda depuis l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, en 1975, l'a dit vendredi 2 octobre à un groupe de journalistes qu'il avait fait venir d'Afrique du Sud jusqu'à Mavinga (300 kilomètres au nord de la frontière namibienne).

Les promesses en question auraient été faites à M. Savimbi par un émissaire du gouvernement français lui ayant rendu visite dans le cadre des longues négociations qui ont abouti, le 7 septembre, à un vaste échange de prisonniers à l'aéroport de Maputo. Le jeune coopérant français Pierre-André Albertini, emprisonné dans le bantoustan sud-africain du Ciskei, avait été remis en liberté à cette occasion. Cent trente-trois soldats angolais prisonniers de l'UNITA et un officier sud-Africain capturé en Angola en 1985, le major Wynand du Toit, avaient également été libérés.

Selon le chef de l'UNITA, l'envoyé spécial du gouvernement français aurait pris certains engagements, qui n'ont pas été tenus. M. Savimbi est resté discret sur la nature de ces engagements, accusant simplement la France de ne pas avoir essayé de convaincre le chef de l'Etat angolais, M. José Eduardo dos Santos, lors de sa visite à Paris le mois dernier, de rechercher un accord négocié avec l'UNITA.

M. Savimbi a averti que son mouvement *adopterait désormais* une attitude *« plus dure »* à l'égard des Français. Paris, a-t-il ajouté, considère l'Angola comme un *« champ pétrolifère »*, et non comme un pays avec un peuple et une culture. En mai dernier, le chef de l'UNITA avait lancé des menaces contre la société pétrolière Elf-Aquitaine, accusée d'avoir une attitude ouvertement hostile à son mouvement et d'avoir partie liée avec le gouvernement de Luanda.

Dans l'immédiat, les reproches faits à la France ont eu la conséquence apparente de bloquer la remise en liberté de sept soldats *cubains détenus par l'UNITA*. Initialement, ces prisonniers auraient dû être relâchés dans les dix jours qui ont suivi la cérémonie de Maputo. En échange, les Angolais devaient remettre à Pretoria les dépouilles de trois soldats sud-africains tués dans le sud de l'Angola. Il était clair que des obstacles avaient surgi, mais on pensait jusqu'à maintenant qu'ils avaient été dressés du côté angolais.

Présence sud-africaine « limitée »

Les autorités sud-africaines, qui tiennent à récupérer les dépouilles de ces trois soldats, n'avaient pas encore commenté, lundi matin, les propos de Jonas Savimbi. Elles ont, en revanche, confirmé de la manière la plus officielle ce qui n'était plus un secret pour personne, à savoir *que des soldats sud-africains sont* basés dans le sud de l'Angola. Le communiqué publié samedi 3 octobre par le ministre de la défense, le général Magnus Malan, qualifie cette présence de « limitée » et en rend Luanda responsable.

Si l'Afrique du Sud est contrainte d'avoir des troupes en Angola, explique le général, c'est que Luanda refuse de coopérer avec elle pour empêcher les guérilleros de la SWAPO *de pénétrer en* Namibie et ceux de l'ANC en Afrique du Sud. La présence de membres de l'ANC en Angola a été confirmée sans aucune équivoque avec la capture par l'UNITA, le 25 juin dernier, de deux d'entre eux, qui ont été montrés à la presse vendredi à Mavinga. M. Savimbi a réitéré son refus de remettre ces deux prisonniers aux Sud-Africains.

Le général Malan a présenté l'appui de Pretoria à l'UNITA comme une nécessité, liée à la présence des Soviétiques en Angola. Il n'a pas confirmé toutefois que les Sud-Africains prenaient part aux combats en cours dans le sud-est de ce pays, assurant, au contraire, que le soutien de Pretoria était limité aux plans *« moral, matériel et humanitaire »*. Les articles faisant état d'une interventon militaire sud-*africaine aux côtés de l'UNITA* se sont multipliés ces derniers jours dans la presse. La mise au point du général Malan laisse de toute manière peu de doutes sur la réaction de Pretoria au cas où son protégé risquerait l'écrasement face à l'actuelle offensive des Forces armées gouvernementales angolaises (FAPLA).

M. Savimbi a affirmé que ses hommes avaient pour l'instant le dessus. Ils auraient notamment repoussé le 13 septembre les FAPLA qui essayaient de franchir la rivière Lomba, environ 40 kilomètres au nord de Mavinga. C'est dans cette zone que les FAPLA ont concentré leur effort et le gros de leurs troupes pour leur offensive traditionnelle en saison sèche, mais de proportions apparemment inhabi*tuelles cette année*. Le leader de l'UNITA a déclaré que ses troupes, au nombre de huit mille, faisaient face à dix-huit mille soldats gouvernementaux au nord de la Lomba et prédit, pour les semaines à venir, un assaut massif de l'armée de Luanda. Si Mavinga tombe, Jamba, la « capitale » du mouvement, plus au sud, sera alors pratiquement condamnée et l'UNITA perdra une bonne partie de son efficacité et de son influence. Le communiqué du général *Magnus Malan laisse* clairement entendre que Pretoria ne pourra pas tolérer pareil développement.

(Intérim.)

ETHIOPIE

Paris tente d'obtenir la libération d'une infirmière française enlevée dans le Tigré

Deux jours après l'enlèvement de l'infirmière Sophie Bedon, vendredi 2 octobre, par des rebelles dans la province éthiopienne du Tigré, ses ravisseurs n'avaient toujours pas pris contact, dimanche, avec les autorités françaises ni avec l'organisation humanitaire qui l'emploie, l'Action internationale contre la faim (AICF).

Selon le porte-parole de l'AICF, les rebelles avaient attaqué la petite ville de Rama (à 120 kilomètres au sud-ouest d'Asmara), vendredi 2 octobre, vers 5 heures. Après avoir désarmé la garnison éthiopienne de 400 soldats, ils s'étaient retirés à 23 heures, avant l'arrivée de renforts gouvernementaux, emmenant avec eux Sophie Bedon et près de 300 otages éthiopiens civils et militaires. Avant de s'enfuir, les ravisseurs avaient déclaré aux compagnons de l'infirmière qu'ils emmenaient leur otage au Soudan, distant de 300 kilomètres.

« Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une prise d'otages », a estimé dimanche 4 octobre, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme. M. Malhuret, qui était interrogé par TF 1, a ajouté : *« C'est une opération de guérilla et c'est plutôt pour la protéger qu'on a pris cette infirmière et pour la rendre rapidement. Le contraire serait, bien entendu, inadmissible. »*

Mme Françoise Giroud, présidente de l'AICF, a fait part de son *« inquiétude »*, ajoutant toutefois : *« En principe, ce genre d'enlèvement ne se termine pas mal (...). Il est possible que les rebelles recherchent de la publicité ou une négociation, avec le gouvernement français, peut-être. »*

Le ministère français des affaires étrangères a pris contact avec les gouvernements soudanais et éthiopien pour tenter de trouver une solution à l'enlèvement, indiquait-on dimanche 4 octobre, au Quai d'Orsay.

CONGO

Un Transall français a bien participé à une opération de maintien de l'ordre

OWANDO
de notre envoyé spécial

Un Transall de l'armée française a bien participé le 6 septembre à une opération de maintien de l'ordre au Congo. M. Denis Sassou Nguesso, le chef de l'Etat, l'a admis vendredi 2 octobre, à Brazzaville. L'appareil, habituellement basé au Gabon et dont la cocarde tricolore avait, semble-t-il, été camouflée, a transporté de Brazzaville à Owando, dans le nord du pays, les troupes réclamées de toute urgence par le commissaire politique de l'endroit. Quelques heures plus tôt, la demeure de ce dernier avait été attaqué par des manifestants – *« une cinquantaine d'enfants »*, selon les autorités, *« deux à trois cents personnes »*, d'après un témoin – armés de pierres.

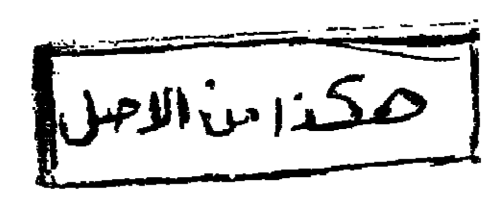
L'intervention des renforts amenés par le Transall français, *« dans le cadre d'un accord de coopération militaire »*, précise-t-on à Brazzaville, a fait officiellement six morts, dont trois policiers. Mais le chef apparent de cette révolte, le capitaine Pierre Anga, ex-proche du président Nguesso et ex-membre du comité militaire qui dirigea le pays entre 1977 et 1979, est en fuite dans les marais du nord avec plusieurs de ses partisans.

Situé au nord d'Owando, le bungalow du rebelle a été réduit à l'état de gravats. Quelques impacts de balles sont encore visibles sur les murs alentours mais il n'y a pas trace de cette bataille sanglante *« qui a fait au moins cinquante morts et cent cinquante blessés »*, dont parle l'opposition congolaise en exil. Apparemment maté – encore que la localité demeure soumise à un couvre-feu quotidien, – la « révolte d'Owando », n'en est pas moins révélatrice d'un malaise dans l'armée, véritable détentrice du pouvoir central.

Officiellement qualifié de *« schizophrène »*, l'ex-capitaine Anga, le *« Rambo des marais »* pour certains citadins de Brazzaville, n'a apparemment d'autre programme politique que de renverser le pouvoir en place. Sa rébellion ouverte est liée à la découverte en juillet dernier d'un complot réputé *« droitiste »* dans l'entourage du président Sassou Nguesso. Quatre *officiers de haut rang, dont le chef* d'état-major adjoint, ainsi que trois civils avaient alors été arrêtés.

Problème : les conjurés qui auraient le soutien de l'ex-président Yhompi-Opango, également arrêté, et de son ami Pierre Anga sont tous d'ethnie kouyou. Bien qu'il reste un certain nombre de membres de cette tribu – minoritaire au Congo – dans les instances du pouvoir et que l'ethnie M'Boshi du président – également nordiste et minoritaire – soit condamnée, si elle veut le conserver, à partager le pouvoir avec eux, les habitants d'Owando ont cru que les arrestations de juillet pouvaient annoncer *« un génocide des Kouyous »*, admet le commissaire politique local. *« Il n'en est rien »*, *affirment les autorités*. Reste à convaincre les partisans de Pierre Anga, les « masses populaires » au nom desquelles le président « marxiste » et son équipe gouvernent depuis dix ans ayant, pour leur part, des préoccupations plus immédiates de pauvreté endémique...

P.C.



Europe

TURQUIE

La presse critique le procès intenté au guide français Michel Caraminot

Le procès de M. Michel Caraminot, le guide français accusé par un collègue turc d'avoir fait de la *« propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux dans ses explications sur l'art arménien »*, a repris le lundi 5 octobre devant la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

La détention et le procès de M. Michel Caraminot, *qui est* menacé de cinq à dix ans de prison (*le Monde* du 24 septembre), ont été dénoncés par certains des éditorialistes les plus en vue de la presse turque, unanime à déplorer les effets catastrophiques pour l'image de la Turquie du recours à de telles méthodes. Le quotidien *Hurriyet* a ironisé sur le *« grave péril »* dans lequel les explications artistiques du jeune guide ou ses conseils d'hygiène alimentaire auraient *« placé un Etat de cinquante millions d'habitants »*, avant de se demander au nom de quoi les touristes français seraient tenus d'entretenir vis-à-vis de l'Etat turc des *« sentiments patriotiques »* susceptibles d'être *« affaiblis »* par de tels propos. Le plus célèbre des éditorialistes, Nehmet Ali Birand, du quotidien *Milliyet*, voit dans l'affaire Caraminot une illustration du *« sous-développement des mentalités en matière de démocratie »*, incompatible avec les démarches entamées en vue de l'adhésion à la CEE.

Pour beaucoup d'intellectuels, l'affaire illustre la nécessité d'abandonner l'idée d'une *« thèse nationale »* unique, seule interprétation admise de l'histoire. La question est à l'ordre du jour depuis le procès intenté cette année, pour infraction au même article que Michel Caraminot, à l'éditeur de la traduction turque de l'*Encyclopaedia britannica*, coupable d'avoir écrit qu'une ville du Sud-Est anatolien (Adiyaman) avait été, au Moyen Age, *« sous la suzeraineté d'un prince arménien »*. Un non-lieu a été prononcé, mais *« ce n'est pas aux tribunaux d'écrire l'histoire »*, observe le directeur de l'hebdomadaire *Yeni Gundem*, pour qui la diversité tant passée que présente des cultures minoritaires du pays (kurdes, tziganes, chrétiennes, israélite, alévi – une secte de l'islam chiite – etc.) constitue une richesse à préserver.

Des universitaires et des journalistes rendent le système éducatif responsable de l'ignorance historique, manifestée dans les dépositions du guide turc dénonciateur, incapable, par exemple, de faire la différence entre le peuple biblique araméen et les Arméniens. Pour M. Mumtaz Zoysal, un professeur de droit cité comme témoin par la partie civile lors du procès de l'attentat d'Orly, *« l'existence du terrorisme n'est pas une raison pour continuer à faire l'impasse dans les programmes scolaires sur l'histoire des populations d'Anatolie, qui ont toutes participé à la formation de la Turquie d'aujourd'hui »*.

MICHEL FARRÈRE.

● **ROUMANIE : nouveau remaniement ministériel.** – Quatre ministres supplémentaires ont été démis samedi 5 octobre de leurs fonctions par décret du président Ceausescu. Il s'agit de M. Gheorge Homostean, ministre de l'intérieur, que remplace M. Tudor Postelnicu, de M. Gheorge Chivulescu, ministre de la justice, que remplace Mme Maria Bobu, de M. Petre Preoteasa, ministre du ravitaillement technico-matériel, remplacé par M. Ion Petre, et de M. Alexandre Necula, à qui succède Nicolae Vaidescu. Cela porte à six en une semaine le nombre de limogeages. Des changements pourraient encore être annoncés à l'issue de la réunion du comité central, qui devait se réunir, lundi 5 octobre, en session plénière. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

POLOGNE

Le général Jaruzelski annonce de « profondes réformes »

Les dirigeants polonais veulent tenter de remédier à la crise économique et politique qui paralyse leur pays. Confirmant les bruits qui courent à Varsovie depuis le milieu de l'été, le général Jaruzelski a en effet annoncé, vendredi 2 octobre, devant un congrès de journalistes, que le plénum du comité central qui s'ouvre jeudi prochain serait saisi de propositions de *« profondes réformes »*.

Depuis le coup de force de 1981 contre Solidarité, l'équipe du général Jaruzelski n'a jamais cessé de s'affirmer consciente de la nécessité de libéraliser la vie économique et politique pour pouvoir mobiliser une population qui ne croit plus à grand-chose d'autre, qu'à son hostilité au régime.

Ce réalisme tient aux chiffres, car sans changement de climat psychologique entre le pays légal et le pays réel, il ne peut être question de remettre sur pied un pays exsangue et qu'écrase une dette extérieure, sur les seuls pays occidentaux, de 35 milliards de dollars. Depuis 1981, pourtant, ce régime n'a jamais osé promouvoir de véritables réformes, de peur de ne pouvoir contenir la pression si le couvercle était tant soit peu levé.

Les lois du marché

Cette fois-ci encore, il faut donc accueillir l'annonce de cette *« sérieuse réorganisation »* avec la plus extrême prudence, mais le fait est que le général Jaruzelski, qui ne laisse pas passer une occasion d'applaudir M. Gorbatchev, bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture l'autorisant comme jamais encore à aller de l'avant. Ses arrières politiques sont assurés à Moscou, il vient de renouer avec le dernier pays occidental à le bouder, les Etats-Unis, et rien ne vient donc plus freiner ses possibilités de manœuvre. Autant dire que pour le dirigeant polonais comme pour le renouveau prêché à l'ensemble du bloc par M. Gorbatchev, ce quatrième plénum du parti au pouvoir à Varsovie aura valeur de test.

Les *« solutions nouvelles »* sur la voie *« des réformes, du renouveau et de l'entente nationale »* prévoiraient notamment que les maires – jusqu'à présent nommés d'office – soient élus par leurs administrés. Ils pourraient de surcroît avoir la possibilité de s'organiser en un corps officiel de l'Etat qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions de politique locale. Seconde mesure politique : la législation sur les associations serait assouplie afin d'*« assurer la liberté d'expression »* par la création de *« clubs de discussion »*.

Il n'est, bien sûr, aucunement question de permettre à Solidarité de retrouver son statut légal *ni* même de réinstaurer quelque forme que ce soit de pluralisme syndical. Si limitées qu'elles soient, les deux propositions avancées pourraient toutefois mettre un peu d'huile dans les rouages, à la condition que ces « clubs de discussion » soient ouverts aux forces de l'opposition et que les candidatures aux élections municipales ne soient pas réservées aux seuls fidèles du régime.

Dans le domaine économique, c'est l'habituelle batterie des mesures destinées à réduire le poids bureaucratique qui est évoquée. Ils s'agirait d'accroître les responsabilités des entreprises, face aux directions centrales ; de lever les obstacles administratifs aux initiatives lancées d'en bas ; de laisser progressivement jouer les lois du marché et d'encourager le renforcement du secteur privé industriel et des entreprises à participation étrangère.

Il n'y a plus de place, dans le parti polonais, pour les *« conservateurs »*, a déclaré le général Jaruzelski, qui n'en a pas moins souligné que les changements devaient s'effectuer dans *« l'ordre et la discipline »*. Tout sera, de fait, question de dosage.

B.G.

● **Manifestation antinucléaire.** – Environ cinq mille habitants de Miedzyrzecz, dans l'ouest de la Pologne, ont manifesté, dimanche 4 octobre, contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires du bloc de l'Est dans leur région, a-t-on appris de source proche de l'opposition. Brandissant des pancartes, les manifestants ont défilé pendant une quarantaine de minutes avant de se disperser dans le calme. La police n'est pas intervenue, alors que le 6 septembre dernier, une première manifestation avait été énergiquement dispersée. – *(Reuter.)*

URSS

« Vie et destin », de Vassili Grossman publié à Moscou

Moscou *(Reuter)*. – L'hebdomadaire *Ogoniok* a publié, dimanche 4 octobre, des extraits de *Vie et destin*, roman de Vassili Grossman sur la seconde guerre mondiale saisi dans les années 60 et publié par la suite à l'étranger.

Ces extraits comportent certaines des critiques les plus virulentes formulées par Grossman contre Joseph Staline, mais ils paraissent expurgés de passages portant notamment sur les déportations de minorités nationales ordonnées par Staline pendant la guerre.

Selon *Ogoniok*, *Vie et destin*, présenté par des critiques occidentaux comme un *Guerre et paix* du vingtième siècle (*le Monde* du 21 mars 1986), sera bientôt publié pour la première fois en URSS par le mensuel littéraire *Oktyabr*.

Grossman, né en 1905, mort en 1964, et dont d'autres ouvrages avaient été publiés en Union soviétique, a terminé son roman en 1960 et l'a remis à un journal pour publication, mais l'ouvrage avait été dénoncé pour son caractère « antisoviétique » et les autorités avaient saisi le manuscrit. Mystérieusement parvenu à Vienne sous forme de microfilm, il devait finalement paraître en 1982, en russe, à Lausanne.

Ogoniok affirme que Grossman était un *« grand maître qui, regardant la vérité dans les yeux, parle de la vie difficile et héroïque de son pays et cherche les sources des troubles et des procès qui ont été le lot du peuple soviétique »*.

Dans certains passages publiés, Staline est présenté comme un personnage maussade et suspicieux, et il est fait explicitement allusion aux répressions des années 30.

« Depuis les premiers jours de la guerre, il était constamment épuisé, peut-on lire dans l'un de ces passages. *Il avait constamment l'impression que les gens se moquaient de lui derrière son dos et qu'ils se rappelaient sa confusion au cours de l'été 1941* [date de l'invasion allemande]. *»*

Un autre extrait évoque un Staline imaginant avec panique la résurrection des millions de personnes qu'il avait envoyées en camp de travail. Grossman raconte également comment Staline envoya en Sibérie de nombreux Soviétiques prisonniers de guerre sortant des camps allemands.

Ogoniok reconnaît que les passages publiés ont été expurgés, mais sans donner d'explications.

AUTRICHE

Echec des socialistes aux élections régionales

Vienne *(AFP)*. – Le Parti socialiste autrichien (SPOe) a été, selon des résultats officiels, le grand perdant des élections du dimanche 4 octobre à la diète régionale du Burgenland, dans l'est de l'Autriche – le premier scrutin significatif depuis les élections législatives de novembre dernier.

Le SPOe, allié dans le gouvernement aux populistes (OeVP), perd la majorité absolue et trois mandats au Landtag, avec une chute de près de 6 % des suffrages par rapport aux dernières régionales de 1982. Il sera représenté à cette diète par dix-sept députés, sur trente-six, alors que l'OeVP conserve ses seize sièges malgré une perte de près de 2 % des voix.

Le principal bénéficiaire du scrutin a été le petit Parti libéral FPOe qui, pour la première fois depuis une décennie, entre à la diète avec trois mandats (7,32 % des voix, soit un gain de près de 3 % par rapport à 1982). M. Joerg Haider, chef du FPOe, qui compte parmi ses adeptes un certain nombre de nostalgiques du troisième Reich, a participé activement à la campagne électorale de son parti.

Grâce à leur maire très populaire, M. Josef Reschen, les socialistes ont, en revanche, remporté une importante victoire aux élections municipales à Salzbourg, dimanche. Le SPOe passe de quinze à vingt et un sièges, alors que le OeVP en perd trois sur douze. Le FPOe conserve ses six sièges.

DANEMARK

Svend Auken nouveau leader social-démocrate

Réuni, le samedi 3 octobre, en congrès extraordinaire à Copenhague, le Parti social-démocrate danois a élu M. Svend Auken comme nouveau président, en remplacement de M. Anker Jörgensen, qui avait démissionné au lendemain des élections législatives du 8 septembre dernier.

Agé de quarante-quatre ans, M. Svend Auken, diplômé de sciences politiques des universités d'Aarhus et de Paris, est député depuis 1971. A l'époque, il était l'un des adversaires les plus acharnés de l'adhésion du Danemark au Marché commun. Depuis, il a modéré ses propos, mais il avait quand même fait campagne contre l'Acte unique européen lors du référendum de 1986. Ministre du travail de 1977 à 1982, dans le cabinet minoritaire de M. Jörgensen, il a su nouer d'excellentes relations avec les dirigeants des grands syndicats.

Ce sont là sans doute des atouts appréciables dans la tâche difficile qui l'attend : mettre fin aux querelles internes du Parti social-démocrate et définir une plate-forme politique crédible qui pourrait permettre à la gauche, dans l'opposition depuis 1983, de revenir au pouvoir. Les sociaux-démocrates danois n'ont cessé de perdre du terrain ces dix dernières années, notamment parmi les jeunes. Aux législatives du 8 septembre, ils avaient recueilli 29,3 % des suffrages, soit 2,3 % de moins qu'en 1984. – *(Corresp.)*

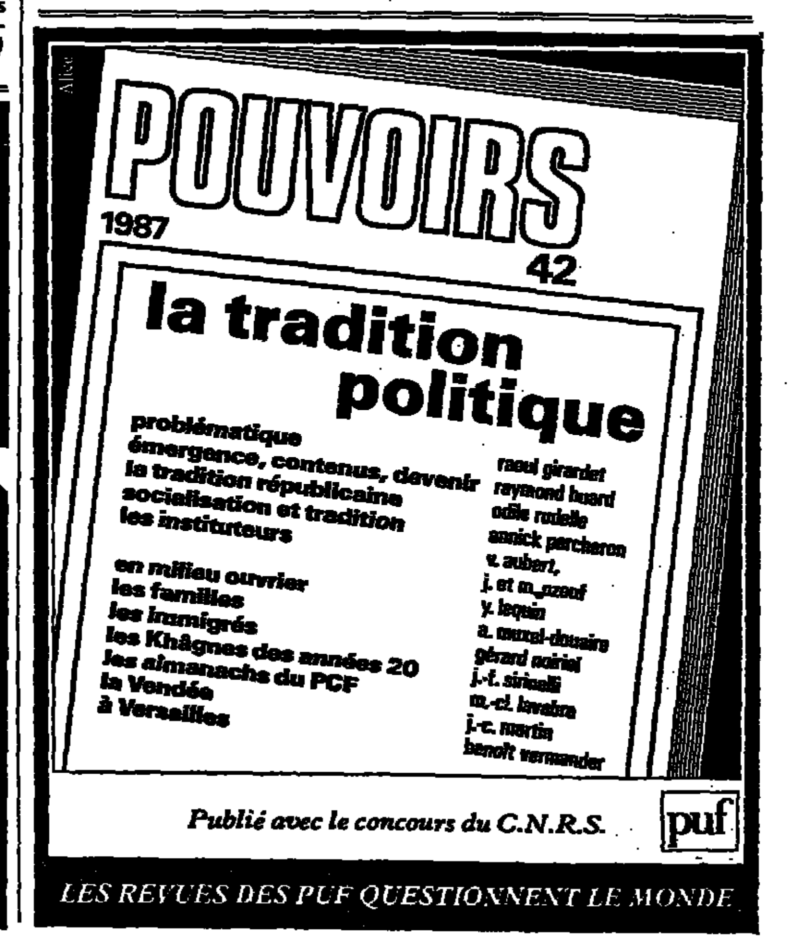
PAYS-BAS

Des milliers de communes refusent d'accueillir des réfugiés

Amsterdam. – Plus de trois mille communes néerlandaises se rebiffent contre la volonté gouvernementale d'y faire héberger des réfugiés de divers pays du monde. Les responsables de ces communes, situées loin des grands centres urbains de l'ouest du pays, ont fait savoir que l'attitude hostile d'une partie importante de la population envers les étrangers pourrait menacer l'ordre public.

La presse critique sévèrement le racisme de certains contestataires qui font souvent feu de tout bois : dans leur argumentation se mêlent la peur du SIDA, l'insécurité ou l'intégrisme musulman. D'autres villageois en revanche affirment qu'ils protestent uniquement contre le nombre élevé des réfugiés, non pas contre le principe de l'accueil. *(Corresp.)*





Proche-Orient

La tension dans le Golfe

Alertes en série pour les flottes occidentales

Le port irakien de Bassorah a été la cible, samedi 3 et dimanche 4 octobre, de violents bombardements de la part de l'artillerie iranienne, qui ont fait, selon un porte-parole militaire à Bagdad, près d'une vingtaine de tués parmi la population civile. Des mosquées, des écoles et des habitations ont été touchées, a précisé le porte-parole, qui a averti que son pays était prêt à soutenir une nouvelle *« guerre des villes »* si l'Iran persistait à attaquer des zones civiles.

Les bombardements iraniens avaient été annoncés dès samedi par Téhéran, en représailles à des raids irakiens en Iran. La précédente *« guerre de villes »* avait fait rage pendant cinq semaines en janvier et février derniers. Au cours de cette période, l'aviation irakienne avait attaqué une cinquantaine de cités iraniennes, dont Téhéran. Pour sa part, l'Iran avait pilonné à l'artillerie les localités irakiennes frontalières, dont Bassorah, et tiré onze missiles sol-sol contre Bagdad.

D'autre part, les eaux du Golfe ont connu, le week-end dernier, une série d'alertes dues à un chassé-croisé *serré entre navires occidentaux* et vedettes iraniennes, sans que l'on ait officiellement annoncé de heurts. Un navire de guerre américain a ainsi dû lancer un avertissement par radio à un bateau de la marine iranienne qui avait dirigé son radar de tir sur lui. L'unité iranienne a *finalement verrouillé son radar*, et aucun coup de feu n'a été échangé.

Relatant l'incident, le Pentagone l'a qualifié de *« harcèlement »* de la part de l'Iran.

Un groupe de vedettes rapides iraniennes qui se dirigeaient, samedi, vers les eaux territoriales saoudiennes a en outre semé l'inquiétude dans les milieux maritimes du Golfe, avant de faire demi-tour. Les autorités de Ryad et de Koweït se sont montrées avares d'informations sur cette intervention des vedettes, signalées de source maritime. Toutefois, le ministère saoudien de la défense a tenu à souligner que ses forces étaient prêtes à *« faire face à toute agression »*. Des sources militaires américaines ont de leur côté indiqué que le navire amiral de la flotte des Etats-Unis *dans le Golfe avait dû modifier sa* route à la suite d'une *« menace »* iranienne contre l'Arabie saoudite, qui avait elle-même déclenché une alerte.

Mobilisation massive en Iran

Le commandant de la corvette française *Georges-Leygues* a quant à lui indiqué, dimanche, que son navire s'était trouvé, quelques jours auparavant, à proximité de vedettes iraniennes qui venaient d'attaquer un pétrolier, mais que celles-ci avaient évité l'affrontement. Pour sa part, Tokyo a autorisé les navires de commerce japonais à reprendre leur navigation dans le Golfe après une interruption de trois jours consécutive à l'attaque, mercredi, de deux pétroliers japonais.

Enfin, un hélicoptère américain s'est abîmé en mer dans la nuit de dimanche à lundi. Selon Washington, il s'agit d'un accident, dont le bilan était, lundi matin, d'un disparu.

En Iran, les gardiens de la révolution ont lancé samedi un appel à la *« mobilisation massive »* de *« tous les volontaires qui ont déjà servi au front ou qui ont reçu un entraînement militaire »*. Cet appel a été suivi d'un commentaire de la radio nationale affirmant la nécessité *« du départ pour les différents fronts de tous ceux qui peuvent porter une arme »*. Vendredi, le président du Parlement, M. Hachemi Rafsandjani, avait déjà demandé à tous les Iraniens susceptibles de porter les armes de s'engager et avait laissé entendre qu'une partie des combattants seraient *« envoyés vers le Golfe »*. – *(AFP, Reuter.)*

Assassinat à Londres de deux opposants iraniens

La police britannique a demandé samedi 3 octobre aux Iraniens installés dans le pays de rester sur leurs gardes après l'assassinat de deux membres d'un mouvement d'opposition au régime de l'imam Khomeiny.

Mohamed Ali Tavakoli-Nabavi, 58 ans, et son fils Nourredine, 24 ans, auraient été retouvés morts vendredi dans leur appartement londonien. Selon un porte-parole de la police, *ils présentaient des blessures* à la tête. Mohamed Ali Tavakoli-Nabavi dirigeait le mouvement nationaliste *« Javanan »*, regroupant une douzaine de militants. Les deux hommes ne cachaient pas leur opposition au gouvernement de Téhéran.

Ce double assassinat a été revendiqué samedi soir par un interlocuteur anonyme, se présentant comme un membre des « Gardiens de la révolution islamique ». L'interlocuteur, qui s'est exprimé au téléphone avec un fort accent étranger, a également menacé de mort le fils du Chah d'Iran, le prince Réza, et tous les monarchistes iraniens. – *(Reuter, AFP.)*

ISRAEL

M. Pérès confirme son rejet d'une proposition soviétique

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a confirmé, dimanche 4 octobre, à Jérusalem, en conseil des ministres, qu'il avait rejeté une offre soviétique de rétablissement limité des rapports diplomatiques. Lors d'une entrevue avec M. Pérès dans le courant de la semaine à New-York, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avait proposé d'établir des sections de défense des intérêts des deux pays à Tel-Aviv et à Moscou. – *(Reuter.)*

● **Manifestations d'étudiants palestiniens à Gaza.** – Des manifestations se sont déroulées dimanche 4 octobre dans la bande de Gaza en signe de protestation contre la mort de trois Palestiniens abattus dans la nuit de jeudi à vendredi par des militaires israéliens. Deux des *trois victimes abattues, sont l'ingé*nieur Cheikh Mohammed Abou Obeid, trente-trois ans, originaire de Gaza, et Mohammed Alyan Muqadmeh, quarante ans, un entrepreneur du camp palestinien de Shati. On ignore encore l'identité de la troisième victime. Selon l'armée israélienne, la voiture à bord de laquelle les *trois Palestiniens avaient pris* place a forcé un barrage militaire avant de s'arrêter, à la suite des tirs de sommation, à plusieurs dizaines de mètres. Les soldats ont alors abattu les trois hommes, qui tentaient de prendre la fuite, selon l'armée. – (AFP).

LIBAN

Un « casque bleu » népalais tué par des tirs israéliens

Un « casque bleu » népalais a été tué, dimanche 4 octobre, par des tirs provenant d'une position israélienne au Liban sud, alors qu'il était évacué à bord d'une ambulance à la suite d'une blessure à la jambe. Selon M. Timor Goksel, porte-parole de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), le soldat népalais, atteint à la gorge, avait été blessé à la jambe, une heure plus tôt, dans le village de Sribbine, à 4 kilomètres plus au sud, lors d'un incident avec une patrouille israélienne qui tentait de forcer un barrage de la FINUL. M. Goksel a aussitôt adressé aux autorités israéliennes une sévère protestation, leur demandant d'ouvrir une enquête. Le général Yossi Peled, commandant de la région Nord, a, *pour sa part, estimé* que l'armée israélienne n'était pas impliquée dans cet incident et a rejeté la responsabilité sur des membres de l'Armée du Liban sud, milice contrôlée par Israël. – *(AFP.)*

● **Décès du député maronite Fouad Lahoud.** – M. Fouad Lahoud, député maronite de la région chrétienne du Metn (au nord-est de Beyrouth), est décédé dimanche 4 octobre à l'âge de soixante-dix ans des suites d'une longue maladie. Lieutenant-colonel en retraite de l'armée libanaise, où il avait fait carrière, Fouad Lahoud avait été élu au Parlement en 1972, et présidait depuis la commission parlementaire de défense. Membre du Parti national libéral (PNL, conservateur chrétien, de M. Dany Chamoun), il avait entretenu toutefois de bonnes relations avec l'opposition musulmane. La mort de Fouad Lakoud porte à dix-neuf le nombre des sièges vacants au Parlement libanais, qui compte quatre-vingt-dix-neuf députés. – *(AFP)*.

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

Démantèlement d'une organisation terroriste

Athènes. – La police grecque est en train d'exploiter ses premiers succès dans la lutte contre le terrorisme. Au milieu de la semaine passée, une fusillade entre des individus suspects et des policiers a abouti à *une prise d'otages et à la mort du* chef du groupe, Michel Prekas, qui a refusé, semble-t-il, de se rendre. Ses deux complices, de jeunes étudiants, ont été arrêtés ainsi que plusieurs autres personnes.

La police a découvert deux caches d'armes et de documents compromettants. Il y a dans le lot des armes volées récemment à la police portuaire, des bombes identiques à celles qui ont été utilisées pour des attentats ainsi que la machine à écrire qui servit à taper les communiqués qui les ont suivis.

Selon la police, les premiers résultats de l'enquête tendent à prouver qu'il ne s'agit pas d'une seule organisation terroriste, mais d'une véritable constellation de groupes connus pour des actions plus ou moins spectaculaires. C'est ainsi que les personnes arrêtées appartiendraient à l'Organisation armée Christos Tsoutsouvis, mais des liens auraient été établis entre celle-ci et la Lutte anti-étatique, la Praxis révolutionnaire et la Lutte populaire révolutionnaire (ELA), qui est la plus connue et la plus ancienne de toutes.

En ce qui concerne le groupe terroriste de loin de plus important et le plus efficace, l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre (17 N), les recherches *demeurent cependant* sans résultat jusqu'à présent. – *(Corresp.)*

Ouganda

Deux cents rebelles tués

L'armée ougandaise a remporté, vendredi 2 octobre, dans le sud-est du pays, une importante bataille contre les rebelles du mouvement « Esprit Saint », dirigé par la jeune prêtresse Alice Lakwena, a annoncé, samedi 3 octobre, le ministère de la défense. Celui-ci ne précise pas le nombre des victimes, mais les journalistes qui se sont rendus sur le champ de bataille de Kayiti, ont dénombré plus de deux cents cadavres de rebelles.

Il semble que l'Armée de résistance nationale (gouvernementale) n'ait perdu qu'une vingtaine d'hommes, ont-ils ajouté. Il s'agit de la plus importante bataille entre forces gouvernementales et rebelles depuis plusieurs semaines. Selon les journalistes, les maquisards de Lakwena sont allés au combat comme d'habitude dévêtus jusqu'à la taille et pantalons remontés jusqu'aux genoux. Ils avaient enduit *leur corps d'un onguent qu'ils supposent magi*que et que leur prépare Lakwena pour les protéger contre les balles ennemies. – *(Reuter.)*

Soudan

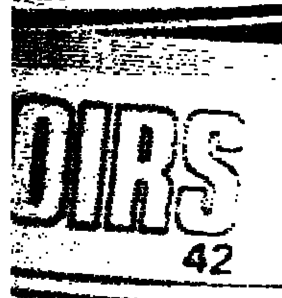
Manifestation contre les hausses des prix : vingt-cinq blessés

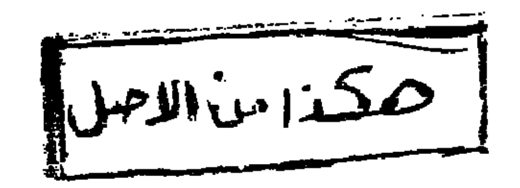
Vingt-cinq personnes ont été blessées dimanche 4 octobre à Khartoum au cours d'affrontements entre policiers et étudiants qui protestaient contre les hausses de prix annoncées la veille par le gouvernement.

Ces hausses de prix, qui concernent notamment l'essence, le sucre et le ciment, ont été annoncées en même temps qu'une dévaluation de 44 % de la livre soudanaise par rapport au dollar dans le cadre d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI).

Les étudiants, qui scandaient des slogans hostiles au gouvernement, au premier ministre Sadek Al-Mahdi et au FMI, ont attaqué les forces de l'odre à coups de pierre. Celles-ci ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, et vingt-cinq personnes, dont des policiers, ont *été blessées*. – *(Reuter.)*







Politique

L'hommage de la République à René Cassin

M. Jacques Chirac a prononcé, lundi 5 octobre en fin de matinée, au Conseil d'Etat, un discours d'hommage à René Cassin dont les cendres devaient être transférées le même jour, en fin d'après-midi, au Panthéon en présence du chef de l'Etat, qui prononcera une allocution.

La cérémonie présidé au Conseil d'Etat par le premier ministre tenait lieu d'hommage de l'ensemble des corps constitués à la mémoire de René Cassin.

Dimanche, un hommage du monde combattant avait été rendu aux Invalides, en présence de M. André Giraud, ministre de la défense, à René Cassin, grièvement blessé au cours de la première guerre mondiale avant de consacrer le reste de sa vie à la cause de la paix et des droits de l'homme.

Pour avoir assisté dès la première heure le général de Gaulle en 1940, René Cassin avait été fait compagnon de la Libération. *« Homme de paix,* a notamment déclaré M. Giraud aux Invalides, *il savait qu'en combattant il défendait la paix. Il savait qu'elle ne se gagne ni dans la démission, ni dans la servitude. Il savait qu'elle se paye de la peine et du sang. Son patriotisme fut sans concession, son courage exemplaire. »*

TÉMOIGNAGE

Les droits de l'homme au Panthéon

par Marc Agi,
président de l'Association pour le développement des libertés fondamentales

RENÉ Cassin avait une conviction profonde : malgré les génocides et les massacres, malgré les crimes des régimes totalitaires et les haines idéologiques, il ne fallait pas désespérer de l'homme et des possibilités de progrès : *« Je crois que l'humanité ne doit pas désespérer de son avenir,* déclarait-il en 1968, à l'annonce de son prix Nobel de la paix. *La raison permettra de bâtir un monde plus juste. Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que les droits de l'homme seront violés en quelque partie du monde. »* Cette confiance n'était pas de celles, purement politiques, qu'affichent ces sophistes d'un nouveau genre que sont les tacticiens des droits de l'homme ; elle était de celles qui suscitent les mises en œuvre fondatrices.

Aussi serait-il erroné, sous prétexte de « panthéonisation », de nous laisser aller à une hagiographie de René Cassin, de le dépeindre comme une sorte de saint laïc, de grand et sévère commis d'Etat, dont la geste, embellie, schématisée, dénaturée, pourrait servir de modèle à une religion des droits de l'homme. Certains voudraient faire de ce méridional jovial et bon vivant, le gourou vénéré d'un tel culte. Le transfert de ses cendres ne doit pas être compris comme le second et définitif enterrement d'un grand lutteur des libertés, mais comme un point de départ, comme un signal de renouvellement et de remise en œuvre.

Cassin n'est pas de ces pacifistes béats qui offrent pour la gloire leur poitrine aux canons, mais l'artisan minutieux d'un meilleur monde quotidien : *« Je ne me bats pas au fond pour la justice,* nous avait-il confié, *mais plutôt contre toutes les sortes d'injustices. »*

La foi dans l'homme concret

La grandeur de Cassin réside dans son inébranlable foi en l'homme de tous les jours. Comment expliquer sinon que, même après les carnages de la première guerre mondiale et les massacres de la seconde, il soit demeuré l'un des rares à penser que la naissance d'une humanité moins cruelle était possible, que les régressions de la civilisation sont accidentelles, et qu'il suffit d'en découvrir les causes pour en éviter le retour ? Il a même la certitude que l'on peut rallier l'ensemble de l'humanité à cette évidence, que c'est une question de temps et de patience, autrement dit d'éducation et de pédagogie.

La force de Cassin résidait dans son esprit non dogmatique, son souci constant de situer la lutte pour les droits de l'homme hors du champ clos des conflits idéologiques. Il n'a pas composé de magistrales œuvres doctrinales — en dehors bien sûr de ses écrits purement juridiques — mais rédigé des milliers de lettres, de discours, d'articles, d'allocutions, d'interventions, pris part à d'innombrables émissions de radio, dont il faut aller chercher le texte dans les archives des anciens combattants de la SDN, de la BBC, de l'Agence israélite universelle, de la France libre, de l'université hébraïque de Jérusalem, du Conseil d'Etat, des Nations unies, du Conseil de l'Europe, dans les colonnes de presque tous les grands journaux ou magazines français et étrangers, dans les papiers personnels de milliers de correspondants...

On s'aperçoit donc que René Cassin est avant tout possédé de la rage d'enseigner, d'expliquer, de convaincre. Son comportement est celui d'un pédagogue, d'un professeur de droit, pour qui la science juridique n'est pas une simple technique verbale, mais l'instrument nécessaire à l'établissement même des droits de l'homme.

Cette position est la sienne dès le début de sa carrière, quand, à partir de 1917, grand invalide de guerre, il met au service des centaines de milliers de veuves et d'orphelins ses connaissances juridiques et son opiniâtreté inlassable jusqu'à faire adopter par le gouvernement la loi de 1919 sur les réparations. Mais il mettra aussi ces mêmes connaissances au service des causes qui lui paraîtront le mieux défendre ses idéaux de justice et de paix.

La Société des nations d'abord, où il contribue au côté d'Herriot à l'élaboration du protocole franco-britannique de Genève en 1924, puis avec Briand au plan français de désarmement pour la Conférence de 1932. La France libre ensuite dont il s'attache dès 1941 à démocratiser les structures, comme il impose dans les portions de territoire peu à peu libérées de l'Empire français les lois de la République.

Puis le Conseil d'Etat à partir de 1944, auquel il fait subir d'importantes réformes destinées à assurer une meilleure protection du citoyen face aux excès toujours possibles du pouvoir. La commission des droits de l'homme de l'ONU aussi, au sein de laquelle il joue dès le début un rôle prépondérant dans l'élaboration et la rédaction de la Déclaration universelle de 1948. La Cour européenne des droits de l'homme enfin, dont il contribue à mettre au point le statut, et rédige, dès 1959, les premiers grands arrêts.

Son pragmatisme ne découle pas d'une réflexion doctrinale, mais prend appui sur une révolte vitale contre la souffrance. Souffrance physique d'abord. Le caporal Cassin a été très grièvement blessé en septembre 1914 sur la Marne. Souffrance morale ensuite quand, en juin 1940, il comprend que les pires de ses craintes se révèlent fondées et que Hitler incarne l'esprit même du mal radical. La judéité de René Cassin se trouve tout entière dans la nécessité de répondre à l'injustice par une justice encore plus grande et d'élever à l'universalité l'expérience vécue de la souffrance personnelle.

Cet « utopisme pragmatique » prend racine dans l'idée qu'il n'existe aucune possibilité de sauver idéologiquement l'ensemble de l'humanité. Aucune idéologie n'est faite pour intégrer qui la nie fondamentalement, et chacune se trouve par conséquent devant la tragique alternative de supprimer ses détracteurs ou de se supprimer elle-même.

René Cassin estimait que l'humanité ne pouvait être sauvée qu'individu par individu, et qu'il fallait donner à chacun les moyens, à la fois matériels et culturels, d'assurer son propre destin. Car, à ses yeux, le progrès de l'humanité ne peut consister que dans la reconnaissance, à la fois psychologique et juridique, de la dignité humaine, que dans le respect toujours plus parfait et toujours plus général d'un nombre toujours plus grand de droits.

N'étant pas l'homme des systèmes, René Cassin n'est pas non plus celui des choix difinitifs. Il sait que la philosophie libérale a du bon et que le socialisme aussi. Mais il sait également que nul doctrinaire n'accepterait de tenter une synthèse « sacrilège » entre les conceptions — ce qu'il fait pourtant dans la Déclaration de 1948 — en trouvant le moyen de concilier droits individuels et collectifs.

Aussi pour Cassin, la conquête des droits ne peut-elle s'effectuer que contre le pouvoir et en aucun cas s'identifier à un combat politique.

On voit bien ce qu'il peut y avoir de fragile et même, de limité, dans une attitude qui consiste à vouloir lutter politiquement pour la dépolitisation de la politique, à faire à tout prix de la démocratie de type occidental une réalité non idéologique. Il ne faudrait cependant pas oublier contre quel adversaire René Cassin a dû mener sa « croisade des droits de l'homme ». Car, si pour lui démocratie veut dire exercice des libertés fondamentales, la lutte contre le totalitarisme constitue inversement la seule et unique manière de fonder cette démocratie.

Lorsque René Cassin rejoint de Gaulle à Londres, en juin 1940, c'est pour prendre sa part dans le combat pour la résurrection des libertés. Lorsque Cassin gagne l'Angleterre, ce n'est pas pour rallier un homme, mais pour contribuer à sauver l'ensemble de l'humanité. Engager la bataille contre le nazisme, c'est s'attaquer à l'esprit même de la guerre, c'est donner la possibilité à la civilisation des droits de l'homme d'exercer sa légitime défense.

Les grandes associations d'opinion

L'instrument le plus efficace dont les peuples puissent disposer est, de l'avis de Cassin, constitué par les grandes associations d'opinion publique, comme l'Union fédérale des anciens combattants dont il devient le président dès 1923, ou par les organisations comme la Ligue des droits de l'homme, la LICRA ou Amnesty International, dont la force croissante de dissuasion devrait peu à peu parvenir à élever un système de protection efficace de la personne humaine victime des absolutismes.

Cassin était même allé jusqu'à proposer la constitution d'une sorte de contre pouvoir moral et universel directement issu des peuples par le canal de ces grandes organisations, seul moyen capable à son avis de contrebalancer efficacement les fureurs sporadiques et toujours meurtrières des souverainetés.

Pendant près de trente ans, il s'était entêté sans succès à obtenir que l'individu fût enfin universellement reconnu comme sujet du droit international et que dans cette intention fussent créés auprès des Nations unies un haut commissariat aux droits de l'homme, une cour universelle et tous les organes nécessaires à leur fonctionnement et au respect effectif de leurs décisions.

C'est par l'éducation que René Cassin voulait parvenir à ses fins. *Enseigner, c'est rendre plus libre et* plus responsable. Quand, dès 1941, *le futur président de l'Alliance israélite universelle songeait à la création d'une future UNESCO* — en remplacement de l'Institut international de coopération intellectuelle fondé par Bergson dans le cadre de la SDN et à la promotion duquel Cassin avait, dès 1924, énergiquement participé, — il imaginait une sorte de ministère universel de l'éducation qui enseignerait certes toutes les langues et toutes les cultures mais qui apprendrait surtout le respect de la différence.

Il était donc normal que Cassin prît la décision, fin 1968, de consacrer le montant de son prix Nobel à fonder, à Strasbourg, un Institut international des droits de l'homme. Il pensait que cet organisme devrait pouvoir assurer la formation universelle de générations entières de combattants des libertés, investis à leur tour de la mission de revenir diffuser dans leurs quartiers, leurs villes, leurs pays, la nouvelle qu'il existe depuis 1948 un texte intitulé *Déclaration universelle des droits de l'homme*, et dans lequel il est écrit, en toutes lettres, que l'être humain a droit, *« en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression »* et n'a de devoirs seulement envers la communauté *« dans laquelle le libre et plein développement de la personnalité est possible »*...

A l'instar des vieux prophètes bibliques dont il a bien souvent le comportement fulminant mais aussi la lucide authenticité, René Cassin apparaît comme une sorte de porte-parole, comme un formulateur, un esprit où se cristallise le meilleur de notre civilisation, un « accoucheur » comme il aimait à le dire lui-même, qui, d'un verbe têtu, sera parvenu à accréditer l'idée que même d'un point de vue purement laïc et républicain, le désespoir n'est pas de mise.

C'est donc l'espoir en l'homme même que la République porte au Panthéon ; c'est l'humanité tout entière qui y entre d'un seul coup, en faisant de ce fantassin des droits de l'homme « un grand homme comme vous et moi ».



Né à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) le 5 octobre 1887, René Cassin opte pour l'étude du droit. Grièvement blessé en octobre 1914 au cours des premiers combats du conflit mondial, il est déclaré invalide et réformé. La tragique expérience de la Grande Guerre le marquera profondément. Il devient, en effet, un défenseur résolu des anciens combattants et victimes de la guerre. Il commence en même temps un combat pour la paix qui ne cessera pas. Délégué de la France à la Sociétés des nations de 1924 à 1938, il plaide sans relâche pour la mise en œuvre des principes qui l'animent. René Cassin sera le premier civil à répondre en juin 1940 à l'appel du général de Gaulle, qu'il rejoint à Londres. Après avoir joué un rôle important auprès du chef de la France libre, René Cassin devient, en 1944, vice-président du Conseil d'Etat. Après avoir témoigné d'une certaine réserve lorsque fut évoquée en 1958 la création du Conseil constitutionnel, il devient cependant membre du Conseil constitutionnel provisoire et, en 1960, membre du Conseil constitutionnel. René Cassin jouera aussi un rôle important à la commission des droits de l'homme des Nations-unies, dont il est vice-président, de 1941 à 1955, puis président de 1955 à 1957. Il sera le principal inspirateur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Lauréat en octobre 1958 du prix Nobel de la paix pour son combat inlassable en faveur des droits de l'homme, René Cassin consacre le montant de ce prix à la création d'un Institut international des droits de l'homme. Il meurt le 20 février 1976.

« Son combat demeure »
déclare le premier ministre

M. Jacques Chirac, rendant hommage à René Cassin, ce lundi 5 octobre, au Conseil d'Etat, a rappelé que pour l'ancien vice-président de la haute juridiction, *« au dessus de la loi, il y avait la justice, les lois non écrites de la conscience, au nom desquelles les lois positives doivent être jugées et, parfois, récusées lorsqu'elles portent atteinte aux libertés et à la dignité humaine »*.

Evoquant l'arrivée de René Cassin à Londres, en juin 1940, où il avait rejoint le général de Gaulle, le premier ministre a déclaré : *« C'était la rencontre de deux hommes qui avaient partie liée avec la France. » « Grand légiste de la France libre »*, selon la formule de M. René Pleven, René Cassin a mené, a dit M. Chirac, un *« combat en faveur des droits de l'homme et de la dignité humaine »*, qui *« est un exemple qu'il nous appartient de méditer et de suivre »*.

« La première leçon que nous devons tirer de sa vie, c'est la nécessité d'agir de façon concrète en matière de droits de l'homme, et de s'en donner les moyens, a déclaré le premier ministre. *C'est pour cela que j'ai tenu à créer, au sein de mon gouvernement, un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, qui puisse définir et mettre en œuvre une politique d'ensemble pour que la France reste en première ligne dans une cause qui plonge au cœur de nos racines et de nos traditions. Dans tous les pays du monde qui font bon marché des libertés et de la dignité de la personne humaine, la France intervient. Par ses prises de position dans les enceintes internationales, ou par les aides et les soutiens moraux et financiers qu'elle apporte aux peuples opprimés, la France reste fidèle à sa vocation de patrie des droits de l'homme et de terre d'asile. »*

M. Chirac a continué : *« Nous nous efforçons, dans le même esprit, de renforcer la dimension européenne de la défense des droits de l'homme. De même, parce que nous sommes profondément convaincus, comme René Cassin, que nos enfants doivent apprendre très tôt la valeur des droits de la personne humaine et les sacrifices qu'ils méritent, nous avons décidé qu'ils seraient désormais enseignés dans les écoles et les lycées. Les enfants d'aujourd'hui seront demain les défenseurs des libertés. Un siècle après sa naissance, René Cassin va entrer au Panthéon, où l'attendent tous ceux qui ont porté très haut le nom et la grandeur de la France. Sa vie est désormais achevée, mais ce qui a inspiré et déterminé son combat demeure : l'injustice n'est pas morte, pas plus que l'asservissement ou l'humiliation. »*

Quatre élections cantonales partielles

EURE : canton de Gaillon-Campagne (1er tour).

Inscr., 7 420 ; vot., 3 835 ; suffr. expr., 3 769. MM. Jacques Davoust (PS), adjoint au m. de La Croix-Saint-Leufroy, 1 006 voix ; Jacques Bohu (RPR), 917 ; Claude Nachtergaele (div. g.), m. de Saint-Aubin-sur-Gaillon, 857 ; Mme Denise Brockaert (UDF), c. m. de Villers-sur-le-Roule, 562 ; MM. Paul Chauvelin (FN), 248 ; André Fournaux (PCF), 179. *Il y a ballottage.*

[M. Davoust est arrivé en tête au premier tour de cette consultation partielle organisée à la suite du décès, le 8 juillet, de Bernard Chandelier, élu, avec le soutien de l'UDF, en 1985, dans le nouveau canton de Gaillon-Campagne. Absent du scrutin en 1985, M. Davoust a obtenu, dimanche, 26,69 % des voix. Tous les autres candidats voient leur score se détériorer par rapport à 1985. A gauche, tandis que le représentant du PCF (4,74 % des voix) perd près de 4 points, M. Nachtergaele (22,73 %) qui était soutenu par le Parti socialiste en 1985, abandonne plus de 5 points.

A droite, M. Bohu a le mieux résisté en obtenant 24,33 % des voix alors que la candidate du RPR avait réalisé 24,66 % des suffrages en 1985. En revanche, Mme Brockaert, qui se réclamait du conseiller général décédé, avec 14,91 % des voix, perd plus de 11 points par rapport au score de Bernard Chandelier (26,18 %). Enfin, le représentant du FN qui a recueilli 6,57 % des suffrages, perd près de 6 points.

Au premier tour de scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 7 094 ; vot., 4 996 ; suffr. expr., 4 797. MM. Nachtergaele, 1 338 ; Chandelier, 1 256 ; Mme Toussaint (RPR), 1 183 ; MM. Chauvelin, 601 ; Fournaux, 419. Au second tour, M. Chandelier l'emportait avec 2 476 voix, contre 2 206 à M. Nachtergaele, sur 4 682 suffrages exprimés, 4 875 votants et 7 094 électeurs inscrits.]

LOIRE : canton de Bourg-Argental (1er tour).

Inscr., 4 825 ; vot., 3 195 ; suffr. expr., 3 116. Mme Danièle Gambonnet, sout. RPR et UDF, m., 1 475 voix ; MM. Jean Moutot, PS, cons. mun., 1 391 ; Bernard Rameau, PCF, 250. *Il y a ballottage.*

[Bien qu'arrivée en tête avec 47,33 % des voix, Mme Gambonnet se retrouve en position délicate pour le second tour. Candidate unique de la majorité, elle vient de succéder à la mairie du chef-lieu, au conseiller général divers droite, André Jamet, décédé le 23 juillet dernier, qui représentait le canton de Bour-Argental (commune dont il était maire depuis 1968) depuis 1972. Son score est inférieur à celui enregistré par la liste unique RPR-UDF en mars 1986 (51,01 %) et à celui enregistré par son prédécesseur, réélu dès le premier tour de mars 1985, avec 52,35 % et ce, malgré la présence de MM. Claude Bonnard (div. d.) et Souvignet (FN) qui avaient respectivement recueilli 10,53 % et 5,80 % des voix.

Parallèlement, la gauche progresse : le score du candidat communiste passe de 6,51 % à 8,02 % et celui de M. Moutot, devenu à la faveur de l'élection municipale partielle du 13 septembre dernier le seul conseiller municipal d'opposition de Bourg-Argental, augmente de près de vingt points (44,64 % au lieu de 24,78 %).

Au premier tour de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 886 ; vot., 3 636 ; suffr. expr., 3 530. André Jamet, 1 848 RÉÉLU ; MM. Moutot, 875 ; Bonnard, div. d., 372 ; Rameau, 230 et Souvignet, FN, 205.

VENDÉE : canton de Rocheservière (1er tour).

Inscr., 6 012 ; vot., 3 781 ; suffr. expr., 3 651. MM. Jean-Pierre Gesy (RPR), m. de Saint-Sulpice-le-Verdon, 2 263 voix, ÉLU ; André Idier (div. d.), 788 ; Jean-Louis Berland (PS), 398 ; Mme Madeleine Lelièvre (div. d), 169 ; M. Jacques Charrieau (PCF), 33.

[M. Gesy a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 17 août, de Martial Caillaud (UDF), conseiller général depuis 1973. En recueillant 61,98 % des suffrages, le candidat du RPR a amélioré de plus d'un point le score obtenu par Martial Caillaud au premier tour du scrutin de 1985 (60,79 %). Au total, les trois représentants de droite recueillent 88,19 % des voix, soit un gain de plus de 2 points par rapport à 1985 où ses deux candidats d'alors avaient pâti de la présence d'un représentant du Front national qui avait obtenu 3,85 % des suffrages.

A gauche, le candidat socialiste réalise une bonne opération en améliorant de près de 2 points son résultat de 1985 (10,90 % des voix au lieu de 8,92 %). En revanche, le représentant du PCF, qui avait obtenu 1,18 % des suffrages en 1985, recueille 0,90 % des voix, cette fois-ci.

Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 5 933 ; vot., 4 533 ; suffr. expr., 4 382. MM. Caillaud, 2 664, RÉÉLU ; Idier, 1 106 ; Berland, 391 ; Paris (FN), 169 ; Charrieau, 52.]

GUADELOUPE : canton de Sainte-Rose I (1er tour).

Incr., 4 905 ; vot., 2 973 ; suffr. expr., 2 712. MM. Jean Daniel, PS, m., 1 221 voix ; Clodomir Bajazet, RPR, 759 ; Henri Yacou, indépendantiste, 364 ; Richard Yacou, int. loc., 357 ; Armand Rabot, RPR div., 11. *Il y a ballottage.*

[Le candidat socialiste (avec 45,02 % des voix) est en ballottage favorable avec 462 voix d'avance sur son principal concurrent, au premier tour de cette partielle organisée pour pourvoir le siège de Charles Gabriel (UDF), décédé le 22 juillet dernier et qui était conseiller général depuis 1958.

***Côté, majorité,* avec 0,40 % des voix, le candidat « RPR dissident », M. Rabot n'a fait perdre que peu de suffrages au représentant officiel du RPR qui en recueille 27,98 %.**

M. Henri Yacou (dont le père, Richard, était également candidat) se présentait « sans étiquette » bien qu'il soit membre de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), principale formation indépendantiste de l'archipel.

En mars 1982, Charles Gabriel avait été réélu au second tour avec 4 311 voix contre 1 222 à M. Simon Mouthon (extr. g.) sur 4 368 inscrits, 2 618 votants et 2 533 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 368 ; vot., 2 010 ; suffr. expr., 1 907 ; Charles Gabriel, 1 036 ; MM. Mouthon, 506 et Bajazet, 363.]

PROPOS ET DÉBATS

M. Mitterrand : vivre selon ses goûts

M. François Mitterrand a affirmé, dans une interview accordée à la télévision argentine le dimanche 4 octobre à propos de son propre avenir : *« Il ne dépend pas que de moi ». « J'aborde,* ajoute-t-il, *la dernière étape de mon âge. Dans sept mois, j'aurai terminé un septennat qui aura été fort occupé, à la tête de mon pays. Je vois l'avenir surtout comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts,* [de] *compléter mon éducation, de lire, de voir, d'apprendre, et, de toute manière, tant que je le pourrai, je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit. Alors, de toute manière, où que je sois, je continuerai de m'intéresser à la politique de mon pays. »*

Mme Cresson : dossiers scandaleux

Mme Edith Cresson, ancien ministre socialiste et membre du secrétariat national du PS, a affirmé, le dimanche 4 octobre, lors d'une réunion dans le Puy-de-Dôme, à propos de l'affaire du Carrefour du développement : *« Lorsque nous reviendrons au gouvernement, nous ne laisserons passer aucune affaire concernant la droite, chose que nous n'avons jamais faite jusqu'à présent. Pourtant, cela aurait été facile. Ainsi, lorsque je suis arrivée au ministère de l'agriculture, je n'avais qu'à me baisser pour ramasser des dossiers scandaleux et des opérations louches. Cette période de discrétion est révolue. Voilà pourquoi le PS s'intéresse beaucoup à l'affaire Chaumet, dans laquelle le garde des sceaux n'est pas vraiment net. »*

M. Le Pen : ça me rapporte

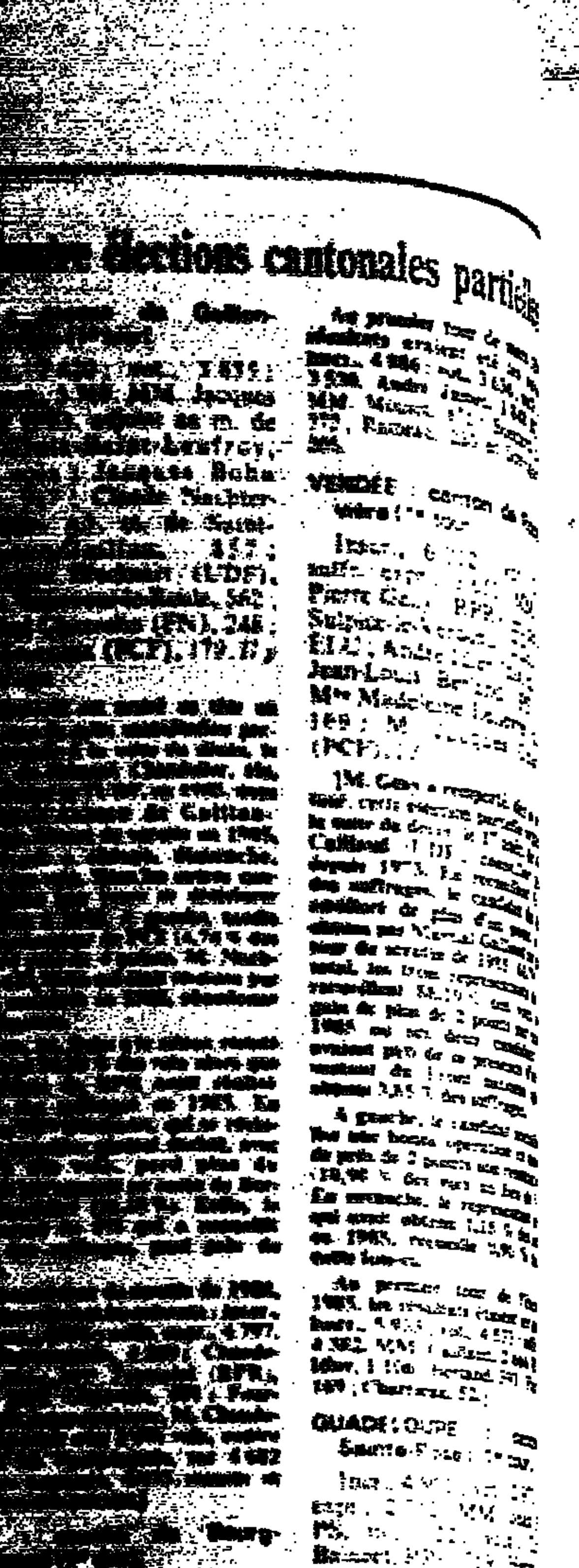
« Les sondages, je m'en fiche, je ne crois pas être en recul, a affirmé M. Jean-Marie Le Pen dans un entretien paru samedi 3 octobre dans le *Quotidien de Paris. Je pense même que tout cela va me rapporter des voix. »*

Le président du Front national a ajouté qu'il avait l'intention de demander à la commission chargée de veiller à la régularité des sondages de vérifier les conditions dans lesquelles ont été faites les dernières enquêtes d'opinion indiquant une baisse de sa cote de popularité après ses déclarations sur le *« point de détail »*.

« Je ne les considère pas comme objectifs et je mets en doute leur efficacité et leurs méthodes, a-t-il affirmé à propos des instituts de sondage. *Après l'agression dont j'ai été l'objet de tous côtés, je m'attendais à ce que les sondages emboîtent le pas. Cela fait partie de la logique de ceux qui veulent m'abattre. »*

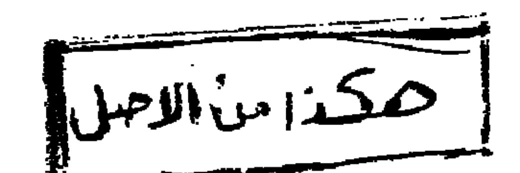
Deux manifestations organisées contre les thèses du Front national ont eu lieu samedi 3 octobre. Elles ont réuni plus d'un millier de personnes à Nice et trois cents environ à Saint-Brieuc.




élections cantonales partielles

PROPOS ET DÉBATS

M. Le Pen





Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Cauchemar

Quelle angoisse ! M. Mitterrand continue d'entretenir le suspense sur sa candidature. Les trublions de la bande à Léo sèment la terreur dans le camp majoritaire : ils ne choisiront qu'au *mois de janvier* entre deux candidats *« remarquables »*, comme dit M. Madelin, *c'est-à-dire* entre *MM.* Barre et Chirac. Les communistes ajoutent à la panique : ils ne passeront pas d'accord *« global »* avec les socialistes *entre les deux tours de l'élection* présidentielle. Les socialistes tremblent. M. Barre est mort de peur et *M.* Chirac aussi. *Le* cauchemar présidentiel hante les nuits des Français.

Réveillez-vous, bonnes gens, et rendormez-vous tranquilles ! Tout cela n'est pas bien grave. M. Mitterrand peut prendre son temps. Chacun a compris depuis lontemps *qu'il n'a pas intérêt à faire connaître* sa décision trop tôt. Il a de bonnes raisons de n'être pas candidat puisqu'il a surtout envie *« de vivre selon* [ses] *goûts, de compléter* [son] *éducation, de lire, de voir, d'apprendre »*, bref de faire ce qui lui plaît. Peut-être en trouvera-t-il d'encore meilleures pour l'être puisque son avenir, dit-il, ne *dépend pas que de lui. Cette* histoire de candidature est affaire d'impressions. M. Mitterrand donne-t-il aujourd'hui le sentiment de *ne pas vouloir se représenter ?* M. Giraud, ministre de la défense, détient la bonne explication : *« La déclaration de la semaine précédente donnait l'impression inverse, et probablement la déclaration de la semaine prochaine nous redonnera de nouveau l'impression de la semaine dernière. »* Laissons donc au temps le temps de sonder l'insondable...

Les jockeys du Parti républicain ont, eux aussi, d'excellentes raisons d'attendre pour choisir le cheval de leur cœur. Le plus barriste d'entre eux, M. Giraud, refuse pour l'instant de jouer son favori gagnant et se contente d'un *« pari couplé Chirac-Barre »*. Les plus chiraquiens, MM. Longuet et Madelin, veulent juger sur pièces, c'est-à-dire sur les résultats prévus. M. Giraud invoque le bon fonctionnement du gouvernement pour affirmer que la campagne doit commencer le plus tard possible. *M. Madelin refuse une « guerre de tranchées »* précoce, et M. Longuet veut accoucher son candidat *« aux forceps »*.

Seul M. de Villiers prétend qu'il convient de choisir son cheval avant le départ de la course. Il en pince pour M. Barre, affirme que ses amis nourrissent en secret les mêmes sentiments et traite leurs hésitations, hypocrites selon lui, d'*énorme « farce »*.

Il n'empêche qu'à en croire M. Madelin les jeux ne sont pas faits du tout. Le ministre de l'*industrie*, qui appelle un cheval un chat, exprime les termes du choix en une formule cynique : *« Qu'importe qu'un chat soit noir ou gris pourvu qu'il attrape la souris. »* Il engagerait volontiers son *pari à une tête du poteau* d'arrivée. Cette prudence est sage pour qui a assisté, comme le président de la *République*, au Grand Prix de l'Arc de Triomphe, dimanche à Longchamp. C'était parole d'évangile : les premiers sont *arrivés les derniers, et vice versa.*

Pendant les galops d'entraînement, la cohabitation continue, cahin-caha. *Les* protagonistes ne s'en font plus un arc de triomphe. M. Mitterrand et M. Chirac ne se passent plus rien. Le premier ministre *a pris pour dernières cibles* la brigade et le conseil de défense franco-allemands, qualifiés par lui de *« mesures symboliques »* qui risquent de décevoir ceux qui *« attendent beaucoup »* de la construction européenne. Or ces deux initiatives *ont reçu le soutien du président de* la République. La cohabitation, dont quelques-uns espéraient *qu'elle* deviendrait grand amour guimauve, tourne au cauchemar.

JEAN-YVES LHOMEAU.

MM. Madelin et Longuet en chœur : « Vive la paix des chefs ! »

Etre *« le trait d'union de la majorité »*, ne donner de *« chèque en blanc »* ni à M. Chirac ni à M. Barre, les deux principaux lieutenants de M. François Léotard, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet se sont retrouvés, le dimanche 4 octobre *exactement sur* la même longueur d'ondes pour défendre l'originalité du Parti républicain. *« Si, aujourd'hui, nous affirmions clairement notre préférence, ne risquerait-on pas une sorte de guerre de tranchées à l'intérieur de la majorité ? (...) Tout le monde se souvient de ce qu'on a appelé la guerre des chefs en 1981. Il ne faut pas recommencer. Il faut la paix des chefs »*, a expliqué au « Grand « Jury RTL- *le Monde* » M. Madelin. *« Peu importe,* a-t-il conclu sur ce point, *qu'un chat soit noir ou gris, l'essentiel est qu'il attrape la souris (...) Le RPR votera le moment venu pour le plus courageux. »* Le moment venu, selon les indications de M. Longuet invité du *Club de la Presse d'Europe 1*, devrait être la deuxième quinzaine de janvier. D'ici là, a-t-il précisé, le PR espère être « les *« forceps »* de la majorité. Education, défense, fiscalité, *« fierté d'être français »* : *« On va arracher aux candidats ce qu'ils veulent faire vraiment sans esquiver les réponses »*, a insisté M. Longuet.

Amené à préciser ses conceptions sur un autre *« problème de fond »* le rôle du président de la République, M. Madelin a déclaré que *« l'expérience de la cohabitation a montré que l'on pouvait avoir une autre lecture de la Constitution (...). » « Le président de la République fait quelques avancées en ce sens. Je les salue »*, a ajouté M. Madelin sans manquer cette fois de relever *« qu'elles sont extrêmement ambiguës »*.

M. de Villiers : « un trouble »

Cette correction apportée par le ministre de l'industrie à son entretien paru dans *Libération* du mercredi 30 *septembre n'a pas dispensé* M. Philippe de Villiers de se déclarer *« stupéfié »* par cette interview. Dans le *Quotidien de Paris* du lundi 5 octobre, l'ancien secrétaire d'Etat à la culture, barriste déclaré, explique : *« Un entretien comme celui-là jette un trouble dans la majorité, enfonce un coin dans la cohésion majoritaire et nous fait prendre quelque part le risque de perdre l'élection présidentielle... »* Et de conclure par cet avertissement : *« Si par ce type de démarche, très médiatique, certains libéraux voulaient jouer à un jeu dangereux en laissant passer volontairement leur tour, les Français, le jour venu, iraient chercher les responsabilités. »*

Devant les anciens combattants

M. Chirac dénonce « ceux qui voudraient « réviser » l'histoire »

M. Jacques Chirac s'est adressé aux anciens combattants, le samedi 3 octobre, à l'occasion du congrès de l'Union française des associations d'anciens combattants (UFAC), réuni à Paris. Le premier ministre les a invité à *« lutter pour maintenir la vérité de l'histoire, celle,* a-t-il dit, *que vous avez écrite et que d'autres auraient la tentation d'occulter ou de travestir »*.

« Vous savez ce que furent les guerres que vous avez vécues ; vous savez les sentiments qui vous animaient ; vous savez aussi quelle était, dans le dernier conflit mondial, l'abominable réalité du nazisme, a dit le premier ministre. *Il est indispensable que nos enfants connaissent la réalité de ce tragique épisode de l'histoire (...). C'est d'abord à vous, qui en avez été les victimes, de porter témoignage devant les jeunes générations et d'apporter le démenti le plus cinglant à ceux qui voudraient réécrire, — « réviser », dit-on — l'histoire. »*

Rappelant que certaines associations d'anciens combattants, entre 1918 et 1939, avaient dérivé *« vers un nationalisme exacerbé »*, qu'il a dénoncé, M. Chirac a félicité les associations nées, sous l'impulsion du général de Gaulle, à la fin de la seconde guerre mondiale. *« Vous avez été les pionniers d'un rapprochement entre les pays qui s'affrontaient encore dans un passé récent et vous avez montré le chemin »*, a-t-il dit.

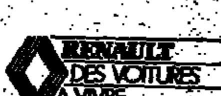
Le premier ministre a indiqué, d'autre part, qu'un projet de loi est à l'étude, tendant à faciliter la prise en compte de l'amibiase dans le calcul de la pension des anciens combattants d'Afrique du Nord. Plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté, samedi après-midi, de l'Hôtel de Ville à l'Assemblée nationale, pour demander, outre cette prise en compte, l'amélioration de la situation des invalides pensionnés et la retraite à cinquante-cinq ans pour les pensionnés d'au moins 60 %.

Sur RMC

M. Giraud reproche à M. Mitterrand de montrer « son maillot rose »...

M. André Giraud, ministre de la défense, hôte le dimanche 4 octobre du « Forum RMC-FR 3 », interrogé sur les déclarations successives de M. Mitterrand, a répondu : *« Il est clair qu'il veut maintenir l'incertitude* [mais], *ce qui est intéressant, c'est qu'il ne se désintéressera pas de la politique et, périodiquement, il nous rappelle qu'il est socialiste. Il le manifeste en toutes occasions (...). L'arbitre, de temps en temps, laisse passer son maillot rose, un peu sous le pull-over, et, ma foi, je crois que c'est ça qui est la donnée politique fondamentale. Il est socialiste, qu'il soit candidat, qu'il ne le soit pas. Moi, si j'étais socialiste, ça me gênerait et c'est là que je ferais le pari couplé puisque c'est la thèse que je recommande. »* Il explique ainsi cette thèse : *« Je crois que l'intérêt du pays est que la campagne électorale commence le plus tard possible. Nous sommes dans une situation dite de cohabitation qui est particulièrement délicate et dans laquelle il est tout à fait essentiel que les institutions fonctionnent le mieux possible et en particulier que le gouvernement, qui est tenu par la majorité, fonctionne le mieux possible. Je ne pense pas qu'on gagnerait à alimenter la polémique et, par conséquent, il faudra attendre pour choisir entre les deux candidats de la majorité. En attendant, il est légitime de faire le pari couplé. »*

Evoquant le fonctionnement de la cohabitation, le ministre de la défense a déclaré : *« Je suis assez choqué de constater que le lendemain du jour où 75 % en gros de l'opinion calédonienne exprime après une très longue controverse le désir inambigu de rester à l'intérieur de la République française, le président de la République, qui préside le Conseil des ministres, et qui fait de temps en temps des commentaires sur tel ou tel point, n'ait pas dit un mot. Je suis en effet extrêmement choqué que sur certains sujets difficiles, il me semble qu'on ne facilite pas toujours l'action du gouvernement, qui a pourtant été nommé par le président de la République. Est-ce qu'il est naturel, après avoir nommé le gouvernement, de lui mettre des bâtons dans les roues pour son action ? Je ne trouve pas cela normal, donc je ne trouve pas que la cohabitation pour le pays soit un bon système. »*



Politique

Les réseaux REEL de M. Barre sont opérationnels

LYON
de notre correspondant régional

La première réunion dite « de formation » des responsables régionaux des réseaux barristes REEL (Réalisme, efficacité, espérance, liberté) s'est tenue le samedi 3 octobre à Lyon. Les deux régions Rhône-Alpes et Auvergne avaient été confondues pour permettre l'achèvement de ces sessions militantes à la fin de l'année. M. Raymond Barre accorde une grande attention aux travaux de cette instance pluripartisane. Son message, lu aux militants, ne laisse planer aucun doute sur ses intentions, même si, curieusement, ses amis évoquent encore l'attente d'une « candidature officielle » de l'ancien premier ministre.

« Dans la décision que j'ai prise d'être présent dans la compétition présidentielle, le sentiment que j'ai de pouvoir compter sur le concours dévoué de nombreux amis de toutes tendances ou sensibilités politiques mais unis par les mêmes valeurs et le même idéal a été aussi déterminant que la confiance que me manifEstent beaucoup de Françaises et de Français. » Le député du Rhône pourra en retour compter sur les réseaux REEL, transformés de fait en structure de conquête du pouvoir élyséen.

Se défendant de générer des « adhérents » ou une quelconque hiérarchie, les responsables de REEL ont commencé une campagne pragmatique. Les deux « ateliers » réunis à Lyon étaient révélateurs. Le premier s'est intéressé à la *« campagne officielle »* dans toutes ses dimensions : environnement juridique, *« règles et contraintes pour une participation active aux opérations électorales »*. Le second, sous le thème générique « 200 jours pour animer le terrain », a proposé une série de conseils pour la communication, les fichiers, l'action militante, les réunions publiques et privées, etc. Parmi les participants, la quasi-totalité des élus UDF des deux régions concernées. Le réseau « Rhône-Alpes - Auvergne » est un *Who's who* des personnalités de la majorité gouvernementale, hors RPR bien sûr. Au total, une liste qui paraît très classique avec un nombre imposant de notables. Comme si se reformait une stratégie sans nouveauté sur le plan des hommes, une tactique qui avait pourtant montré ses limites dans la Rhône, justement à l'occasion des élections législatives du mois de mars 1986...

Les barristes corrigeront peut-être cette impression en développant une campagne d'« idées », en tentant même d'être, selon l'ancien secrétaire d'Etat Philippe de Villiers, présent samedi à Lyon, des *« massacreurs de la langue de bois politique »*. Une langue qui, par parenthèse, a été relayée au cours d'une conférence de presse tricéphale par une envolée lyrico-polémique du même homme : *« Les lucioles médiatiques que nous recevons de l'idéologie socialiste sont des brillances d'un astre mort. »*

Pour sa part, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a insisté sur la dimension *« sociale »* d'un projet barriste *« riche »*, persuadé qu'il ne peut exister de *« redressement économique »* sans *« équité »*. A ses yeux, M. Barre réalise la synthèse de différentes sensibilités (une conception *« gaulliste »* de la France, un courant libéral intégrant les vertus d'une économie de marché, une prise en compte de la tradition de la « démocratie sociale »).

« Les petits ruisseaux... »

« Sans hiérarchie », le réseau REEL a tout de même sa tête pensante et agissante : M. Charles Millon, député PR de l'Ain. Le fédérateur des initiatives barristes annonce déjà une campagne électorale *« sérieuse mais pas coûteuse »* où les argumentaires clairs et les documents bien rédigés devraient prendre le pas sur les *« chapiteaux luxueux et les affiches dorées »*. Sans vouloir jouer aux *« naïfs »* pour le mode de financement de la très prochaine campagne, M. Millon a annoncé la mise en place d'une stratégie de collecte de fonds dite des *« petits ruisseaux »*...

Reste le fond. Celui des arguments de campagne à privilégier pour que les barristes puissent faire entendre leurs différences par rapport à M. Jacques Chirac, La réunion lyonnaise n'a pas, sur ce point, apporté de nouveaux éléments. *« L'air du temps n'est plus socialiste »*, a affirmé M. de Villiers. Si l'on en croit les discours publics, il n'est pas non plus aux anicroches entre les composantes de l'actuelle majorité parlementaire.

CLAUDE RÉGENT.

Selon les « rénovateurs » du PCF

L'annonce de la candidature de M. Juquin « ne saurait tarder »

« La coordination nationale demande à Pierre Juquin d'être candidat à l'élection présidentielle. Tous les éléments plaident pour l'annonce de cette candidature. Celle-ci ne saurait tarder. Enfin, c'est ce que je pense. » Notre correspondant à Brest (Finistère), Gabriel Simon, nous rapporte ces phrases prononcées, le samedi 3 octobre, dans cette ville par M. Alain Amicabile, conseiller régional de Lorraine et membre du bureau national de la coordination des « rénovateurs » communistes. M. Amicabile était l'invité du collectif communiste « Les mains libres », créé à Brest à la suite du licenciement de M. Louis Aminot, permanent politique, par la fédération communiste du Finistère (1), et du refus de cette dernière de donner leurs cartes à des militants en opposition avec la ligne officielle du parti.

M. Pierre Juquin devrait faire connaître ses intentions d'ici au 15 octobre. *« La gauche traditionnelle, seule, ne fait pas le poids,* a souligné M. Amicabile. *Sans rénovation de la gauche, le problème est insoluble, mais, avec une gauche de rénovation, le jeu est gagnant. »* Pour lui, le *« seul rôle »* des rénovateurs est d'être des *« initiateurs »*, de *« créer une dynamique qui les dépasse en espérant que des forces vierges en prendront ensuite la direction »*.

Par ailleurs, cent cinquante personnes – communistes, anciens communistes, trotskistes et jeunes sans affiliation politique – se sont réunies, le 1er octobre à Grenoble (Isère), pour créer un *« mouvement autonome »* dans ce département. Une direction collective de vingt-cinq personnes a été élue à la tête de ce *« mouvement des rénovateurs communistes de l'Isère »*, qui a émis une carte de soutien.

Enfin, trois adjoints communistes au maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) et un conseiller municipal apparenté ont démissionné, la semaine dernière, du groupe communiste du conseil (sept membres) pour désaccord politique. Ils se réservent le droit de rejoindre les « rénovateurs ».

(1) Le 17 septembre, le conseil des prud'hommes de Brest a condamné la fédération à verser 86 500 francs à M. Aminot *« à titre de dommages et intérêts pour licenciement dépourvu de causes réelles et sérieuses »*. La fédération a précisé qu'elle ferait appel.

M. Chirac et le désarmement : « Prenons garde aux mesures symboliques »

Prudence et circonspection : c'est dans cette disposition d'esprit que M. Jacques Chirac entend examiner *les négociations américano-soviétiques* sur le désarmement, ainsi que les projets qui *« foisonnent »*, dit-il, en matière de défense européenne. *« Dans le contexte actuel des relations Est-Ouest, nous assistons à un foisonnement d'idées et de projets, tels que la brigade commune* [franco-allemande] *ou un éventuel conseil de défense »*, explique le premier ministre dans un entretien au *Point* de cette semaine. *« Prenons garde que les mesures symboliques, si spectaculaires soient-elles, ne déçoivent ceux qui attendent beaucoup plus, ou ne servent de prétexte à ceux qui seraient tentés, par ce biais, de remettre en cause notre position originale dans l'alliance atlantique »*, ajoute M. Chirac, semblant faire allusion aux idées lancées par M. Mitterrand *le 24 septembre* à l'issue des manœuvres franco-allemandes.

Selon M. Chirac, *« la vraie question qui se pose aujourd'hui »* est : *« Comment faire en sorte que les Européens puissent, dans le cadre de leur alliance avec les Etats-Unis, prendre en charge leur destin. »* D'autre part, s'agissant de l'accord entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les missiles de portée intermédiaire, le premier ministre semble souhaiter rester à égale distance de MM. Giscard d'Estaing et Barre. Le premier avait qualifié dans *le Monde* cet accord de *« bon accord »*, tandis que le second insistait sur les risques qu'il contenait en germe. Si M. Chirac se félicite des *« aspects positifs »* de cette négociation, il met en garde ceux qui pourraient se *« bercer (...) d'espoirs exagérés, voire illusoires »*. *« Nous ne répéterons jamais assez que c'est la dissuasion nucléaire qui garantit la paix en Europe depuis quarante ans. »* Il précise qu'il *« a pris acte »* de la volonté des Alliés concernés d'accepter le principe d'une seconde *« option zéro »* (missiles d'une portée de 500 à 1 000 kilomètres) mais qu'il redoute les conséquences d'un processus du type *« salami »* qui *« d'option zéro en option zéro »* risquerait *« de compromettre, voire de réduire à néant, la présence américaine en Europe »*.

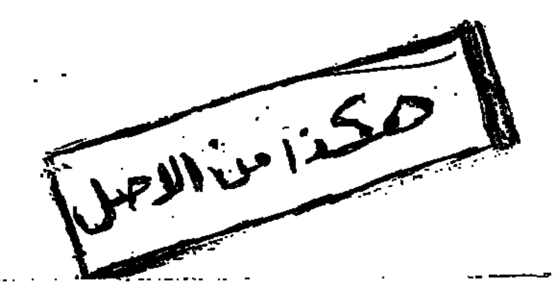




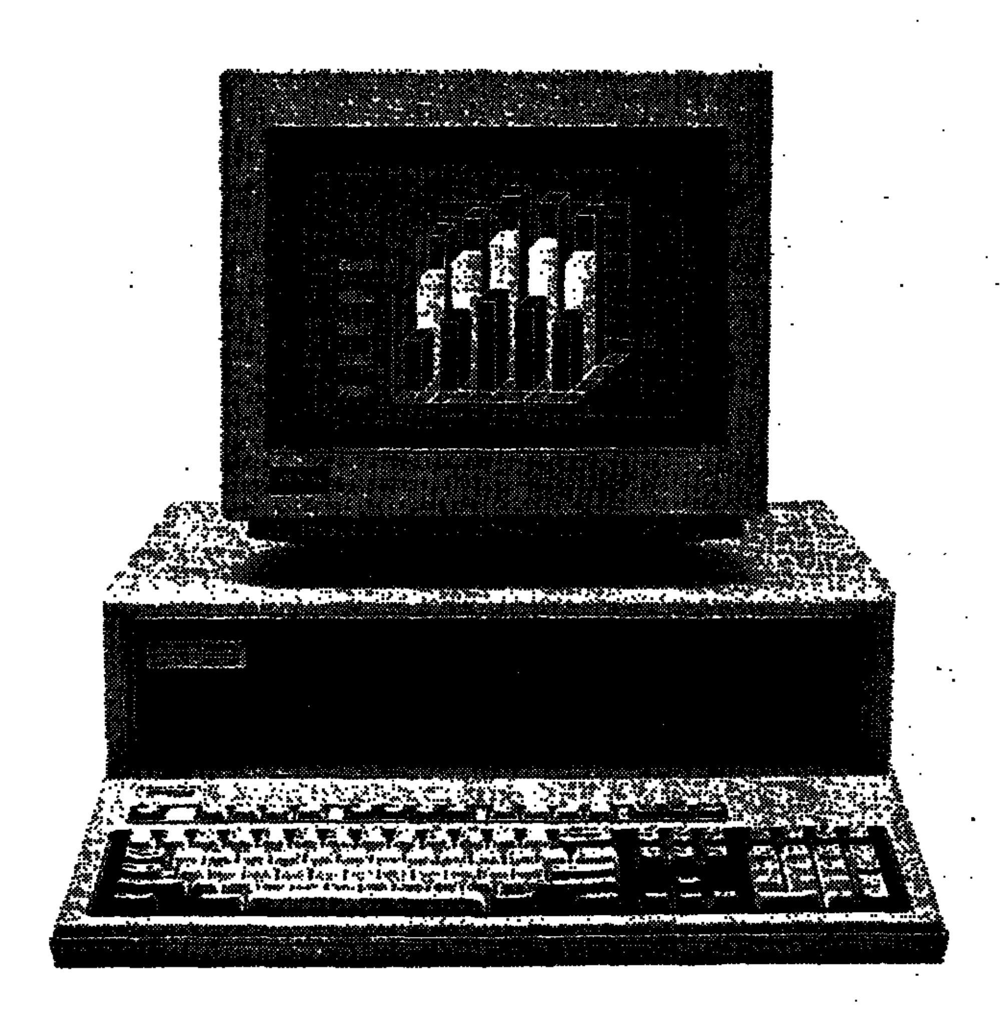




هكذا من الاصل



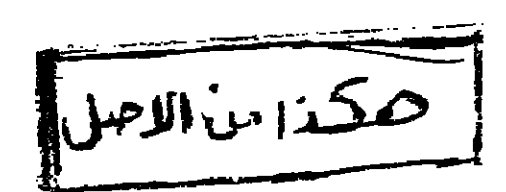
COMPAQ LANCE LES 2 MICRO ORDINATEURS LES PLUS PUISSANTS SUR LA TERRE



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 386/20™

L'année dernière, COMPAQ lançait le COMPAQ DESKPRO 386, c'était l'ordinateur personnel le plus performant du monde.
Aujourd'hui, COMPAQ va encore plus loin en présentant deux nouveaux standards de référence : le nouveau COMPAQ DESKPRO 386/20 à 20 MHz et le nouveau COMPAQ PORTABLE 386, lui aussi à 20 MHz et pesant moins de 10 kilos.
Ces deux ordinateurs, tout en proposant des performances particulièrement évoluées rentabilisent vos investissements antérieurs en matériels, logiciels et formations.
Ces deux nouveaux ordinateurs sont construits à partir du microprocesseur 80386 20 MHz et d'une architecture 32 bits sophistiquée.
Mais pour en faire deux des PC les plus rapides du monde, nous avons fait plus que simplement augmenter la fréquence d'horloge.
Tous les deux sont, par exemple, basés sur une architecture en bus parallèles. Deux bus - l'un pour la mémoire, l'autre pour les périphériques - évitent les saturations dans l'échange de données et permettent à chaque composant de fonctionner à sa vitesse maximum. Ensemble, ils assurent la plus haute performance système sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi.

Ogilvy & Mather



Société

L'opération de la police française au Pays basque

Cinquante membres présumés de l'ETA militaire expulsés

Une cinquantaine de Basques présumés membres ou sympathisants de l'organisation ETA militaire, interpellés dans la journée du samedi 3 octobre par la police judiciaire, ont été expulsés durant le week-end vers l'Espagne. D'autres expulsions sont en préparation. Le lundi matin 5 octobre, le ministère de l'intérieur n'était pas en mesure de préciser le nombre exact de personnes qui seraient touchées par la mesure.

Quatorze autres Basques seront, eux, expulsés vers un pays autre que l'Espagne, *en Amérique latine ou en Afrique*, où ils rejoindront d'autres membres présumés de l'ETA qui y ont été dirigés depuis parfois plusieurs années. Ce traitement particulier est justifié par le fait qu'il s'agit soit de réfugiés politiques, soit de personnes qui ont déposé une demande en cours d'examen par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), ou – cette demande ayant été rejetée – ont déposé un recours auprès du Conseil d'État.

Plus de cent vingt domiciles ont été « visités » samedi dernier par quelque deux mille policiers et gendarmes. Des officiers de police judiciaire avaient été prélevés dans tous les services, y compris à la brigade des mineurs et à la brigade financière, pour assurer la couverture juridique de l'opération. Des hommes du RAID et du GIGN, unités d'élite de la police nationale et de la gendarmerie, étaient également à pied d'œuvre « *au cas*, dit-on au ministère de l'intérieur, *où certains se seraient retranchés dans leurs appartements* ».

Rien de tel ne s'est produit, et c'est près d'une centaine de personnes qui ont été emmenées par la police au camp des CRS de la Butte-aux-Cailles, près d'Anglet.

L'opération policière a provoqué une profonde colère dans les milieux nationalistes basques en France. Cinq cents à six cents personnes, réunies dimanche pour une fête à Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques), ont attaqué la gendarmerie de la ville pour protester contre les interpellations. Il y a eu échanges de jets de pierres et de grenades lacrymogènes. La veille, une centaine de personnes avaient déjà manifesté à Biarritz.

Tandis que M. Charles Pasqua se félicitait de l'opération, estimant qu'il s'agit d'une « *lutte qui a été engagée, qui ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas mis toutes ces personnes hors d'état de nuire* », une délégation conduite par Me Denis Langlois, avocat spécialisé dans les défenses des droits de l'homme, était reçue dès samedi soir au ministère de l'intérieur, où elle a protesté contre « *cette gigantesque rafle (...) qui s'apparente à l'instauration d'un véritable état de siège* ».

Depuis mercredi 30 septembre, seules six personnes ont été inculpées par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de dossiers de terrorisme. Il s'agit de deux Espagnols : Santiago Arrospide Sarasola, dit « Potros », et de Inaki Picabea Burunza, tous deux inculpés d'association de malfaiteurs et d'infractions à la législation sur les armes aux termes de la loi antiterroriste de septembre 1986. Les quatre autres inculpés, pour les mêmes chefs, sont français. Il s'agit de Joseph-Xavier Guimon et de son épouse – ils hébergeaient « Potros », – de Francis Capot et de Philippe Lassallé. Tous ont été transportés dans la journée de samedi à Paris, où leur inculpation a été notifiée.

Les autorités espagnoles se félicitent de ce « saut décisif dans la coopération antiterroriste »

MADRID
de notre correspondant

« *Un saut décisif dans la coopération antiterroriste* » : c'est en des termes identiques que le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, et le directeur général de la police M. José Maria Rodriguez Colorado, ont qualifié l'« *offensive anti-ETA* » lancée ces derniers jours par les forces de l'ordre françaises, avec la collaboration directe d'éléments de la police espagnole dépêchés au nord des Pyrénées.

La remise, en une fois, aux autorités de Madrid d'une cinquantaine de Basques arrêtés lors du spectaculaire coup de filet du samedi 3 octobre constitue certes une mesure sans précédent. Une mesure bien évidemment accueillie avec une satisfaction non feinte en Espagne, mais dont la portée, pense-t-on ici, est en fait plus limitée qu'il n'y paraît. Aucun des Basques remis à Madrid ne figure en effet, à première vue, parmi les membres importants de l'ETA. Trois d'entre eux seulement – Enrique Letona, Jesus Bollada et Juan Antonio Urruchua – sont accusés par la police espagnole d'avoir participé à un assassinat.

On accorde, en revanche, beaucoup d'importance à la documentation saisie par la police française, qui a permis à la fois de connaître l'organigramme actuel de l'organisation indépendantiste et de prévenir plusieurs de ses actions, dont l'enlèvement du vice-président de la Banque extérieure espagnole, M. Rafael Martinez Cortina. Selon les responsables de la police à Madrid, le fait qu'une telle quantité de documentation ait été trouvée en possession des deux dirigeants de l'ETA arrêtés jeudi, « Santi Potros » et Inaki Pikabea, montre que les séparatistes ont aujourd'hui de sérieux problèmes d'organisation, qui les empêchent de respecter les règles élémentaires du « cloisonnement ».

La police espagnole a mené sa propre offensive anti-ETA. Une quarantaine de personnes ont été arrêtées depuis jeudi dernier au sud des Pyrénées. Après la province du Guipuzcoa, c'est la Biscaye qui constitue désormais le principal objectif des forces de l'ordre. Une jeune femme, Begona Sagarzazu, a, par ailleurs, été arrêtée à Barcelone, accusée de chercher à reconstituer l'infrastructure de l'ETA dans la métropole catalane, tandis que deux autres activistes étaient interpellés à Saragosse. En outre, plusieurs appartements utilisés par les indépendantistes ont été découverts, dont l'un près de Madrid.

Les personnes arrêtées du côté espagnol appartiennent apparemment, pour la plupart, à des « commandos d'appui », chargés de fournir les informations et éventuellement le logement à ceux qui exécutent directement les attentats. Ainsi, l'infrastructure d'appui au « commando Costa », soupçonné d'avoir commis depuis 1978 dans la province du Guipuzcoa une trentaine d'assassinats, serait aujourd'hui pratiquement démantelée. Mais la police espagnole ne semble pas, elle non plus, avoir réussi à mettre la main sur les membres des « commandos illégaux ». On considère à cet égard à Madrid que la précipitation avec laquelle a été rendue publique la nouvelle de l'arrestation de « Santi Potros » a nui à l'efficacité de cette opération anti-ETA.

Enfin, une série de manifestations et d'incidents se sont produits, samedi et dimanche, au Pays basque espagnol après les opérations de police engagées tant en France qu'en Espagne contre les militants indépendantistes. A Bilbao, à San-Sebastian et dans plusieurs villes du Pays basque, plusieurs milliers de personnes ont manifesté avant d'être dispersées, parfois violemment, par la garde civile. A Renteria, un train de marchandises français transportant des véhicules automobiles a été bloqué par des manifestants et incendié. D'autres véhicules, une voiture et un camion immatriculés en France, ont également été détruits par des manifestants nationalistes, respectivement à Lasarte et à San-Sebastian.

THIERRY MALINIAK.

● **Yves Stella inculpé et écroué.** – Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire nationaliste corse *U Ribomby*, a été inculpé d'« *association de malfaiteurs* » et de « *reconstitution de ligue dissoute* », samedi 3 ocobtre, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris. Yves Stella, qui avait été transféré dans la matinée de samedi par avion militaire de Bastia à Paris, a été écroué. Diverses organisations nationalistes corses ont décidé d'engager des actions de soutien au directeur de l'hebdomadaire, notamment une manifestation, prévue pour samedi 10 octobre à Bastia.

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, M. Léo Battesti, conseiller régional à l'Assemblée de Corse, et Mme Pascale Verdi, ancienne directrice de cette publication, qui avaient été interpellés, mercredi, en même temps que Yves Stella, ont été remis en liberté le 2 octobre.

Paris et Madrid vont poursuivre leur offensive

(Suite de la première page)

Bref, selon les policiers, il s'agit du vivier dans lequel l'ETA militaire puise les « soldats » qui vont faire le coup de feu en Espagne avant de se replier en France où ne sont pas, entreposées les armes, sécurité oblige. D'autres documents rendraient compte d'opérations déjà menées ou de coups de main à entreprendre.

Un fichier : il n'en faut pas plus à M. Pandraud qui, en la matière, n'a pas d'état d'âme – il l'a encore répété lundi à Europe 1 – pour expulser. Ces noms sont-ils vraiment ce qu'en dit la police. Sont-ils autre chose ? Personne – autre que M. Pandraud et ses services – n'est pour le moment en mesure de le dire. Les procédures d'expulsion en vertu de l'« urgence absolue » sont commodes en ce qu'elles interdisent l'intervention de l'autorité judiciaire et, *a fortiori*, la curiosité d'un avocat.

Il y a là plus que la possibilité de dérapages. Dans les trois pages consacrées à la France dans son dernier rapport, Amnesty International souligne que les procédures d'expulsion de Basques, aujourd'hui quotidiennes – depuis 1986, et avec la dernière opération, le cap de la centaine a été franchi – sont contraires au droits de l'homme. L'Espagne d'aujourd'hui n'est certes plus la dictature franquiste d'hier, mais il y a dans ces régions du pays basque français et espagnol trop de souvenirs et trop de méfiances pour *espérer* régler d'un trait de plume, au bas d'un arrêté d'expulsion, un problème qui, en Espagne tout au moins, mobilise – et fait voter – des milliers de Basques.

GEORGES MARION.

Manifestation à Marseille après le procès du CRS Taillefer

Les cris et le deuil

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Il y a des manifestations qui oscillent entre la colère et la plainte, entre les cris et le silence du deuil. La marche organisée le samedi 3 octobre par les parents et les amis de Houari Ben Mohamed, jeune Maghrébin tué en 1980 par un CRS, lors d'un contrôle d'identité, était de celles-là.

Un millier de jeunes « blacks, blancs et beurs » s'étaient retrouvés avec l'aide de SOS-Racisme, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), du PS et d'autres associations ou organisations de gauche, pour refouler le chagrin, la stupeur, l'incrédulité après le verdict prononcé le 25 septembre par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à la fin du procès de l'ancien CRS Jean-Paul Taillefer (*le Monde* daté 27-28 septembre). Toutes les cités du nord de Marseille étaient descendues sur le Vieux Port et de la cité des Flamands, le lieu du crime, le lieu de vie de Houari jusqu'à sa mort, à dix-sept ans, des voisins européens étaient venus apporter leur soutien à la famille Ben Mohamed.

Pour les jeunes comme pour *ces adultes, le verdict – dix mois* d'emprisonnement dont quatre avec sursis – pesait d'un terrible poids sur l'estomac. C'était bien *le signe, répétaient-ils, que la* justice n'est pas de leur côté. Cette obsession devait pouvoir s'exprimer pacifiquement dans la rue « *pour ne pas dégénérer en violences* » là-haut dans les quartiers du nord, comme l'expliquait l'avocat de la famille de Houari, Me Gilbert Collard.

Alors, des cibles de carton accrochées du côté du cœur, ils ont marché de la Canebière au palais de justice pour atténuer l'effet dans leur tête de l'indulgence du tribunal à l'égard de l'ancien CRS Taillefer. Ils ont suivi en cortège la mère de Houari, un premier rang de femmes maghrébines qui plantaient des regards d'une dignité offensée dans l'œil des caméras de télévision. Ils ont crié quelques slogans : « *Justice, justice pour Houari !* » « *Taillefer assassin !* ».

Une révision morale

Ils avançaient aussi dans la confusion, réclamant au garde des sceaux la révision d'un procès jugé en bonne et due forme. « *Tout ce que nous pouvons obtenir*, répétait Me Collard, *c'est une révision morale par le soutien de l'opinion, par le sentiment d'indignation que cette affaire peut provoquer bien au-delà de Marseille.* » Mais jusqu'à la dispersion, face à quelques CRS qui gardaient le palais de justice, les frères, les amis de Houari n'avaient autre chose à dire que leur incompréhension de la justice. Ils comparaient : « *Trois mois pour un meurtre, six mois pour une moto !* » Dans la foule, des Maghrébins expliquaient que ces mêmes assises « *tapaient plus fort* » les jours où la victime n'était pas l'un des leurs.

Un député socialiste de la ville, M. Philippe Sanmarco, présent à la manifestation, racontait qu'en 1980, le lendemain de la mort de Houari, Gaston Defferre avait promis à la famille Ben Mohamed que « *justice lui serait rendue* ». La mère de Houari l'avait cru.

Jusqu'au bout l'incompréhension face à la logique non mathématique de la machine judiciaire. Yamina, une animatrice des quartiers nord, évoquait au microphone « *le futur procès des assassins de Malik Oussekine* ». Elle doutait. Elle s'interrogeait. Elle demandait à M. Chalandon justement « *au nom de la justice* », « *au nom de la morale* » la fin de « *la chasse au faciès* ». « *Stop aux gâchettes !* » criait-elle. Ils crièrent avec elle, puis ils se séparèrent sous la pluie, l'indignation à peine apaisée.

PHILIPPE BOGGIO.

M. Chalandon doit se prononcer sur le sort d'un fonctionnaire de l'éducation surveillée

M. Arnaud Nicoladzé, un éducateur de l'éducation surveillée (ES), à qui l'on reprochait d'avoir imité la signature de son supérieur pour se faire rembourser une note de frais (*le Monde* du 19 septembre), a comparu, le 2 octobtre, devant un conseil de discipline. Présidé par Mme Michèle Giannotti, directrice de l'éducation surveillée, et composé paritairement de représentants de l'administration et du personnel, le conseil de discipline pouvait aller jusqu'à demander la radiation de l'éducateur. Après avoir siégé plusieurs heures et entendu de nombreux témoins, les quatre représentants du personnel ont voté la relaxe du jeune homme, ceux de l'administration se sont contentés de demander un blâme.

C'est maintenant au ministre de la justice, M. Albin Chalandon, de départager les membres du conseil de discipline. Plusieurs dizaines d'éducateurs, à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, s'étaient réunis devant les locaux de l'administration pour soutenir leur collègue. Ils estiment, en effet, que la faute reprochée à M. Arnaud Nicoladzé n'est qu'un prétexte pour mettre en difficulté un syndicaliste trop remuant.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

« Par jugement correctionnel du tribunal de grande instance de Paris du 5 mars 1987, M. Jean-Pierre COINTEPAS, demeurant 47, rue d'Alleray à Paris (15e), comptable, a été condamné à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans, d'autre part, il doit régler 10 000 F à titre de dommages et intérêts à l'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES et 2 000 F au titre de l'art. 475-I du code de procédure pénale pour avoir exercé illégalement la profession de comptable agréé ou d'expert comptable et usurpation de ce titre en infraction à l'art. 2-20 de l'ordonnance du 19 septembre 1945. »

D'un jugement rendu par la 13e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris en date du 9 avril 1986 qui condamne HADIDA Simon, demeurant 55, rue de la Grange-aux-Belles à Paris (10e) pour exercice illégal de la profession d'expert-comptable à la peine de TROIS mois de prison avec sursis et 15 000 F d'amende.

Ledit jugement alloue à l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés la somme de 5 000 F à titre de dommages et intérêts et celle de 2 000 F au titre de l'article 475 – 1° du C.P.P.

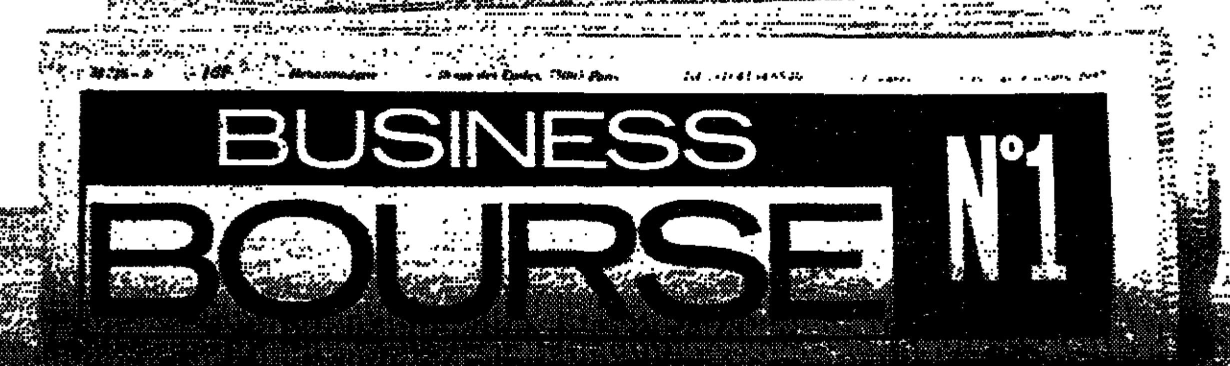
Pour extrait
Emmanuel BLANC
Avocat à la Cour de Paris

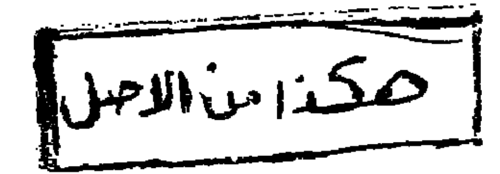
On ne réussit pas à la bourse en regardant la télé.

Quinze francs chaque samedi, chez votre marchand de journaux, Business Bourse, c'est un journal simple et lisible pour tout comprendre sur la Bourse. N° 1 le 3 octobre.

Voilà un titre qui rapporte.

Alice.





L'ESPOIR

UN AVION ARRIVE A PARIS CE MARDI AVEC A SON BORD 72 ENFANTS DU BANGLADESH ARRACHÉS A LA MORT. GRACE A VOUS. BRAVO.

que des visas soient accordés aux
En octobre 1986, Danièle Mitterrand demande publiquement, au nom de sa fondation " France Liberté ", une affaire d'Etat.
enfants. Aujourd'hui, Claude Malhuret, Ministre des droits de l'Homme, clôt ce qui est devenu en un an
Une année durant laquelle tout s'est opposé à l'arrivée des enfants : la pesanteur administrative, les implications politiques, les " para-
pluies " diplomatiques, le terrorisme, la législation, l'Etiquette...
Une année vécue dans la douleur par les enfants, leurs familles françaises, et les membres de l'association humanitaire " Partage avec les enfants du
tiers monde " qui ont développé une campagne de sensibilisation sans précédent pour rendre cette affaire publique. A six ans, ces enfants savent déjà
tout de la mort, pour l'avoir approchée dans la région où ils sont nés ravagée par une guerre interne, durant le massacre de leur orphelinat au Ban-
gladesh, alors qu'ils couraient mécaniquement à travers la jungle pour gagner la frontière de l'Inde, lors de l'année terrible qu'ils ont passée à se
morfondre dans leurs camps de réfugiés indiens.
Aujourd'hui, ils sont saufs et portent tous nos espoirs :
L'ESPOIR qu'ils puissent grandir sereins et oublier au sein de leurs nouvelles familles les années de détresse.
L'ESPOIR que les milliers d'enfants demeurés dans les camps et dans les zones de combat du Bangladesh, puissent eux aussi trouver en Europe le
soutien qu'il leur faut pour demeurer en vie et vivre leur enfance.
L'ESPOIR que ce modèle d'action se reproduise ailleurs, car cette affaire démontre qu'armés de leur seule volonté une poignée d'inconnus peut faire
triompher le bon sens et la justice contre toutes les pressions.
L'ESPOIR, enfin, que vous restiez tels que nous vous avons connus cette année : Ministres, ouvriers, acteurs, écrivains, fonctionnaires, chef d'entre-
prises, artisans, députés, journalistes... Vous avez été 25 000* à vous mobiliser pour que les gosses arrivent.

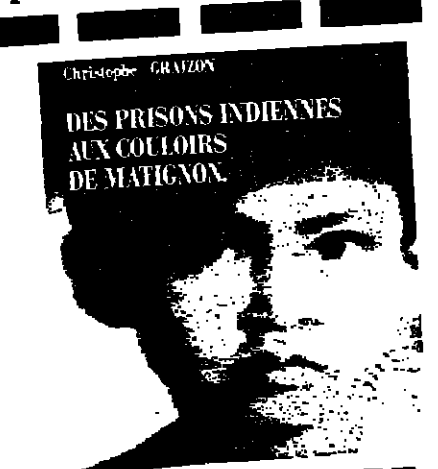
Merci

P. Marchand et les membres de PARTAGE

Nous avons déjà publié deux pages intitulées " La Honte " et " La Folie " pour vous demander de nous aider. Vous avez été des milliers à le faire. C'est
grâce au soutien des médias, des entreprises et de l'opinion publique, grâce à votre soutien, que cette affaire a pu connaître un heureux dénouement. Un
livre en relatant toutes les péripéties vient de paraître. Il est vendu au profit de Partage. Une manière pour vous de connaître tous les détails de cette aven-
ture exceptionnelle, et d'aider Partage à poursuivre sa mission en faveur des enfants.

**parmi lesquels huit cents personnalités : Mère Teresa, Raymond Barre, Michel Rocard, Patrick Poivre d'Arvor, Lambert Wilson, Dominique Lapierre, Charles Aznavour, Jeanne Moreau, Jacques Séguela...*

Coupon à renvoyer à " PARTAGE avec les enfants du tiers monde " 1, rue Jeanne d'Arc BP 11 - 60203 COMPIÈGNE CEDEX FRANCE



VENDU AU PROFIT DE L'ASSOCIATION PARTAGE*

" DES PRISONS INDIENNES AUX COULOIRS DE MATIGNON "

Ce livre est écrit par Christophe Graizon, que l'exercice de son métier a mené dans une prison en Inde. Il relate une course contre la mort sur fond de terrorisme et de diplomatie, dans une des régions les moins connues du monde, et restitue à chacun des intervenants plus que son rôle : sa dimension.

**La moitié du bénéfice de la vente de cet ouvrage est intégralement reversé à l'association PARTAGE.*

CE COUPON EST A RETOURNER AVEC VOTRE ADHÉSION A : « PARTAGE »
1, rue Jeanne d'Arc, B.P. 11
60203 Compiègne Cedex
(C.C.P. LA SOURCE 35 280 20 V)

☐ Je désire recevoir le livre de C. Graizon " Des prisons indiennes aux couloirs de Matignon " (144 pages + 24 photos) au prix de 159 F + 20 F de port soit 179 F.

☐ Je souhaite aider PARTAGE à poursuivre sa mission ; CCP nº 35 280 20 V La Source.
Je souhaite recevoir une documentation pour devenir parrain d'un enfant du tiers monde.

Nom : ....
Prénom : ....
Adresse : ....
Code : .... Ville : ....

Justice

Le projet de réforme de l'instruction

L'heure des transactions

Après avoir annoncé, avec un certain fracas (*le Monde* du 30 septembre et du 1er octobre) son intention de modifier radicalement le pouvoir des juges d'instruction, le ministre de la justice, M. Albin Chalandon, semble prendre la mesure des oppositions qu'a suscitées son projet et des difficultés auxquelles il devrait faire face si celui-ci devait entrer en vigueur. Après avoir, pendant plusieurs mois, renoncé à toute concertation sur la question et alors que différents projets étaient mis en chantier dans le secret de son cabinet, le garde des sceaux a reçu « en urgence », le vendredi 2 octobre, une délégation de l'Union syndicale des magistrats (USM), qui lui a fait part de ses inquiétudes.

Entouré de plusieurs collaborateurs, dont M. Paul-André Sadon, son directeur de cabinet, et M. Philippe Turquet de Beauregard, maître des requêtes au Conseil d'Etat et chargé de la mise au point du texte sur l'instruction, le garde des sceaux a longuement écouté les doléances — et les propositions — de MM. Jean-Jacques Gomez et Michel Joubrel, respectivement président et secrétaire général de l'USM. Retirer au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention au profit d'un tribunal ne comprenant pas de magistrat instructeur, interdire aux jeunes magistrats avant sept ans de fonction l'accès à l'instruction, comme le garde des sceaux en a le projet, inquiète ce syndicat modéré et majoritaire qui a, en revanche, toujours demandé que l'on renforce le rôle de la chambre d'accusation chargés d'examiner en appel les demandes de mise en liberté et que l'on raccourcisse le délai au cours duquel elle doit se prononcer.

Un texte moins ambitieux

L'USM a réuni, le 5 octobre, une conférence de presse, a-t-elle été entendue par le garde des sceaux ? Il serait prématuré de l'affirmer, mais à la chancellerie on se plaît aujourd'hui à dire que le ministre de la justice *« s'est pas viscéralement attaché à sa réforme »*. Très préoccupé, dit-on, par le nombre de détentions provisoires et par celui des relaxes ou des non-lieux prononcés après des incarcérations (environ deux mille chaque année), le ministre semble prêt à bien des aménagements. Il est dit-on, *« à la recherche de la vérité et d'une solution transactionnelle »*. Le garde des sceaux n'aurait pas l'intention de « s'entêter » s'il devait, pour aboutir, déclencher une tempête fort mal venue dans les milieux judiciaires. S'il exclut toujours une abrogation ou un ajournement pur et simple du texte de M. Robert Badinter qui devrait entrer en vigueur en 1988, M. Chalandon pourrait se contenter d'une voie médiane et présenter, ne serait-ce qu'en première lecture, un texte moins ambitieux.

Tout le monde, en effet, s'accorde à déplorer le trop grand nombre des mises en détention provisoire et chacun souhaite que le justiciable dispose d'une formule de recours plus simple et plus rapide. Ainsi pourrait-on se contenter de renforcer le pouvoir des chambres d'accusation, favoriser l'examen plus rapide des dossiers, éventuellement en présence de l'inculpé. Quant à écarter les jeunes magistrats des fonctions d'instruction, le garde des sceaux a, semble-t-il, laissé entendre qu'il pourrait se satisfaire d'une sélection plus stricte des candidats qui pourrait être mise en œuvre sans recourir à un projet de loi. Reste la délicate question du tribunal de mise en détention qu'il souhaitait mettre sur pied. Rien, insiste-t-on à la chancellerie, n'est tranché sur ce point.

Alors que la session parlementaire d'automne vient de s'ouvrir et que le garde des sceaux est contraint de présenter un texte, faute de quoi la « loi Badinter » entrerait en vigueur (sans que les moyens en hommes aient été débloqués) cette tardive ébauche de concertation étonne plus d'un observateur. Et l'on a beau, place Vendôme, souligner que *« c'est dans la fièvre que l'on travaille le mieux »*, on ne peut s'empêcher de s'étonner de la précipitation et de l'indécision avec lesquelles l'affaire semble menée.

AGATHE LOGEART.

A la cour d'appel de Paris

M. Luc Reinette et quatre séparatistes guadeloupéens maintenus en détention

Le 21 juillet dernier, M. Luc Reinette, l'un des chefs présumés de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), recherché depuis deux ans, et quatre de ses amis, étaient remis à la police française sur l'aéroport de l'île de Saint-Vincent, Etat souverain membre du Commonwealth. Ramenés à Pointe-à-Pitre, les séparatistes ont ensuite été transférés à Paris et écroués.

Devant ce qu'ils considèrent comme *« une arrestation illégale »* et même comme *« un enlèvement »*, leurs défenseurs ont saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, afin que l'ensemble de la procédure soit annulée. Me Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, a plaidé en dénonçant une *« extradition déguisée »*. Mais les magistrats ont eu une autre appréciation.

Dans un arrêt rendu le 1er octobre, refusant la mise en liberté, la cour reprend les arguments déjà développés lors de la confirmation de *l'ordonnance de placement en détention*. Selon les juges, les autorités de Saint-Vincent auraient *« refoulé »* les séparatistes en invitant les policiers français à venir les chercher, et cette circonstance ne pourrait vicier la procédure dès lors que les droits de la défense ont été respectés, sitôt leur arrivée à Pointe-à-Pitre.

Religions

Cinq laïcs se sont exprimés au synode mondial des évêques

Un millier de catholiques venus de France ont assisté, le dimanche 4 octobre, à la basilique Saint-Pierre, à Rome, à la messe de béatification de Marcel Callo, un jeune ouvrier breton mort en 1945 à Mauthausen (*le Monde* daté 4-5 octobre). Une importante délégation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et des Scouts de France, mouvements auxquels appartenait Marcel Callo, avait fait le déplacement, ainsi que Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes, le cardinal Gouyon, son prédécesseur, MM. Pierre Méhaignerie, ministre des transports et Alain Madelin, ministre de l'industrie, tous deux élus de Bretagne.

Le pape a également béatifié, au cours de la même cérémonie, deux jeunes filles de l'Action catholique italienne, mortes en « martyres » au cours de tentatives de viol. Cette triple béatification intervenait, samedi 3 octobre, au quatrième jour du synode mondial des évêques, consacré aux laïcs dans l'Eglise, et au cours duquel cinq laïcs — dont un Français, M. Jean Loup Dherse — se sont exprimés.

La foi d'un bâtisseur

Il promène sa silhouette un peu voûtée et son visage à la Kirk Douglas dans les travées de soutanes moires que colorent les ceintures et les calottes pourpres et violettes. Jean-Loup Dherse n'est pas du sérail. Il fréquente davantage les conseils d'administration que les assemblées synodales. Au poste de secrétaire général adjoint, il n'en est pas moins l'une des chevilles ouvrières du sommet mondial d'évêques qui se tient à Rome.

Directeur général d'Eurotunnel, Jean-Loup Dherse, cinquante-quatre ans, est l'un des hommes-clé de la construction du tunnel sous la Manche. De 1982 à 1985, il a été vice-président de la Banque mondiale à Washington. Polytechnicien, il avait négocié, à la direction des carburants, les accords pétroliers entre la France et l'Algérie. Sa carrière l'avait ensuite conduit dans les états-majors de Lafarge, de Pechiney et, à Londres, de Rio Tinto Zinc, l'une des plus grandes entreprises minières mondiales, qu'il a dirigée pendant dix ans.

Qu'avait-il donc fait pour mériter cette lettre personnelle du pape, lui demandant, début septembre, de devenir l'un des « patrons » du synode sur les laïcs ? Né à Nice, il avait bien passé neuf ans chez les jésuites, mais à la foi chrétienne, avait succédé le trou noir. *« J'avais placé,* dit-il, *une sorte de no man's land entre Dieu et moi. »*

Il a fallu la cinquantaine, l'épuisement provoqué par les longues négociations internationales, la complicité de sa femme Nelly et de ses deux filles pour qu'il réalise que sa vie était *« en morceaux »*. Un ami le conduit, en 1983, à un rassemblement charismatique à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). S'il n'aime pas le mot « coup de foudre », sa conversion y ressemble fort. *« Le voile s'est déchiré,* dit-il, *quand j'ai compris que le Seigneur pouvait aimer personnellement chacun d'entre nous. »*

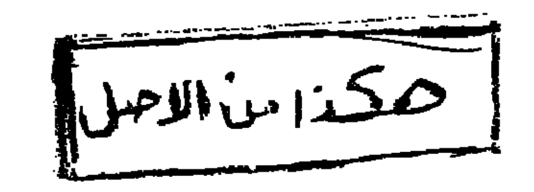
Le déclic a retenti sur toute sa vie familiale et professionnelle. Qu'il soit chez lui à Londres, à Paris ou à l'autre bout du monde, il ne manque jamais la messe quotidienne. Jean-Loup Dherse et son épouse prient ensemble près d'une heure par jour, consacrent plusieurs soirées et un week-end par mois à la « maisonnée », structure de base de la communauté charismatique de l'Emmanuel, à laquelle ils appartiennent. Ils suivent chaque année une retraite spirituelle de plusieurs jours. *« La prière, c'est comme la bière,* dit-il. *Au début, c'est amer ; au bout d'un moment, on ne peut plus s'en passer. »* Ils assurent même des permanences de nuit à SOS-Prières. *« La dernière nuit de Pâques, j'ai reçu quarante-cinq appels,* raconte-t-il, *de gens qui souffraient, qui mouraient et voulaient prier avec un inconnu à l'autre bout du fil »*.

Ses lectures sont des vies de saints. *« La loi de la jungle dans laquelle je vis endurcit le cœur,* dit-il. *Il est bon de se retremper auprès de ceux qui, dans le système, sont toujours les perdants »*.

Jean-Loup Dherse ne comprend rien aux distinctions qui sont faites dans l'Eglise entre les militants et les spirituels, les actifs et les contemplatifs : *« Le Seigneur nous veut contemplatif et actif,* dit-il *« l'évangélisation dans les rues, dans l'avion, dans les conférences internationales est le meilleur remède contre la fatigue spirituelle »*.

Ce technocrate ignore la rationalité froide. Il croit aux guérisons, a vu un muet se remettre à parler. Rien ne désarçonne ce bâtisseur. Interrogé sur le poids de l'institution dans d'Eglise, il vous répond : *« Mais ce n'est rien à côté de la Banque mondiale ! »*.

HENRI TINCQ.



مكرر من الاصل

Sports

VOLLEY-BALL : la France vice-championne d'Europe

Les promesses d'un visa olympique

L'équipe de France masculine de volley-ball a conquis de haute lutte sa qualification pour les prochains Jeux olympiques, mais elle a encore beaucoup de chemin à parcourir si elle veut décrocher une médaille à Séoul.

Voilà les deux principaux enseignements à tirer à l'issue des cham pionnats d'Europe qui se sont terminés, dimanche 4 *octobre*, à Gand, après la victoire très nette des *Soviétiques* sur les Français par 3 sets à 1 (15-7, 15-6, 7-15, 15-9). Dans le tournoi féminin, *l'URSS* s'est inclinée en finale face à la RDA par 3 sets à 2. *La France* a obtenu la septième place aux dépens de la Roumanie.

GAND
de notre correspondant

Après le match victorieux contre les Suédois, vendredi – qui leur ouvrait en même temps les portes de la finale de ces championnats et celles des Jeux olympiques, puisque les Soviétiques *étaient* déjà *qualifiés* pour Séoul, – les Français s'étaient mis à espérer. Leur objectif principal étant atteint, ne pouvaient-ils pas, enfin, grâce à leur rapidité, parvenir à déstabiliser une équipe soviétique qui avait jusqu'alors convaincu sans enthousiasmer. Las n'est pas Mathias Rust qui veut, et il est plus facile de poser un Cesna sur la place Rouge que de percer le mur des Chkourikhine, Tcheremisov ou autre Pantchenko.

Rien n'y fit. Ni les 2 mètres, les 100 kilos et les smashes meurtriers d'Eric Bouvier. Ni les coups « tordus » du passeur français Alain Fabiani. Ni l'appui d'une grande partie des six mille spectateurs de Gand où l'on reconnaissait même l'uniforme d'une cinquantaine de marins français des deux navires-écoles, le *Guépard* et le *Tigre*, en rade actuellement dans le port flamand.

Soudés et impénétrables, les Soviétiques empêchèrent dès le début du premier set *toutes* les velléités d'attaques des Français. Complètement désemparés, les Tricolores perdirent le deuxième set en moins de trente minutes, et le match aurait frisé la correction s'ils ne s'étaient pas bien repris au troisième set. La garde rouge, après un moment de flottement, se ressaisit et enleva le quatrième set et le match.


L'équipe de l'URSS éclipse les français à l'image

Un effort qui a déjà porté ses fruits

Eric Daniel, l'entraîneur de l'équipe de France, ne chercha pas d'excuses à l'issue du match. « *Il faut tenir compte du rapport de forces,* admit-il. *Les Soviétiques nous ont empêché de jouer et ont réussi dans toutes les phases du jeu. Nous étions pourtant très motivés. Nous avons donc un petit goût d'inachevé à l'issue de ce championnat d'Europe.* » Un petit goût seulement, car, après tout, pourquoi faire la fine bouche. Le résultat acquis à Gand n'est-il pas le meilleur de l'équipe de France en championnat d'Europe depuis 1948 (à l'époque six équipes seulement y participaient).

L'effort gigantesque entrepris à partir de 1979 par la Fédération de volley pour bâtir une équipe féminine, une équipe de juniors et une équipe de seniors a donc déjà porté ses fruits. Il a notamment permis de créer un « jeu à la française ».

Atout principal : une richesse de combinaison capable sinon « *de faire tomber en panne un ordinateur* » – comme le déclarait un supporter français, – du moins de rendre bien nerveux les stratèges adverses. Principe : jusqu'au dernier moment, tromper l'équipe opposée, la leurrer par un tourbillon ininterrompu, de manière à masquer le dernier smash. Dans ce volley-là, comme dans une course cycliste de vitesse ou encore une élection présidentielle française, le dernier parti a souvent raison !

Encore faut-il – *ce n'était* pas le cas dimanche contre les Soviétiques – une bonne dose de réussite, encore plus de culot et peut-être aussi un peu de chance pour que ce champagne-là pétille. Eric Daniel a encore un an devant lui pour installer définitivement la France dans le peloton des trois ou quatre meilleures équipes mondiales. En attendant, ces championnats de Gand auront confirmé, *si besoin en* était, la progression d'une discipline passée en quelques années d'un jeu de plage à un sport de haute compétition.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

BOXE : le championnat du monde des super-plume

White Power

Le Sud-Africain Brian Mitchell a conservé son titre mondial (WBA) des super-plume en battant nettement aux points, en quinze reprises, le Français Daniel Londas, le 3 octobre à Gravelines (Nord). Une issue sans surprise, pour un combat bien étrange : en toile de fond, il y avait les relations ambiguës du sport et de l'apartheid.

Daniel Londas, s'est-il pris un moment pour Joe *Louis* ? Samedi *soir*, à l'appel de la dixième reprise, le Français semblait en tout cas avoir l'avantage sur le champion du monde (WBA) des super-plume. Et l'histoire du ring aurait pu bégayer un demi-siècle après. *Le 22 juin 1938*, au Yankee Stadium de New-York, le « bombardier *noir* » avait mis KO, en quelques minutes, Max Schmeling, le « Uhlan noir », qui avait reçu, avant le combat, un télégramme d'encouragement de Herman Goering. Une tension particulière avait entouré ce match très contesté par les mouvements anti-nazis nord-américains.

Mais *Gravelines* n'est pas New-York ; *Londas* n'est pas *Louis* ; et *même* quand il joue les fiers-à-bras en proclamant : « *Je suis le seul champion du monde sud-africain* », Mitchell n'est pas Schmeling, incarnation typique du héros aryen.

Bref, Londas, qui est allé au tapis à la troisième et à la douzième reprise, a été nettement dominé par le tenant du titre. Un *résultat* logique : *même* s'il s'était très bien préparé, le Martiniquais, âgé de trente-trois ans, n'était pas vraiment de taille contre un frappeur de vingt-six ans qui avait naguère laissé mort sur le ring un de ses adversaires, Jacob Morake. En fait, la seule surprise de ce combat a été qu'il ait pu avoir lieu.

Londas avait échoué dans sa quatrième tentative de conquête du titre *européen en subissant*, au début de l'année, un KO en moins de deux minutes, face à Salvatore Curcetti. Bien qu'il ait ensuite repris le titre national, Londas n'aurait pas dû être désigné comme challenger mondial.

La situation de Mitchell est également anormale : seule la WBA reconnaît les *Sud-Africains*, les deux autres *fédérations* – IBF et WBC – les ont exclus de leurs rangs en raison de la politique d'apartheid pratiquée par Prétoria. La WBA pourrait d'ailleurs bientôt s'aligner sur ces positions. Mais, en dépit des difficultés que son homme d'affaires rencontre pour organiser des combats, Mitchell avait déjà *défendu* trois *fois* son titre hors de son pays, avant de venir dans le nord de la France.

Symbole : un adversaire noir

Toutefois, pour ce *quatrième championnat*, beaucoup d'autres conditions extraordinaires ont dû être réunies. Le challenger officiel avait demandé une bourse trop élevée. En dépit de son récent KO, Londas a donc été désigné « *par dérogation* ». Cela lui a-t-il posé des problèmes de conscience ? Quand les mouvements anti-apartheid ont *demandé* l'annulation du championnat, il a simplement répliqué : « *Je boxe professionnellement depuis 1980 pour faire vivre ma famille. Ces gens ne se sont pas préoccupés de mon sort avant ; ils m'ignoreront après. Si je gagne, ma vie pourra changer.* » Et il a continué à passer les gants tous les jours, dans la salle de Gaëtan Micaleff à Saint-Ouen, *pour être fin prêt*. Symbole de l'apartheid : Mitchell aurait donc un adversaire noir.

Il fallait encore trouver un organisateur. A Calais, Bernard Morsch est devenu, à trente-sept ans, un promoteur pugilistique prospère, grâce à la vedette locale Thierry Jacob. De leur côté, les frères Acariès, qui travaillent sur une plus grande échelle, avaient à placer un championnat d'Europe des super-léger entre un Français d'origine zaïroise, N'Kalanteke et un Danois d'origine ougandaise, Kawoya. Jacob en lever de rideau d'un championnat d'Europe, cela promettait une belle soirée, lorsqu'un *promoteur* a mis *sur la table le championnat du monde* Mitchell-Londas, en prononçant les mots magiques : « droits de télévision ». Une chaîne câblée sud-africaine était en effet disposée à retransmettre le combat de « son » champion du monde. Le marché a été vite conclu. En France, c'était la cinquième chaîne de Robert Hersant qui devait se charger de relayer les images.

Mais la *municipalité communiste* de Calais n'était pas disposée à louer ses installations sportives pour que s'exhibe un représentant du pays de l'apartheid. Bernard Morsch a dû se replier non loin, à Gravelines. Et pour un budget d'environ 1,5 million de francs, l'affaire a bel et bien été ficelée.

Mais finalement, qui a gagné quoi ? Le monde de la boxe a seulement montré qu'il se vautre dans les *situations* schizophréniques.

ALAIN GIRAUDO.

HOCKEY SUR GLACE : le championnat de France

Les clubs font briller leurs crosses

Le coup d'envoi du championnat de France de hockey sur glace a été donné, le samedi 3 octobre. Dix clubs s'affrontent en national A pour une nouvelle formule de compétition, avec qualification et play-off, qui devrait éviter une saison languissante et des suprématies écrasantes. Les clubs, à l'image de celui de Rouen, ont mis à profit l'inter-saison pour procéder aux transferts de joueurs et aussi d'entraîneurs qui doivent leur assurer le succès auprès du public.

ROUEN
de notre envoyé spécial

Les supporters du Rouen Hockey-Club (RHC) connaissent l'usage des trompettes et des banderoles. Les habitués des gradins de la patinoire municipale n'hésitent pas non plus à utiliser leurs cordes vocales pour encourager leur équipe. La victoire des hommes en noir et jaune, ils la souhaitent. Quelques mois sans match ont fait oublier aux spectateurs, en majorité jeunes, les piètres résultats de l'équipe rouennaise, lors de la dernière saison de championnat. La relégation évitée d'extrême justesse, les partisans sont prêts pour de nouvelles aventures.

Les descentes, les tirs au but et même des palets poussés *jusqu'au fond des filets* : les nouveaux patineurs du Rouen Hockey-Club n'ont pas lésiné sur le spectacle pour conquérir leur public. Patinant vite, les recrues de l'été ont multiplié les belles actions individuelles. Claude Verret et André Saint-Laurent, de solides Canadiens expérimentés, en marquant chacun deux buts, provoquent l'enthousiasme. Franck Pajonkowski, l'international venu des Français volants de Paris, auteur de trois autres tirs victorieux, déchaîne les cris de joie. La victoire des Rouennais sur Villars-de-Lans (8 à 5), quelle revanche, quelle belle ouverture pour la nouvelle saison !

« *Cette année, nous débutons avec une équipe plus forte* », assure M. Vincent Leroyer, le manager du club. Il évoque les difficultés de la saison passée – le goal blessé dès la mi-octobre, le départ de l'entraîneur peu de temps après, – comme pour chasser de vieux souvenirs qui ne doivent pas revenir. Pour passer de la natation, qu'il pratiquait dans les années 70, dans le club de Guy Boissière, au hockey, ce grand jeune homme n'a eu qu'à traverser le bar qui, à Rouen, sépare le club de Stéphan Caron de la patinoire. Sportif de haut niveau, possédant une formation commerciale, il a répondu présent lorsque le président du hockey-club s'est mis en quête de l'homme-orchestre capable de convaincre sponsors et spectateurs.

Se montrer l'égal des grands

Fondé en 1978, le Rouen Hockey-Club entame sa deuxième *saison* en national A. Il s'agit d'oublier les erreurs de jeunesse et de se montrer l'égal des grands. En frappant à la porte de la mairie, des collectivités locales et de généreux parrains, le président Jean-Claude Ducable a réussi à constituer un budget d'environ 3 millions de francs qui doit permettre au club de vivre dignement. « *L'achat du matériel et les déplacements sont des postes importants* », souligne Vincent Leroyer, en citant l'exemple des crosses, « *environ quarante-huit par joueur, à 200 F pièce.* Faites le calcul de l'investissement que cela représente pour une équipe de vingt-deux membres. »

Et, bien sûr, il y a les joueurs. Cet été, les arrivées ont été nombreuses. Thierry Chaix, venu de Gap, était propriétaire de sa licence, l'opération n'a donc pas nécessité de sommes importantes. Mais pour Pajonkowski, acheté au club *parisien*, le RHC a dû payer le transfert *au tarif fixé par la fédération*, soit 80 000 F, ou beaucoup plus. A l'ombre des clochers, on reste discret sur ces opérations.

A l'inverse, les responsables du club aiment évoquer les conseils qu'ils ont suivis pour embaucher un nouvel entraîneur. Venu du Québec, l'ancien professeur d'éducation physique a abandonné l'entraînement des universitaires canadiens pour les rives de la Seine. En prime, cet homme de quarante-trois ans chargé de structurer l'équipe a fait venir deux de ses concitoyens, anciens joueurs de la ligne *nord-américaine*, exilés l'un *en suisse*, Claude Verret, l'autre en Suède, André Saint-Laurent.

Jeune club, fier de ses trois cent soixante-dix licenciés, le RHC a vite conquis les faveurs du public. « *Les Rouennais apprécient ce sport dynamique, aux déplacements rapides* », note Vincent Leroyer, en faisant état de mille deux cents spectateurs présents à chaque match. Le problème est moins de conquérir de nouveaux adeptes que de pouvoir les accueillir. *Les mille places disponibles* dans les gradins freinent le développement de la politique commerciale. L'optimisme qui règne dans le club, en ce début de saison, se heurte aux contraintes matérielles. « *Une seule patinoire dans l'agglomération, cela rend les places sur la glace très chères* », expliquent les responsables, qui jonglent avec les plannings pour faire cohabiter *scolaires*, amateurs de patinage artistique et équipes de hockey à l'entraînement.

La victoire de samedi doit être suivie de beaucoup d'autres pour obtenir de nouveaux investissements de la part de la municipalité. En face de la patinoire, les pelleteuses sont à l'ouvrage pour construire le bassin de 50 mètres qui fait toujours défaut à Stéphan Caron. A Rouen, il faut savoir être patient.

SERGE BOLLOCH.

FOOTBALL : deuxième division

Un détail d'arbitrage

Grand favori du groupe B de *deuxième division*, le RC Strasbourg a *été* tenu en échec sur son terrain, *samedi 3 octobre, par la modeste* équipe de Saint-Dizier *(0 à 0). Aussitôt après la fin du match*, des incidents ont éclaté entre les dirigeants du club alsacien et l'arbitre M. Jannot.

Le directeur général du RC Strasbourg, M. Jean-Pierre Dogliani, épaulé par les joueurs *et d'autres dirigeants* du club, voulait obtenir des explications *sur la décision* de M. Jannot de *refuser* un but aux Alsaciens sur la *dernière action* (une tête de l'arrière algérien Liégeon repoussée sur la ligne par la défense de Saint-Dizier). M. Jannot refusant de répondre, la tension est montée et il fallut l'intervention de l'entraîneur strasbourgeois et de son adjoint pour arrêter un début de bagarre.

Selon M. Dogliani, l'arbitre – « *particulièrement mauvais* » – aurait tenu envers Abdallah Liégeon des « *propos racistes* » affirmant qu'il « *voterait Le Pen* ». Etonné qu'un résultat nul entraîne une telle « *fureur* », l'arbitre a simplement indiqué qu'il avait seulement dit : « *Ne vous énervez pas, cela n'en vaut pas la peine.* » Les Strasbourgeois ne l'ont pas *entendu* de cette oreille, et M. Daniel Hechter, président du RCS, a *annoncé son* intention de porter plainte.

HIPPISME : le Prix de l'Arc de triomphe

Trempolino par surprise

Considéré comme le championnat du monde officieux des pur-sang, le 66e Prix de l'Arc de triomphe a été remporté, le dimanche 4 octobre, par un sans-grade : le poulain français *Trempolino*. A la surprise générale, c'est le seul propriétaire français du lot des engagés, M. Paul de Moussac, qui a empoché les 4 millions de francs du vainqueur.

Le cheval monté par Pat Eddery a facilement pris le meilleur sur les dix autres concurrents de l'Arc en battant par la même occasion le record de l'épreuve (2 min, 26 s, 30 contre 2 min, 27 s, 70 l'an dernier pour *Dancing Brave*). *Sa victoire a été celle de la prudence.* Tous les favoris ont consumé *leurs forces en voulant suivre le train d'enfer imposé dès le départ par Reference Point.*

Un autre outsider, Tony Bin, confié au jockey Cash *Asmussen, s'est classé deuxième grâce à une* sage course d'attente. Il *devance Triptych,* une jument qui s'était déjà classée troisième l'an dernier et qui était l'une des principales favorites de cette course prestigieuse, à laquelle assistait le président de la Répblique, M. François Mitterrand.

L'Arc de triomphe n'a pas servi de support au pari tiercé en raison du faible nombre des engagés (le plus réduit depuis trente ans) ; il aurait donné malgré tout de bons rapports.

SKI : kilomètre lancé

La revanche de Prufer

***Profitant de la saison de ski dans l'hémisphère sud*, le Français Mikael Prufer *a amélioré de record du monde du kilomètre lancé. Le* vendredi 2 octobre à Portillo, dans la cordillère des Andes (*Chili*), *où* avait lieu la deuxième journée de la Coupe du monde de la spécialité, le skieur de vingt-sept ans, docteur en médecine, a atteint 217,680 kilomètres-heure. Le « mur » des 210 km/h, qui avait été franchi pour la première fois en avril dernier aux Arcs (Savoie), l'a de nouveau été par de nombreux concurrents. Le record établi à l'époque par le Britannique *Graham Wilkie*, 212,514 km/h, a été pulvérisé par quatre skieurs à Portillo, dont le *Français* Pierre Ribot qui a réussi 212,950 km/h. Les « fous de la glisse » *n'ont pas fini d'améliorer* le temps qu'ils mettent pour passer entre deux cellules photoélectriques distantes de 100 mètres.**

TENNIS : Coupe Davis

L'Inde en finale

Pour la troisième fois de son histoire, *l'Inde s'est qualifiée* pour la finale de la Coupe Davis de tennis. La tâche des *Indiens* a certes été facilitée en demi-finale, du 2 au 4 octobre à *Sydney*, par le forfait en simple de Pat Cash, principal artisan de la victoire australienne contre la Suède en 1986, *blessé* au genou. Après la perte des deux premiers simples, *Pat Cash avait* redonné l'espoir aux Australiens en remportant le double, associé à Peter Doohan. John *Fitzgerald* avait ensuite égalisé. Mais dans le dernier simple, très tendu, Ramesh Krishnan s'est imposé en trois sets contre Wally Masur (8-6, 6-4, 6-4), *rejoignant* ainsi au palmarès son père, Ramanathan, finaliste en 1966.

***« Je ne pense pas que, dans l'histoire de la Coupe Davis, une autre équipe soit arrivée en finale avec des joueurs au classement aussi bas »,* faisait *remarquer* Vijay Amritraj, le capitaine indien. Ramesh Krishnan occupe le *trentième place* au classement ATP, tandis que Vijay Amritraj et Vasudevan Srinivasan ne figurent pas *dans* les deux cents premiers. Les Indiens devront attendre ce lundi 5 octobre pour connaître leurs adversaires en finale. Les deux derniers simples de l'autre *demi-finale* ont dû être reportés à cause de la pluie, alors que la Suède *menait* par deux victoires à une contre l'Espagne à Barcelone.**

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale 1 A
(quatrième journée)

**Mulhouse b. Limoges*	*93-92*
*Avignon b. *Caen*	*79-76*
*Tours b. *Vichy*	*82-79*
**Reims b. Saint-Etienne*	*111-86*
**Orthez b. Antibes*	*99-84*
*Nantes b. *Cholet*	*68-65*
**Monaco b. RCF Paris*	*89-78*
**Villeurbanne b. Lorient*	*78-69*

Classement. – 1. Nantes, 12 pts ; 2. Tours et Orthez, 10.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(treizième journée)

Première division

Monaco b. *Brest	2-0
*Nice b. Niort	1-0
Bordeaux b. *Toulon	1-0
*Nantes b. Toulouse	3-1
*Matra-RP b. Paris-SG	2-1
*Lille et Cannes	0-0
*Saint-Etienne b. Montpellier	2-1
*Metz b. Le Havre	1-0
Marseille b. *Laval	2-0
*Auxerre b. Lens	2-0

Classement. – 1. Monaco, 20 pts ; 2. Bordeaux, 16 ; 3. Nantes, Niort, Matra-RP et Saint-Etienne, 15.

Deuxième division
(douzième journée)

GROUPE A

*Sochaux b. Nîmes	6-1
*Lyon b. Ajaccio	4-1
*Alès et Orléans	0-0
Gueugnon b. *Montceau	1-0
*Bastia b. Sète	2-0
Cuiseaux-L. b. *Le Puy	1-0
*Istres b. Grenoble	3-0
*Dijon et Martigues	1-1
*Tours et Châtellerault	0-0

Classement. – 1. Sochaux et Lyon, 18 pts ; 3. Cuiseaux-L. et Alès, 14.

GROUPE B

*Strasbourg et Saint-Dizier	0-0
*Caen b. Melun	2-0
*Nancy b. Guingamp	2-0
Reims b. *Angers	1-0
*Abbeville b. Lorient	2-1
*Dunkerque b. Rouen	4-3
*Rennes b. Mulhouse	1-0
*Quimper b. La Roche	2-1
*Beauvais et Valenciennes	1-1

Classement. – 1. Strasbourg, 20 ; 2. Rouen, 16 ; 3. Caen, Nancy, Saint-Dizier et Abbeville, 14.

Hockey sur glace

CHAMPIONNATS DE FRANCE
Nationale 1 A
(première journée)

*Briançon et Français Volants	3-3
Tours b. *Chamonix	4-3
Mont-Blanc b. *Amiens	8-1
*Rouen b. Villars-de-Lans	8-5
Gap b. *Grenoble	8-4

Motocyclisme

Grand Prix l'Argentine, dernière épreuve de la saison de vitesse.

500 centimètres cubes. – *1.* Lawson (USA), Yamaha ; 2. Mamola (USA), Yamaha ; 3. Gardner (Austr.) Honda.

Classement final du championnat du monde. – 1. Gardner (Austr.), 178 pts ; 2. Mamola (USA), 158 ; 3. Lawson (USA), 157 ; (...) 7. C. Sarron (Fr.), 52.

250 centimètres cubes. – 1. Pons (Esp.), Honda ; 2. Dominique Sarron (Fr.), Honda ; 3. Shimizu (Jap.), Honda.

Classement final du championnat. – 1. Mang (RFA), Honda, 136 pts ; 2. *Roth* (RFA), *Honda et Pons* (Esp.), Honda, 108 ; 4. Dominique Sarron (Fr.), Honda, 97.

Sports équestres

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SAUTS D'OBSTACLE
(à Fontainebleau)

1. Godignon (La Belletière Moët et Chandon) 12,38 pts (4+1) ; 2. Roguet (Herminette III), 13,02 pts (8+0) ; 3. Bourdy (Morgat EF), 17,45 pts (8+4).

(Les chiffres entre parenthèses correspondent au score effectué lors des deux dernières manches du national dimanche 4 octobre).

Tennis

OPEN FÉMININ DU RACING-CLARINS

Organisé pour célébrer le 100e anniversaire de la section tennis du RCF, l'open Clarins (doté de 50 000 dollars) a été remporté le 4 octobre sur les courts de la Croix Catalan par la Yougoslave Sabrina Goles aux dépens de la Belge Saudra Wasserman (7-5 ; 6-1).

Médecine

Une étude remet en cause la fiabilité des tests de dépistage du SIDA

On peut avoir été contaminé par le virus du SIDA et demeurer séronégatif pendant au moins quatorze mois : telle est la conclusion d'une étude américano-finlandaise publiée dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *The Lancet*. Cela pourrait remettre en cause, non seulement la fiabilité des tests de dépistage classiques mais encore l'utilité des programmes de dépistage systématique réclamés par certains responsables politiques ou sanitaires.

Les spécialistes estimaient jusqu'à présent que la période de latence séparant l'arrivée du virus du SIDA dans l'organisme, de la séroconversion, c'est-à-dire de la production d'anticorps, était de trois à douze semaines. L'étude réalisée par l'Institut des sciences biomédicales de Tampéré (Finlande), sous l'égide de l'Institut national du cancer des Etats-Unis, montre que cette période est en réalité beaucoup plus longue. Conduite sur un groupe de vingt-cinq homosexuels, cette étude fait apparaître en effet que neuf d'entre eux, séronégatifs selon les tests de dépistage usuels, avaient en réalité déjà été exposés et infectés par le virus HIV.

« Ces résultats sont surprenants, a déclaré Mme Genovetta Franchini, l'un des auteurs de l'étude, *mais leur signification est claire. La période qui précède l'apparition des anticorps est beaucoup plus longue que l'on ne pensait jusqu'à présent. »*

L'Institut Pasteur s'apprête à publier une étude qui va dans le même sens. Il apparaît ainsi qu'un dépistage systématique qui ne serait pas répété régulièrement plusieurs fois par an ne servirait à rien.

L'innocuité des transfusions sanguines est-elle remise en cause ? Les responsables américains de la Croix-Rouge se veulent rassurants en rappelant que les donneurs à risques sont *a priori* écartés, de manière à éliminer au maximum le risque de faux négatif. Une étude faite cette année sur six cent soixante-seize mille donneurs par la Croix-Rouge américaine avait d'ailleurs montré que le risque de recevoir du sang infecté provenant de donneurs séronégatifs est très faible, de l'ordre de une sur quatre-vingt-quatre mille (*le Monde* du 5 juin).

Enfin, l'étude américano-finlandaise souligne l'urgence qu'il y a à mettre sur le marché des tests de dépistage du SIDA qui, au lieu de dépister des anticorps, c'est-à-dire la réponse immunitaire de l'organisme à la contamination par le virus, détecteraient la présence de l'antigène (protéine) viral lui-même. Ces tests ont déjà été mis au point. Leur utilisation sur une plus large échelle ne devrait plus tarder.

F. N.

● **Le fils du président Kaunda est mort du SIDA.** — M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a annoncé, dimanche, que son fils était décédé du SIDA, à l'âge de trente ans. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour la lutte contre cette maladie, qui revêt à *l'évidence, a-t-il dit, un caractère* mondial.

Faits divers

A Besançon

Le héros devenu gueux

En 1985, Camille Tournier était un héros, salué par tout un quartier de Besançon pour avoir sauvé des flammes une trentaine d'enfants. Aujourd'hui, le même homme, poumons rongés par de l'oxyde de carbone, cardiaque, n'est plus qu'un personnage encombrant dont veulent se débarrasser son employeur — il travaille dans une grande surface — et le propriétaire de son appartement. Le héros, devenu gueux, est considéré comme gênant.

Le 4 avril 1985, Camille Tournier, surveillant dans un grand magasin, en rentrant de son travail, découvre son immeuble en feu. Avec deux voisins de palier, il se précipite dans la fournaise pour réunir vingt-sept enfants dont les parents sont encore au travail. Alors que l'air est devenu irrespirable, qu'une fumée épaisse envahit l'immeuble, Camille Tournier les guide vers le huitième étage. Après mille péripéties, le surveillant parvient à trouver refuge dans un appartement avec les enfants. Les pompiers et leur grande échelle viendront quelques minutes plus tard leur porter secours.

Mais l'effort a été trop grand. Camille Tournier, victime d'un malaise cardiaque, s'effondre ! Il sera hospitalisé durant un mois et demi et ne se remettra pas. *« Je suis encore en rééducation pulmonaire,* dit-il. *Quand les spécialistes m'estimeront capable de supporter une intervention, je serai opéré au niveau du cœur. »*

En attendant, la société qui l'emploie engage une procédure *de licenciement pour « absentéisme »* et obtient gain de cause.

Son propriétaire, un organisme HLM, arrache un arrêté d'expulsion contre ce mauvais payeur qui, divorcé, vit avec sa fille de dix-sept ans. La justice a tranché : *« L'octroi des délais demandés aurait pour premier effet d'accroître la dette de Tournier et de faire supporter par la bailleresse les conséquences de la situation de santé de son locataire. »* A quand la saisie des biens ? Le jugement sera exécutoire à partir du 9 octobre.

L'administration, pour sa part, est moins pressée. Camille Tournier pourrait recevoir diverses indemnités, mais ses dossiers sont encore à l'instruction.

Après la réunion du conseil de discipline

M. Chalandon doit se prononcer sur le sort d'un fonctionnaire de l'éducation surveillée

M. Arnaud Nicoladzé, un éducateur de l'éducation surveillée (ES), à qui l'on reprochait d'avoir imité la signature de son supérieur pour se faire rembourser une note de frais (*le Monde* du 19 septembre), a comparu, le 2 octobre, devant un conseil de discipline. Présidé par Mme Michèle Giannotti, directrice de l'éducation surveillée, et composé paritairement de représentants de l'administration et du personnel, le conseil de discipline pouvait aller jusqu'à demander la radiation de l'éducateur. Après avoir siégé plusieurs heures et entendu de nombreux témoins, les quatre représentants du personnel ont voté la relaxe du jeune homme, ceux de l'administration se sont contentés de demander un blâme.

C'est maintenant au ministre de la justice, M. Albin Chalandon, de départager les membres du conseil de discipline. Plusieurs dizaines d'éducateurs, à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, s'étaient réunis devant les locaux de l'administration pour soutenir leur collègue. Ils estiment, en effet, que la faute reprochée à M. Arnaud Nicoladzé n'est qu'un prétexte pour mettre en difficulté un syndicaliste trop remuant et s'inscrit dans la perspective plus large de reprise en main de l'éducation surveillée.

Un colloque international sur les techniques de procréation

Controverses sur l'utilisation de l'embryon humain

De vives controverses agitent aujourd'hui la communauté scientifique internationale à propos des travaux utilisant des embryons humains à des fins de recherche. Conséquence de la spectaculaire diffusion des techniques de procréation artificielle, ce thème voit s'opposer différentes écoles de pensée et soulève une série de questions *fondamentales concernant* l'avenir de la reproduction de l'espèce humaine et le développement d'une nouvelle forme d'eugénisme. Un colloque international organisé le samedi 3 octobre à Toulouse par la Société européenne de reproduction et d'embryologie humaines (1) a permis d'observer à quel point les positions dans ce domaine peuvent être divergentes et contradictoires.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Ce fut un colloque peu ordinaire, au cours duquel quelques-uns des meilleurs spécialistes internationaux de la procréation artificielle ont étalé publiquement leurs dissensions, leurs certitudes et leurs angoisses. Ce fut aussi une réunion en forme de règlement de comptes où *l'on entendit notamment le* professeur Robert G. Edwards (université de Cambridge), pionnier incontesté de la fécondation *in vitro*, accuser — en présence de deux de ses membres (Mme Nicole Questiaux et le professeur Jean-Paul Renard) — le Comité consultatif national d'éthique (français) d'être une structure *« non démocratique »* avant de contester violemment le moratoire que ce comité a proposé concernant la recherche scientifique faite sur l'embryon humain. C'est précisément cette recherche qui est aujourd'hui en question et au centre d'une vive controverse internationale. Peut-on ou non utiliser des embryons humains à des fins de recherche médicale et scientifique, et, si oui, doit-on fixer des limites à un tel travail ?

Cette question pour tout dire ne se poserait pas s'il n'y avait eu depuis quelques années une extraordinaire diffusion de la fécondation *in vitro*. On sait que celle-ci consiste à réunir en dehors des voies génitales féminines un ovule et un spermatozoïde, puis à implanter l'embryon ainsi obtenu dans l'utérus de la femme. Pratiquée pour la première fois avec succès en 1978 par le professeur Edwards, cette technique est aujourd'hui très largement mise en œuvre en France — où près de deux mille enfants ont ainsi été conçus — comme à l'étranger avec des taux de succès très variables selon les équipes.

La recherche d'une meilleure efficacité a conduit les spécialistes à stimuler les mécanismes qui chez la femme commandent la production d'ovocytes puis ensuite à implanter plusieurs embryons à la fois lors de chaque tentative. C'est ainsi que les biologistes spécialisés dans la fécondation *in vitro* ont bientôt disposé d'un nombre croissant d'embryons humains dits « surnuméraires ». Le développement des techniques de congélation a permis un moment de penser qu'aucun problème ne se poserait. Conservés par congélation les embryons provenant d'un couple *peuvent être utilisés par ce même* couple lors d'une tentative ultérieure. Pourtant la congélation ne fit que soulever de nouvelles questions portant notamment sur le devenir des embryons qui ne seraient pas revendiqués par le couple dont ils proviennent.

Peut-on les donner à d'autres couples stériles ? Faut-il les détruire et surtout peut-on les utiliser comme matériel de recherche scientifique ? Selon Mme Michelle Plachot (INSERM), trois mille embryons humains sont actuellement conservés par congélation en France. Une évaluation que beaucoup estiment bien en dessous de la réalité. *En fait personne n'est capable de* dire combien d'embryons humains sont conservés par congélation à travers le monde (un centre belge en comporte à lui seul plus de mille cinq cents) ni à plus forte raison combien pourraient aujourd'hui être utilisés comme matériel de recherche.

Ces recherches sont *a priori* nombreuses et intéressantes. Elles pourraient notamment porter sur le diagnostic du sexe d'un embryon de quelques jours, sur l'identification de marqueurs génétiques ou d'anomalies congénitales. A un niveau plus fondamental, ces recherches pourraient permettre de comprendre pourquoi on observe une fréquence très élevée d'anomalies chromosomiques au stade embryonnaire dans l'espèce humaine. Le développement de ces travaux permettrait de ne replacer dans l'utérus de la future mère après tri génétique que les embryons « sains », alors qu'aujourd'hui ce choix n'est effectué *que sur des critères morphologiques*.

Mais de telles recherches sont-elles légitimes ? En France, le *Comité national d'éthique a déjà* pris position sur ce sujet en adoptant (non sans difficulté tant les positions étaient divergentes à l'intérieur de ce comité) un moratoire de trois ans. Pour le Comité national, l'embryon humain doit être défini comme *« une personne humaine potentielle »*.

En septembre 1986 le Conseil de l'Europe adoptait une recommandation dans laquelle il se prononçait pour l'interdiction de *« toute création d'embryons humains par fécondation* in vitro *à des fins de recherche de leur vivant ou après leur mort »*. L'Assemblée parlementaire se prononçait également contre *« la recherche sur des embryons humains viables »* et estimait nécessaire la définition du statut biologique d'un tel embryon.

Le moratoire contesté

Le dossier semblait donc clos ou *presque. C'était compter* sans la volonté de nombreux spécialistes de la reproduction humaine qui tentent aujourd'hui de faire revenir ses différentes instances sur leur position. Le phénomène est particulièrement marqué au niveau du European Medical Research Council (EMRC), émanation à l'échelon européen des différents instituts nationaux de la recherche médicale.

Dans une déclaration adoptée par neuf pays (2), cette institution plaide en effet pour la poursuite de ces *recherches*. Elle le fait *notamment* en développant le concept de « pré-embryon », une collection de cellules qui n'est rien d'autre en réalité qu'un embryon âgé de moins de quatorze jours. *« Des recherches supplémentaires sur les embryons humains sont nécessaires pour augmenter l'efficacité de la fécondation* in vitro *en tant que thérapeutique de la stérilité*, peut-on lire dans un document interne à l'EMRC. *Sans recherche il n'y aurait pas eu de fécondation* in vitro *pour aider les couples infertiles. Mais cette technique demeure encore relativement inefficace, et sans plus de recherche aucune amélioration ne sera possible. »* L'EMRC définit par ailleurs une liste de gestes à proscrire (manipulation du génome pour en altérer les caractéristiques normales de l'aspect humain, culture de pré-embryons après quatorze jours, clonage, etc.).

On en est là aujourd'hui, et le colloque de Toulouse a démontré à quel point les positions des uns et des autres étaient irréductibles. S'il est difficile de prévoir l'évolution d'une telle situation, force est de constater que les arguments défendus par exemple par le professeur Jacques Testart sont peu partagés dans la communauté scientifique internationale.

En France les bruits les plus divers circulent quant au respect du moratoire proposé par le Comité national d'éthique. Pour les uns, ce moratoire est aujourd'hui parfaitement respecté *« parce que les chercheurs français ont développé d'autres axes de recherche »*. Pour les autres, rien ne permet d'être affirmatif et tout laisse au contraire penser que certaines équipes travaillent aujourd'hui directement sur l'embryon humain. Une situation pour le moins troublante et qui pourrait, si aucun contrôle — législatif ou réglementaire — n'est mis en œuvre rapidement... détruire le consensus qui existe aujourd'hui sur l'acceptation de la fécondation *in vitro* comme traitement de la stérilité.

Au-delà de la controverse sur l'embryon humain objet de recherche, c'est bien, comme l'on rappelé les professeurs Testart et Renard, la question de la finalité de cette recherche qui est posée. L'exemple de la fécondation *in vitro* montre à quel point la dérive de la demande et de la norme peut dans ce domaine être rapide et inquiétante. Il y a quelques années, en effet, tous les couples pris en charge pour la fécondation *in vitro* étaient des couples stériles. La stérilité ne représente *plus aujourd'hui, selon le professeur* Testart, que 50 % des cas traités, les autres n'étant somme toute que la conséquence d'une médicalisation de la reproduction.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Ethique et révolution de la *reproduction », colloque organisé le* 3 octobre par la Société européenne de reproduction et d'embryologie humaine dans le cadre du Salon des techniques du futur de Toulouse.

(2) Danemark, Finlande, Allemagne fédérale, Italie, Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni, Autriche et Belgique.

Mort de Sir Peter Medawar Prix Nobel

L'immunologiste britannique Sir Peter Medawar, Prix Nobel de médecine en 1960, est décédé le 3 octobre à Londres des suites d'une hémorragie cérébrale. Agé de soixante-douze ans, Sir Medawar avait éclairci un pan essentiel de l'immunologie, qui devait ouvrir la voie aux transplantations d'organes. Outre son œuvre scientifique, il avait écrit plusieurs ouvrages de réflexion sur l'histoire de la science *et sur son avenir qui rencontrèrent* un écho mondial et suscitèrent de multiples débats.







هكذا من الاصل

La mort de Jean Anouilh

Au théâtre du Palais-Royal

Surprise et tristesse

Allait-on rire ou pleurer ? Se souvenir ou oublier ? Le public du théâtre du Palais-Royal à Paris hésitait ce dernier dimanche. Certains, les moins nombreux, avaient déjà appris la mort de Jean Anouilh, l'auteur de cet *Hurluberlu* qu'on venait rencontrer en famille et sur son trente et un comme on va visiter un vieil oncle un peu extravagant, d'autant plus qu'il avait pour cette reprise – la pièce fut créée le jeudi 5 février 1959 à la Comédie des Champs-Elysées – le visage d'un de nos acteurs les plus populaires, et donc les plus proches, Michel Galabru.

D'autres ignoraient tout et ne comprenaient pas l'empressement que mettaient la quasi-totalité des télévisions et des grandes radios à leur tendre perches et micros pour qu'ils témoignent, à chaud, des raisons de leur attachement à l'œuvre d'un auteur qu'ils croyaient, pour quelques-uns, mort depuis longtemps et, pour beaucoup, bien vivant. En Suisse, certes, mais vivant.

Le subterfuge de la représentation, qui a eu lieu malgré tout car, comme on dit, « le spectacle continue », allait encore ajouter à la confusion des esprits. *L'Hurluberlu* est en effet une pièce conçue par Jean Anouilh à la fin d'une République, la quatrième, qu'il détestait manifestement par-dessus tout. Répertoire minutieux des tares d'une société honnie – hommes, femmes, enfants, politique, économie, sciences, cinéma, théâtre « moderne », ouvriers et bourgeois, quincaillier ex-camelot du roi et banquier juif, nature humaine et amour, tout « y passe », – il paraît à celui qui l'écoute d'une actualité troublante, d'autant plus que ses mots raisonnent dans certains discours d'aujourd'hui.

A la fin de la représentation et de nombreux rappels, Michel Galabru s'avançait au milieu de la scène et confiait : *« Nous avons appris ce matin la mort de Jean Anouilh. Peut-être n'étions-nous pas très en train au début de la pièce. Nous n'avons pas eu cette espèce de joie aujourd'hui. Un très grand auteur classique, un génie nous quitte. La mort magnifie les grands hommes. On a parlé de la méchanceté, de la cruauté du théâtre de Jean Anouilh.*

Nous, les acteurs, nous n'oublierons pas que cet homme était la tendresse même, la générosité quand nous travaillions avec lui. C'est une immense tristesse qu'aujourd'hui nous partageons avec nous. »

O. S.


MARC ENGUERAND

Le scénariste de « Monsieur Vincent »

Retrouver, aujourd'hui, le nom de Jean Anouilh dialoguiste au générique de films comme les Dégourdis de la onzième, de Christian-Jaque, est plutôt surprenant, mais, entre 1936 et 1939, l'auteur dramatique avait, ainsi, travaillé dans le cinéma commercial, souvent avec Jean Aurenche. Il semble qu'en 1942 il ait participé à *Marie-Martine*, d'Albert Valentin. On attachera plus d'importance à sa première réalisation : *le Voyageur sans bagages. C'est en 1943. Jean Anouilh adapte* (avec Jean Aurenche) sa pièce, créée en 1937 par les Pitoeff, et qui a été reprise sur la scène de la Michodière en ces années de l'Occupation. C'est l'histoire d'un amnésique de la guerre de 1914, qui a passé quinze ans *dans un asile et qu'une famille semble reconnaître*. Avec la *mémoire, qui lui revient* peu à peu, l'homme redécouvre ses turpitudes et le petit enfer où il a mitonné.

Anouilh filme son propre univers de familles bourgeoises abjectes, de province étriquée, d'amours salis. L'action est « aérée » par des extérieurs réels (les rues de Senlis), les mots *d'auteur fusent pour exprimer une satire sociale marquée d'aigreur et de méchanceté*. En tête de la distribution : Pierre Fresnay, qui a joué le rôle à la Michodière. Sorti quelques mois après *le Corbeau*, de Henri-Georges Clouzot, *le Voyageur sans bagages* ne soutient pas, évidemment, la comparaison. *Mais on pourrait y voir un* « document ». Jean Anouilh va rencontrer à nouveau Pierre Fresnay en 1947, lorsqu'il écrit – avec Jean Bernard-Luc – le scénario de *Monsieur Vincent*, consacré à saint Vincent de Paul et réalisé par Maurice Cloche. En 1950, il adapte le roman de Cécil Saint-Laurent, *Caroline chérie* pour Richard Pottier. Entre ces deux productions, Jean Grémillon avait réalisé, *à sa place, Pattes blanches, directement écrit pour le cinéma. Contrairement* à ce qui fut dit alors, la rencontre de l'univers noir, pessimiste d'Anouilh, et du style de Grémillon, cinéaste du « tragique quotidien », aboutit à une œuvre remarquable.

Jean Anouilh revient à la réalisation, en 1951, avec *Deux Sous de violette*, dont le scénario est de Monelle Valentin. Un drame de la vie comme on en trouve dans les chansons réalistes, le *calvaire d'une jeune* fille (Dany Robin) *qui se heurte* à des personnages et à une société sordides alors qu'elle cherche l'amour. Ce film est débarrassé des influences théâtrales qu'on relevait dans *le Voyageur sans bagages*. Il est mal accueilli par la critique, celle de gauche surtout.

Jean Anouilh reviendra au cinéma pour *le Rideau rouge* (1952) réalisé par André Barsacq, drame psychologique noir dans les coulisses d'un théâtre où l'on joue *Macbeth* de Shakespeare. Aux côtés de Monelle Valentin, Michel Simon, Pierre Brasseur, Noël Roquevert en sont les interprètes, et le tournage a eu lieu en partie au Théâtre de l'Atelier. La trace d'Anouilh dans le cinéma français n'est pas profonde, mais pas négligeable pourtant.

JACQUES SICLIER.

Sa première pièce à dix-neuf ans

Jean Anouilh naît le 23 juin 1910 à Bordeaux. Son père est tailleur, fils de tailleur. Sa mère enseigne le piano. Il la suit dans les casinos où, l'été, elle joue, et dont il recrée l'atmosphère pitoyable dans *l'Orchestre* (1962).

A douze ans, Jean Anouilh monte à Paris. Il y mène des études sans histoire. Pour les payer, il entre dans une agence de publicité qui emploie des rédacteurs comme Jacques Prévert, Jean Aurenche. Il a dix-neuf *ans, il écrit sa première pièce*, la fait lire à Georges Neveux, qui le présente à Louis Jouvet, dont il devient le secrétaire à la Comédie des Champs-Elysées, qui juge prématurées les ambitions du jeune homme, *refuse de monter le Bal des voleurs*, et *le Voyageur sans bagages*, que Jean Anouilh porte alors à Georges Pitoëff.

Auparavant *l'Hermine*, à l'Œuvre, a connu une brève carrière. *Y avait un prisonnier* a été accueilli avec sympathie par la presse, mais a laissé le public indifférent. En 1934, c'est *la Sauvage* qui fait connaître le nom de Jean Anouilh. *Le Voyageur sans bagages* joué deux cents fois aux Mathurins devant des salles combles, est le premier de ses grands succès. Désormais ils se succèdent, avec notamment *le Bal des voleurs* (1938), *Eurydice* (1942) pièces « roses », pièces « noires » que Jean Anouilh écrit pour sa femme Monelle Valentin, son héroïne-type. En 1944, elle est l'*Antigone* porte-parole de la désobéissance et de la liberté, à Paris.

Jean Anouilh écrit beaucoup, avec facilité, et toutes ses pièces sont jouées : *Roméo et Jeannette*, *l'Invitation au château* (1947) *Ardèle ou la Marguerite* (1948). Auteur heureux, il est pourtant inapprochable, inaccessible.

Il exerce son talent sur le monde du théâtre, sur la fragilité de la représentation et celle des acteurs, sur leur folie, leur inconséquence : *la Répétition ou l'Amour puni*, par la Compagnie Renaud-Barrault (1950) *Colombe* (1951). Il revient à la farce des amours impossibles avec *la Valse des toreadors* (1952), assez mal accueilli. Le triomphe arrive à nouveau avec les pièces historiques : *l'Alouette* (1953), paraphrase très personnelle de Jeanne d'Arc. Le spectacle doit beaucoup à ses deux principaux interprètes, Suzanne Flon et Michel Bouquet, qui éclate dans *Pauvre Bitos* (1956). Ensuite vient *Becket ou l'Honneur de Dieu* (1959), que l'auteur met en scène avec Roland Pietri et pour lequel il reçoit le prix Dominique 1960.

Jean Anouilh a également écrit un livret pour Roland Petit, des dialogues de films, des scénarios. *Deux sous de violettes* (1951), *Madame de* (1959), *la Mort de Belle* (1960), dont il assure la mise en scène, comme au théâtre celle de *Tartuffe* (1960) *Victor ou les Enfants au pouvoir* de Vitrac (1962). Il est traduit dans le monde entier, et c'est à Berlin (1960) qu'est créée la *Foire d'empoigne*. En France, il connaît sinon une traversée du désert, du moins un ralentissement. Après une reprise de *Bitos* et de *l'Alouette* en 1967, où Michel Bouquet triomphe, Jean Anouilh offre enfin une création, *le Boulanger, la Boulangère et le Petit Mitron*, qui n'améliore pas son image d'homme de droite. Il retrouve son rythme de production : *« Cher Antoine* (1969), les *Poissons rouges* (1970), *Ne réveillez pas madame* (1970). La Comédie-Française inscrit *Becket ou l'Honneur de Dieu* à son répertoire, mais, lassitude du public ou usure de l'auteur, si les salles sont toujours remplies, c'est de moins en moins longtemps.

Il écrit toujours : *l'Arrestation* (1975) *Chers zoiseaux, le Scénario* (1976), qui frôle l'odieux et parfois l'atteint. Il adapte *le Marchand de Venise* et provoque une polémique sur l'antisémitisme, il écrit pour la télévision.

Il faudra attendre 1982 pour que l'on retrouve la verve de Jean Anouilh et un acteur capable de la porter au plus haut : Bernard Blier dans *le Nombril*, grand prix de la Société des auteurs, et qui remplit l'Atelier, sans désemparer, pendant plus d'un an.

C. G.

Les hommages de MM. Mitterrand, Chirac et Léotard

Dans un télégramme adressé à la veuve de Jean Anouilh, M. François Mitterrand déclare : *« C'est un grand écrivain qui disparaît, dont l'œuvre aura marqué le théâtre français. »*

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a fait part de sa douloureuse émotion : *« Cet extraordinaire jongleur de mots et de situations s'est imposé comme l'un des plus brillants dramaturges de notre époque. »*

Pour le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, Jean Anouilh *« s'inscrit au plus profond de la tradition théâtrale française, celle de Molière et de Marivaux. Il aura, au fil de ses pièces noires et roses, su séduire et conquérir un public considérable, qu'il savait respecter. Sens exceptionnel des situations et des dialogues, maîtrise parfaite de la dramaturgie, l'auteur de* l'Alouette, d'Antigone, *de Becket, aura servi son art et les plus grands acteurs français des quarante dernières années avec un talent et une diversité rarement égalés »*.

Un désespoir étincelant

(Suite de la première page.)

Au diable les critiques qui lui trouvaient des idées réactionnaires et un certain entêtement à les resservir ! Il répétait, en toute bonne foi, qu'il n'était qu'un penseur artisanal, le contraire d'un auteur à thèse, un instinctif, et nullement écorché, plutôt un *« rigolo misanthrope »* que la noirceur *« fait marrer »*. Est-ce sa faute si nous sommes *« environnés de caca »* ?

La réalité est un peu plus subtile, plus structurée idéologiquement, et moins innocente qu'il ne le prétendait, non sans malice. Il lui est arrivé d'en convenir.

Postulat de tout son théâtre : l'homme est un loup pour l'homme. La pureté est impossible. Le Bien ne se joue pas aux dés, en toute gratuité, comme dans *le Diable et le Bon Dieu*, de Sartre ; c'est une nostalgie d'absolu, venue de l'enfance. Tout le monde s'acharne à la saccager. Il n'y a pas de progrès qui tienne. L'histoire entière l'atteste – cette *« foire d'empoigne »*.

Anouilh ne cache pas sa prédilection pour la monarchie. Quand les vieux rois meurent, le sceptre saute une génération, alors qu'en démocratie on va de septuagénaire en septuagénaire. C'est l'avis du *Directeur de l'Opéra*, et son auteur le partage. Ailleurs, Anouilh invoque l'exemple de la navigation, qui exige *« un seul maître à bord »*. Mais il est sans illusion. Les rois se montrent le plus souvent en dessous de leur tâche, comme le piteux Charles de *l'Alouette*. *Becket ou l'honneur de Dieu* manifeste l'échec de l'amitié et de l'idéal en politique. La plupart des dirigeants se révèlent des fantoches, des cyniques.

Il n'est pire engeance que les anciens pauvres, tel *Bitos*, « boursier » déguisé en Robespierre. Persuadé d'agir au nom du peuple, il exclut la clémence comme une élégance de tyran en mal de publicité, publicité dont le peuple, lui, n'a pas besoin. Il rêve d'un système où la loi broierait d'elle-même les hommes, d'une littérature enrégimentée. Il tue Chénier *« parce qu'un poète de moins, c'est toujours ça de gagné quand on veut mettre le monde en ordre »*...

Même les pauvres...

Même le lampiste, qu'une vieille démagogie répute innocent de ses misères, Anouilh l'apparente aux ganaches qui l'encadrent. La plèbe veut trop suivre ses instincts, bouffer, baiser, compter ses maigres sous.

Elle laisse les rares héros à leurs sacrifices inutiles. Elle ovationne le dernier venu, pour avoir la paix. Elle retourne sa veste, sans même comprendre où est son intérêt, pour le plaisir avachi de ne croire à rien...

Des duos de soudards ou autres figurants illustrent, dans presque toutes les pièces historiques, la veulerie présumée de la piétaille et de la valetaille. C'est sans doute ce qui a le plus choqué, dans les années 50 et 60, où l'opinion commune, et pas seulement la communiste, voulait que les torts se limitent aux gens de pouvoir, et que le prolétariat en soit exonéré...

En tout état de cause, Anouilh professe qu'il n'y a pas de justice qui vaille. Il n'y a que des rapports de forces. Malheur aux vaincus ! Autre thème à scandale, qui découle de ce doute sur toute justice : l'épuration de 1945. Plusieurs pièces y reviennent, au grand dam d'une clientèle gaullisante à qui le reste du message ne déplaît pas, et pour la plus grande joie des nostalgiques de Vichy, qui jubilent, eux, d'entendre articuler en public un grief longtemps murmuré.

Anouilh n'a pas collaboré, il s'en faut. On l'a même vu sur une barricade, en 1944, boulevard de Clichy. Il a seulement fait jouer des pièces sous l'Occupation, comme bien d'autres, dont Sartre, et il a laissé publier *Léocadia* dans *Je suis partout*. Une lettre de Brasillach le remerciant de la pige – 5 000 F – lui a valu la visite des FFI...

Mais il est de ceux que les excès de la Libération ont écœurés, et que l'exécution de Brasillach a braqués pour toujours contre l'autorité qui pouvait l'éviter. Il n'a pas mâché ses mots contre la *« fausse grandeur »* des vainqueurs, et pour la dignité de certains vaincus, victimes de la parole donnée. Tout un public attendait, à chaque création, la tirade sur l'épuration, qui ne manquait pas. Anouilh en donnait à ce public pour son argent, non sans insistance perverse. Il aimait plaire et déplaire à la fois, panser les plaies et les aviver, selon une complicité un rien sadomasochiste.

Sacrée famille !

C'était le cas à propos de la famille, valeur que ses fidèles, tout en la révérant, prenaient une joie bizarre à voir dénigrer, comme si de la critiquer avec trouble et charme allait la conforter.

Là aussi, comme en histoire, les torts sont partagés. Les patrons et les parents rivalisent de stupidité et de canaillerie, à l'égal des rois, mais les domestiques, et les enfants eux-mêmes, prennent leur part au pourrissement général. Les mains rougies de vaisselle ne sont pas moins coupables que les blanches mains du salon. Les cochers, comme les maîtres, coursent les bonnes. Personne n'échappe au sale jeu du pouvoir et de l'humiliation. La débine est encore plus mauvaise conseillère que l'argent : c'est redit sur tous les tons, de *la Sauvage* à *Cher Antoine*, de *Colombe* aux toutes dernières pièces, en passant par *la Grotte*.

D'une certaine façon, *la Grotte* a représenté un paroxysme dans la critique anouilhesque de la vie bourgeoise. L'auteur y a mis en péril tout ce qui le touchait, y compris son admiration pour ses devanciers dans le métier, comme Tchekhov. Il a sacrifié au théâtre ce qu'il avait de plus cher, parce que le théâtre lui était encore plus cher que tout.

Il n'en a pas été récompensé. L'accueil a été moyen. Il en a été très affecté. Il m'a écrit une lettre bouleversante à propos de cette déconvenue qui allait le condamner au silence trois ans durant. Il faudrait remonter *la Grotte*. Le Poulain pourrait en prendre l'initiative, lui qui faisait partie de la création. On s'apercevrait que c'est la pièce la plus terrible de tout le théâtre d'Anouilh, la plus risquée, où le désespoir est le plus étincelant.

Les beaux commencements

Ce n'est pas un hasard si Anouilh a profité de ce silence pour mettre en scène *Victor ou les enfant au pouvoir*, de Vitrac. Comme ce dernier, c'est dans la pureté de l'enfance qu'il situe la seule lueur d'espérance. Parce que *« c'est toujours ce qu'il y a de plus beau, les commencements »*, comme dit *l'Alouette;* mais aussi parce que l'amour physique n'a pas encore imposé ses inévitables trivialités. On ne compte pas les scènes où des enfants en chemise de nuit sont réveillés par les cris ou les chienneries des adultes, et en conçoivent une amertume infinie, inconsolable.

Qu'importe, encore une fois, l'origine de la blessure chez l'auteur. Qu'importe, même, si elle est sincère ou savamment cultivée. C'est l'effet théâtral qui commande. Une scène qui « fonctionne », Anouilh n'en demande pas plus. C'est la monstruosité des dramaturges, réplique insoupçonnée de celle des comédiens. Le théâtre, qu'Anouilh appelle sa « baraque », lui tient lieu d'honneur, d'honneurs, de morale, de plaisir, de vie.

Dernier classique ?

Au total, son pessimisme le classerait plus près de Salacrou et de Camus que de Giraudoux et de Cocteau. Mais Anouilh est d'abord homme de planches, plus que ces quatre contemporains réunis, dans la lignée qui va de Molière et de Labiche à Tchekhov et Pirandello. Il ne cesse de jouer sur toutes les ressources de son art, déguisements, quiproquos, simulacres en chaîne, personnages typés, comédiens à effets. L'abus de tirades et de mots d'auteur est moins une facilité, chez lui, qu'une logique, la même que celle des coups de trique à Guignol. Anouilh suit sa verve dialogueuse



parce que ça l'amuse et que s'il s'ennuie, c'est sa raison même d'écrire qui s'écroule, sans recours.

Autre signe de sa prédestination : il n'a pas eu besoin d'accoucheur comme Claudel rencontrant Barrault, Giraudoux Jouvet, Genet Blin. Avec son ami Roland Piétri, il a mis en scène lui-même ses pièces. Il lisait à merveille. Cela remplaçait *« trois semaines de répétition »*, a dit Robert Hirsch lors de la reprise de *Becket* au Français, en 1971.

Anouilh a-t-il inventé une *« nouvelle façon de distraire les honnêtes gens »*, comme le lui annonçait Tristan Bernard après la création du *Bal des voleurs*, le soir de Munich en 1938 ? L'avenir risque de dire qu'il a plutôt poussé l'ancienne comédie aux limites du désenchantement de l'époque ; par des voies moins aventurées que d'autres, mais plus efficaces, et qui dateront moins. Anouilh, dernier classique ?

On se tromperait, en tout cas, si on attribuait ce choix esthétique, comme ses positions politiques, à un artifice, à une ficelle. Anouilh élit le théâtre, un certain théâtre, parce que c'est là, selon lui, qu'on ment le moins, qu'on reste au plus près du silence capital, sans le dénaturer. En veut-on un exemple ?

Un matin d'hiver

C'était un matin d'hiver, glacé. On enterrait son ami André Barsacq, le patron de l'Atelier. Les obsèques de gens de théâtre sont plus poignantes que les autres ; on dirait que le réel se venge des libertés prises avec lui par le disparu, du paradis en toiles peintes où il a passé sa vie. Les comédiens présents ont l'air plus blême que nature, sans les fards sous lesquels on les a applaudis, et à cette heure où, d'habitude, ils dorment encore.

Ils piétinaient en foule à l'entrée des coulisses où avait été dressé le catafalque. Parmi eux se cachait un petit homme en gris, le regard plus étonné que jamais. A le voir pétrifié de chagrin, on se remémorait tant de répliques accablées : *« On meurt sans savoir, et il n'y avait sans doute rien à apprendre »* – *« On s'aperçoit qu'on ne s'est rien dit »* – *« On est tous des monstres »* – *« On va tous y passer »* – *« Je mourrai seul, comme un chien »*...

Mais ces mots, c'était bon pour le théâtre, dans les odeurs de colle et de fond de teint... Jean Anouilh, ce matin-là, s'est soudain penché entre deux voitures, et il a vomi affreusement.

« Avant le jour de sa mort, personne ne sait exactement son courage » (*Becket*, acte I, scène 2).

BERTRAND POIROT-DELPECH.



Le scénariste Monsieur Vincent

de MM. Mitterra… et Léotard

Culture

MUSIQUE

La journée Lully à Versailles

« Te deum » pour le Roi-Soleil

« A marché… a beaucoup marché » : comme le soldat de Ramuz et Stravinski, les pèlerins de Lully ont beaucoup marché samedi 3 octobre pour le retour en grâce et en gloire du musicien du Roi-Soleil dans son royaume versaillais.

Le soleil n'avait pu mieux faire que de démentir la météo pessimiste et éclairait François Léotard, le ministre de la culture, dans sa visite matinale des jardins au spectacle des grandes eaux (accompagnées de musique, hélas! diffusée par haut-parleurs) et dans la cour de marbre pour le délicieux spectacle des Ris et Danceries, danses de bal et entrées de théâtre jouées par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy.

L'après-midi, on courait du Petit Trianon – pour un concert-promenade – au ravissant domaine de Madame Elisabeth, loin dans l'avenue de Paris, où se tient jusqu'au 11 octobre une belle exposition Lully, avec cent quarante pièces et documents originaux (tableaux, portraits, manuscrits, éditions anciennes, instruments, etc.), et à l'hôtel de la Chancellerie pour un spectacle en multivision (qui voyagera à travers la France), avant de rejoindre les trois concerts qui s'enchaînaient, de 17 heures à 23 heures, au Théâtre Montansier à et la chapelle royale. Ouf!

Une journée qui avait attiré beaucoup de monde : les organisateurs évaluent entre 15 000 et 20 000 personnes le nombre des mélomanes et curieux qui se sont joints à la foule habituelle des visiteurs, et ils se félicitent d'avoir démontré que ces *manifestations particulières*, qui ont fait le plein en tout lieu, ne troublaient en rien l'activité normale du château un jour d'affluence.

Pour François Léotard, c'était la confirmation que le programme de mise en valeur du patrimoine musical de Versailles trouvera dans le public une véritable résonance. Le ministre a donné une impulsion décisive, semble-t-il, au projet du Centre de musique baroque, préfiguré par Maurice Fleuret, directeur de la musique au temps de Jack Lang; cet organisme doit réunir, on le sait, une école maîtrisienne de haute qualité, un studio lyrique, des classes instrumentales et vocales, et un atelier d'études et de recherche musicologiques, en vue de doter Versailles de concerts et de spectacles réguliers.

Les obstacles sont nombreux ; les débuts du Centre sont remis d'une année (septembre 1988), et l'organisation d'une saison d'opéras et de ballets au Théâtre de Gabriel se heurte toujours aux réticences des conservateurs du château, soucieux de protéger leurs monuments (1). C'est donc une partie importante qui se joue à Versailles, et dont le financement n'est pas encore assuré. Mais François Léotard a affirmé sa volonté et marqué un point avec le succès de cette journée Lully, bien relayée par les médias (notamment une diffusion intégrale sur France-Musique).

D'autant que, comme les représentations d'*Atys* à l'Opéra, les concerts donnés samedi auront montré la splendeur d'un répertoire encore très peu connu : les opéras de Lully et les comédies-ballets qu'il a écrites avec Molière, interprétés par la jeune compagnie des Musiciens du Louvre, d'une fougue contagieuse non exempte encore de quelque schématisme dans l'exécution ; puis les « petits motets » de Bouzignac, Charpentier et Lully, prières d'une beauté rayonnante exaltée par les Arts florissants de William Christie, qui unissent la perfection du geste musical et la générosité du cœur ; enfin, les « grands motets » de Lully et Du Mont, au ton plus officiel et distancié parfois, mais déployés par la Chapelle royale de Philippe Herreweghe en somptueuses architectures de lumière.

En vérité, cette journée de Versailles méritait bien un Te Deum en l'honneur du Roi-Soleil et de ses musiciens de génie.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Le Centre de musique baroque de Versailles est présidé par Jean-Claude Malgoire et dirigé par Vincent Berthier de Lioncourt, avec Philippe Beaussant comme conseiller artistique (21, rue de Bourgogne, 75007 Paris ; tél. : 45-55-02-25).

(1) Rappelons que, dans les mêmes conditions, le Théâtre royal suédois de Drottningholm offre chaque été une cinquantaine de représentations.

CINÉMA

« La Bamba », de Luis Valdez

La leçon

Quand la musique est entraînante, est faite pour danser, on oublie le reste.

Il paraît qu'aux Etat-Unis *la Bamba*, le film de Luis Valdez, rencontre un succès inespéré, que les *yuppies* dansent des nuits entières sur la sautillante musique et se gavent de cuisine mexicaine. En France, on entend *la Bamba* sur toutes les radios, on a vu la bande-annonce sur toutes les chaînes, et dans les émissions de rock on dit que le film est terrible. En fait, c'est la bamba – la musique – qui a un effet entraînant. Elle trotte dans la tête, est ancienne, n'a jamais complètement disparu. Elle fait partie en somme de la mémoire collective.

Ça joue beaucoup et recouvre peut-être le sens d'un film assez sournois qui raconte l'ascension d'un rocker, Ritchie Valens, mort à dix-sept ans dans un accident d'avion après avoir enregistré deux tubes, *Dana* et la *Bamba*.

Mais le film a un message. Dans les années 60, Luis Valdez a dirigé une troupe théâtrale d'intervention, née de la grande grève des ouvriers agricoles californiens, les Campesinos. Elle présentait des histoires simples et exemplaires, dans un style proche de la commedia dell'arte, avec des personnages stéréotypés : le capitaliste à cigare, le traître à pancarte jauné, le bon ouvrier qui chante joyeusement et se révolte pour une juste cause… C'est à peu près l'esprit du film.

Les personnages sont très marqués : la mère possessive et dévouée, les deux frères. Le clair-Lou Diamond Philips, qui incarne Ritchie, et Esai Morales, sombre de peau et d'âme, le mauvais ange, le rejeté, la vraie victime – et, en définitive, le vrai pur. L'impresario affairiste, la chicana séduite et abandonnée, la blonde pimbêche qui se fait une gloire de la gloire de Ritchie, et ses parents, petits-bourgeois gentiment racistes.

L'intrigue est aussi schématique. Elle suit les conventions du genre, mais en les aplatissant, en montrant le côté pauvre, sinistre. On pourrait presque diviser le film en actes – avec, en leitmotiv, le pressentiment : Ritchie rêve d'avion qui tombe. Premier acte : la montée vers la gloire. Second acte : le châtiment. Car il doit être puni le chicano américanisé au point de ne pas parler espagnol, de détourner le folklore, la vraie culture mexicaine vers le rock. Il perd le grigri que lui a donné un sorcier indien, par une nuit de beuverie et de défonce, cette nuit où il a entendu la bamba, où il s'est fait tatouer sur le bras une guitare *qui* ressemble à un avion. On peut imaginer aussi qu'il est victime du show-biz, sacrifié aux dieux originels, *pour éviter* la trahison suprême. Mais c'est bien la seule ambiguïté du film. Mieux vaut le savoir, car à moins d'aimer sautiller en rythme sur son fauteuil, on risque la déception.

COLETTE GODARD.

● **Mort de l'actrice américaine Madeleine Carroll.** – L'actrice américaine Madeleine Carroll est morte vendredi 2 octobre à son domicile de Marbella, en Californie. Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

D'origine britannique, née le 26 février 1906 à West-Bromwich, Madeleine Carroll fut une tête d'affiche dans les films de Hollywood de 1934 à 1943. Elle joua notamment dans *The World moves on*, de John Ford, *Le général est mort à l'aube*, de Lewis Milestone, et *le Prisonnier pour Zenda*, de John Cromwell.



Communication

Fort de son contrôle sur le tiers des quotidiens britanniques

L'offensive de M. Murdoch sur le « Financial Times »

LONDRES de notre correspondant

M. Rupert Murdoch va-t-il ajouter le *Financial Times* à son empire de presse ? De nombreux journalistes du prestigieux quotidien du monde des affaires au célèbre papier saumon en sont à *la fois persuadés* et désolés. Ils craignent pour l'indépendance et la qualité de leur journal.

« M. Murdoch a déjà acquis 14 % des actions du groupe Pearson, qui possède le Financial Times. *Il va sûrement tenter une OPA inamicale pour obtenir le contrôle du groupe. Il est comme le loup dans la bergerie. Il choisira son heure. Il frappera demain… ou dans six mois. »*

Ces propos désabusés d'un journaliste reflètent l'atmosphère un peu lourde qui règne dans la rédaction du *Financial Times* depuis que Rupert Murdoch s'est lancé en Bourse le 22 septembre à l'assaut du groupe Pearson.

M. Murdoch a de l'appétit puisqu'il a déjà avalé le *Times*, le *Sunday Times* et le *Sun* et possède en outre, entre autres, *News of the World* et *Today*. Il contrôle environ un tiers de la presse écrite quotidienne britannique. Mais le groupe *Pearson avec* un chiffre d'affaires annuel de 1,9 milliard de livres (19 milliards de francs) est un gros morceau.

La commission sur les monopoles et les fusions, l'organisme chargé de faire respecter quelques règles du jeu dans la jungle du milieu britannique des affaires, mettrait vraisemblablement son veto au contrôle simultané par M. Murdoch de deux titres majeurs tels que le *Times* et le *Financial Times*. Le cabinet conservateur, *qui a pourtant* des sympathies avouées pour M. Murdoch, lequel le lui rend bien, a fait savoir qu'il inciterait la commission à refuser son accord. La commission sur les monopoles peut refuser au *propriétaire d'un quotidien tirant à plus* de 500 000 exemplaires l'acquisition d'un autre quotidien d'un tirage identique ou supérieur. Elle prend en compte l'intérêt du lecteur (en défendant une exigence de qualité qui n'est pas le point fort de M. Murdoch) et en faisant respecter au maximum la « libre expression des opinions ».

Ce dernier argument devrait jouer à plein. Tandis que le vénérable *Times* est outrageusement favorable à M[me] Thatche, le *Financial Times*, bien que conservateur dans l'âme, garde beaucoup plus de distances dans ses éditoriaux et se *révèle même persifleur à l'occasion*. Il serait facile de prouver devant la commission que l'acquisition du *Financial Times* par le propriétaire du *Times* nuirait à la liberté d'expression en Grand-Bretagne.

M. Murdoch est un réaliste. Pourquoi s'intéresse-t-il au groupe Pearson s'il y a de très fortes chances pour que la commission sur les monopoles interdise son option ? Il est probablement prêt à se contenter d'avoir ses entrées chez Pearson *pour utiliser deux atouts du Financial Times :* sa banque de données financières et sa future édition asiatique. S'il peut avoir le journal tout entier, M. Murdoch le prendra, sinon il se contentera de ce strapontin.

A moins que, comme on le murmure, M. Murdoch n'ait l'intention de vendre le *Times* titre imposant mais légèrement déficitaire, pour acheter *le Financial Times ?*

DOMINIQUE DHOMBRES.

La crise de la CNCL

Radio-Orient veut porter plainte

Radio-Orient annonce son intention de *« porter plainte pour diffamation contre les médias qui l'ont mise en cause et ont porté un grave préjudice, tant à ses employés qu'à sa direction, ainsi qu'au groupe d'opinion qu'elle représente »*, affirme un communiqué de la station. Celle-ci, qui se veut la radio de la communauté musulmane de France, s'indigne d'*« être l'objet d'une campagne de diffamation qui vise à mettre en cause sa légitimité et sa crédibilité »*. Se présentant comme *« victime d'une dénonciation calomnieuse »*, la radio estime que *« la communauté musulmane ne doit pas être une carte, un enjeu dans un combat politique douteux, comme cela en prend, une fois de plus, le chemin »*.

Radio-Orient dirigée par M. El Shammah, a récemment fait l'objet, comme Radio-Courtoisie et Radio-AYP, d'une perquisition après la plainte pour corruption, forfaiture ou trafic d'influence déposée par Larsen FM lors de la publication par la CNCL de la liste des radios autorisées à émettre sur Paris (*le Monde* du 2 octobre).

Jean-Pierre Elkabbach n'a pas de « respect » pour la Commission

Attaquée de toute part, contestée de l'intérieur, la CNCL est maintenant prise à partie par Jean-Pierre Elkabbach. Dans une interview à *Libération*, le directeur d'antenne d'Europe 1, affirme en effet avoir *« encore moins de respect pour la CNCL qu'il n'en avait pour la Haute-Autorité. Par sa composition, par la nomination des responsables de chaînes auxquelles elle a procédé, par les attributions de fréquences*, dit-il, *cette commission est très loin d'avoir montré toute l'indépendance que l'on pouvait attendre d'elle. Haute Autorité ou CNCL, ces organismes s'avèrent n'être qu'un moyen hypocrite pour les gouvernements de tenir l'audiovisuel (…). Le gag aujourd'hui (…), c'est que les erreurs et maladresses de la CNCL risquent de faire oublier celles de la Haute Autorité.*

Une précision de M. André Santini

A la suite de notre enquête sur les conditions d'attribution d'une autorisation à Radio-AYP (*le Monde* du 2 octobre), M. André Santini, ministre délégué à la communication et maire d'Issy-les-Moulineaux, nous écrit : *« C'était en ma qualité de maire d'une ville qui abrite une communauté de près de cinq mille Arméniens que j'avais transmis le dossier de cette radio à l'appréciation du président de la CNCL le 19 juin 1987. »* M. Santini ajoute : *« A la demande de cette même communauté, j'avais transmis le dossier de Radio-ASK, autre radio arménienne, à la CNCL, le 6 juillet 1987, et attiré à nouveau son attention, le 7 août suivant, sur l'émotion suscitée par le retrait de cette station de la bande FM. »*

Mis en cause par « l'Humanité »

« Le Monde » ne divague pas !

Sous le titre *« Le Monde* divague », l'*Humanité* du 5 octobre se demande si notre journal *« se croit immunisé contre le discrédit »*. Nous indiquions en effet en première page de nos éditions datées 4-5 octobre que les députés communistes avaient voté, *« avec la majorité et le Front national »*, l'inscription à l'ordre du jour de la séance du mercredi 7 octobre des conclusions du rapport de la commission spéciale sur le renvoi de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, devant la Haute Cour.

Arguant de l'absence des députés d'extrême droite qui boycottaient la rentrée parlementaire, l'*Humanité* affirme que ceux-ci *« ne purent donc participer au vote sur l'ordre du jour »*.

L'*Humanité* se trompe. Le groupe du Front national, *par l'intermédiaire* de M. Michel de Rostolan (FN-CNI, Essonne), entré en séance après la minute de recueillement observée à la mémoire de toutes les victimes du nazisme, a bien voté en l'occurence, comme… le groupe communiste.

Invoquant la clause de cession

Un quart des effectifs quitte la rédaction de TF 1

Soixante-dix ! C'est le total impressionnant des journalistes, dont une quinzaine de cameramen, qui ont démissionné de TF 1 avant la clôture, le 1er octobre, de la « clause de cession » ouverte depuis le rachat de la chaîne par M. Francis Bouygues. *Cela* représente un peu plus du quart d'un effectif rédactionnel de 264 personnes.

Les motivations de ces départs *sont très diverses, et les « partants »* sont à l'image de la rédaction de TF 1 : des jeunes et des moins jeunes, des « soutiers » et des stars, des actifs et des « placardisés », des représentants de toutes les opinions politiques… Mais, après la première vague de journalistes qui avaient décidé, depuis longtemps, de rejoindre la 5 (Jean-Claude Bourret, Marie-France Cubadda, Pierre-Luc Séguillon, Christian Guy…), les vagues successives de départ entrent dans trois catégories bien précises.

Il y a d'abord une petite minorité composée de ceux qui négociaient leur réinsertion sur une autre chaîne (le cameraman Tony Comitti), à la radio (Jean-Jacques Michel) ou dans la presse écrite (Raymond Passevent, qui rejoint *l'Humanité*), n'ayant pas obtenu de meilleures conditions financières ou de poste plus important sur la Une.

Viennent ensuite, et c'est la grande majorité – 80 % des partants ont plus de quinze ans de maison, – ceux qui approchaient de la retraite (des « anciens », comme Pierre Bourget et Jean-Claude Larrivière) et qui voulaient profiter des conditions financières particulièrement avantageuses dans lesquelles s'effectue cette vague de départs sans précédent.

Le mépris de la direction

Reste la troisième catégorie, elle aussi minoritaire, de ceux qui quittent la chaîne pour des raisons déontologiques. Soit par allergie à la privatisation de TF 1, soit par déception devant la nouvelle équipe mise en place. Parmi les raisons invoquées : l'obsession des sondages d'audience, la place restreinte accordée au reportage après la disparition d'Infovision, l'envahissement de la publicité.

D'autres, comme Jean Lanzi, Roger Gicquel, Jacques Decornoy, Jacques Grignon-Dumoulin, Thierry de Scitivaux, Claude Brovelli ou Michel Anfrol, se sentaient non seulement « mis au placard », mais aussi traités avec mépris par la nouvelle direction. C'est ainsi que Michel Anfrol, avec ses vingt-huit ans de maison comme grand reporter, correspondant à l'étranger et présentateur de journal, déclare avoir été *« mené en bateau »*. *« Personne n'a daigné m'écouter »*, dit-il.

Moins critique, Francis Mercury, entré à la première chaîne en 1964 comme grand reporter, devenu sur TF 1 le spécialiste du documentaire, explique en quoi la chaîne ne correspond plus, aujourd'hui, à sa *« conception de la télévision »*.

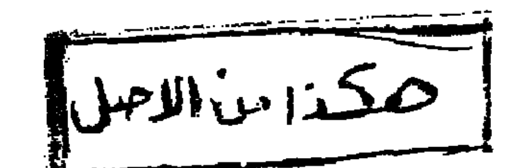
« TF 1 s'oriente vers des méthodes où des hommes comme moi n'auront plus leur place, dit-il. *D'abord, les nouveaux dirigeants sont des hommes d'affaires qui ne pensent qu'à l'audience ; or, le documentaire n'est pas un moteur d'audience. Ensuite, nous allons vers une télévision éclatée, avec des risques de féodalités : d'un côté, les producteurs, tout-puissants, de l'autre, les responsables des programmes, sans autonomie. Il y aura les seigneurs et les manants ! »*

Pour sa part, la direction se félicite d'un « dégraissage » jugé nécessaire, même s'il lui coûte environ 30 millions de francs. Le traumatisme provoqué par le départ des stars, il y a six mois, est oublié. On évoque même la nostalgie chez certains transfuges de la Une à la 5, qui lorgnent aujourd'hui vers leur chaîne d'origine. Etienne Mougeotte, directeur d'antenne à TF 1, adresse un message sans équivoque aux stars infidèles : *« La porte est toujours ouverte ! »*

ALAIN WOODROW.







Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA BATAILLE DE CHAILLOT, Confluences (43-87-71-05), 20 h 30.

SYLVIE JOLY, Tristan Bernard (45-72-47-17), 20 h 30.

FOLIES AU JARDIN, Jardin des Abbesses (42-62-40-93), 20 h.

OANI, Saint-Quentin-en-Yvelines, Pollen (30-62-82-82), 21 h.

LA CONJECTURE DE BABEL, Saint-Denis, TGP (42-43-00-59), 20 h 30.

EN FAMILLE... Théâtre du Marais (42-78-03-53), 20 h 30.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33) (Ma.). **Débats-Rencontres. Cinéma-Vidéo. Vidéo-information** : 16 h, *Ce monde pourri qui nous entoure*, réal. BBC ; 19 h, Une journée ordinaire, de C. Ochrent ; **Vidéo-Musiques** : 16 h, Ernani, de Verdi ; 19 h, Leonard Bernstein ; **Salle Garance, cycle du cinéma brésilien** : lun. 14 h 30, Agulha no palheiro, d'A. Viany ; 17 h 30, Uma pulga na balanca, de L. Salce ; 20 h 30, Chuvas de Verao, de C. Diegues.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : Iphigénie.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : l'Amant (dern. le 7).

ARTS-HEBERTOT (48-87-23-23), 21 h : Une chambre sur la Dordogne.

BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Mystère bouffe.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : *Monsieur* Masure.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Cul sec ; 22 h 15 : Maman.

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-78-70-88), 21 h : les Premiers mots.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. : 20 h 15 : Palier de crabes ; II. : 22 h : Carmen Cru.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Lettre d'une inconnue.

JARDIN DES ABBESSES (42-62-40-93), 20 h : Folies au jardin 1890.

KIRON (43-73-50-25), 19 h : Les mottes des ravins sont douces à sa dépouille.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. : *19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Métro-fantôme* ; II. : 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.

MODERNE (48-74-16-82), 20 h 30 : Hamlet.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Manoe ; 18 h 30 : Kleen.

ROSEAU THÉATRE (42-71-30-20), 20 h 30 : J. Williams.

TAI THÉATRE (42-78-10-79), I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-88), 20 h 30 : le Salon.

T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50), 21 h : la Madeleine Proust à Paris.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 19 h : Violons dingues.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée...moi.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

THÉATRE TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : S. Joly.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h : La croisade des fous ; 22 h : l'Ascèse de San Clemente et la Vierge Marie.

18 THÉATRE (42-26-47-47), 22 h : Cie M. Dhaliu.

Les concerts

Comédie des Champs-Elysées, 20 h 30 : M. Horszowski (piano) (Bach, Mozart, Villa-Lobos, Chopin).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 5 octobre

Athénée, 20 h 30 : F. Lott (soprano), G. Johnson (piano) (Fauré, Debussy, Hahn, Poulenc).

Eglise luthérienne St-Jean, 20 h 30 : Ensemble vocal Sagittarius, M. Laplénie (dir.) (musique religieuse en Saxe luthérienne et à Venise au XVIIe siècle).

FIAP, 20 h 30 : J. Grandjon (piano).

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (musique au temps de *saint Louis*, *musique élisabéthaine*), (Trouvères et troubadours).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (42-96-12-27), voir Théâtre (Bastille).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

21 h, en avant-première : On l'appelait le Roi laid, de C. Weisz.

BEAUBOURG
(42-78-35-57)

15 h, les Soleils de l'île de Pâques, de P. Kast, 17 h, *Les Russes ne boiront pas de* Coca-Cola, de L. Comencini (v.o.s.t.f.) ; 19 h, Silent Running, de D. Trumbull (v.o.s.t.f.).

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES AILES DU DÉSIR (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; V.O. et V.F. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.F. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) *Forum Orient-Express*, 1er (42-33-42-26) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44)* ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BOIRE ET DEBOIRES (a., v.o.) : *Forum* Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : *Gaumont* Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

COMÉDIE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34). V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

ENVOUTÉS (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé *Clichy*, *18e* (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

EVIL DEAD 2 (A., v.o.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26)) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta 20e (46-36-10-96).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME VOILÉ (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MAN ON FIRE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MELO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

MIRIANA (Youg., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE MOINE ET LA SORCIÈRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz*, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e *(45-74-95-40) ; UGC Gobelins*, 13e (43-26-33-44).

MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-36).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang. : Trois Balzac (Fr.), 8e (45-61-10-60). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).

PERSONNAL SERVICES (A., v.o.) (*) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PLATOON (*) (A. v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

PREDATOR (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Rex, 2e (42-36-83-93).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.), H. sp. : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A.), v.o. : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08).

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 6e (43-54-07-76) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

REQUIEM POUR UN MASSACRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SOUL MAN (A., v.o.) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08). V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

SPIRALE : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Mistral*, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), h. sp.

LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TANDEM (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

THE ASSAULT (Hol., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16).

THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

TRAVELLING AVANT (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

37°2 LE MATIN (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : *Forum Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Maillot*, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VALLÉE FANTOME (Suis.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Ang., v.o.) : *Ciné-Beaubourg*, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

WERTHER (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e *(43-59-92-82) ; UGC Biarritz*, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, *15e (45-74-93-40)* ; *Maillot*, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DU SOUVENIR. Film français d'Alain Mazars. Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA BAMBA *Film américain* de Luis Valdez. – V.O. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde 6e (45-74-94-94) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

LE CHANT DES SIRÈNES *Film* canadien de Patricia Rozema. Forum Orien Express, 1er (42-33-42-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE JOURNAL D'UN FOU. Film français de Roger Coggio : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Le Bastille, 11e (43-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; *Convention St-*Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MALADIE D'AMOUR. Film français de Jacques Deray. Forum Horizon, *1er (45-08-57-57) ; Impérial*, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Hautefeuille*, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 13e (43-27-84-50) ; *Montparnasse*-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; *Pathé-Clichy*, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK. Film américain de G. Miller, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Bretagne, 6e (42-22-57-97)* ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Biarritz, 8e *(45-62-20-40)*. Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC *Gobelins*, 13e (43.36.23.44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, *15e* (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 17e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SPIRALE. Film français de C. Frank : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, *6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf*, 8e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; *Biarritz*, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE. Film britannique de P. Greenaway, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Gobelins*, 13e (43-36-23-44).

WERTHER. Film espagnol de P. Miro, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 6 OCTOBRE

« Le musée d'Orsay », 10 h 15, devant le musée de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (Paris passion).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Marion Ragueneau).

« Monet au musée Marmottan », *15 heures, entrée, 2, rue Boilly (D. Bouchard)*.

« La mosquée : histoire de l'islam. De Mahomet à la naissance du chiisme et du sunisme. Salle des prières, jardins et cours aux ablutions », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (Michèle Pohyer).

« Les Capétiens dans leur résidence de campagne : le château de Vincennes », 14 h 30, entrée principale, avenue de Paris (Monuments historiques).

« *Le Marais*, quartier du village Saint-Paul, l'hôtel de la Brinvilliers et l'affaire des poisons », 14 h 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

« Le vieux village de Belleville : de la villa des otages à la maison natale d'Edith Piaf », 15 heures, place des Fêtes, métro Crimée (G. Botteau).

« Le palais de justice en *activité* », 15 heures, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Autour de la rue Monsieur-le-*Prince* », *15* heures, place de la Sorbonne, devant la chapelle (Paris et son histoire).

« Hôtels *et jardins* du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 5 octobre

TF 1

20.30 Cinéma : Police Python 357 ■■ Film français d'Alain Corneau (1975). Avec Yves Montand, Simone Signoret, François Périer, Mathieu Carrière. **22.50 Magazine : Santé à la Une.** Emission d'Igor Barrère. Le vieillissement cérébral. Avec le professeur Yves Agid (hôpital Pitié-Salpêtrière), le docteur Françoise Forette (hôpital Broca), *le professeur* François Lhermitte (hôpital Pitié-Salpêtrière), le psychiatre Edouard Zarifian (CHU de Caen) et Denise Grey. **0.05 Journal et Bourse. 0.23 Permission de minuit.** Spécial Jean Anouilh.

A 2

▶ **20.30 Téléfilm : Opération Ypsilon.** De Peter Kassovitz. Avec Bruno Cremer, Mireille Deyglun, Bernard Le Coq (1re partie). **22.00 Magazine : Autrement dit.** De Guillemette de Sairigné et Claude Gallot. Sur le thème : Luxes. Au sommaire : Femme de Luxe ; Piège de luxe ; A chacun son luxe ; SOS de luxe ; Baby luxe ; Stars de luxe ; Luxe sur ordonnance ; Variations de luxe. **22.55 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.15 Informations : 24 heures sur l'A 2. 23.45 Série : Brigade criminelle.** La nuit du requin (1re partie) (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : Un drôle de caïd □ Film français de Jacques Poitrenaud (1964). Avec Dany Saval, Louis de Funès, Maurice Biraud, Dany Carrel, Robert Manuel, Dora Doll. **22.10 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques.** Pasteur... le siècle. Emission de Frédéric Rossif, réalisée en l'honneur de l'année du centenaire de l'Institut Pasteur. Avec François Jacob, président du conseil d'administration de l'Institut Pasteur, et de nombreux chercheurs. **23.35 Musiques, musique.** Impromptu nº 3 posthume, de Schubert, par Christian Ivaldi, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : La fureur de vaincre ■ Film chinois de Lo Wei (1972). Avec Bruce Lee, Nora Miao, Tien Fong, Bob Baker. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : Canal foot.** Présenté par Pierre Sled. *Invité* : *Gérard Houiller.* **22.40 Boxe.** En direct du Cirque d'Hiver : Marc Ruocco ; Fabrice Benichou-Vincente Fernandez ; Rufino Angulo-Dawoud Shaw. **23.40 Football américain.** Un match du championnat professionnel américain. **0.55 Cinéma : Adieu poulet** ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1975). Avec Patrick Dewaere, Lino Ventura, Victor Lanoux, Françoise Brion, Claude Rich. **2.20 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 La preuve par 5. Magazine politique de Pierre-Luc *Séguillon. Invité : Edouard Balladur.* **22.00 Série : Matlock.** La sœur. **22.50 Série : L'homme à l'orchidée.** Avant que je meure. **23.50 Série : Max la menace.** Une cargaison d'espions (rediff.). **0.20 Série : Les chevaliers du ciel. 0.50 Feuilleton : Le temps des copains. 1.15 Les cinq dernières minutes** Un mort à la Une (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma à la carte : 1er choix : les Arnaud □ *Film français* de Léo Joannon (1967). Avec Bourvil, Adamo, Christine Delaroche, Michel de Ré. **2e choix : la Grande Bagarre** ■■ Film franco-italien de Pasquale Festa-Campanile (1976). Avec Bud Spencer, Jacques Dufilho, Philippe Leroy, Andréa Ferréol. **22.10 ou 22.20 Série : Brigade de nuit. 23.00 ou 23.10 Journal et Météo. 23.15 ou 23.25 Club 6.** Invités : Serge Tubiana, Wim Wenders, François-Joël Thiollier. **0.00 ou 0.10 25 images seconde. 0.30 ou 0.40 Boulevard des clips.** ***1.40 Clip des clips.***

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : mode d'emploi. Paul Bowles. De New-York *jusqu'au silence. 1. Paul, Gertrude, Aaron et les autres.* **20.30 Dramatique : Figures,** d'après des textes de Robert Antelme, Charlotte Delbo, Filip Muller, David Rousset et Elie Wiesel. **21.30 Musique : Latitudes.** Musica 87 à Strasbourg. **22.30 La nuit sur un plateau.** Les rencontres d'Aix-en-Provence : Les écrivains et le paysage.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de Vancouver) : La scala di seta (ouverture), de Rossini ; Concerto pour piano et orchestre en mi bémol majeur, K 482, de Mozart, par l'Orchestre de la CBC, dir. Mario Bernardi ; Entracte ; Concerto pour sept instruments à vent, de Martin ; *Symphonie nº 3, op. 18, de Hétu* ; à 22.30, *Feuilleton* : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, un génie méconnu du lied et de la ballade) ; Invraisemblable mais vrai... ; à 23.05, Hindemith ; Un document saisissant. **0.00 Musique de chambre.** Brahms, Haydn, Bartok.

Mardi 6 octobre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Variétés : La chance aux chansons. Swing musette. Avec Sophie Baquet, Stéphane Chomont, André Verchuren. **15.15 Téléfilm : Le voleur d'enfants.** De François Leterrier, d'après Jules Supervielle. Avec Sami Frey, Nicole Jamet, *Catherine Rouvel, Florence Pernel* (rediff.). **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Anymo, Marie Myriam, Pepsi and Shirley, Cock Robin. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et Météo. 20.30 Ciné-star : le Corps de mon ennemi** ■■ Film français de Henri Verneuil (1976). *Avec Jean-Paul Belmondo, Bernard Blier, Marie-France* Pisier, Daniel Ivernel, Claude Brosset. **22.45 Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Actualité cinématographique et jeux. Invités : Richard Bohringer et Philippine Leroy-Beaulieu, Guy Marchand, Fanny Cottençon et Caroline Cellier, Jacqueline Maillan. **23.45 Journal et Bourse. 0.03 Permission de minuit.** Les super women : à propos du livre de Michèle Fitoussi.

A 2

13.45 Magazine : Domicile A 2. De Liliane Bordoni, présenté par Marc Bessou ; à 13.50, série : Chapeau melon et bottes de cuir (La dynamo vivante). **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **17.15 Récré A 2.** Récré à l'Opéra : La damnation de Faust, de Berlioz ; Bouquin copain ; *Les Campbells. 17.55* **Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Adorable Jean-Pierre. **18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec le groupe Image, le groupe Gold, Johnny Hates. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A 2. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de l'écran : Under Fire** ■■ Film américain de Roger Spottiswoode (1983). Avec Nick Nolte, Ed Harris, Gene Hackman, Joanna Cassidy, Jean-Louis Trintignant. **22.40** ***Débat* : Au cœur de l'action, les reporters.** Avec Alain Mingam, Jean-Louis Missika, Henri de Turenne, Yves Courrière, Raymond Depardon, Jean-François Kahn, Pierre Schoendoerffer, Jean-*Louis Guilbert, Dann Loustallot.* **23.30 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.00 Série : Brigade criminelle.** La nuit du requin (2e partie) (rediff.).

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques. Pasteur... le siècle (rediff.). **15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Les dossiers noirs.** Le carburant miracle d'Yvan Makhonine. **16.00 Documentaire : Histoire de la médecine.** 5. Les malades passent à l'acte. **17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show.** Le saxophone. **17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Mister T.** 3e épisode : Le mystère des voleurs de cerveaux. **18.30 Feuilleton : Thibaud, ou les croisades.** 22e épisode : La course de Tripoli. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Le sang. **20.05 Jeux : La classe.** Avec Douchka. **20.30 INC.** *Le prix de revient kilométrique.* ▶ **20.35 La dernière séance.** Soirée Frank Sinatra. 1er film : **Comme un torrent** ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1958). Avec Frank Sinatra, Dean Martin, Shirley Mac Laine. **22.55 Dessins animés.** Tom et Jerry ; Tex Avery. **23.20 Journal. 23.45 2e film : Escale à Hollywood** ■■ Film américain de George Sidney (1945). Avec Frank Sinatra, Kathryn Grayson, Gene Kelly, José Iturbi.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Sauve-toi, Lola ■ Film français de Michel Drach (1986). Avec Carole Laure, Jeanne Moreau, Dominique Labourier, Sami Frey. **15.50 Bandes annonces cinéma. 16.20 Cinéma : l'Archer et la Sorcière** □ Film américain de Nicholas Corea (1980). Avec Lane Caudell, Victor Campos, Belinda Bauer, Kabir Bedi. **17.45 Série : Les monstres.** Curieux, ce monstre. **18.15 Flash d'informations. 18.16 Mytho-Folies** Avec Michel Galabru. **18.25 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.50 Starquizz.** Présenté par *Alexandra Kazan. Invités : Yves Boisset, Henri Chapier,* Linda de Suza. **19.20 Dessin animé : Le piaf. 19.22 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Claude Allègre. **20.05 Football,** les coulisses. **20.30 Football.** En direct du stade de la Mosson, à Montpellier. Quatorzième journée du championnat de France : Montpellier-FC-Metz. **22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Gandhi** ■■ Film anglo-indien de Richard Attenborough (1982). Avec Ben Kingsley, Candice Bergen, Martin Sheen, John Mills. **1.40 Série : Le retour de Mike Hammer.** Le bébé de Mike. **2.25 Documentaire : Les allumés du sport.** Caméra voltige, de Léo Dickinson et Peter Macpherson. Images sur les coulisses d'un sport périlleux : le parachutisme.

LA 5

14.10 Série : Arsène Lupin. Agence Barnett, ou a volé le trésor du roi Dagobert. ***15.20 Série : La grande vallée.*** *Joyeux* anniversaire. **16.30 Série : Max la menace.** Une cargaison d'espions (2e partie). **17.00 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 17.40 Dessin animé : Emi magique. 18.05 Série : Hôtel.** Apparences trompeuses. **19.00 Jeu : La porte magique.** Animé par Michel Robbe. **19.30 5, rue du Théâtre.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : le Petit Baigneur** ■ Film français de Robert Dhéry (1967). Avec Louis de Funès, Robert Dhéry, Colette Brosset, Jacques Legras. **22.05 Série : Spenser.** Les enfants de la tempête. **23.00 Série : Baretta.** Peine de cœur (rediff.). **23.50 Série : Max la menace.** Une cargaison d'espions (2e partie, rediff.).

M 6

14.00 Côté corps, côté cœur. Un médecin parle aux femmes et répond en direct à leurs questions. **14.30 Série : Marcus Welby.** Personne ne veut d'un gros. ***15.20 25 images seconde.*** Savoir dénombrer les idées visuelles contenues dans un clip. **15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Les espions.** L'or est comme le soleil. **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Le pari. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Premières épreuves. **19.30 Série : Daktari.** Chasse au tigre. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : la Dixième victime** □ Film italien d'Elio Petri (1965). Avec Marcello Mastroianni, Ursula Andress, Elsa Martinelli. **22.05 Série : Maîtres et valets.** Le suivant (rediff.). **22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Club 6.** Invités : Robert Hossein, Françoise Sagan, Michel Blanc. **23.25 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.** Le chouchou de la semaine : Stéphan Eicher.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Mode d'emploi. *Paul Bowles. De New-York* jusqu'au silence : Broadway-Tanger et Tanger-Broadway. **20.30 Le journal du corps.** Les conditions asilaires pendant la seconde guerre mondiale. **21.30 Nouveaux mardis de la chanson.** Mélodie en filature. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même ; Littérature : désespoir ; Enfances paysannes. **0.10 Du jour au lendemain.**

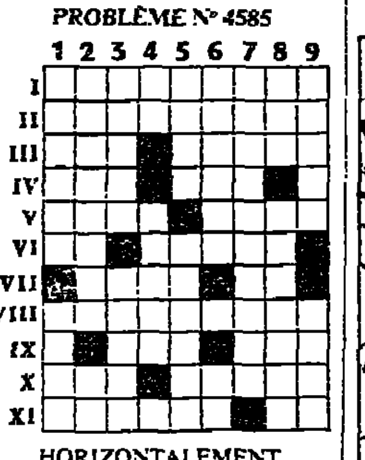
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 octobre à Angers) : Symphonie nº 4 de Bancquart ; Double concerto pour flûte, hautbois et orchestre, de Ligeti ; Miroir céleste, de Miereanu ; Ein Brief, de Kagel, par l'Orchestre philharmonique Georges-Enesco de Bucarest, dir. Mihai Brediceanu. **23.07 Club d'archives.** *Le* Mozart des années 30 ; l'Orchestre Walther Straram ; Les introuvables du Quatuor Amadeus.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4585



HORIZONTALEMENT

I. Quand elle boude, ça ne marche plus. – II. Présentés en reliefs. – III. N'est pas avancé tant qu'il est ingrat. Un impératif qui vaut mieux que deux futurs. – IV. Mot qu'on *peut prononcer* quand on parle du loup. Pour faire le compte en Extrême-Orient. – V. Siège d'une vieille école. Fonda plusieurs évê*chés.* – VI. Note. *Peut être renver*sée au dessert. – VII. Celui qui doit payer. Préposition. – VIII. N'aiment que les bons mor*ceaux.* – IX. *D'un auxiliaire. Qui* n'a donc pas circulé. – X. Déesse marine. Fait moins bien l'affaire qu'un bidet. – XI. Que ne feraient-*elles pas pour l'amour de Dieu !* Préposition.

VERTICALEMENT

1. Parfois trouvés dans un panier. Tendue pour taper. – 2. Quand on en sort, on peut être bouclé. Un drame. – 3. Naît près de la frontière italienne. Partie d'une conduite. – 4. Après la licence. Se lève après une purge. – 5. Clairs. Pour celui qui veut *reprendre son bien.* – 6. Un vieux bâtiment. Difficulté. – 7. Des choses qui arrivent. – 8. Fournit de l'huile. Une femme qui sait bien *faire marcher.* – 9. *Peut se faire* dans un tube. En France.

Solution du problème nº 4584

Horizontalement

I. Salaires. Accroc. – II. Operculées. Oise. – III. Se. Ténu. *Psaumes.* – IV. *Irai.* Essai. *Té.* – V. Eculés. Ciste. Or. – VI. Sulla. Pistolet. – VII. Neutre. Amasis. – VIII. Fier. Ré. Anes. Tu. – IX. An. Tics. Mer. – X. Roseraie. Dû. – XI. Cui. Assis. Iéna. – XII. Eider. Nuancier. – XIII. Emérite. Ru. Do. – XIV. Rire. Averti. Dés. – XV. Sœur. Esau. Rase.

Verticalement

1. Sosies. Farceurs. – 2. Aperçu. *Inouï.* Io. – 3. Le. Aulne. Sidéré. – 4. Artillerie. Emeu. – 5. Ice. Eau. Rare. – 6. Runes. Trias. Râ. – 7. Elus. Pré. Is. Ive. – 8. Se. Scie. Teintes. – 9. Epais. AL. Suera. – 10. Assistance. Tu. – 11. Tomes. INRI. – 12. Coutelas. Déçu. – 13. Rime. Es. Muni. Da. – 14. Osé. Otite. Aèdes. – 15. César. Sûre. Rose.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 3 octobre 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 2 octobre 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Compagnie financière de Suez.

● Du 2 octobre 1987 fixant les valeurs d'échange des titres d'emprunt remis en paiement des actions de la Compagnie financière de Suez cédées par l'État par offre publique de vente du 5 octobre 1987.

∴

Est publiée au *Journal officiel* du dimanche 4 octobre 1987 :

UNE LISTE

● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts (concours de 1987).

LOTO nº 39 — TIRAGE DU SAMEDI 3 OCTOBRE 1987

1 2 4 19 29 44 — 21

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 7 OCTOBRE 1987 A 20 H 35 ET SAMEDI 10 OCTOBRE 1987 A 20 H 35

VALIDATION AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

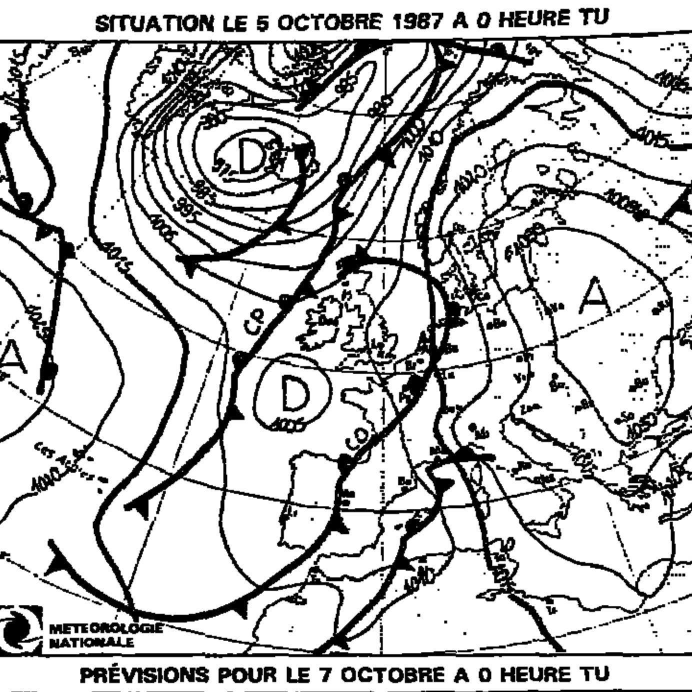
	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	3	2 119 890,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	26	130 580,00 F
5 BONS Nos	1 202	9 240,00 F
4 BONS Nos	76 567	140,00 F
3 BONS Nos	1 635 477	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 132 810 ... 20,00 F

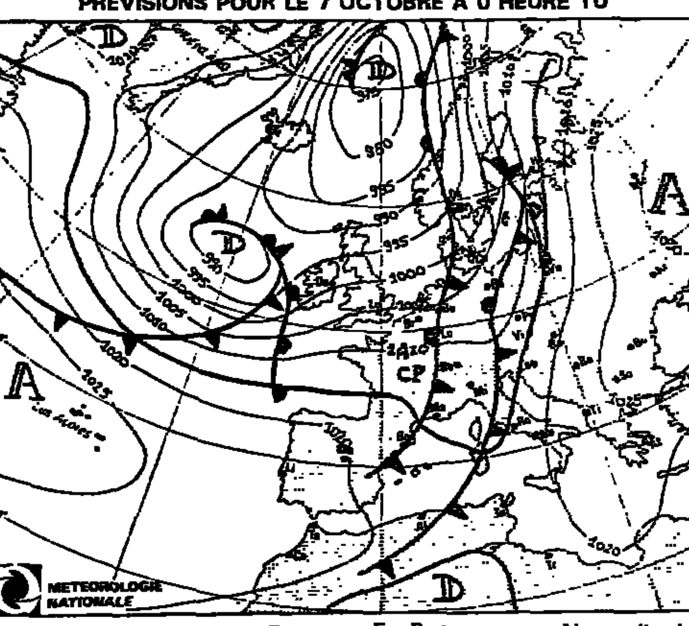
JEU GAGNANT Nº 44 — LOTO SPORTIF

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 octobre à 0 h TU et le mardi 6 octobre à 24 h TU.

Le temps pluvio-orageux qui a affecté, lundi, le Sud-Est, se décalera lentement vers la Corse et la Côte d'Azur.

L'amélioration ne sera que temporaire et relative sur le reste du pays qui subira souvent un temps instable.

*Mardi, nuages et pluies seront pré*sents sur la quasi-totalité de la France.

Le matin, des pluies abondantes se produiront encore des régions méditer*ranéennes à Rhône-Alpes,* à la *Bourgo*gne et à l'Alsace. Des orages forts éclateront sur la Provence-Côte-d'Azur et la Corse.

Des Pyrénées *au* Centre, au Bassin parisien et au Nord, les nuages seront très abondants, mais il ne pleuvra pas encore.

Attention aux brouillards matinaux sur l'ouest de l'Aquitaine.

En Bretagne et en Normandie, la matinée s'annonce grise et pluvieuse.

Dans l'après-midi, les pluies orageuses se limiteront progressivement à la Corse, la Côte d'Azur et les Alpes du Sud.

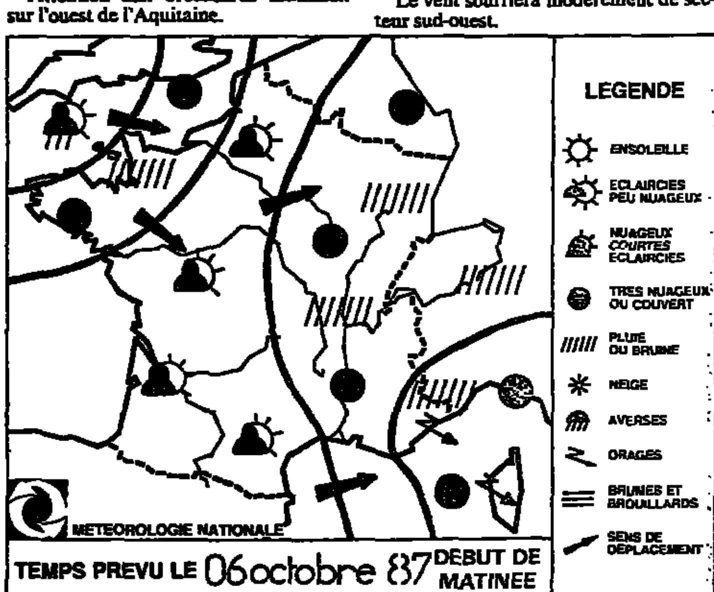
Il pleuvra par intermitence de la Manche au Massif Central, aux Alpes du Nord et au Nord-Est, ainsi que sur les Pyrénées.

Des éclaircies se développeront de la Bretagne à l'Aquitaine et au Golfe du Lion.

Les températures minimales varie*ront généralement entre 12 et 15 degrés,* pour atteindre 17 à 19 degrés en Côte d'Azur et en Corse.

Les températures maximales se situeront entre 15 et 18 degrés sur la moitié nord du pays, 18 à 21 degrés sur la moitié sud, 21 à 24 dégrés près de la Méditerranée.

Le vent soufflera modérément de secteur sud-ouest.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 5-10-1987

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-10 à 6 heures TU et le 5-10-1987 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	19	N
BIARRITZ	25	15	O
BORDEAUX	23	13	N
BOURGES	23	15	O
BREST	19	14	D
CAEN	21	12	B
CHERBOURG	20	13	D
CLERMONT-FERR.	20	15	P
DIJON	20	14	P
GRENOBLE St-M-H	21	14	B
LILLE	21	13	N
LIMOGES	20	14	P
LYON	21	15	P
MARSEILLE-MAR.	21	17	O
NANCY	21	13	A
NANTES	24	13	D
NICE	18	17	P
PARIS-MONTS.	24	16	B
PAU	22	11	N
PERPIGNAN	21	17	O
RENNES	23	12	B
ST-ÉTIENNE	20	15	P
STRASBOURG	19	11	N
TOURS	23	16	O
TOULOUSE	24	16	O
POINTE-A-P.	33	23	O

ÉTRANGER			
ALGER	29	22	N
AMSTERDAM	17	10	N
ATHÈNES	20	16	N
BANGKOK	30	25	O
BARCELONE	22	17	O
BELGRADE	19	10	D
BERLIN	15	6	D
BRUXELLES	21	12	N
LE CAIRE	28	21	D
COPENHAGUE	14	10	N
DAKAR	31	22	P
DELHI	36	25	D
DJERBA	29	24	N
GENÈVE	15	12	P
HONGKONG	28	25	D
ISTANBUL	16	10	N
JÉRUSALEM	22	16	C
LISBONNE	18	14	O
LONDRES	21	13	B
LOS ANGELES	39	22	D
LUXEMBOURG	15	11	P
MADRID	22	13	O
MARRAKECH	24	16	O
MEXICO	22	7	B
MILAN	18	12	P
MONTRÉAL	9	3	D
MOSCOU	11	6	C
NAIROBI	26	11	N
NEW-YORK	19	5	D
OSLO	13	2	O
PALMA-DE-MAJ.	27	19	O
PÉKIN	26	15	P
RIO-DE-JANEIRO	23	18	D
ROME	24	15	N
SINGAPOUR	32	23	O
STOCKHOLM	12	2	B
SYDNEY	17	11	A
TOKYO	24	18	O
TUNIS	29	23	O
VARSOVIE	14	1	D
VENISE	18	12	P
VIENNE	14	8	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الاصل

Catastrophes

Plusieurs Brésiliens gravement irradiés dans un état désespéré

Quatre autres personnes, contaminées par du Césium 137 provenant d'un appareil de radiothérapie abandonné dans les ruines d'un hôpital de Goiania (Brésil), ont été hospitalisées à Rio-de-Janeiro, ce qui porte à dix le nombre des victimes. Selon les médecins brésiliens, trois des victimes gravement irradiées seraient condamnées tandis que les autres n'auraient qu'une chance sur deux de survivre. Pour l'heure, les autorités ont à faire face à la décontamination du site où se trouvait la source radioactive pour éviter qu'elle ne pollue la nappe phréatique.

Cette affaire, qui relève d'une négligence coupable, intervient au moment où le nucléaire brésilien est sur la sellette. Le Brésil a fait savoir récemment qu'il maîtrisait un procédé d'enrichissement de l'uranium. Des opposants au nucléaire, qui craignent que ce soit le prélude à la construction d'armes nucléaires, ont saisi l'occasion de cette nouvelle pour protester devant un centre de recherches atomiques situé à Socoraba, dans le sud du pays.

Los Angeles : la Terre tremble encore

La Terre a de nouveau fortement tremblé dans la banlieue nord de Los Angeles, le 4 octobre à 3 h 59 (heure locale soit 10 h 59, heure de Paris). Cette secousse de magnitude 5,5 est la plus forte de la vingtaine de « répliques » de magnitude supérieure à 3 qui se sont déjà fait sentir après le séisme (de magnitude 6,1) du 1er octobre. Une femme âgée de soixante-six ans est morte très probablement des suites d'une crise cardiaque consécutive au tremblement de terre. On a dénombré quelques blessés légers atteints de coupures et d'ecchymoses. Il y a eu des chutes de rochers et de morceaux de béton, ce qui a obligé à fermer temporairement des routes et des autoroutes.

Inondations meurtrières

● **En Afrique du Sud.** – Le bilan des inondations qui ont dévasté la province du Natal, en Afrique du Sud, s'élève à plus de trois cents morts et cinquante-cinq mille sans-abri, au terme de neuf jours de pluie consécutifs.

● **Au Guatemala.** – Quarante-cinq personnes au moins ont trouvé la mort et des centaines d'autres sont portées disparues au Guatemala après les crues de la rivière Valparaiso, près de la frontière mexicaine.

● **En Espagne.** – Deux personnes ont péri en Catalogne après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la province espagnole depuis le 3 octobre. Les chemins de fer ont été paralysés dans la région et l'aéroport de Barcelone a dû être fermé.

ENVIRONNEMENT

● *Champignons turcs radioactifs : analyse en cours.* – Les résultats des prélèvements, qui ont été effectués, vendredi 2 octobre, sur 600 tonnes de conserve de champignons turcs soupçonnés de présenter des traces de radioactivité dues à l'accident de Tchernobyl devraient être connus dans le courant de la semaine. Ces boîtes de conserve, qui avaient transité par la République fédérale d'Allemagne et destinées à la Belgique, avaient été bloquées par les douanes, il y a un mois, et entreposées à Strabourg. Les analyses en cours seront effectuées par le laboratoire vétérinaire de Colmar et le Service central de protection contre les rayonnements ionisants du Vésinet.

● Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, Mme Claire Bazy-Malaurie, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommée directeur à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale au conseil des ministres du 30 septembre.

[Née en 1949 à Paris, Mme Claire Bazy-Malaurie est ancienne élève de l'ENA. Elle a exercé des fonctions d'attaché commercial adjoint à Moscou et elle était entrée à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) en mai 1985, comme chargée de mission pour les affaires budgétaires. Conseiller référendaire à la Cour des comptes, elle sera le numéro deux de la DATAR auprès de M. Jean-François Carrez, lui aussi originaire de la Cour des comptes, nommé en mai dernier.]

ÉDUCATION

● **« Deux heures pour la qualité de l'enseignement ».** – La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) organisera, les vendredi 9 et samedi 10 octobre, une opération « Deux heures pour la qualité de l'éducation », destinée à alerter l'opinion sur la nécessité d'un plan de construction de lycées et de recrutement d'enseignants et de personnel de service. Les militants de la FCPE, qui ont reçu le soutien des syndicats de la FEN, ne laisseront entrer que trente élèves par classe dans les lycées, les autres étant accueillis et comptés afin de recenser le nombre de classes et de professeurs supplémentaires nécessaires dans chaque établissement. Cette initiative interviendra une semaine avant les élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'administration des collèges et lycées fixées au vendredi 16 ou au samedi 17 octobre, et aux conseils d'écoles, le 17 octobre.

● **L'UNEF-ID mobilise.** – L'UNEF-ID (indépendante et démocratique, proche du PS) veut mobiliser les étudiants dès la rentrée universitaire en les appelant à participer à la manifestation antiraciste du dimanche 29 novembre aux côtés de SOS-Racisme, et en menant campagne contre l'insuffisance du budget de l'enseignement supérieur pour 1988. Elle appellera toutes les universités à la grève le 27 novembre, avant-veille de la manifestation, afin de réunir l'ensemble du monde universitaire, enseignants compris, dans le cortège. D'ici là, le syndicat prévoit l'organisation d'« assises locales » sur la situation des étudiants et la diffusion d'une brochure analysant le budget de l'enseignement supérieur, tirée à 50 000 exemplaires.

Le Carnet du Monde

Décès

– Mme François Bardon,
M. Yves Bardon,
Mlle Yvonne Meudec,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François BARDON,
professeur agrégé de l'Université,
officier des Palmes académiques,

survenu le 1er octobre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 octobre 1987, en l'église Saint-Marcel, 82, bd de l'Hôpital, Paris-13e, où l'on se réunira à 14 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière d'Ivry parisien.

40, av. d'Italie, Tour Beryl,
75013 Paris.

– Mme Michel Fournier,
Ses enfants
Et petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Michel FOURNIER,

le 30 septembre 1987.

12, villa de Saxe,
75007 Paris.

– Mme Yves Grandperret, son épouse,
Pascal et Christel, ses enfants,
M. et Mme René Grandperret, ses parents,
M. et Mme Georges François, ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Yves GRANDPERRET,
ingénieur Supélec,
ingénieur en chef adjoint RATP,

survenu le 30 septembre 1987, à l'âge de quarante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 octobre, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire (place des Marronniers), Saint-Maur (Val-de-Marne).

16, quai de la Croisette,
94000 Créteil.
106, avenue du Général-Leclerc,
94100 Saint-Maur.

– M. Léo Kornberg,
M. et Mme Patrick Kornberg,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Boris B. Joffe,
sa sœur et son beau-frère,
Les familles Odier, Torstein, Milgram,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Evelyne KORNBERG,

survenu le 4 octobre 1987, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 octobre, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Bagneux parisien. On se réunira à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

19, avenue Sainte-Foy,
92200 Neuilly.

– Les familles Levi, Valensin, Aboulker, Aïach, Amar,
Tous les parents, amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LEVI-VALENSIN,
médecin,
écrivain.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 octobre à 14 h 30. Réunion à l'entrée principale du cimetière de Thiais parisien.

Famille Aïach-Valensin,
1, rue du Lunain,
75014 Paris.

[Agé de quatre-vingt-cinq ans, pionnier de la « sexologie », le docteur Valensin avait écrit une quinzaine d'ouvrages concernant les mœurs sexuelles, notamment *la Sexualité de Joséphine* (1975), *la Vie sexuelle en Chine communiste* 1977), *les Juifs et le Sexe* (1984) et *Chroniques sexuelles* (1986).]

– Mme Jean-François Pepin,
née Jeanne Naudin, son épouse,
François, Hervé, Pierre-André, Jean-Michel et Noël Garreau, Anne-Laure et Michel Hardelin, ses enfants,
Adrien et Ariane Pepin, Benjamin Hardelin, ses petits-enfants,
Mme Henriette Pepin, sa sœur,
Les familles Adam et Naudin, ses belles-sœurs, beau-frère, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-François PEPIN,

survenu le 3 octobre 1987, à l'âge de soixante et un ans.

La levée du corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Bichat, 15, rue Pasteur-Vallery-Radot, 75018 Paris, le mercredi 7 octobre à 10 heures.

La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour à 15 h 45 en l'église de Nolay (Nièvre), suivie de l'inhumation au cimetière local.

10, rue de la Terrasse,
75017 Paris.

– Le président et le conseil d'administration de la COFREMCA,
L'ensemble de l'équipe de COFREMCA et de Démoscopie,

ont la douleur de faire part du décès de

Paul-Louis ROLLET,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 2 octobre 1987.

Un service sera célébré le mercredi 7 octobre à 7 h 30 précises, à l'hôpital Ambroise-Paré (Boulogne), entrée rue des Menus.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Guerchy (Yonne).

14, rue Milton,
75009 Paris.

– M. et Mme Philippe Charoy,
M. et Mme Jean Sauvel,
M. et Mme Dominique Sauvel,
Le docteur et Mme Maurice Troche,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Tony SAUVEL,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 17 septembre.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Versailles.

Selon sa volonté une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle de Mme Tony Sauvel, née Marthe Lermoyez, décédée le 9 mai 1984, le mercredi 7 octobre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

10, rue de l'Annonciation,
75016 Paris.

– Nous apprenons le décès de

M. Henri VERGNAUD,
officier de la Légion d'honneur,

au Val-de-Grâce, le 2 octobre 1987.

Obsèques à Notre-Dame de Saint-Mandé, mardi 6 octobre 1987, à 10 h 45.

3, rue du Lac,
94160 Saint-Mandé.

Remerciements

– Le général de division (CR) et Mme Martial André Bézanger,
Mme Léon Parinet,
Et toute la famille,
très touchés de la sympathie témoignée lors du décès du

Général de division (CR)
Maurice BÉZANGER

adressent leurs remerciements émus à toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages ou leurs envois de fleurs, se sont associées à leur peine.

– Emmanuelle Boetsch,
Bernardo Valli,
Dominique Modiano,
Bernard Zehrfuss,

dans l'impossibilité de répondre, remercient tous ceux qui ont manifesté leur sympathie et leur affection lors de la mort de

Danielle EYQUEM-BOETSCH.

– Le Cannet-Rocheville (06),
Argenteuil (95),

Mme Mattei,
M. et Mme Augustin Mattei,
M. et Mme Félix Mattei,
ainsi que toute la famille,

remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur affection lors du décès de

M. François MATTEI,

et les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leur vive sympathie.

Anniversaires

– Le 6 octobre 1974, décédait

Boris STARCK,
professeur de droit
aux universités de Paris

Que demeurent nombreux les souvenirs honorant sa mémoire.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-III : le mardi 6 octobre, à 13 h 30, salle Bourjac, M. Dana Polan : « Pouvoir et paranoïa : éléments d'une historiographie du cinéma américain des années quarante ».

– Université Paris-III : le mardi 6 octobre à 15 heures, salle bibliothèque de littérature générale et comparée, M. José-Maria Imbernon : « hégémonie et agencements productifs : essor de la pratique dirigeante oligarchique et formation du système hacendataire dans la « sierra ecquatorienne ».





Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Management à trois chez SIRCA Rhône-Alpes.

C'est notre façon de concevoir la profession de *Conseil en Recrutement de Cadres* : nous manageons à deux depuis 1985 ; voici venu le temps d'intégrer le 3ᵉ consultant selon notre style et nos exigences : associé au capital, autonome mais ayant l'esprit d'équipe, participant activement au développement du cabinet, totalement responsable de ses *missions.*

Notre intervention ? Dans tous les secteurs de l'économie, aussi bien auprès des entreprises en croissance ou en phase de restructuration, que des groupes internationaux et de leurs filiales. Vous connaissez la région Rhône-Alpes pour y travailler comme Conseil très confirmé auprès des entreprises industrielles et commerciales qui constituent votre fonds de commerce. Quelle que soit l'activité de conseil pratiquée, votre professionnalisme est reconnu. Notre métier vous séduit, *rencontrons-nous pour compléter l'équipe.*

Merci de faire parvenir votre CV avec photographie et niveau de rémunération et de manifester votre intérêt auprès de Jacques-Yves Léonardi, Directeur Général et Marie-Noëlle Regad, Associée, à Sirca Rhône-Alpes - *Le Britannia C* - 20, boulevard Eugène-Deruelle - 69003 Lyon, sous référence 061 970 M.

Sirca Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

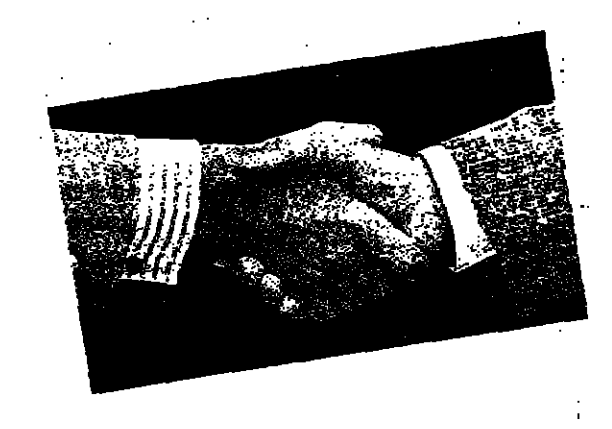
pour son Département COLLECTIVITÉS LOCALES (organisation, informatique, mobilisation du personnel, démarche qualité, maîtrise des coûts, BBZ...)

UN CONSULTANT SENIOR

Le candidat devra *cumuler une très bonne connaissance des collectivités locales* et la pratique du métier de conseil en management.
Au sein d'une équipe de 30 consultants, il participera aux développements nouveaux, aux actions commerciales, à la conduite des interventions et à la formation des jeunes consultants.

Envoyer votre lettre manuscrite, photo et CV à
Jacques Duranton
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean-Jaurès 92807 Puteaux

Communiquer pour recruter



LA COMMUNICATION POUR LE RECRUTEMENT

Aujourd'hui tout le monde le sait, la communication est plus qu'une mode, bien plus qu'une mise en spectacle. Elle est vitale pour l'entreprise, pour l'économie. Elle représente un outil efficace, performant, destiné à bien, à mieux recruter.
La communication pour le recrutement, ce sont des professionnels qui connaissent parfaitement l'entreprise *et ses besoins.* Des professionnels qui maîtrisent le marché de l'emploi, qui développent tous les moyens qui font partie du paysage de la communication moderne. *Ils sont avant tout des hommes de* marketing, le marketing des compétences.
Le S.N.P.A.C. Ressources Humaines (Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées) regroupe les agences et les professionnels de la communication pour le recrutement.
Le S.N.P.A.C., 21 Agences Conseil au service des Ressources Humaines : Axial Publicité, Carré Turenne, Cofap (Contesse), Consensus, Curriculum, Deb's Publicité, Dessein, Editions Bleu Publicité, Havas Contact, Jonction, Mazet Publicité, Media P.A., Media System, Organisation et Publicité, Parfrance Annonces, Pierre Lichau - ORC, Projets, Publicité Muratet, Publicité Roger Bley S.A., Sources, Unanime.
Si vous êtes Chef d'entreprise, Responsable des Ressources Humaines, envoyez-nous votre carte de visite, *nous vous ferons parvenir notre plaquette.*

S.N.P.A.C.
163 rue Saint-Honoré
75001 Paris

SNPAC
Ressources Humaines

le marketing des compétences

Chez un leader mondial
X, ECP, MINES, + MBA
pour
Diriger une division
CA 1,5 milliard, 1700 personnes, 11 filiales activité fortement exportatrice

Une société industrielle française renommée, filiale d'un groupe américain de tout premier plan, recherche le DIRECTEUR de son plus important centre de profits (80 % de CA consolidé).

Ce poste de haut niveau représente une opportunité exceptionnelle pour un jeune manager de valeur, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle. De préférence dans le domaine des industries de process (cimenterie, chimie, sidérurgie...) il aura déjà assumé des responsabilités *opérationnelles de direction, impliquant de solides compétences en marketing* industriel (ou en commerce international), développement de produits, études d'investissements, planification stratégique, gestion, animation d'équipes de cadres supérieurs.

L'habitude de travailler au sein d'un groupe multinational serait également un atout.

Son envergure personnelle, ses qualités de manager, lui permettront de valoriser son expérience, de s'affirmer dans le poste et de progresser dans la société et le groupe.
Connaissance de l'anglais indispensable, allemand souhaité.

Poste à Paris. *Ordre de grandeur de rémunération* : **600.000 F.**

Ecrire sous réf. 40 A 781 - 7 M
Discrétion absolue

• Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Groupe anglo-saxon, producteur de biens d'équipement, nous cherchons pour notre headquarter européen (1 300 p. sur 7 500 dans le monde),

le numéro 2 de notre DRH, évaluations et systèmes de rémunération

Pour appuyer la fusion de plusieurs activités, venez concevoir et appliquer des méthodes d'évaluation et un système de rémunération et d'intéressement en priorité pour notre encadrement (300 p.). Vous êtes de plus le responsable de la fonction RH pour notre force de vente (50 p.) et le SAV (170 p.). Vous participez à la mise en place et à l'animation de séminaires sur le management au plan européen.

A 35 ans environ, vous avez acquis l'essentiel de votre carrière dans un contexte international et avez une bonne connaissance des législations et des systèmes de rémunération au moins dans 2 ou 3 pays occidentaux. Basé à Paris, vous vous déplacez dans nos unités (25 % de votre temps) et êtes bien sûr bilingue anglais.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5102 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes l'un des premiers groupes français dans le négoce international de matières premières agricoles et dans les industries alimentaires *implanté mondialement avec 5 000 p. ; nous cherchons*

un auditeur senior, H/F (réf. 5094 LM)
un auditeur junior, H/F (réf. 5093 LM)

Notre département d'audit, rattaché à notre direction générale (basée à Paris), participe pleinement à la vie du groupe et réalise des missions diversifiées : audits comptables et opérationnels, contrôle de gestion, consolidation, évaluation d'activités, etc. en France comme à l'étranger.

Jeune diplômé d'études supérieures, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en audit (externe ou interne), vous souhaitez rejoindre une petite équipe performante. Votre avenir dans le groupe est assuré (bien sûr, vous maîtrisez l'anglais, voire une 2ème langue étrangère).

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



3 800 personnes - 140 points de vente

Etablissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans la distribution des prêts aidés par l'Etat, recherche pour PARIS et PROVINCE des

JEUNES DIPLOMÉS de L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Grandes Ecoles, Universités (maîtrise, DESS, DEA de sciences économiques, gestion, droit, mathématiques...).
- Fonctions d'encadrement variées dans les divers secteurs d'activité de la Société (comptable, financier, expertise immobilière, juridique...).
- Rémunération annuelle de base après un an d'expérience, 170.500 F + avantages sociaux. Perspectives d'évolution de carrière.

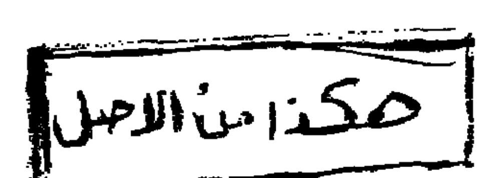
Recrutement par la voie du concours d'ATTACHE organisé à PARIS les 26 et 27 novembre 1987 pour 15 postes (6 en option financière - 7 en option juridique - 2 en option mathématique) ouvert aux candidats de nationalité française (ou de la C.E.E) âgés de moins de 32 ans au 1er janvier 1987.

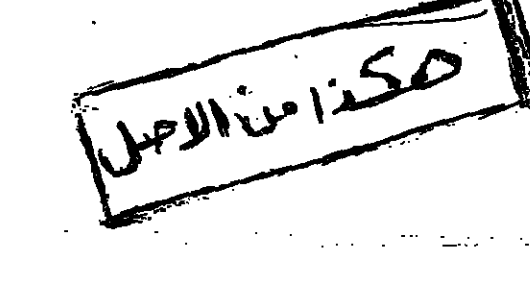
INSCRIPTIONS : - *retrait des dossiers : du 7 au 22 octobre 1987 inclus,*
- dépôt des dossiers : jusqu'au 30 octobre 1987 inclus, date limite d'arrivée au Siège de la Société.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER de FRANCE - Service du Personnel - "Information-Concours" 19, rue des Capucines - B.P. 65 - 75050 Paris Cedex 01
Tél. : (1) 42 44 80 66 - (1) 42 44 80 67.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

CONTESSE





Le Monde
CADRES
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune responsable marketing

CONSTRUIRE LA BANQUE DE DEMAIN

Au sein d'un groupe bancaire de 28.000 personnes et 1.830 agences en France, notre établissement compte parmi les plus importants. Nous nous sommes particulièrement développés sur notre région - la Franche Comté - au travers d'une cinquantaine d'agences, un effectif de 820 personnes et 4,5 milliards de Francs de ressources.
Nous souhaitons maintenant structurer notre fonction Marketing, afin de mieux accompagner notre Direction dans sa *réflexion stratégique*.

Votre challenge : ● *Eclairer et participer aux choix de stratégie.* ● *Etablir le plan marketing.* ● *Développer la notoriété.* ● *Promouvoir l'esprit marketing dans le reseau.*

Dans la trentaine, *de formation commerciale supérieure*, vous avez *une première expérience marketing* de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans la banque, les services financiers, le conseil en organisation...
Stratège, mais aussi homme de terrain, vous savez créer, innover, mais aussi organiser et animer. Votre qualité dans la communication et votre sens de l'adhésion seront vos atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Catherine Millet, qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR *référence* 98-RM, 13 *rue* Grôlée, 69289 Lyon Cedex 02.



Organisation et Publicité

La dynamique des ressources humaines

FORMATION RECRUTEMENT

Constructeur informatique de dimension mondiale (250 personnes en France), nous concevons la Formation comme l'un des moteurs du développement et de la valorisation de l'Homme.
C'est dire que votre mission dépassera celle d'un gestionnaire du plan de formation.
Vous jouerez également un rôle important auprès des opérationnels en pilotant avec le D.R.H. les différentes phases de nos recrutements.
Diplômé d'études supérieures, riche d'une expérience de 2 à 3 ans, si possible en milieu Informatique, vous souhaitez encore mesurer vos capacités et votre potentiel d'évolution.
Poste basé à PARIS.
Merci d'adresser votre résumé de carrière, s/réf. O/DY/LM, à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

Responsable des produits "chaussure"

PARIS **FF 300.000 ±**

recherché par un des leaders de la Distribution moderne afin de concevoir les différentes Collections de *produits à caractère permanent et saisonnier pour hommes, femmes et enfants.*
Votre grande expérience de la fonction et du marché vous permettra d'établir des prix de Collections couvrant *les différents créneaux.*
Vous sélectionnerez des produits français et importés possédant de bonnes qualités techniques. Vous pourrez *faire appel à des stylistes extérieurs.*
Agé d'au moins 35 ans, vous avez un minimum de 5 à 10 ans d'expérience de la fonction ou en tant que Chef de Produit Chaussure. Sensible aux formes et aux couleurs votre esprit très concret vous permet également *de résoudre les problèmes avec logique et rigueur. Anglais courant, Italien souhaité.*
Si ce poste vous motive et si vous souhaitez intégrer une équipe hautement performante, adressez lettré de candidature manuscrite, C.V. et appointements désirés, sous référence 6020-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

La Mission de nos Délégués Pédagogiques : promouvoir le Livre Scolaire

Conseiller les enseignants dans leurs choix d'ouvrages, animer leurs relations avec l'éditeur et bien sûr développer les ventes auprès des libraires spécialisés : telles sont les principales missions des délégués pédagogiques qui contribuent tout autant que la qualité de nos manuels au renom d'Hachette comme éditeur scolaire.

Venez rejoindre cette équipe avant de prendre la responsabilité d'un secteur à Paris ou en Province, nous vous formerons durant six mois à nos méthodes et à nos collections dans notre Centre Pédagogique de Paris.

Diplômé de l'Université ou d'une école de Commerce, c'est dans la vente de produits culturels, de services ou dans l'enseignement que vous avez acquis votre première expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 819/M à Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE 12, rue François 1er, 75008 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

DU PONT DE NEMOURS

La Division Peintures Carrosserie de notre département PEINTURES, en constante expansion, recrute un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Basé à Paris pour trois ans maximum, vous assurerez la promotion et la vente de nos produits sur le territoire français. Ensuite, vous exercerez vos fonctions à partir de la Direction Européenne de nos opérations, située à Bruxelles.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de chimie ou d'une Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience dans la profession de deux ou trois ans. Jeune ingénieur débutant, ambitieux et motivé, votre candidature nous intéresse également.

Si vous parlez anglais couramment et avez de bonnes connaissances dans l'une de ces trois langues, allemand, espagnol ou italien, vous avez les *atouts nécessaires pour intégrer une équipe dynamique dans une société* performante.

Rémunération motivante - *Avantages sociaux importants.*

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/DO
137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07



HAVAS CONTACT

Dans le cadre de sa politique économique d'aide structurelle au développement des PME, PMI,

Le Département du Nord recrute :

QUATRE RESPONSABLES DE RUCHES D'ENTREPRISES

La ruche d'entreprises est un lieu d'accueil pour une quarantaine de jeunes entreprises ou de projets en création.
Les premières ruches se situeront à Denain, Saint-Pol, Maubeuge, et Roubaix.

Votre rôle :

- Participer au repérage et à la sélection des projets.
- Animer et coordonner les services communs
- Répondre aux problèmes rencontrés par les nouveaux entrepreneurs, les guider dans leurs démarches administratives, la constitution de leur plan d'affaires, leurs relations avec les partenaires socio-économiques.

Votre profil :

Peuvent faire acte de candidature les titulaires d'une maîtrise de sciences économiques ou d'un diplôme équivalent, possédant une expérience professionnelle, ayant le sens des relations humaines et le goût de l'animation.

Contact :

Les dossiers de candidatures devront comprendre :
- une demande accompagnée d'un curriculum vitae
- *une photo d'identité*
- *la photocopie des diplômes*

Ils devront parvenir au plus tard le **20 octobre 1987** à l'adresse suivante :
M. le président du Conseil Général
Direction du Personnel
1er Bureau - Recrutement
HOTEL DU DEPARTEMENT
2, rue Jacquemars Giélée - 59047 LILLE CEDEX



Conseil Général
Département du Nord



SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, *nous offrons des postes d'*

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, *vous êtes* débutant ou possédez une première expérience.
Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- *systèmes temps réel,*
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- *systèmes de gestion,*
- *systèmes de communication,*
- *systèmes de gestion de bases de données.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 286 à SYSECA SELECTION, 315, *Bureaux de la Colline* 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

Ville de Niort (60 000 habitants)
préfecture des Deux-Sèvres
à moins d'une heure de La Rochelle et de Poitiers

RECRUTE

le RESPONSABLE ADJOINT (h. f.)
de son service INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE

Le service est équipé :
- Du système UNISYS 1100 70 ;
- D'une base de données DMS 1100 ;
- *D'un logiciel quatrième génération* MAPPER.
- D'un réseau bureautique SPERRYLINK.

IL COMPREND 15 AGENTS DONT 6 PROGRAMMEURS.

Le titulaire du poste que nous recherchons, outre de bonnes connaissances techniques et si possible du contexte des *collectivités locales*, devra être apte à traiter les problèmes d'organisation et méthodes pour assurer, en relation avec les services, le développement d'un schéma directeur informatique et *bureautique* adapté aux impératifs de *gestion* de la mairie.

Il devra justifier d'une expérience professionnelle de même niveau et d'une formation Bac + 4 de type MIAGE.

Les candidats pourront être *titulaires* d'un emploi de la *fonction* publique (attaché principal, directeur de services administratifs, *ingénieur, ingénieur-chef*) ou contractuels.

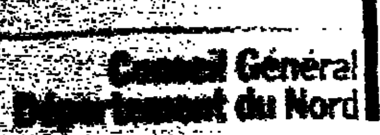
Adresser candidature avec *photo et c.v. détaillé* à :
Monsieur le Maire, service du personnel, 79022 NIORT CEDEX.
AVANT LE 30 OCTOBRE 1987.

En mairie à Niort, le 24 septembre 1987.

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



gsi FINANCES

Notre groupe, GENERALE DE SERVICE INFORMATIQUE représente aujourd'hui plus de 2300 personnes en France et à l'étranger et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1986. Placée dans le peloton de tête des SSII *européennes, GSI dispose d'une puissante présence sur les marchés français et* étrangers : filiales, agences et distributeurs.
Nous sommes la filiale spécialisée dans l'élaboration et la commercialisation de systèmes d'information de gestion financière et comptable. Nous comptons 120 *personnes et nous réalisons un chiffre* d'affaires de 120 millions de francs. Notre réussite est essentiellement liée à l'expertise de nos collaborateurs, à la qualité de nos produits et à la confiance de plus de 300 entreprises.
Nous développons à travers la division **Business Management** notre savoir-faire dans les systèmes d'information de gestion en Europe et aux Etats-Unis.
Notre métier : concevoir et mettre en œuvre des systèmes d'information hautement performants intégrant les réseaux, les progiciels et les services (conseil, installation, formation, assistance...).

Atlante MX - Tolas Finance - Tolas Finance 36

Nos solutions financières et comptables.

Conçues en plusieurs versions, nous proposons une gamme très étendue de solutions intégrées ou indépendantes, adaptées aux besoins spécifiques des grands groupes comme des petites et moyennes entreprises.
- TOLAS FINANCE et ATLANTE MX couvrent l'ensemble des grands sites IBM et DIGITAL.
- TOLAS FINANCE 36 *est destiné exclusivement aux sites IBM 36.*

Ingénieurs commerciaux

- ***TOLAS FINANCE et ATLANTE MX.***
• Prospecter et développer de nouveaux marchés, telle est la mission que nous souhaitons vous confier.
• Gérer et participer à l'évolution de nos grands comptes nécessitent aussi une expertise.
De formation supérieure (écoles de commerce), vous possédez une expérience réussie d'au moins 3 *ans* dans la vente de solutions informatiques auprès d'une clientèle «grandes entreprises».
La connaissance des systèmes d'information ainsi qu'une approche «progiciels» serait appréciée (réf. LM 01)

- **TOLAS FINANCE 36**
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez valoriser votre première expérience de la vente de solutions aux entreprises.
Leader sur le marché IBM 36, nous souhaitons vous confier le développement national, mais aussi régional de notre activité.
De nombreux postes sont à pourvoir à Paris, Grenoble, Strasbourg et Lyon. (réf. : LM 02)

Consultants application

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous êtes le garant fonctionnel de nos solutions : mise en place et évolution.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez acquis une première expérience en cabinet d'organisation et/ou en SSII. La participation à l'installation ou à la réalisation d'un progiciel de gestion serait un atout. *(réf. : LM 03)*

Outre le management participatif, nous offrons de réelles perspectives d'évolution, à des candidats de valeur, dans une équipe jeune et performante.

Ces opportunités vous intéressent. Nous vous remercions d'écrire à notre Conseil en précisant la référence choisie.
Danielle GABILLON - INFORAMA - 7 rue Pasquier 75008 Paris.

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

media-system

Du cabinet à l'entreprise 2 ans adjoint puis chef de la comptabilité

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, une société très performante leader européen sur son marché (2 filiales USA et Allemagne - CA *consolidé 900 millions de francs) recherche son*

Futur chef de service comptable

Son parcours
Pendant la période de 2 ans durant laquelle il sera en position d'adjoint, il assistera *le titulaire du poste sur l'ensemble de ses fonctions afin de bien connaître toutes* les caractéristiques de l'entreprise.
Il sera associé plus particulièrement :
- au contrôle et à la coordination des comptabilités auxiliaires,
- à la préparation et au suivi des arrêtés mensuels, ainsi qu'aux opérations de clôture,
- au suivi de la législation comptable et fiscale.

Il secondera par ailleurs le responsable actuel dans la mise en œuvre de nouvelles procédures, le développement des applications informatiques en temps réel, ainsi que dans les relations quotidiennes avec le service informatique et le contrôle de gestion.

Son profil
Il devra disposer de 3 à 5 ans d'expérience en cabinet et d'une solide formation niveau expertise comptable, (connaissances en micro-informatique appréciées). Des qualités de rigueur, d'organisation, d'ouverture d'esprit et d'animation seront les atouts d'un candidat désireux d'aborder une nouvelle phase de sa vie professionnelle.

Poste basé à Paris. Ordre de grandeur de rémunération **250.000 F +**

Ecrire sous réf. 39 A 767 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Recruter notre encadrement une responsabilité essentielle dans notre entreprise.

Nous sommes une entreprise de travaux publics renommée, solidement implantée, ayant une activité diversifiée et internationale.

Notre responsable du recrutement des cadres et ETAM élargit ses responsabilités dans notre groupe et nous recherchons son successeur.
Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (psychologue, droit, gestion) *ayant 2 ans d'expérience en recrutement, connaissant si possible le* domaine TP-bâtiment.
Outre ses activités de recrutement et de développement des contacts avec les grandes écoles, il participera également à la gestion du personnel expatrié.
Poste formateur permettant d'assumer ensuite, au sein d'une agence ou filiale, la responsabilité complète des ressources humaines.

Poste : banlieue Sud Paris

Ecrire sous réf. 40 A 758 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

DMC

RESPONSABLE ORDO, ACHATS/APPRO : UNE FONCTION CLÉ...

LYON - Le Groupe DMC (8 milliards de C.A.) est l'un des premiers groupes textiles européens et connaît une forte progression.
La Division Tissus Industriels (600 personnes), leader dans son domaine, fabrique des produits techniques pour la confection.

Rattaché au Directeur Industriel, à la tête d'une petite équipe, vous gérez les ordonnancements et optimisez les flux de nos 4 usines suivant des impératifs commerciaux et techniques bien spécifiques à chaque unité.

Quant aux Achats et Appro, il s'agit d'établir les prévisions, organiser les Appro matières premières, négocier les contrats, suivre l'évolution des produits et marchés fournisseurs, en France et à l'étranger.

Nous voyons aux commandes de ce poste-clé pour l'efficacité et la performance de l'entreprise, un professionnel de l'Ordonnancement, de 35 ans environ, ingénieur ou équivalent, ayant animé avec succès une fonction similaire, impérativement dans l'industrie textile.

La taille et le développement du groupe garantissent des opportunités d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 184/M à notre Conseil ALGOE, en écrivant à Carole de CHILLY, 9 bis, route de Champagne 69134 ECULLY Cedex.

ALGOE
DE L'IDÉE À L'ACTION

AM, INSA, ENSI

Jeune ingénieur de fabrication

Une société française renommée (2000 personnes, CA 1,8 milliard) rattachée à un grand groupe international et dotée d'un outil industriel très moderne, recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité d'un *secteur de fabrication.*

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant environ 2 ans d'expérience ou débutant, dynamique, animateur, organisateur, capable de diriger une unité automatisée, fonctionnant en continu et ayant un effectif de 80 personnes.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. 40 A 780 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

BANQUE – RÉGION CENTRE

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

recherche

UN ADJOINT (CLASSE VIII)

Chargé des Divisions Titres et Épargne, et Moyens Généraux.

À ce titre il devra :
- Assurer la gestion des hommes et des moyens matériels de ces divisions
- Étudier et mettre en place les réformes administratives nécessaires en collaboration avec les Directions concernées, dans un *contexte de forte évolution technique.*

Le poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur âgé d'environ 35 ans ayant quelques années d'expérience en secteur administratif dans le traitement des titres.

Une expérience *d'organisation serait* également appréciée.

Des déplacements de courte durée en région parisienne sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2809 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, *75014 PARIS*, qui transmettra.

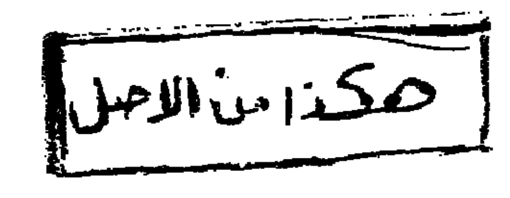
EN VAL-DE-LOIRE

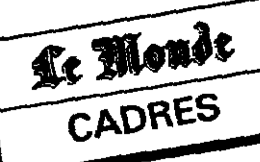
Important groupe alimentaire recherche pour l'une de ses unités (500 personnes), son

CHEF des SERVICES TECHNIQUES Ingénieur ELECTRICITE + AUTOMATISMES

Rattaché au Directeur d'unité, il sera responsable d'une structure de 60 professionnels (électricité, fluides, mécanique) assurant la maintenance d'un outil de production de plus en plus automatisé. Il aura notamment à faire évoluer l'organisation de son service pour une meilleure efficacité (développement de l'entretien préventif, maintenance assistée par ordinateur).
Il participera à l'étude de nouveaux matériels intégrant électronique et automatismes.
Ingénieur diplômé (base électricité, + automatismes), il a environ 32 ans et une réelle expérience de commandement acquise en production ou maintenance.
Merci d'écrire sous réf. 7102 M avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés 116, Champs-Elysées 75008 PARIS.





Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR GENERAL

La filiale d'un groupe industriel, leader mondial dans sa branche recherche son Directeur Général, *qui résidera à Paris ou en région parisienne.*

Le candidat, âgé de 40 à 45 ans (formation Centrale, Supelec ou équivalent) aura acquis une *expérience réussie de la gestion*, une maîtrise des problèmes humains. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser CV, prétentions AGENCE MAILLE, *réf.* 9274, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS, qui transmettra.

AGENCE MAILLE Emplois et Entreprises

Les Nouveaux Constructeurs

Notre groupe de Promotion Immobilière avec 300 personnes *réalise* 1,5 *milliard de francs par an : maisons individuelles, immeubles, bureaux et résidences services* en France et aux U.S.A. Notre nouvelle filiale, LNC REGIONS, pour **l'Est et le Nord de la France** recherche son

Responsable de développement

Basé à Strasbourg

Soutien actif de notre Directeur Régional, votre mission sera complète et *polyvalente : prospection et négociation foncière, montage des affaires nouvelles* (technique avec le B.E. et les architectes, administrative : instructions des permis de construire, financière et commerciale), participation active à la définition du produit et à la vente de nos programmes aux acquéreurs institutionnels.

Il est évident que votre formation (architecte, université, grandes écoles) est doublée d'une expérience en entreprise significative (5 à 7 ans) et réussie. Ce qui vous permet aujourd'hui d'être *disponible*, *rigoureux, imaginatif et très bien organisé dans votre travail. Opportunité, anticipation, restitution fidèle des informations et prise rapide de décision* ont une réelle signification pour vous. Les entretiens auront lieu à Strasbourg ou Paris.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 5212 M au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 4 quai Kléber - 67056 STRASBOURG CEDEX.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES ALSACE Membre de Syntec

SOURCES

DE VOUS A NOUS...

– Je souhaite VENDRE dans une grande entreprise mais pas dans l'anonymat d'une structure écrasante.

Nous sommes plus de 23.000, mais nos INGÉNIEURS COMMERCIAUX sont intégrés dans de petites structures, à taille humaine.

– Je recherche un secteur d'activité porteur et une entreprise dont l'avance technologique est reconnue.

Nous développons constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.

– Dans le cadre d'objectifs de vente à atteindre, je veux très vite des responsabilités, avec une large autonomie de décision.

Nos ingénieurs commerciaux ont la responsabilité totale des VENTES sur un secteur géographique, ou dans une branche d'activité spécialisée.

– Je souhaite évidemment que l'entreprise où je serai m'offre des possibilités réelles d'évolution, en fonction de ma réussite et de mes aspirations.

Vous pourrez accéder à des niveaux élevés de responsabilités commerciales. La vente mène à de brillantes carrières.

Jeunes diplômé(e)s de grandes écoles d'ingénieurs et de commerce (BAC + 4 minimum)

Si vos aspirations correspondent à ce que nous vous proposons, si vous êtes motivés pour la vente, si vous êtes débutants ou possédez une première expérience professionnelle, vous pouvez devenir **INGENIEUR COMMERCIAL.**

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Si vous souhaitez *saisir cette opportunité* pour entrer à IBM France, écrivez-nous à – Département Recrutement – (réf. G 61) IBM France, 2 rue de Marengo – 75001 PARIS

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

Organisation et Publicité

Si nos produits vous emballent...

SUPER CROIX
X-TRA
BREF
MIR
FA
PATTEX
PERFAX
...

Le Groupe HENKEL en France, première filiale d'un groupe chimique de dimension mondiale, c'est :
- 3,6 Milliards de Francs de CA,
- 10 usines,
- 25 % de progression de son CA en 1986.

Dans le cadre de cette très forte expansion, notre Division Achats recherche

UN ACHETEUR EMBALLAGE

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'une Ecole d'Ingénieurs Chimistes complété d'un 3ème cycle de Gestion.
Vous parlez Anglais et/ou Allemand.
Vos talents de négociateur fiable et autonome, complétés par votre motivation pour l'amélioration et la rentabilité, seront des atouts essentiels pour ce poste.

Nous vous confierons, après formation à nos produits et méthodes, la responsabilité des achats d'une gamme d'emballages au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction serait appréciée.

Si ce poste vous emballe, adressez votre candidature à Marie Louise CARBONNIER - HENKEL FRANCE - 12 avenue Raspail - 94250 GENTILLY.



ANIMER DES CENTRES DE PROFIT DÉCENTRALISÉS

C'est ce que vous propose une très importante et très dynamique SOCIÉTÉ D'ASSURANCES IARD dont le siège est à Paris et qui recherche

UN CADRE RESPONSABLE DU FONCTIONNEMENT ET DES RÉSULTATS DES CENTRES DE PROFIT

qui lui seront confiés

Il devra avoir : • le goût du terrain • une formation supérieure • une expérience d'au moins 5 ans, *de préférence dans l'assurance ou des services* proches • de réelles capacités de communication • un sens aigu des responsabilités • le souci d'aller à l'essentiel • du dynamisme • une forte motivation de réussite • la passion de l'excellence • de la disponibilité pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Nous lui confierons : la responsabilité de la relation entre notre siège et des centres de profit décentralisés pour les faire adhérer aux orientations, aux politiques commerciales, budgétaires, techniques de la société et les appuyer dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement).

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et *prétentions, sous référence 174.M*, à

Marie-France KLEIN
20, av. des Tilleuls - 94370 Montigny-les-Cormeilles

(Confidentialité garantie pour les candidats en poste. Nous indiquer les entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en relation).

ANIMER, GERER, DECIDER ... POUR UN SERVICE CREDIT OPTIMUM !

SOUS-DIRECTEUR DES CREDITS, TELEPHONEZ AU 47 54 59 19

C'est le poste que nous vous proposons au sein de l'une de nos banques populaires en Province (820 personnes, 3,5 Mds de crédits, 4,5 Mds de dépôts, 50 agences).
Responsable d'une équipe de 30 collaborateurs, vous prendrez en charge avec elle l'étude des crédits toutes catégories.
Votre objectif : *améliorer la gestion du risque et optimiser l'efficacité des services crédits.*

Vos moyens : un pouvoir de décision afférent à l'octroi des crédits,
• une équipe compétente,
• la possibilité d'utiliser des moyens *informatiques pour faire évoluer la gestion des crédits.*

Pour mettre en pratique votre goût des responsabilités, votre sens du risque et vos capacités de décideur nécessaires au poste, vous avez acquis après une formation supérieure une connaissance et une pratique du crédit de haut niveau.

Pour rejoindre en région une banque dynamique, qui saura valoriser vos compétences, **appelez Rémi Chevalier au (1) 47 54 59 19 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h** *ou écrivez-lui* à la Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram, 75847 Paris Cedex 17.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

média-system

Vous souhaitez *allier réussite professionnelle* et qualité de vie, optimiser votre carrière dans la *région à laquelle vous êtes attaché.* Notre cabinet, leader dans le domaine du conseil *juridique* et fiscal, vous offre cette opportunité.

Participez à notre développement au sein de l'un de nos *bureaux, rattachés* à 23 pôles régionaux.
Nous recherchons des :

. SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES
(réf : DS)

. SPECIALISTES DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES
(réf : FE)

Expérience minimum de 3 ans.

Pour un poste dans votre *région, n'hésitez* pas à contacter Madame LECLERCQ, en appelant au 16 (1) 47.58.18.20 (p. 1341) ou en lui adressant votre candidature (*lettre* manuscrite, C.V et photo) sous la référence choisie à :

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de france

FIDAL - 2 bis, rue de Villiers 92309 LEVALLOIS PERRET.

HAVAS CONTACT



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DANS LA MONÉTIQUE AU CÔTÉ DU P. D.G. : UN DÉVELOPPEUR

300.000 +

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. *Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles*, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de ses activités en France. En tant qu'adjoint de notre PDG, vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée dans les secteurs péri-informatique/bureautique, ou bien vous a permis de rencontrer le milieu bancaire, *ou* encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M31.125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

C&L Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

La création d'une fonction clé

RESPONSABLE MARKETING

Filiale d'un Groupe industriel français, nous développons notre activité sur le marché des matériaux de construction. Notre importante croissance interne et externe nous conduit à accentuer notre reflexion Marketing.
Auprès de notre Directeur Général qui attend beaucoup de vos compétences vous prendrez l'ensemble des composantes de la fonction Marketing (études de marché, *définition des politiques*, promotion, etc.).
Le Marketing que vous construirez sera avant tout opérationnel et concret même dans ses aspects stratégiques, c'est-à-dire conforme à l'attente du milieu industriel.
Vous serez en contact permanent avec nos Directeurs régionaux, et l'interface privilégiée *entre la Direction Générale, la Recherche/Développement et le Terrain.*
2 à 3 ans d'expérience, diplômé d'une Ecole de Commerce... ou Ingénieur, vous êtes attiré par les produits industriels. Concret et ouvert pour être rapidement à l'aise, vous savez allier l'imagination et la rigueur, le goût des contacts et le sens de la gestion. Notre Groupe pourra vous proposer des évolutions à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence O/MA/LM à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.

MÉDIA PA.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - route des Lucioles - 06560 SOPHIA - ANTIPOLIS

Conseil en recrutement

Un des premiers cabinets français de conseil en recrutement de cadres et de dirigeants renforce son équipe et recherche un CONSULTANT capable d'assumer la responsabilité de missions complètes de recrutement.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (psychologue, sciences Po, ESC...) ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà mené des activités de recrutement de cadres en entreprise ou en cabinet. Il s'intégrera dans une équipe compétente exerçant son métier de conseil avec dynamisme et rigueur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 6272 M à PUBLIPANEL 1, rue Falguière 75015 Paris qui transmettra.
Discrétion absolue.

PUBLIPANEL

ANIMATEUR DE FORMATION

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SUR.

Au Groupe de Paris — sociétés privées d'assurances, 8 milliards de C.A. et 2 500 personnes — le développement est notre première priorité. Développement de notre activité, mais aussi développement de nos ressources humaines.

Afin de préparer et d'assurer l'adaptation de nos collaborateurs à l'évolution de nos métiers, nous renforçons notre division Formation et nous recherchons un **ANIMATEUR DE FORMATION**

Pour :
- participer à l'élaboration des programmes de mise à niveau du personnel non cadre par la conception des modules d'enseignement général (français, mathématiques) ;
- *mettre au point les outils pedagogiques nécessaires (utilisation de l'EAO et/ou réalisation* de différents supports)et animer les stages de formation.

Vous :
- possédez un diplôme d'études supérieures littéraires complété de solides bases en mathématiques classiques (arithmétique, algébre) ;
- maîtrisez la pédagogie des adultes acquise de préférence dans des organismes publics de formation (GRETA, AFPA...) ;
- avez le sens des contacts et le goût du travail en équipe ;
- *êtes à la fois rigoureux et concret pour mettre en place des formations par objectif.*

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et précisé de votre niveau de prétentions), sous la réf. 1987/F, au Service Recrutement Cadres - AGP *21, rue de Châteaudun* - 75009 PARIS.



MÉDIA PA.

Recruter : un choix, un art.

On pourrait ajouter : une passion. Ce ne sont pas les consultants de Sirca qui nous démentiront ! En tout cas, depuis 2 à 5 ans que vous exercez ce métier, en cabinet ou en entreprise, vous vous sentez dans votre élément. Ce goût pour les sciences humaines s'est révélé puis affirmé au cours de vos études supérieures : maîtrise de Psychologie, Psycho-Prat, 3[me] cycle en gestion de personnel — CELSA, CIFFOP ... —

Nous sommes un puissant organisme financier, aux structures complexes, et nos besoins en matière grise sont importants. Un millier de personnes constitue notre population cadres. Notre objectif est de gérer au mieux cette ressource majeure et c'est pourquoi nous étoffons notre équipe.

Vous agirez comme un consultant interne, menant vos missions en toute autonomie, avec la diligence et le sens du service que l'on doit à des «clients». Quand vous aurez bien intégré la culture propre à notre entreprise, vous élargirez votre fonction en participant à la gestion des carrières. Une première lettre aux consultants de Sirca sous référence 759 521 M, 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle. Localisation : Paris Centre.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

SLIGOS

Pour faire face à l'accroissement de ses effectifs (300 personnes par an), le groupe SLIGOS (2650 personnes), 5ème SSII française recherche un

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Diplômé d'études supérieures (DESS de psychologie du travail...), vous avez une solide expérience du conseil en recrutement.
Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous prendrez en charge des missions opérationnelles et complètes en étroite collaboration avec les Directeurs d'Unités du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf.GB/CR à Georges BERAUDIERE - Direction des Ressources Humaines
SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49
92067 PARIS LA DEFENSE 9.

HAVAS CONTACT



recherche

Ingénieur Technico-commercial

Direction Régionale de Rennes

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il mène les démarches et les négociations COMMERCIALES et assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes TECHNIQUES gaz clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des ingénieurs diplômés A & M, INSA, IDN, et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à
ELF-ANTARGAZ - Service Recrutement
75017 PARIS.

Pierre Lichau

HEC, ESSEC, SCIENCES PO...

Un premier poste dans la finance

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un très grand Groupe industriel.

Leader dans notre secteur, nous avons accordé 17 milliards de nouveaux financements l'an passé, et dégagé un résultat net de plus de 350 millions de francs.

Nous recrutons, pour notre **branche Entreprise**, en plein essor, des diplômés de l'enseignement supérieur à fort potentiel, prêts à s'investir pour être les moteurs du développement de ce secteur.

En plus d'une rémunération très motivante et d'une voiture de fonction, nous vous offrons la possibilité d'une évolution de carrière rapide au sein de notre établissement et de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/IED/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ, qui vous garantit toute discrétion.

MÉDIA PA.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Organisateur H/F en Rhône-Alpes

Nous sommes une banque régionale en *pleine expansion* et nous recherchons un acteur actif de notre développement.

Dans un milieu très informatisé, vous aurez pour mission d'organiser, avec une large autonomie, un réseau de *vente et les services du siège* (proposition de projet, développement des outils et suivi)

A une formation d'école d'ingénieurs, vous ajoutez une expérience de 2 ans *dans un cabinet d'organisation.*

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 290 à :
MÉDIA P.A. - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON - qui transmettra.

MÉDIA PA.

Le Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence

RECRUTE

UN CHARGÉ DE MISSION

pour mettre en application la politique culturelle du Conseil général.

Expérience souhaitée :
Niveau minimum de diplôme : Bac + 4.
Traitement mensuel net : 10.000 F.

Adr. av. le 1er NOVEMBRE 1987, C.V. man. à :

Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence, Direction du personnel et des Services généraux, 13, r. du Docteur-Romieu, 04003 DIGNE CEDEX.

MÉDIA PA.

... qualité ... nouvelles technologies ... animation

Cabinet Conseil, notre équipe participe au projet de développement des entreprises, nous souhaitons intégrer un ingénieur

consultant junior

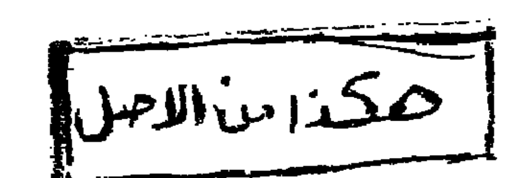
Complétant votre formation de généraliste, vous serez
compétent pour réaliser des audits et conduire des phases d'accompagnement
impliqué *pour animer des groupes projet -de progrès- cercles de qualité...*
motivé pour y réaliser un projet personnel s'inscrivant dans le cadre de nos activités.

De formation supérieure scientifique (IDN, ECL, AM, ...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à André Hébert au

Discrétion assurée.

cog hébert conseil
Poissonnière Commercial Building
11, rue du Faubourg Poissonnière
75009 Paris





Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



HATIER
recherche

Délégué pédagogique H/F

pour assurer la promotion de ses ouvrages dans les établissements scolaires.

Votre profil :
- formation supérieure
- 25 / 30 ans
- *forte motivation pour les produits éducatifs et culturels.*

Notre offre :
- secteur Sud Région parisienne
- fixe + % + voiture.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à P. Borrel - *Libraire Hatier - 8, rue d'Assas* 75278 Paris Cedex 06.

Carré Turenne

Evoluez au sein d'un groupe pétrolier de dimension internationale

ingénieurs grandes écoles

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans les activités diversifiées de notre groupe et vous proposons en première affectation :

- **Poste opérationnel en Raffinerie** (procédés, entretien, exploitation). Une très bonne connaissance de la langue anglaise et une formation complémentaire aux Etats-Unis sont souhaitées. Réf. 0416.
- **Poste au sein de notre Direction Informatique** (informatique de gestion ou scientifique). Réf. 0417.

Pour ces postes une grande mobilité géographique est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions en précisant la réf. choisie à Lévi Tournay/Asscom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon - qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

BANQUE DE PLACEMENTS ET DE CRÉDIT
MONTE-CARLO
GROUPE DE LA SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

recherche

UN JEUNE CADRE DYNAMIQUE

(Classe II à IV) capable de diriger le service du trafic des paiements international.

Qualifications requises :
- niveau études générales, BAC ;
- B.P. Banque ;
- expérience bancaire confirmée ;
- langues : français, anglais, allemand souhaité.

Veuillez adr. C.V. et prétent. à : Direction du personnel, BANQUE DE PLACEMENTS ET DE CRÉDIT, B.P. 189, MC 98007 MONACO CEDEX. (Ne pas téléphoner.)

IMPORTANT ORGANISME INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DE L'OISE

recrute

UN INGENIEUR MECANICIEN

(même débutant)

Votre enseignement portera sur la mécanique, les sciences physiques, les mathématiques, le dessin industriel, auprès d'un public d'adultes salariés d'entreprises et de jeunes de centre d'apprentissage (du B.E.P. aux bacs professionnels).
Lieu de travail : Beauvais.

Merci d'adresser sous référence 87.06.02, lettre manuscrite, C.V. et prétentions au SIRVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

Bâtiment-Travaux neufs

JEUNE DIRECTEUR TECHNIQUE

Angers



La Société anonyme **d'HLM du Val de Loire** (160 personnes, 120 millions de chiffre d'affaires, 8200 logements), a pour vocation la *construction et la location d'immeubles collectifs et de pavillons individuels.* Réorganisant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Directeur Technique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura en charge la gestion et l'animation d'un département englobant une soixantaine de personnes réparties entre différents services (Travaux Neufs, Entretien, Administration technique, Accession, ...), *tout en assurant le suivi des plannings ainsi que* les relations avec les architectes dans l'élaboration de plans, le lancement des appels d'offres, l'avancement des travaux, etc...

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (ENSAM, ESTP ou équivalent), entreprenant et meneur d'hommes, âgé de 27 ans minimum, motivé par la fonction Travaux Neufs, et pouvant *justifier d'une première expérience professionnelle, de trois années au moins,* acquise à ce niveau de responsabilités, dans la gestion et l'organisation de chantiers ou de bâtiments (industriels ou d'habitation). La réussite à ce poste implique une bonne autorité naturelle, une grande rigueur et de réelles aptitudes relationnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et *rémunération actuelle, sous réf.* M 1/1861 C à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Export Lyon

Dans le secteur de la transformation des films *et sacs polyéthylène*, nous sommes en constant développement grâce à
- **notre indépendance qui nous permet de mener une stratégie claire et soutenue,**
- **notre croissance qui nous procure une *position de marque* (C.A. 400 MF),**
- **notre volonté de progresser dans tous les domaines.**

Notre matériel est ultra moderne.
Notre équipe compétente et efficace (350 personnes)
Notre politique d'investissements dynamique.

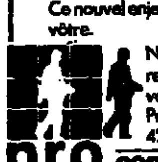
Nous sommes déjà présents sur les marchés étrangers et entendons développer notre activité dans les PAYS DU MARCHE COMMUN.

Nous créons la mission export.
Vous pouvez en devenir le Responsable.

Agé d'environ 35 ans, parfaitement TRILINGUE ANGLAIS - ALLEMAND (Espagnol apprécié), votre expérience de la fonction est déterminante :
- *maîtrise parfaite des procédures,*
- fin négociateur (habile),
- organisateur et animateur d'un réseau commercial à l'étranger,
- *connaissance approfondie de la distribution* export de produits de renouvellement.

Notre réussite est fondée sur l'efficacité des hommes et notre stratégie de développement.

Ce nouvel enjeu à l'horizon Européen doit devenir le vôtre.



Notre conseil Pierre ZENTAR, vous remercie de lui adresser lettre de motivation, *CV et photo s/réf. 221.87.170 M* Pro Consultant - 18, rue Rouget de Lisle 42000 St-Etienne.

pro consultant

HAVAS CONTACT

GROUPE DE COMMUNICATION MULTI-MÉDIA
leader sur sa région recherche un

CHEF DE GROUPE MARKETING

pour son département "Régie des Quotidiens"

Sa mission
- Recommander et exploiter des études qualitatives et quantitatives et participer, *sous l'autorité du Directeur Marketing et Commercial, au développement d'un nouveau type de communication régionale tant sur le plan de la qualité que de l'efficacité.*
- Intervenir sur le terrain en support des commerciaux, en qualité de spécialiste marketing-média.

De formation supérieure, le candidat aura une expérience réussie de marketing opérationnel en régie de presse, d'environ 5 ans. Il aura une bonne connaissance des techniques et outils marketing et sera capable de vendre ses services avec autorité et pédagogie à ses homologues commerciaux et aux annonceurs.

Poste basé grande métropole région sud.

Merci d'adresser vos C.V. et prétentions sous réf. EM 347 au Cabinet Giraud Mouchot Conseil – 21 bis, rue de Paradis 75010 Paris.

giraud mouchot conseil
Conseil en recrutement de personnel

DIRIGER UNE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Nous recherchons une personne dynamique et motivée, pour diriger une Ecole de Commerce, créée à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Metz, et dont les premiers étudiants sont attendus pour septembre 88.

Chef d'entreprise au sens plein du terme, vous en pilotez le lancement et saurez rapidement bâtir un rayonnement **international**, conforme à la vocation première de cette école. Cela suppose évidemment la pratique courante de l'allemand et de l'anglais.

Notre candidat(e) aura idéalement une formation de haut niveau *(Ecole de Commerce ou universitaire) et si possible* la double expérience de l'entreprise et de la pédagogie.

Nous vous remercions de nous faire connaître votre intérêt pour ce challenge par l'envoi de votre C.V., *s/réf. 0114/LM. et aurons grand plaisir* à être votre interlocuteur pour vous présenter en détail l'école et le poste.

gestion de ressources humaines

Cabinet **Walter**
6 bis, rue Henri Maret
57000 METZ - Tél. 87 62 70 20

MEDIA PA

Ville de Saint-Denis (93200)

RECRUTE

UNE DIRECTRICE DE CRÈCHE

pour animation, encadrement du personnel et gestion financière.

DIPLOME DE PUÉRICULTRICE EXIGÉ.

Envoyer candidature et C.V. à

Monsieur le Maire
2, place Victor-Hugo, B.P. 269,
93205 SAINT-DENIS CEDEX 1.

Découvrez l'univers des médias

Société spécialisée dans le traitement des média, rattachée à un grand groupe de communication, recherche de jeunes chargés(es) d'étude pour :
- la synthèse des études d'audience sur les média,
- le suivi des nouveaux média,
- l'élaboration des stratégies.

Ce poste exige :
un diplôme d'études supérieures (maîtrise, Ecole de commerce ou équivalent), une bonne culture générale, un réel intérêt pour l'informatique et les statistiques, une certaine passion pour le monde de la communication, une bonne aptitude à communiquer.

Une première expérience dans la fonction serait appréciée.

Pour un premier contact, merci d'envoyer CV + photo sous référence 2553 à

SOURCES
108 rue Saint-Honoré - 75001 paris
qui transmettra en toute confidentialité.

SYNTEX

CHEF DE LABORATOIRE EN CHIMIE THERAPEUTIQUE

Vous concevez et réalisez des molécules nouvelles. *Vous avez la responsabilité de conduire un programme thérapeutique.* Vous rapportez au Directeur du Département. Titulaire d'un Doctorat en Chimie Organique ou équivalent, vous possédez déjà une expérience professionnelle d'environ 3 ans en Chimie Thérapeutique.

Ce poste est proposé dans le cadre de l'expansion européenne de RECHERCHE SYNTEX FRANCE - membre du Groupe International SYNTEX - *pour son* Département Recherche Chimie. Il s'adresse à un spécialiste doué de créativité, d'imagination, du sens des responsabilités et de l'animation, ainsi que du goût du travail en équipe. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Pour un premier contact en toute discrétion nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à *Pierrette HESSE - RECHERCHE SYNTEX FRANCE* - Leuville-sur-Orge 91310 MONTLHERY.

VOCATION MEDIA

BANQUE INTERNATIONALE
NEUILLY
recherche pour ses départements
NEGOCE INTERNATIONAL
et OPERATIONS DOCUMENTAIRES

GRADES(ES) DE BANQUE

ayant expérience dans le domaine des crédits documentaires

ou JEUNES DIPLOMES(ES)
GRANDES ECOLES COMMERCIALES.

- Bonne pratique de la comptabilité.
- Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. s/réf. 6360 à **PIERRE LICHAU** - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

CAISSE D'EPARGNE REGION PROVENCE



Créer, développer, animer l'activité entreprises

Nous avons la volonté de devenir un interlocuteur de qualité *pour les PME,* artisans, commerçants et professions libérales.

Votre formation est de type ESC, ITB... Une expérience bancaire (5 à 10 *ans) a aiguisé votre sens du risque.*

Vous êtes un commercial accompli

Venez *nous rejoindre pour* mettre en œuvre vos compétences en créant un nouveau service (3 attachés commerciaux).

Montage des dossiers, gestion et suivi des *risques, formation* et animation de notre réseau d'agences, constitueront quelques aspects *de votre activité.*

Ecrivez manuscrit (+ *CV* + photo) à notre conseil qui vous garantit la confidentialité de votre candidature

L. justet psychologue



18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

Importante ville Nord-Ouest de la région parisienne

RECHERCHE

UN CADRE

Niveau BAC + 4 (DEFA) de préférence chargé auprès du directeur du service de l'enfance (crèches, centres de loisirs et de quartiers, centres de vacances) de la mise en place et du suivi de l'ensemble des questions liées aux contenus, aux recrutement et à la mise en place des fonctionnements.

Expérience *professionnelle dans le domaine de l'enfance* et des loisirs souhaitée.

Adr. candidature et C.V. accompagnés d'une photo s/nº 8066, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Monttessuy, 75007 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Secteur Bancaire – Toulouse
DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Cet Organisme Bancaire est implanté dans le Sud-Ouest : il dispose d'une trentaine de bureaux sur sa zone d'activité et, son implantation dans les milieux industriels est très forte (plus de 10000 Entreprises clientes), dans des secteurs de technologie de pointe entre autres.

Sous l'autorité du PDG de cet Organisme Bancaire, le candidat retenu aura pour principales missions la gestion de ses Services (Portefeuille, Chèques, Compensation, Archives, Courrier, environ 60 personnes), l'amélioration de la *productivité de ces Services*, la gestion du personnel. Le poste est situé à Toulouse.

Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, niveau Maîtrise en Finance, Comptabilité et Gestion, le candidat aura fait état d'une expérience de 5 ans minimum, *acquise dans un* Service similaire, de préférence dans un Organisme Bancaire. La connaissance des systèmes de compensation, remises de chèques, virements, portefeuille, seront autant de plus pour le candidat.

Il a pratiqué l'informatique en *tant qu'utilisateur*.

Qualités requises : créatif, capable de prendre du recul, organisé, ferme mais diplomate.

Les conditions offertes, la *position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme* Bancaire sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, *sous réf. M 20/1834 H, à :*

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

ORGANISME D'ASSURANCE-VIE
recherche

SON FUTUR ADJOINT AU

CHEF DU DÉPARTEMENT GESTION

• *Nous sommes une entreprise à taille humaine* (45 personnes), *leader sur son marché.*

Nous gérons plus de 100 000 contrats individuels ou collectifs, pour des encaissements annuels de 2 milliards de francs (1987), et des provisions mathématiques supérieures à 8 milliards.

• Le poste proposé recouvre l'enregistrement et la gestion des contrats, les rapports avec les assurés et les intermédiaires, la gestion des rentes et l'encadrement des services correspondants.

Votre lieu de travail sera à *Paris* (9ème).

Ce poste permettra de réelles possibilités d'évolution au sein d'une entreprise en très forte expansion (40% par an) pour un candidat motivé et dynamique.

• *Vous êtes âgé de plus de 29 ans, diplômé d'études supérieures* (par exemple maîtrise de droit ou de sciences économiques) et vous possédez une expérience minimum de 5 ans en assurance-vie. Vous avez de bonnes notions d'actuariat et de micro-informatique et vous connaissez la législation de l'assurance-vie.

Vos qualités personnelles sont l'organisation, l'efficacité, la créativité, l'esprit d'initiative, le sens des relations *humaines*, le goût de l'encadrement et *une bonne présentation.*

• Si vous êtes le candidat que nous recherchons, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 913 à :
● PROFIL, 59 rue Quincampoix, 75004 Paris.

Un groupe industriel international recherche pour une de ses filiales son

Contrôleur de Gestion

Métropole Lilloise **350-400 KF**

Rattaché au Directeur Général, il aura pour principales responsabilités : l'élaboration et le suivi des plans et budgets, le reporting, la consolidation et le suivi des filiales étrangeres ainsi que la mise en place d'un nouveau système de gestion.

De formation supérieure, âgé de 35-40 ans, il devra avoir une expérience réussie de la fonction, acquise de préférence en environnement industriel. Il devra parfaitement maîtriser l'anglais et posséder si possible une autre langue (espagnol, allemand).

De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Contacter **Jérôme Lancrenon** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris** sous réf. 1036 JLM.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

Le Monde
CADRES

Producteur
pigments minéraux
leader mondial dans son domaine

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Visite et prospection sud ligne Le Havre-Paris-Belfort.
Résider ou disposé à résider dans secteur.

- Formation type ingénieur chimiste + anglais courant.
- Environ 30 ans.
- Connaissance couleurs et/ou plastiques.
- Formation complètement assurée.
- Fixe + voiture.
- Convention U.I.C.

Adresser lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions *sous réf.* DTPM à :
RECKITT'S COLOURS S.A.
B.P. 17 - 59560 COMINES.

Directeur administratif
(Relations Humaines - Comptabilité - Services Généraux)
300 000 +

Organisme professionnel à vocation de recherche appliquée et diffusion du progrès technique (effectif : 400 personnes, dont 150 ingénieurs) propose à un généraliste de bon niveau la prise en charge de l'ensemble de ses services administratifs ; il s'agit d'un « poste clé » dans une structure éclatée géographiquement et dans laquelle le titulaire est appelé à jouer un rôle moteur dans la gestion et l'animation de l'organisation.

- Une formation de base supérieure (Sup. de Co, Sciences Eco + IAE ou ICG...) complétée par une expérience similaire dans un centre de recherche, un organisme institutionnel ou parapublic (avec, si possible, un passage dans l'entreprise privée) sont aussi nécessaires que les talents organisationnels et relationnels du candidat.

- Le poste est basé à PARIS.

Les dossiers (C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 870130, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipszyc
13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

Hay Management Consultants

MEDIA BA

Un Etablissement de Crédit recherche son

Inspecteur

Paris **Excellente rémunération**

Répondant directement au conseil d'Administration et à son Président, il aura pour mission d'effectuer des inspections comprenant la vérification *des procédures comptables et le contrôle de l'ensemble des opérations* réalisées par les agences du réseau, l'audit et le conseil en matière de gestion et d'organisation, la présentation de rapports d'inspection ayant un caractère d'outil d'aide à la décision.

L'inspecteur devra **créer la fonction et à terme animer l'équipe** qu'il aura constituée.

De formation supérieure, après avoir acquis une solide expérience de l'inspection bancaire au cours des **nombreuses missions que vous avez dirigées**, vous souhaitez valoriser votre potentiel technique et vos qualités relationnelles dans une structure en fort développement.

Contacter **Frédéric Foucard** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser CV + rém. actuelle + tél à **Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris** sous réf. FB 47 MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS-DE-LOIRE
(Orchestre régional de catégorie A, 116 musiciens)
recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Il sera chargé de la direction des services de l'orchestre (administratif, technique, personnel, financier, etc.).

Lieu de travail : Angers, avec nombreux déplacements sur *l'ensemble de la région des Pays-de-Loire.*

Prise de fonction : à partir du début 1988.

Renseignements uniquement par courrier à l'O.P.P.L., 26, avenue Montaigne, 49100 ANGERS.

Candidature à adresser à M. le Président du Syndicat mixte de l'O.P.P.L., 26, avenue Montaigne, 49100 ANGERS avec C.V., date disponibilité et prétentions.

Date limite de dépôt des candidatures : 20 octobre 1987.

Secrétaire Général... N° 2 dans l'entreprise

240 MF de CA, 100 personnes, filiale d'un groupe pétrolier international notre activité est la commercialisation sur toute la France d'accessoires pour l'automobile aussi bien en station service qu'en grande distribution. Nous recherchons notre secrétaire général.

Membre du comité de direction, votre mission très large couvre une grande partie des fonctions de l'entreprise. Outre la responsabilité des services comptabilité, trésorerie, personnel, services généraux, vous assurerez le contrôle de gestion, et serez en charge des problèmes juridiques et fiscaux. Nous vous confierons au départ une mission de réflexion sur les orientations de notre système informatique.

La trentaine, Sup de Co. ou université de gestion par exemple, votre expérience se situe en PME dans des fonctions similaires. Vous maîtrisez la gestion et le droit des sociétés et savez manier l'outil informatique. Outre votre rigueur de gestionnaire, nous souhaitons trouver en vous la créativité nécessaire pour accompagner le développement de notre société.

Poste basé en très proche banlieue Nord de Paris.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 1203 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

SOURCES

Une importante multinationale, leader mondial dans son activité *(CA : 2 milliards FF)* recherche pour sa *filiale française* un

Auditeur Interne

Paris

Rattaché à la Direction Générale, le candidat effectuera des missions d'audit comptables et opérationnelles au sein de la filiale française. De plus, il sera en relation avec les commissaires aux comptes afin d'établir les programmes de travail.

Le candidat retenu, âgé d'environ *27 - 29 ans*, aura une formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent) ainsi qu'une expérience de deux ans dans un cabinet d'audit ou dans un grand groupe industriel. Dynamique et aimant les challenges, il sera également doué d'un bon sens de la communication.

Un excellent niveau d'anglais est exigé.

Des possibilités d'évolution au sein de la société peuvent être proposés au candidat à terme.

Contacter **Ivan Pacaud** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + rém. actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris** sous réf. 1050/IPLM.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY VILLEJUIF

recherche

PHARMACIEN DÉBUTANT

Temps plein pour un an.

Téléphoner pour rendez-vous au :
(1) 45-59-48-07,
M. Jean RENAUX, pharmacien-chef.

EDMAR FRANCE

Filiale de société étrangère chaussures PCV et toile
recherche

REPRÉSENTANTS MC ou EXCLUSIF

Tous secteurs.
Ecrire EDMAR France
1, rue Emile-Leconte, Z.I. Ingré
45140 St-Jean-de-la-Ruelle.

Ecole de commerce cherche professeur *BTS* action commerciale, expérience indispensable. Tél. 43-47-44-79.

Dans le cadre *de son développement* l'un des premiers groupes de transport : GEFCO
recherche

JEUNES CADRES

DÉBUTANTS
Bac + 2 ou Bac + 4.
Lieu de travail :
« TOUTE LA FRANCE »

Adresser c.v., prétent., photo sous n° 27 688,
réf. à porter sur enveloppe à La Publicité Française, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

FESTIVAL PLURICULTUREL
à caractère spirituel en cours de création RECHERCHE
Cadre supér. ou patron d'entrepr. (bénévole) retraité pour admin. générale, motivat. sér. qualités hum. et publiques confirmées, gestionnaire averti
Ecrire sous le n° 8 086
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e

Important bureau d'études
recherche

COMPTABLE

Responsable et ambitieux.
Cadre
30 ans env., niveau DECS.
Stable pouvant à terme occuper un poste de CHEF COMPTABLE.
Env. c.v. et prét. s/réf. 30 467 à CONTESSE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Sté d'intérim spécialisée dans secteur bancaire

RECHERCHE

CLASSES V, VI, VII, VIII

Env. c.v. + photo à BANK Services, 71, *rue de Dunkerque*, 75009 PARIS (ne pas se prés.).

LES ARTS FLORISSANTS
recherche

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION

1 CHARGÉ DE PRODUCTION

Anglais + exp. Env. c.v. + réf. *40, r. de Paradis*, 75010 Paris.

Cherche ancien élève Norm. Sup. ou agrég. (lettres, histoire) pour travaux encycl. Envoyer c.v. J. Lafargue 193, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Notre Direction du Personnel recherche pour étoffer son équipe son

Responsable des études sociales

(ESC, Sc. Po, Sc. ECO, DESS Gestion du personnel ...)

Dans un contexte dynamique et autonome, il animera une équipe et assurera notamment :

- les études sur les rémunérations (masse salariale, grilles de salaires, enquêtes, positionnement marché ...)
- l'élaboration de systèmes de rémunération.
- la mise au point d'un système d'évaluation des fonctions.
- le développement des outils de gestion et des tableaux de bord.

Intégré à la Direction du *Personnel*, il sera associé aux réalisations menées par les autres secteurs de la fonction personnel et rapportera au Directeur du Personnel.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des candidats *disposant* nécessairement d'une première expérience professionnelle de 2 ans environ, de préférence dans un poste similaire, et d'une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Merci de transmettre vos candidatures (lettre + C.V.) sous réf. 374 aux :

LABORATOIRES SANDOZ
Direction du Personnel
Service Recrutement

B.P. 313
92506 RUEIL MALMAISON
CEDEX

SANDOZ

REGION ORLEANAISE

Important organisme public industriel et commercial
(1700 personnes dont 150 expatriés)
recherche pour sa Direction des Relations Sociales

Jeune assistant
chargé d'études *HF*

Mission : mise en place tableaux de bord, élaboration procédures de gestion interne, analyse frais de personnel, harmonisation statuts du personnel...

Profil : formation juridique supérieure en droit social + spécialisation en gestion du personnel (DESS, IAE, IGS...).
Expérience souhaitée 2 à 4 ans dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre dossier : CV, photo, lettre manuscrite mentionnant votre salaire actuel sous réf. OP. 87/26 à AGENCE MAILLE, Emplois et Entreprises,
18, rue Volney - 75002 PARIS,
qui transmettra.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Grand groupe français, leader dans son domaine recrute

DE JEUNES PATRONS POUR SES FILIALES

(Lille - Strasbourg - Brest - Nancy)

Ils auront la responsabilité complète d'une entité de 12 personnes, en totale **autonomie**.

Ils assureront toute la **gestion administrative** et la **gestion du personnel** de la structure.

Les deux aspects les plus importants de leur fonction seront :
. la **Responsabilité financière** : contrôle, suivi financier, relation avec les banques, gestion de la trésorerie, reporting.
. la **Responsabilité commerciale** : *application de la politique commerciale du groupe, animation et motivation de l'équipe de commerciaux.*

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce), vous pouvez justifier d'une expérience *réussie de 3 ou 4 ans minimum, à un poste de commercial ou de gestionnaire. La connaissance d'un centre de profit serait particulièrement appréciée.* Homme d'action et d'initiatives, vous avez un tempérament de vendeur. Bon animateur et surtout **bon gestionnaire**, vous êtes prêt à assumer les responsabilités d'un patron de petite entreprise.

Ce poste, *tres évolutif*, peut être un tremplin vers des fonctions à plus haut niveau, au sein d'un groupe très performant et en constante évolution.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 47/2373 A à :

EGOR S.A.
19, rue de Bern - 75008 PARIS

aum.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Un Contrôleur de Gestion
à notre image : performant

Nous : l'une des unités de production (220 personnes) d'un Groupe International renommé du secteur électronique industrielle. Nos moyens très performants (GPAO...) nous permettent de fabriquer un *ensemble de produits en direction* de tous les pays d'Europe.

Membre du Comité de *Direction, notre Contrôleur* de Gestion a pour rôle essentiel d'assister le Directeur dans le pilotage de l'Usine, en lui fournissant toutes les analyses de gestion et recommandations nécessaires.
Impliqué dans la vie de l'Usine, il prépare et suit les budgets en étroite liaison avec les responsables opérationnels, analyse les *investissements*, dirige *et* anime les services comptables (6 pers.).
Mission prioritaire : développer l'organisation administrative et comptable en améliorant les systèmes, circuits et procédures existants.

Vous : une formation supérieure de gestion, la pratique de l'anglais et de la micro-informatique en tant qu'utilisateur et une première expérience de 3 à 4 ans en Cabinet d'Audit ou *bien en entreprise dans une fonction de contrôle* de gestion industriel.

Au delà de ces éléments, vos qualités personnelles et votre potentiel seront déterminants pour réussir à ce poste clé, basé en région Nord de Paris.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la *référence M* 67809, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

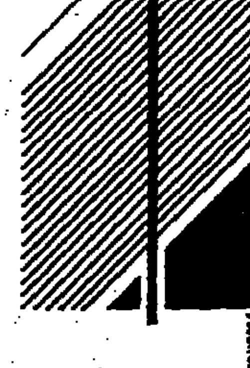
TEG.
113 rue de l'Université
75007 PARIS.



DESSEIN

Chef comptable

Depuis 4 ou 5 ans, vous avez consolidé votre expérience au contact du bilan *annuel et mûri* vos qualités de manager en animant une petite équipe.
Titulaire du DECS et plus, vous avez une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et pratiquez couramment l'anglais.
Fort de cette dimension, vous souhaitez valoriser votre acquis au contact d'un Groupe Multinational capable de vous offrir autonomie et responsabilité :
sous l'autorité directe du DAF, vous assurerez la totalité de la fonction comptable et fiscale, le contrôle du crédit, le suivi des *stocks et le reporting du Groupe en vous* appuyant sur les compétences de votre Service.
Si vous êtes disponible et coopératif, Northern Télécom a de quoi vous satisfaire avec une place de leader mondial de la commutation numérique, 47 000 personnes, un CA de 4,3 milliards de dollars, une clientèle de grands comptes *et des objectifs ambitieux pour sa filiale* informatique Française, installée en proche banlieue parisienne.
Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. CCM au Service du Personnel, 41-49 rue de Garenne, 92130 Sèvres.



nt northern telecom

L'informatique au service de la communication

Jeune assistant de gestion
- Lyon -

Important groupe d'établissements financiers, nous avons une mission motivante, impliquante *et évolutive à confier à un jeune assistant de* gestion possédant le DECS ou une maîtrise, débutant ou confirmé par une première expérience.
Vous assisterez un *Responsable Régional de notre société financière* en prenant en charge des responsabilités induisant une polyvalence tant comptable, commerciale, qu'administrative.
• Vous assurez l'analyse comptable *et financière* des bilans de nos différents clients.
• Vous entretenez des contacts privilégiés avec notre clientèle essentiellement constituée de PME.
• Vous gérez le bureau régional sur le plan administratif. (*La connaissance de l'outil informatique est un plus*).
Ces premières responsabilités assurées avec succès vous assureront de réelles possibilités d'évolution.
Notre organisation largement décentralisée implique mobilité géographique, sens de l'autonomie et des responsabilités.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System (réf. 17880). 2 rue de la *Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.*



Responsables
PORTEFEUILLE ENTREPRISES OU PARTICULIERS

Nous sommes une banque implantée en région parisienne, nous recherchons des **responsables de portefeuille entreprises ou particuliers** dont les *missions principales seront* :
- la gestion d'un portefeuille de petites et moyennes entreprises ou de particuliers ;
- Le développement de l'activité en direction de prospects ;
- L'*encadrement d'une équipe (1 à 2 personnes)*.

Les candidats *retenus devront* :
- posséder une formation supérieure générale ou un diplôme bancaire (B.P. minimum) ;
- avoir une expérience professionnelle d'environ 2 ans au sein d'une banque, acquise à l'intérieur du réseau *commercial ou dans une direction des Crédits* ;
- avoir un comportement commercial affirmé.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la réf. 4827, à

MEDIA PA **71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.**

SELNOR

Notre société, filiale de THOMSON GRAND PUBLIC - 2000 personnes - 700 MF de CA occupe la 1ère place sur le marché du froid domestique. Elle recherche son

RESPONSABLE DES BUDGETS

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, vous maîtrisez tous les aspects comptables, financiers et fiscaux de l'entreprise. Un DECS vous donne une large autonomie pour prendre en charge *notre secteur comptabilité.*
Vous justifiez d'une expérience réussie de quelques années en entreprise.

VOTRE MISSION CONSISTE A :
- assurer la comptabilité générale et analytique,
- garantir et faire évoluer les procédures,
- établir et clôturer le bilan,
- entretenir les rapports avec le siège, les banques, etc,
- gérer les budgets.

BRAS DROIT DU DIRECTEUR DU CONTROLE DE GESTION, vous managez une équipe principalement composée de femmes. Vous avez le sens du contact et savez vous imposer en utilisant votre professionnalisme.

CE POSTE BASE EN REGION LILLOISE NECESSITE rigueur intellectuelle, organisation, intelligence *sociale. Il existe de réelles possibilités au sein du groupe.*

Merci d'écrire avec CV + **PRETENTIONS** + enveloppe à votre adresse sous référence - **SR4/C1/LM** à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS
25 rue Voltaire - 59290 WASQUEHAL.

HAVAS CONTACT

THOMSON GRAND PUBLIC

JEUNES DIPLOMES, PASSEZ A L'ACTION SUR LES MARCHES FINANCIERS ET MONETAIRES !

De formation supérieure commerciale ou scientifique, débutant ou possédant une première expérience, l'univers des *marchés* financiers et monétaires vous passionne.
Vous êtes un homme d'action, responsable, à l'esprit vif, ayant *le goût* des chiffres et sachant allier finesse à méthode afin d'opter très vite pour les meilleures décisions.
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, vous *êtes prêt à rejoindre la Direction Financière* de notre groupe d'établissements financiers (total des bilans supérieur à 20 milliards de F).

En tant qu'**OPERATEUR DE LA SALLE DES MARCHES,** après formation, vous intervenez sur le marché interbancaire, sur le marché des titres de créances négociables, et sur le marché obligataire en mettant en œuvre sens de la négo*ciation et de la communication.*

Pour ce poste de confiance basé en proche banlieue Est de Paris à 5 mn du RER, nous attacherons autant d'importance à vos qualités personnelles qu'à votre formation.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions à Média-System (réf. 17989), 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Chargé d'études senior

Notre groupe de services (1000 personnes) connaît un fort développement grâce à une diversification de nos activités, à un souci permanent de l'amélioration de nos performances et à une modernisation de nos structures. La Direction Commerciale crée la fonction de responsable des études économiques et des outils informatiques. Dans une première étape, vous étudierez les ventes et les différents circuits de distribution de nos produits et de nos services, mais aussi de ceux de la concurrence. Dans une deuxième étape, sur la base de ces analyses, vous proposerez à la Direction Commerciale des améliorations des systèmes existants ou l'adoption de nouvelles techniques de diffusion et d'outils de mesure. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de formation supérieure de gestion et de statistiques, possédant une première expérience réussie dans des fonctions similaires. Nous vous demanderons de nous convaincre de votre goût du challenge, de votre esprit créatif et de votre engagement dans la vie professionnelle.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la Réf. 319.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Adjoint du directeur d'un groupe d'agences

Banque - 250/280.000 F

Ville située à deux heures de Paris - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur, recherche dans le cadre de son développement l'adjoint du responsable d'un groupe d'agences (environ 20 guichets urbains et ruraux, + de 100 personnes) qui sera investi d'une double mission. Il devra d'une part se positionner comme N° 2 de cette entité et à ce titre animera les différentes équipes dont il aura la responsabilité et participera à l'élaboration de la politique commerciale mise en œuvre sur ce département. Il devra d'autre part, animer et développer en direct un portefeuille de clientèles entreprises de bon standing. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC ou équivalent), ayant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation PME/PMI. Il devra *justifier par ailleurs*, d'une bonne expérience d'animation d'équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9314M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Crédit National



Jeune Cadre «Marchés Financiers»

Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques ou IEP

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une *gamme* de produits et services souple et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles. Des équipes jeunes et d'excellent niveau.

Notre *Département* des *Opérations Financières recherche un jeune collaborateur* pour participer aux interventions du Crédit National sur les marchés financiers et à la gestion du risque de taux, notamment au moyen des nouveaux instruments financiers (Matif, Swaps, Options...).

Il souhaite un Cadre débutant.-

- diplômé d'une grande école commerciale ou scientifique (*+ formation financière*) *ou de l'IEP.*
- *maîtrisant parfaitement l'anglais.*

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du Personnel étudiera votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo, au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

DESSEIN

WAGONS LITS

La Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour son département aéroport à **ORLY**

UN CHEF COMPTABLE

Avec l'aide de son équipe, il aura pour mission :

- la conduite du projet de décentralisation de la comptabilité et de son traitement informatique
- la *supervision de la comptabilité de 4 établissements en succursales* (200 millions CA)

Une formation supérieure comptable (type DECS) est nécessaire, ainsi *qu'une expérience confirmée de 3 ans minimum dans des fonctions* similaires.

Connaissance informatique nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à EUREST - Service Recrutement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

DESSEIN

Audit Bancaire

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC...).

Vous avez acquis une première expérience professionnelle *en Cabinet ou en Entreprise* dans le domaine de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche

Auditeurs confirmés

Vous serez chargés d'effectuer, seuls ou en petites équipes des missions sur l'ensemble des activités de nos Fédérations situées en province.

Pour réussir *dans ces fonctions*, il est nécessaire d'être disponible (déplacements fréquents), d'avoir le contact facile et le souci de la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 858/M à Séverine DEBLEDS, CNCM 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Analyste financier

Brasseries **Kronenbourg**

Les Brasseries KRONENBOURG, situées à Strasbourg, n° 1 français sur le marché de la bière, poursuivent leur expansion européenne.

Elles réalisent un CA de 3,2 Milliards de Francs à travers leurs marques : KRONENBOURG, 1664, OBERNAI VILLAGE, KRONY, FORCE 4.

Nous créons un poste d'analyste financier et recherchons pour cette mission un jeune diplômé d'école supérieure de commerce option finances comptabilité, ayant acquis deux à trois ans d'expérience dans ce domaine dans un organisme financier de préférence.

Chargé de procéder à l'analyse financière du secteur de la brasserie et de nos principaux fournisseurs et d'évaluer et contrôler les risques clients, vous établissez un diagnostic et proposez votre stratégie à la hiérarchie. Très *proche des équipes commerciales et en contact* permanent avec le terrain, vos recommandations doivent permettre par le biais de regroupements ou fusions d'optimiser nos circuits de distribution et notre système de crédit management. Vous êtes également consulté sur la fiabilité et les risques financiers de tout projet impliquant un investissement de Kronenbourg.

Riche de contacts, ce poste doit vous permettre au-delà de sa spécificité d'appréhender de *façon très concrète la stratégie financière* de l'entreprise sans en exclure les contraintes commerciales. Il vous ouvre une évolution vers *des responsabilités financières élargies* au sein du groupe.

Le poste est basé au siège social à Strasbourg.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RBS7 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris *Cedex 08.*

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CREDIT MANAGER

Validez une nouvelle étape de votre carrière...

... au sein de la filiale française d'un CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE américain.

Encadrant une petite équipe, vous prendrez en main la totalité de l'actif client, de la politique de crédit au recouvrement.

Vous serez responsable de la prévention des risques et garant des conditions de paiement accordées (en négociant parfois vous-même), et donc armé pour agir en amont et réussir vos objectifs.

Jeune diplômé d'études supérieures, votre expérience commence à être significative dans la fonction Administrative et Financière, si possible dans un environnement multinational et hightech. Manager, vous êtes organisé, pragmatique et réalisateur. Négociateur, vos qualités évidentes sont la communication, même en anglais.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence O/CM/LM, à notre Conseil Didier *LESUEUR* qui vous garantit une totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - Route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

Notre Etablissement financier spécialisé dans la gestion de *patrimoine* de haut niveau (mobilier, immobilier) d'une clientèle privée, recherche

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

A 30-40 ans, de niveau DESS Droit des Affaires, vous avez acquis impérativement une expérience en milieu bancaire dans les domaines suivants : Epargne, Bourse, Fiscalité, TVA. Véritable conseil, vous intervenez auprès d'une clientèle particulière que vous suivez et assistez en permanence. (Réf. G1/LM)

FISCALISTE (fiscalité des personnes)

A 30-35 ans, vous êtes titulaire d'une Licence en Droit et possédez le DECS. Au sein d'une petite équipe, vous participerez à la gestion des impôts et vous interviendrez aussi sur le plan social (droit du travail). Disponible, vous vous impliquez personnellement *dans les missions que nous vous confierons.* (Réf. G2/LM)

Pour ces 2 postes, nous recherchons des candidats ouverts et prêts à s'investir dans une mission passionnante et variée.

Merci d'adresser C.V. + photo + enveloppe à votre adresse en précisant la référence choisie à

MEDIA PA

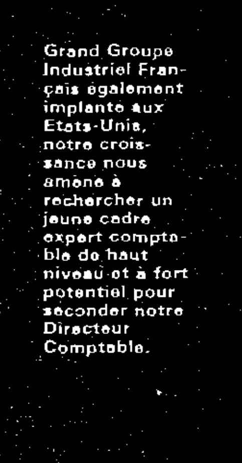


michel jouhannaud conseils

182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS-LILLE





A 28/35 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et titulaire de l'expertise comptable, votre première expérience en comptabilité vous décide aujourd'hui, à *opter pour une entreprise et une mission* d'envergure.

Après une période d'intégration et de formation à nos procédures internes, vous aurez acquis une bonne connaissance des structures du groupe et nous vous confierons progressivement des responsabilités *opérationnelles.*

En effet, très rapidement, vous occuperez une position d'adjoint auprès de notre Directeur Comptable Groupe, un poste qui vous permettra de mettre en avant vos facultés d'adaptation et votre forte personnalité.

Nous nous offrons un *salaire* très motivant ainsi que les moyens et les opportunités de concrétiser à terme votre carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, s/réf. 5000/LM, à

MEDIA PA **71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.**

AFFIRMEZ VOS COMPETENCES ET VOTRE PERSONNALITE

Réalisant un C.A. de 3,5 Milliards de Francs, **COFADEL** assure la commercialisation des produits audio-vidéo, domotique et micro-informatique sous les différentes marques de THOMSON GRAND PUBLIC. C'est un contexte performant, dans lequel les services financiers jouent un rôle de premier plan. Nous recherchons un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

HEC - ESSEC - ESCP - Maîtrise de gestion ou équivalent

Vous prendrez *en charge le contrôle de gestion de l'une de nos marques et vos responsabilités* débordent largement le cadre classique (budget, analyse des écarts...). Conseiller du Directeur de marque sur tous les problèmes de gestion et d'organisation, vous animez une équipe de gestion, ainsi que de suivi des comptes de nos clients et participez à la mise en place d'une nouvelle informatique.

Vous avez une expérience opérationnelle de 3 à 4 années du contrôle de gestion ou en audit et maîtrisez l'outil informatique. Le poste évolutif vous permettra de mettre en œuvre vos réelles qualités relationnelles, votre sens de la négociation et votre capacité à vous impliquer dans un environnement commercial. DECS et maîtrise de l'anglais constituent des atouts appréciés.

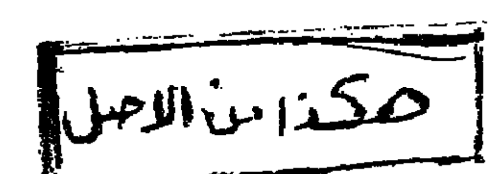
Poste basé Paris-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunératon actuelle et souhaitée) sous la référence 87611M à SELECOM - 226, rue du Fg St Honoré - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



THOMSON GRAND PUBLIC



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





NOUS RECHERCHONS DES GESTIONNAIRES MOTIVES ET DE VALEUR POUR CES 3 POSTES, RENDUS DISPONIBLES PAR DES PROMOTIONS INTERNES

DIRECTEUR ADJOINT DES ACHATS ET DE LA LOGISTIQUE

Votre mission est d'améliorer la productivité du système logistique de la société, en analysant les circuits d'information et en définissant les améliorations possibles dont vous assurez ensuite la mise en place.

Diplômé d'une GRANDE ECOLE D'INGENIEURS (CENTRALE, etc.) ou DE GESTION (HEC, etc.), vous êtes débutant ou vous avez une première expérience en organisation ou gestion et vous êtes attiré par une carrière *dans la grande distribution.* (Réf. DF1/LM1)

DIRECTEUR DE GESTION

Complète et variée votre fonction recouvre la gestion budgétaire et financière de l'entreprise, la gestion du traitement de l'information, celle des moyens assurant la sécurité des magasins et enfin la gestion *de la croissance externe par rachat de points de vente.*

Sous votre autorité se trouvent la comptabilité et l'équipe informatique, soit environ 50 personnes. Vous êtes en liaison constante avec les directeurs de magasin et les services financiers du groupe, ce qui implique d'excellentes qualités relationnelles.
Vous êtes diplomé(e) d'une GRANDE ECOLE DE GESTION et un DECS constituerait un avantage apprécié. Agé(e) de 30 à 35 ans, vous avez déjà l'expérience de la gestion, si possible *en grande distribution et vous êtes attiré(e) par la progression et l'enrichissement de carrière* que nous vous offrons. (Réf. DF2/LM1)

DIRECTEUR DES ACHATS ET DE LA LOGISTIQUE

Votre fonction a une position centrale dans le fonctionnement de l'entreprise puisque vous *gérez les relations avec les fournisseurs dans le cadre des contrats passés, soit avec la* Centrale PARIDOC, soit avec le Groupe DOCKS DE FRANCE, soit avec la société SM DOC, vous dirigez les entrepôts et vous maintenez des relations de type commercial avec les magasins.

Les *services achats-logistiques et les entrepôts sont sous votre autorité*, soit environ 300 personnes dont 30 cadres.

Vous avez 35 ans environ et vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE d'INGENIEURS GENERALISTE (CENTRALE, etc.) ou *AGRO-ALIMENTAIRE* (AGRO, etc.). Vous avez l'expérience de la direction d'une unité de gestion importante, si possible dans la grande distribution et vous êtes attiré par le niveau de responsabilité et l'intérêt professionnel du poste que nous offrons. *(Réf. DF3/LM1)*

LE GROUPE DOCKS DE FRANCE EN PLEINE EXPANSION ASSURE UN RAPIDE DEVELOPPEMENT DE CARRIERE A SES CADRES DE HAUT NIVEAU. LEUR MOBILITE GEOGRAPHIQUE EN FRANCE EST EVIDEMMENT UNE CONDITION DE LEUR PROGRESSION.

Merci de nous écrire avec C.V. + rémunération souhaitée + enveloppe à votre adresse, en précisant la réf. choisie.

mjc PARIS-LILLE
michel jouhannaud conseils
182, *rue de Vaugirard* - 75015 PARIS

MEDIA PA

Marché Obligataire
Matif - Options

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole, de préférence scientifique.
Vous avez le *sens commercial et un intérêt prononcé pour les questions économiques.*

Vous souhaitez acquérir une première expérience *professionnelle* d'

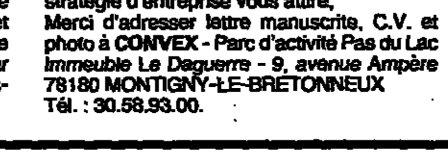
Opérateur sur les marchés financiers

Notre équipe, composée de 6 collaborateurs, intervient sur le Marché obligataire, primaire comme secondaire (Gestion SICAV-FCP), ainsi que sur le MATIF et le marché des options.

Nous vous proposons de rejoindre cette équipe, de mettre en place des outils d'aide à la décision et après formation d'intervenir directement sur nos marchés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 857/M à Séverine DEBLEDS - **CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL** 88-90, rue Cardinet, 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler



DIRECTEUR FINANCIER ADMINSTRATIF 350 KF+

CONVEX

Nous sommes la jeune filiale du constructeur informatique CONVEX, coté en Bourse sur le marché américain.
Implantée en France depuis fin 86, nous réaliserons un chiffre d'affaires *d'environ 40 millions de francs sur l'exercice fiscal 87 et prévoyons* de doubler celui-ci en 88. Aussi recherchons-nous dans le cadre de cette forte croissance notre DIRECTEUR FINANCIER et ADMINISTRATIF.

De *formation supérieure commerciale*, économique ou financière et/ou titulaire d'un DECS, vous avez 5 ans d'expérience minimum à un poste financier de haut niveau *dans une société multinationale.*

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Membre du Comité de Direction, vous aurez la responsabilité de notre gestion financière et administrative (comptabilité française et anglo-saxonne, budgets, contrôle et analyse *des résultats, trésorerie...). Vous serez par* ailleurs chargé de mettre en place cette gestion sur système informatique.

Si participer aussi à la définition de notre stratégie d'entreprise vous attire,
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à **CONVEX** - Parc d'activité Pas du Lac *Immeuble* Le Daguerre - 9, *avenue Ampère*
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Tél. : 30.58.93.00.

MEDIA BA

Crédit National

Cadres Financiers
(Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales)

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Conseiller les entreprises et financer leur expansion

Analyser tous leurs besoins, imaginer et mettre en place leurs financements (fonds propres, crédit-bail, prêts en francs et en devises, etc...) établir des relations au plus haut niveau avec les entreprises performantes, une mission passionnante qui vous *permettra d'acquérir les techniques les plus modernes de l'ingénierie financière.*

Cette mission, vous l'exercerez à notre siège social ou dans nos délégations régionales, après une formation de 6 à 12 mois à Paris. Nous la destinons à des Cadres Financiers (**Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales**), ayant une expérience de 3 à 6 années dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Parce que le **Crédit National** accorde une grande importance à ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, *au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.*

DESSAIN



Le Patron de nos Services Production

__CREDIPAR__ est depuis 1979 le Groupe Financier, filiale à parité de __SOVAC__ et de __PEUGEOT__, spécialisé dans le financement des véhicules P.S.A. Filiale d'établissements de tout premier plan, c'est une entreprise jeune, en plein développement dont les résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du crédit.

Nous recherchons __le responsable de nos services production__ qui sont chargés du contrôle et de la validation des dossiers de financement issus du réseau des concessionnaires P.S.A.

Animateur et organisateur d'un service de 80 personnes, vous aurez un rôle moteur et dynamisant dans l'évolution des méthodes et outils de gestion collective des dossiers, dans la définition et la mise en place de procédures adaptées aux nouveaux modes de financement et dans l'amélioration de la productivité de vos équipes.

Vous avez 32 ans au moins, une formation grande école et une expérience confirmée dans des fonctions de responsabilité et d'animation au sein d'une société financière, d'une banque ou dans le domaine du service.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7101 Ec à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

VENTE DE PRODUITS BANCAIRES, PARIS

MARKETING OFFICERS, *dans la filiale française d'une banque internationale.*
Les candidats ont acquis leur expérience de la vente dans une société d'assurances, de leasing ou de vente de produits financiers tels que cartes de crédit ou chèques de voyage et ils y ont fait preuve d'excellentes compétences.
Ils auront à déterminer les cibles du marché, à définir les besoins et seront responsables du marketing des produits correspondants.
Salaire FF. 250.000 — 400.000.

SWAPS MARKETING/VENTE, dans une banque française d'investissements.
Le candidat a une formation mathématique, un diplôme d'une grande école et une expérience d'au moins deux ans sur le marché financier français.
Il travaillera au sein d'une petite équipe.
Salaire FF. 275.000 — 300.000.

VENTES INSTITUTIONNELLES, dans une banque française très dynamique.
Les candidats ont au moins deux ou trois ans d'expérience sur le marché des actions françaises ; la connaissance des marchés américains et asiatiques constitue un avantage certain.
Ils s'occuperont de la vente des actions américaines et japonaises aux institutions françaises.
Salaire FF. 250.000 — 350.000 + prime.

**Pour ces postes, adresser un C.V. à :
Jacqueline Boyd ou Norman Banta
ANDERSON, SQUIRES, 12, rue St Florentin, 75001 PARIS
ou téléphoner au 42.96.45.57, 42.96.31.46 ou 42.96.00.97.**

Maintenant en plein Cœur de Paris

Anderson, Squires
Spécialistes en Recrutement Financier
12, rue St Florentin, 75001 PARIS.

Si vous êtes
INGÉNIEUR ET GESTIONNAIRE
venez rejoindre notre Département Administratif et Financier.

Nous sommes une importante société (800 MF de CA) implantée sur le littoral méditerranéen, concevant et réalisant des équipements de Haute Technologie. *Egalement à la pointe des Techniques de Gestion, nous venons de créer un poste de*

responsable "informations comptables"

Votre mission consistera à assurer la collecte, le contrôle et le traitement des flux d'informations nécessaires *aux comptabilités de Tiers,* Générale et Industrielle.
Elle s'appuiera sur un système informatisé que vous contribuerez à faire évoluer.
Vous êtes débutant ou vous possédez une courte expérience. Vous avez une double formation d'ingénieur et de comptable (DECS – ESC option comptabilité ou équivalent).
L'avenir vous est ouvert *si vous êtes un candidat de valeur.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 510 M à

Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

AGENCE MALLE

Deutsche Bank

Succursale de Paris

recherche

Chargé de Clientèle Entreprises

Responsable du développement et de la gestion d'un portefeuille *de grandes entreprises allemandes, françaises et internationales, vous aurez en* charge la promotion de notre offre globale de services et le conseil auprès de ces clientèles.

Vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce par exemple), une *expérience professionnelle* d'environ 4 ans dans l'exploitation bancaire et l'habitude de négocier avec les directions financières des grandes sociétés industrielles.

Motivé et dynamique, vous disposez d'un sens commercial développé et de beaucoup d'aisance dans vos contacts.

Une bonne pratique de l'allemand est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) au Département du Personnel **DEUTSCHE BANK** 10, place Vendôme - 75001 PARIS.

Pierre Lichau

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LILLE

S'ORGANISER
EFFICACITÉ
RIGUEUR

S'organiser. Cette nécessité de toujours est particulièrement actuelle dans le contexte *concurrentiel et mouvant de la banque d'aujourd'hui.*

Chez nous, 18 personnes s'y emploient.

Pour être encore plus efficace, notre département Organisation et méthodes, basé à Lille, se *renforce dans le cadre de la mise en œuvre d'un ambitieux Schéma directeur,* Organisation et Informatique.

Pour ce faire, il fait appel à un

Ingénieur en organisation

ayant valorisé sa formation d'ingénieur par une expérience réussie en organisation bancaire.

De réelles perspectives d'évolution à moyen terme s'ouvrent à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle ou prétentions), à G. Debost - B.P. 567 - 59023 LILLE Cedex.

BANQUE SCALBERT DUPONT GROUPE CIC

MEDIA PA

Unifier la gestion de nos 50 établissements

Nous sommes une Société de location de matériel pour les B.T.P., leader sur un marché en pleine expansion (150 millions de C.A., 250 personnes). Nous poursuivons notre développement interne et externe, qui nous conduit aujourd'hui à créer la fonction

Contrôle de gestion

Morbihan

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion), vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou cabinet. Aujourd'hui, vous voulez prendre des responsabilités étendues en prenant *en charge le suivi de tous nos établissements, et la* **consolidation** de leurs résultats.

Venez d'abord **créer la fonction** dans notre entreprise et mettre en place les indicateurs et les outils d'aide à la *décision,* pour être un véritable partenaire des opérationnels.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. C/CGE/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜÉ, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

**GRANDE ECOLE DE GESTION
OU INGENIEUR + IAE ou équivalent**
Débutant ou première expérience

Maîtrise de la micro-informatique nécessaire ; connaissance de la mini-informatique appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

C.C.I.P. – DPRS – 8, rue Chateaubriand
75008 PARIS

BANQUE PRIVEE EN FORTE EXPANSION

Filiale d'un groupe financier et industriel intervenant dans différents domaines, en particulier : opérations financières, gestion de fortunes, activités de marchés...recherche un

Responsable Caisse-Titres, classe III à V

Réf. 128

Ayant une première expérience dans un service titres de Banque et le goût de l'encadrement (10 personnes environ). Il aura pour mission d'organiser, de former le personnel en maintenant son niveau opérationnel, d'étudier et d'améliorer les procédures existantes, d'assurer le contrôle de l'ensemble des opérations de la Caisse Titres.

Responsable du Secrétariat engagements

Réf. 129

De formation supérieure, ayant une expérience bancaire de cinq ans environ dont un an dans le service engagements d'une **agence de grande banque.**

Il prendra en charge l'ensemble du service et assurera la gestion des engagements de toute la banque. Il en rapportera au Directeur du Département Bancaire.

Trésorier-Devises

Réf. 130

Ayant une formation supérieure et une première expérience (par exemple 2 ans back office, 2 ans de table) pour suivre toutes les opérations en devises du Département **ETRANGER** (transactions avec les banques, comptabilisation, opérations au comptant, dépôt devises, SWAP), capable de dialoguer avec les trésoriers d'entreprises.

Anglais courant indispensable.

Responsable Fichier Central

Réf. 131

A ce poste clé, il faut un gradé ayant une expérience minimum de 2 ans dans un fichier de banque, susceptible d'assumer rapidement la responsabilité de cette cellule.

Le candidat, méthodique, rigoureux, est appelé à avoir des relations avec divers services de la Banque.

Lieu de travail : Paris 1er.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence du poste choisi a **PUBLIVAL** - 27 Route des Gardes - 92190 MEUDON.

MEDIA PA

B A N Q U E   F I N A N C E

ORGANISATEUR

PARIS *confirmé*

Vous aspirez à une grande diversité dans les dossiers que vous traitez et à une forte autonomie dans un Etablissement Financier de 1er plan.

Au sein du département Contrôle - Organisation, garant de la cohérence et de l'homogénéité de nos procédures, vous participerez :

- à la définition de schémas directeurs de systèmes d'information,
- au développement de projets en relation avec le département informatique et les chefs de projets utilisateurs,
- à d'importants chantiers d'organisation administrative et comptable pour le compte du Siège et des filiales parisiennes.

Pour ce poste où la crédibilité se joue tant sur la compétence que sur le sens de la négociation, nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'organisation bancaire nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur. Une bonne connaissance des marchés financiers est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 30440 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 5040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Conseil juridique pour le développement et l'assistance d'un réseau de PME

Ce groupe poursuit ses développements sur des marchés porteurs liés à l'amélioration de l'habitat. A partir d'une Direction Générale dynamique et innovatrice, une construction originale de sociétés-filiales a prospéré, particulièrement au cours de ces cinq dernières années, pour atteindre aujourd'hui près de 80 PME. Les projets ne manquent pas notamment en prévision de l'Europe de 92.

Pour les assurer juridiquement, le PDG et son équipe cherchent à intégrer le Conseil Juridique du groupe. Il aura la double mission passionnante :

- de conseiller le PDG et de proposer de nouveaux montages juridiques,
- d'accompagner les responsables des départements et des filiales par sa vocation de Conseil actif et préventif.

Ce poste nécessite au minimum la Maîtrise de Droit des Affaires, une longue expérience de conseil auprès des PME, particulièrement qualifié en droit social - participations - contrats - brevets et assurances... et des aptitudes exceptionnelles de communication et d'innovation.

Fiche du poste sur demande

Contacter en toute discrétion Marie-Noëlle FALCY



ANNECY LYON LAUSANNE

BP 588
74054 ANNECY cedex
sous réf. MO/247

MEDIA PA

CHAÎNE DE TÉLÉVISION NATIONALE

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Financier, ce jeune Contrôleur de Gestion participera à la mise en place d'un cadre budgétaire adapté aux spécificités de l'audiovisuel.

Il aura pour principales responsabilités : l'assistance aux services pour la préparation des budgets, la construction et le suivi des différents tableaux de bord, la mise en évidence et l'analyse des écarts.

Le candidat, âgé d'environ 27 ans, possédera une solide formation économique avec une option finances comptabilité (HEC, ESSEC, ESCP) et aura acquis une première expérience significative au sein d'un *service de contrôle de gestion ou d'un cabinet d'audit.*

Les candidatures sont à adresser sous référence 6273 à PUBLIPANEL, 1, rue Falguière, 75015 PARIS qui transmettra.

PUBLIPANEL

Banque Paris

recherche un

Attaché de direction pour son contrôle de gestion

HF

Nous souhaitons :

- *une EXPERIENCE de 2 à 3 ans dans une fonction similaire*
- *une FORMATION SUPERIEURE, soit : diplômé(e) de l'enseignement supérieur : Ecole Supérieur de Commerce, DECS comptable, expertise comptable.*
- *de bonnes notions en INFORMATIQUE.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 17976 M à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Tour des Dames - 75009 Paris.

média-système

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE RÉGIONALE
recherche pour **BORDEAUX**

UN(E) FISCALISTE

Nous sommes une Société Financière Régionale appartenant à un Réseau Bancaire français de premier plan. Nous représentons l'échelon financier et un centre de moyens pour les Entreprises du Réseau régional.

Au sein du Service Juridique et Fiscal, la mission confiée consistera à assister et conseiller les différents Départements de la Société et de ses actionnaires dans l'application et/ou l'interprétation des règles fiscales relatives à leurs activités.

Le candidat que nous recherchons :

- Titulaire D.E.A. de Droit Fiscal, ou Maîtrise en Droit des Affaires, ou D.E.S.S. en Gestion des Entreprises.
- Culture juridique générale indispensable.
- Quelques années de pratique dans une entreprise publique ou privée.
- L'expérience du domaine bancaire et financier serait un atout supplémentaire.
- *Ouverture d'esprit, pédagogie et aptitude à la* négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo, rémunération actuelle et prétentions sous réf. 594 à P.A. Service, 9, rue Poquelin-Molière 33000 BORDEAUX.

BANQUE DE LA REGION ORLEANAISE
recherche

Gestionnaire de portefeuille

Vous êtes âgé d'environ 30 ans et de formation supérieure (de préférence juridique).

Vous possédez un tempérament commercial.

Vous faites preuve d'une réelle capacité d'autonomie et d'initiative.

Nous vous proposons la gestion et le développement d'un portefeuille de clients Collectivités Publiques et Notaires.

Vous serez l'interlocuteur de la Direction Générale pour toutes questions concernant ce marché.

Vous serez chargé de la mise en place et de l'entretien de l'ensemble de la gamme de produits destinés à ces clients.

Si vous êtes interessé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous référence 5777 à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Rowntree Mackintosh

1400 personnes
C.A. 1,4 milliard de F

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT
(LION, NUTS, SMARTIES, AFTER EIGHT, KIT KAT, MENIER, LANVIN...)
recherche pour son Siège de MARNE LA VALLEE

ADJOINT DE DIRECTION JURIDIQUE

Rattaché à notre Directeur Juridique, et dans un contexte de vaste diversification de notre Groupe, vous serez plus particulièrement chargé de :

- assurer le secrétariat légal de notre Société, de ses filiales existantes et à venir ainsi que de réaliser les restructurations nécessaires,
- conseiller notre Direction Marketing sur les aspects juridiques des promotions,
- agir en «dominus litis» des affaires de votre domaine.

Votre diplôme (maîtrise de droit des affaires), vos 3 à 5 années d'expérience de juriste d'entreprise, vos qualités de méthode, précision, votre goût de la vie des affaires, votre ouverture aux technologies nouvelles (micro-informatique) et votre Anglais courant vous destinent à ce poste évolutif comportant de réelles responsabilités en direct.

Merci d'écrire, lettre CV (photo), prétentions ou salaire actuel, sous réf. ADJ, à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Lucien Belda, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex.

CONTESSE

Société d'H.L.M. - 3.000 logements

recherche
par suite départ en retraite de son Chef Comptable

CHEF COMPTABLE ET FINANCIER

Cadre formation supérieure, niveau Expertise Comptable, connaissance en informatique et expérience de la fonction en société H.L.M. appréciées.

Ecrire avec C.V. et photo à : M. le Directeur,
LE TOIT FAMILIAL
11, rue Pierre-Dépierre, 42300 ROANNE.

DEXTER — DEXTER MIDLAND BOUVET

Entreprise industrielle de chimie fine, filiale du groupe américain DEXTER, leader dans ses 5 créneaux d'activités, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

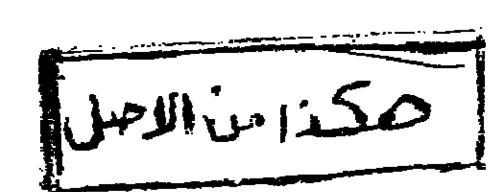
Sous la responsabilité du Directeur Financier, il sera notamment chargé de : • préparer le budget annuel et le plan à long terme, • élaborer les rapports de gestion et faire vivre le tableau de bord, • établir la comptabilité analytique et l'analyse des marges, • réaliser des études économiques, • contribuer à faire évoluer le système d'information existant en liaison avec l'informatique et la comptabilité.

Le poste, basé à TOURNUS, conviendrait à un candidat de formation supérieure Gestion ayant au moins 5 années d'expérience en contrôle de Gestion et en Milieu Industriel.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, ***photo*** *et rémunération actuelle sous la réf. 452 à* ***A2M****, Martine CORNILLET, Conseil en recrutement, 361 rue Garibaldi, 69007 LYON, tél. 78 69 30 95*







UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chargé d'études

Importante société de Transports - Paris - nous recherchons un CHARGE D'ETUDES.

Votre mission : répondre à toute demande d'études (devis, simulation de trafic, rentabilité de dossiers, analyse de clientèle...) et ce, par l'utilisation de l'outil informatique.

Votre profil : une formation supérieure en gestion et la maîtrise de l'anglais.

Pour ce poste, votre capacité d'adaptation et votre disponibilité vous permettront à terme d'évoluer vers des fonctions opérationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence 5001/LM, à

MEDIA PA
71, av. V.-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Gesper : de la paie... au système d'information...

La profession boursière (5 300 personnes dans les charges d'Agents de Change à Paris et en Province et 600 personnes dans les services de la Chambre Syndicale des Agents de Change) est en pleine expansion du fait de la croissance et de la diversification des Marchés Financiers.

En outre, elle prépare activement la réforme de ses structures.

Dans ce contexte très évolutif, la Direction du Personnel et des Affaires Sociales de la Chambre Syndicale des Agents de Change est conduite à renforcer son équipe et à accueillir un(e)

Assistant(e) de gestion

qui participera efficacement à l'exploitation des différents progiciels de gestion de personnel et sera conduit(e) à en proposer tous les développements et utilisations possibles.

Il s'agit, au-delà de simples études et statistiques, d'enrichir nos outils et méthodes et d'aboutir ainsi à un système d'information (tableaux de bord, bilan social, contrôle des coûts de personnel...), capable de rendre plus performante notre gestion des Ressources Humaines.

Jeune diplômé(e) (DUT Gestion de personnel, bonne pratique informatique), après une première expérience de 2 à 3 ans, vous souhaitez changer de dimension. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/AGE/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

FIDUCIAIRE CONTINENTALE – PARIS

membre du réseau international GRAND THORNTON pour ses missions

D'AUDIT, COMMISSARIAT AUX COMPTES, ÉTUDES FINANCIÈRES

offre

à candidats ayant une formation supérieure de gestion et DECS complet ou en cours (+ connaissance anglais appréciée) les postes suivants

D'AUDITEURS, EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

ouvrant de larges possibilités de développement de carrière

1) ASSISTANTS CONFIRMÉS
ayant au minimum 2 ans d'expérience en cabinet audit.

2) *ASSISTANTS DÉBUTANTS*
ayant un début d'expérience pratique.

Prière d'adresser lettre de candidature avec c.v., prétentions et photo s/réf. 105
FIDUCIAIRE CONTINENTALE PARIS – Département du Personnel
19, rue Clément-Marot, 75008 PARIS.

Une importante société de négoce et de fabrication de produits industriels *(CA 700 millions de F.)* recherche pour son siège social à PARIS le

Responsable de son service Contrôle de gestion

Il sera chargé de :
. l'animation d'un service de 4 personnes,
. la mise en place de budgets et procédures,
. l'assistance et du conseil aux filiales et unités de production,
. la détermination des paramètres.

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion et si possible de l'utilisation de l'informatique. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe référence 9860 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

Rhône-Alpes

personnaliser la fonction audit

Vous serez chargé du contrôle des comptes des différentes sociétés. Vous veillerez au respect et à l'amélioration des procédures existantes, à la fiabilité des informations transmises. Vous pourrez évoluer au sein de notre structure vers des responsabilités financières.

Vous êtes de formation type ESC + DECS, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit ou au sein d'une grande entreprise. Vous parlez l'anglais et/ou l'allemand.

Notre groupe en expansion, leader européen sur son marché, fabrique et commercialise des articles de loisirs. Il développe un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et emploie 1 100 personnes.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV sous *référence* 931-78 à notre Conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 3.



GROUPAMA

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES
SAMDA SORAVIE

La Caisse Régionale du Nord (Lille) crée pour sa clientèle un nouveau service d'aide - recours-conseils.
Pour créer et animer ce service, elle recherche

Juriste Conseil HF

MAITRISE EN DROIT PRIVE

Chargé de conseiller la clientèle et de trouver des solutions juridiques négociées, face aux litiges qu'elle rencontre.
Notre collaborateur aura le sens des contacts et le goût de la négociation.
Ce poste s'adresse à un candidat apportant une première expérience type S.V.P. 11.11.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous réf. 719 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez 75013 PARIS

ADJOINT DU CHEF COMPTABLE CLASSE IV HF

Banque française appartenant à un groupe financier de premier ordre, nous recherchons l'ADJOINT DU CHEF COMPTABLE.

A 30 ans environ, de niveau DECS, vous justifiez d'une expérience (2-3 ans) de la comptabilité bancaire. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances de la fiscalité. La pratique de l'outil informatique sera appréciée.

Vous serez chargé de seconder le Chef du service comptabilité bancaire.

Des possibilités d'évolution vous seront offertes, selon votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4984/LM, à

MEDIA PA
71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

FICHET BAUCHE GROUPE INTERNATIONAL :

Leader de la sécurité des biens et des personnes recherche un collaborateur *assurant la fonction d'Audit sur l'ensemble des filiales* **européennes :**

AUDITEUR CONFIRME

ESC + DECS (certificat supérieur de révision comptable souhaité), vous avez une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet ou un groupe important.

Vous assurerez le contrôle des comptabilités et des procédures des Sociétés du Groupe en étroite collaboration avec les commissaires aux comptes locaux.

Très fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre *dossier de candidature (lettre, CV, photo* et prét.) à FICHET BAUCHE, s/réf. AC à la Direction des Relations Humaines, 15/17, avenue Morane Saulnier, 78140 Velizy.



FICHET

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 42 96 10 68 ou 36.14 Code : CONTESS

GROUPE FINANCIER PARIS 8ème

recherche

Adjoint AU CHEF COMPTABLE

Titulaire du B.P. Comptable et du probatoire au minimum, vous connaissez l'ensemble des fonctions comptables d'une entreprise, ainsi que le traitement de la paie et justifiez d'une solide expérience de l'ordre de 10 ans.

Vous avez, par ailleurs, le sens de l'initiative et le goût de la recherche.

Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v., photo et prétentions sous référence 5808 à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

ERIC BEAUMONT CONSULTANT

Spécialiste du Recrutement Comptable et Financier

a le plaisir de vous annoncer l'intégration d'une nouvelle Consultante :

Rosemarie HEITZ

Sciences Po PARIS, Droit, Université de MUNICH

Contactez la au 45.63.03.10.

• ERIC BEAUMONT CONSULTANT •
• *38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS* •

Chef d'agence

POSTE BASE A PARIS

Une des toutes premières sociétés de NETTOYAGE INDUSTRIEL en France, recherche pour la Région Parisienne, un CHEF D'AGENCE. Si vous avez une expérience réussie de la gestion d'un centre de profit et de l'animation des hommes dans les services, veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous référence 5996-M à Mamrégies 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

CABINET COMPTABLE
Paris-8e

recherche

UN ASSISTANT

Environ 25 ans.

DECS + 2 à 3 ans expérience exigés, très bonnes connaissances comptabilité analytique. Libre de suite.

TÉL. : 47-42-30-46.

IMPORTANT CABINET CONSEIL JURIDIQUE et FISCAL

offre situation à

JURISTE CONFIRME

en DROIT DES AFFAIRES et CONTRATS

Le candidat de niveau doctorat en droit privé aura une expérience de 3 à 5 ans en *Cabinet ou Entreprise.*

Le poste est axé sur la consultation et la négociation, il nécessite le goût des contacts, de l'imagination *et du sens pratique.*

Poste évolutif et d'avenir selon l'envergure du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8469 à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Important promoteur immobilier, quartier Saint-Lazare/Trinité recherche pour prise de fonction immédiate :

ASSISTANTES DE GESTION

Formation BAC G2, capacité en droit ou équivalent. Pour suivi des comptes clients sur informatique et précontentieux. Dactylographie et connaissances en comptabilité seront des atouts supplémentaires.

Envoyer C.V. avec photo + prétentions sous réf. J.P.C., PROMALPHA, 9, av. Matignon, 75008 PARIS.

Ville région parisienne proche banlieue 55.000 hab. recherche

DIRECTEUR H./F. D'UN ÉQUIPEMENT CULTUREL DE QUARTIER

avec mission de participer au développement culturel de la ville.
Solide expérience de gestion.
Exp. prof. de l'animation culturelle.

Adresser candidature et c.v. sous n° 8047 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.





S.A. SEB

Proximité DIJON

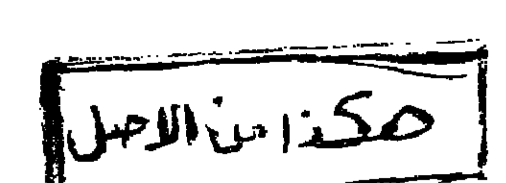
recherche pour
DIRECTION GESTION

Assistant contrôleur budgétaire

MISSION :
Assurer la centralisation du contrôle budgétaire des Etablissements Industriels.

FORMATION EXPERIENCE :
DUT Gestion + 3 années d'expérience de la gestion de production en milieu industriel.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
S.A. SEB - Direction du Personnel - 21261 SELONGEY Cédex.



مكرر من الاصل

FORMATION PROFESSIONNELLE

IAE — INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplôme d'Études Supérieures de 3e cycle

FORMATION PERMANENTE

DESUP A.M.I.

Concepteurs de systèmes Micro Informatiques
Formation organisée sur 3 mois pour des demandeurs d'emploi ou des salariés
Inscriptions jusqu'au 30 octobre 87
☎ Patricia BORGES 45 57 28 41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

ADELE LANGUES VIVANTES

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
– ANGLAIS COURANT
– ANGLAIS • VIE DES AFFAIRES •
1, rue de la Pépinière. 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PLURIAL

PROMO FAF
Pays de Loire, souh. promouvoir une Recherche-Action. Contactez secrétariat, 6, bd Georges-Mandel 44000 Nantes.

capitaux propositions commerciales

AGENTS COMMERCIAUX INDÉPENDANTS
recherchés par fabricants allemands réputés pour contrats d'association vente et distribution sur régions exclusives.
Ecrire sous nº 8 059 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Vends ALPINE 310 VS Pack GT, blanc nacré, tatouée, radio, alarme, 49.000 kilomètres. Prix : 115.000 F. Tél. : 40-70-00-01 bureau, 46-42-11-13 après 20 h.

Vds A 310 V6, mod. 83, mod. 84, marine verni, intér. beige, radio-cass., gl. électr., 31.053 km. Px 100.000 F. RÉANT (1) 48-57-16-42. Sur. (1) 48-57-56-78, ap. 21 h.

deux-roues

Vends MTX 80 rouge. Très bon état, 6.000 km (1985). Débridé + pot de détente. 3.500 F. 45-25-58-37 ou 42-24-00-07.

JEUNE ET RESPONSABLE POUR NOTRE SERVICE FORMATION

Lyon

160 KF +

Vous avez une formation supérieure et environ 28-30 ans. Déjà, vous avez démontré vos qualités de contact, d'animation, d'organisation, et votre sens de l'action au cours d'une première expérience de formateur, voire de commercial pour la formation, en entreprise, société de conseil, organisme, etc...

Organisme financier de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de valoriser cet acquis en prenant chez nous la responsabilité de la formation.

Vous animerez une équipe de 6 personnes, gèrerez la formation interne et externe, établirez le plan et le budget de formation en fonction des besoins et des axes stratégiques de développement.

Votre réussite dans cette fonction sera le garant de votre évolution.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions à notre conseil, Annie CHABERT, sous référence 562 M, KEY MEN - 2 rue Childebert - 69002 Lyon.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Ingénieur ou scientifique de formation et d'expérience.

Vous souhaitez acquérir les **compétences techniques et humaines de manager tout en continuant à exercer votre activité.**

Le Centre de Préparation de l'Ingénieur au Management (CEPRIM) a créé pour vous une formation placée sous l'autorité scientifique du professeur Jacques LESOURNE donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

A partir du 20 novembre 87, chaque vendredi et certains samedis matin pendant 25 semaines.

CEPRIM

Renseignements : 2, rue Conté
75141 Paris Cedex 03.
Tél. 42.71.24.14. Poste 505.

Le Monde

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI PRIX 10 F

LE HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

DEMANDES D'EMPLOIS

— Presse —

Chef de Publicité
Contacts : Agences-clients
+ Technico-Commercial
Contacts : Rédaction-Direction Imprimerie et services techniques.
Services fabrication (Agences).
Pour toutes propositions, écrire :
LE MONDE PUBLICITÉ nº 6975,
qui transmettra.

Cadre supérieur, 35 ans
BANQUE IMMOBILIÈRE
10 ANS D'EXPÉRIENCE
en crédits, acquéreurs et promoteurs.
Etudierait toutes propositions.
Ecrire sous nº 8 055 M, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

J.F. 24 a., DEUG Sc. Eco. 1re année, niveau CPECF, ch. emploi secrétaire comptable sur Paris et région parisienne, exp. saisie sur ordinateur (16) 59-59-90-83/59-63-08-56.

Journaliste indépendant séjournant depuis trois ans en Guadeloupe étudie toutes propositions d'emploi aux Antilles, de préférence dans la presse ou l'édition. Ecrire à André Léger, B.P. 113, 97190 LE GOSIER (possibilité déplacement Paris du 10 au 20 octobre).

Mlle Valérie Pouch, 70, rue Amelot, 75011 Paris, recherche poste assistante dentaire au fauteuil, 4 ans d'expérience. Libre au 1er octobre 87 pour un emploi à temps complet. Tél. 43-57-18-56 entre 12 h 30/14 h et après 19 h.

H. 34 ans, Bac B, Ecole du Louvre (licence d'histoire de l'art), exp. prof. 8 ans antiquaire et 2 ans direction magasin marque exclusive P.A.P. Etudie toutes propositions. Ecrire sous nº 8 061 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Directeur juridique et du personnel 33 ans. Formation maîtrise droit privé et judiciaire et +. Double exp. plusieurs années — relations sociales, gestion du personnel tous contentieux, assurances dans entreprise 500 personnes, cherche poste semblable dans entreprise ou cabinet conseil. Ecr. à Contesse s/réf. 30 268, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

FEMME CADRE 31 ANS
ADJTE DIRECTION RESSOURCES HUMAINES
DUT Gestion du Personnel + 5 ans réalisations concrètes : mise en place informatisation gestion des cadres et bilan social, analyse lois sociales, information du personnel... souhaite s'associer à la réalisation d'une politique sociale dynamique et performante. Disponible immédiatement. Ecrire nº 30 094 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

J.F. 30 ans, maîtrise, DESS droit privé, 8 ans exp. contentieux cie d'ass. et courtage, ch. poste juriste. Lib. de ste. Ecrire sous nº 1 590 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

DEA ÉCONOMÉTRIE 9 ANS d'expérience (conseils, recherche études éco-énergétiques). Libre, étudie propos. Tél. : 46-49-29-72.

Paris Sciences Po SP., 24 ans, anglais courant, lettré, ch. emploi CHEF DE CABINET ou équivalent. Tél. : 42-56-06-71.

JEUNE CADRE 30 ANS
5 ans d'exp. technico-commerciale au sein d'une importante agence de publicité. Recherche poste à responsabilités dans secteur presse, édition, production audiovisuelle. Disponible immédiatement. Tél. : (1) 46-08-82-27.

J.F. Docteur droit maritime et aérien, stages, bil. fr./arabe + anglais. Etudie ttes proposit. Ecrire sous nº 8 060 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

INFORMATICIEN CONSULTANT
Disponible pour missions organisation, schémas directeurs, audit, mise en place de services et de systèmes informatiques. 18 ans d'expérience. Tél. : 46-33-62-24 de 9 à 12 h.

J'ACCEPTE UN OFFICE DE MÉDIATION OU NÉGOCIATION A RISQUES NÉCESSITANT UN HAUT SAVOIR-FAIRE. FRANCE, ÉTRANGER. ÉCRIRE HAVAS 06072 NICE CEDEX, B.P. 346, réf. 0807.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

CENSIER, 130 m², gd living + 3 ch., terrasse couverte 14 m², 2 entrées, balcons, park. 3.750.000. LEGI, 45-46-26-25.

6e arrdt

PROCHE LUXEMBOURG
Pierre de taille, étage élevé, beau 200 m². 42-89-16-16.

13e arrdt

MAISON 90 m²
Voie privée, beaucoup de charme. Idéal couple célibat. 1.850.000. LEGI, 45-46-26-25.

14e arrdt

RASPAIL/DENFERT
6 PIÈCES, plan exceptionnel 200 m² env., GRAND STDG, imm. ravalé, 45-26-99-04.

Mº VAVIN 90 m²
Pierre de t., 4e, ch. de serv. 2.400.000 F. LEGI, 45-46-26-25 ou 43-26-73-14.

15e arrdt

PORTE VERSAILLES
Bon imm. étage élevé 2/3 p., confort, 50 m² balcon, libre, prix 730 000 F, 47-36-06-05.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY PRÈS BOIS
Part. vd vu urg., bon 1930, 6 p., 2 bns, serv., box + cave, 200 m² environ, 2e ét., cft, appt raffiné, 7 430 000, 45-23-55-06, 47-42-08-00.

NEUILLY (PRÈS BOIS)
PARTICULIER VEND
Bon 1930, vrai 6 pièces, 2 bains, service, box, cave, 200 m², 2e ét., confort, appt raffiné, très bien disposé. Prix élevé. Tél. : 45-23-55-08.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère rive gauche, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE. Belles réceptions avec minimum 3 chambres.
TÉL. : (1) 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus.
Tél. : I.S.I. 42-85-13-06.

pavillons

COTEAUX CHENNEVIÈRES
Dans écrin de verdure (94) 20 km de Paris, 2 km RER. Pavillon 5 pièces, 2 salles d'eau, séjour marbre, terrasse panoramique. Sur sous-sol, buanderie, cave, serre, garage 2 voitures, jardin paysagé, sur 702 m², 1 350 000 F. Tél. : 64-30-17-29.

terrains

94 LIMEIL. Proche forêt OP. TERR. + CONSTR. s/ 625 m², fac. 18,50 m, viab. Px terr. 340 000 HT. Constr. Laurent 45-69-74-30.

94 BOISSY, RER à pied, quart. pav. op. terr. + constr. s/ 1 380 m², fac. 17 m, viab. Px terr. 570 000 F TTC. Constr. Laurent 45-69-74-30.

immobilier information

POUR VENDRE
de Particulier à Particulier sur la France et l'étranger maison, appt, propriété, terrain, commerce
INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876
5, r. de Greffulhe, 75008 Paris.
APPEL GRATUIT.
05-07-09-11.

bureaux

Ventes

Propriétaire vend en totalité libre
BEL IMMEUBLE DE BUREAUX
en parfait état - 2 200 m²
2 KM PORTE D'ORLÉANS SUR R.N. 20 A CACHAN R.E.R. ET BUS
R.-DE-CH. + 5 ÉTAGES + TERRASSE + SOUS-SOL ASCENSEUR MONTE-CHARGES
PRIX : 11 750 000 F
Possibilité de vente par plans de 255 m² + sous-sol.
Tél. : 45-40-78-89 - 45-40-86-87.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles. Bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat.
ACCESS - 40-26-15-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

DOMICIL. CCIALE 8e
TÉLEX/SECRÉT., TÉL., BURX
AGECO 42-94-95-28.

Domiciliation depuis 80 F/MS PARIS 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitution SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

locaux industriels

Locations

30 mn PONT DE ST-CLOUD. 2.900 m² dont 400 m² bureaux sur 5.000 m², bon état, tous camions. Tél. : 45-79-06-32.



L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
Tél. 45-55-91-82

Economie

SOMMAIRE

■ Etats-Unis et Canada ont passé un accord de principe pour réaliser un marché commun nord-américain *(voir ci-dessous)*. ■ Au prix d'une aide de l'Etat, d'une diminution importante du personnel et de la création de flottes sous pavillon étranger, la marine marchande française paraît améliorer sa situation *(page 38)*. ■ Démontrant sa capacité à mobiliser ses militants, FO a réussi sa première manifestation dans les rues de Paris depuis quarante ans *(page 38)*. ■ *Le Monde de l'économie* consacre un dossier à la Compagnie financière de Suez *(pages 39-40)*. ■ La Compagnie du Midi va prendre le contrôle de la charge Meeschaert-Rousselle *(page 46)*.

Sous réserve de l'accord du Congrès des Etats-Unis et des provinces canadiennes

Les bases d'un Marché commun nord-américain ont été jetées

Le Canada et les Etats-Unis sont parvenus *in extremis*, peu avant minuit samedi 3 octobre, à un accord de principe sur la libéralisation de leurs échanges commerciaux, qui ont atteint 129 milliards de dollars américains en 1986.

Les deux plus importants partenaires commerciaux de la planète se sont entendus pour supprimer la totalité de leurs barrières tarifaires d'ici à 1999 (les trois-quarts des échanges s'effectuent déjà en franchise) et pour créer un tribunal canado-américain d'arbitrage, dont les décisions seront exécutoires. Cette instance a été présentée comme une sorte de cour d'appel, à laquelle les parties pourront s'adresser une fois qu'elles auront épuisé les recours existants dans leur pays.

MONTREAL
de notre correspondante

La mise sur pied de ce tribunal était considérée comme *« une condition de base »* par Ottawa. Les producteurs canadiens ont gravement souffert depuis mai 1986 – au moment même où débutaient les négociations bilatérales – des mesures protectionnistes adoptées par le Congrès américain sur leurs exportations de bois, de potasse, d'uranium et de porc notamment. Ils voulaient éviter que les portes de l'immense marché de 250 millions de consommateurs ne se ferment davantage, avec pour conséquence la perte de milliers d'emplois.

Ce point a constitué jusqu'au bout le principal sujet de litige avec les négociateurs américains, septiques par avance à l'idée d'avoir à « vendre » cette clause de l'accord au Congrès.

En vertu de la procédure choisie, le président Reagan était en effet tenu de soumettre l'accord au Congrès, qui devra l'adopter ou le rejeter dans sa globalité (sans possibilité d'amendement) avant mars prochain.

De son côté, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, devra obtenir l'assentiment de ses homologues des dix provinces canadiennes, une tâche qui est loin d'être gagnée d'avance avec l'Ontario, la province la plus riche (ses échanges avec les Etats-Unis dépassent le volume du commerce américano-japonais) et aussi la plus réticente. L'accord sera ensuite soumis au Parlement canadien au début de l'année prochaine. S'il est ratifié à Ottawa et à Washington, il entrera en vigueur le 1er janvier 1989.

Corriger les déséquilibres économiques

Interrompues pendant dix jours par le Canada et reprises vendredi 2 octobre seulement, les négociations ont été *« difficiles et compliquées »*, selon les termes de M. Mulroney, qui avait, dès le début de son mandat en 1984, parié sur leur aboutissement.

Considérée comme une *« nécessité vitale »* pour son pays, qui effectue les trois quarts de son commerce avec les Etats-Unis, la libéralisation totale des échanges était à ses yeux la seule solution pour juguler le chômage (un peu moins de 9 % actuellement), corriger les déséquilibres économiques entre les provinces et améliorer la position commerciale du Canada, quand la filière du GATT (1) *« prend trop de temps »*.

L'administration américaine était quant à elle fort soucieuse de voir la portée de l'accord étendue aux services et aux investissements, afin de pouvoir le citer en exemple, à l'occasion précisément des négociations multilatérales menées au sein du GATT.

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui a mené les pourparlers au côté du représentant spécial du président Reagan pour le commerce, M. Clayton Yeutter, a indiqué que le fait que les Canadiens aient accepté en dernier lieu de *supprimer certains droits compensatoires* importants et lever des barrières non tarifaires dans le domaine des investissements avait permis des concessions, vraisemblablement sur la question de la création d'un tribunal d'arbitrage. L'industrie canadienne est déjà contrôlée à plus de 60 % par des *intérêts américains*, mais les Etats-Unis tenaient à ce que le Canada abandonne les derniers contrôles subsistant sur les investissements étrangers.

Faute de détails supplémentaires sur le contenu de l'entente, il fallait croire MM. Reagan et Mulroney sur parole, dimanche, lorsqu'ils assuraient que cet accord *« historique »* serait bénéfique pour les économies de chacun des pays et favoriserait la création de milliers d'emplois.

Toutefois, avant que l'accord ne s'applique, les vagues protectionnistes américaines pourront continuer de s'abattre sans que le Canada puisse y opposer un quelconque rempart, en particulier dans l'important *secteur des pâtes et papiers*, déjà menacé de droits compensatoires par le Congrès.

Si l'idée d'un futur Marché commun nord-américain réjouit d'emblée les milieux d'affaires canadiens, les partis d'opposition craignent beaucoup que le Canada n'y laisse une partie de son identité culturelle et de sa souveraineté politique.

MARTINE JACOT.

(1) Accord général sue le commerce et les tarifs douaniers.

BILLET

Répression et martyrs

LA mise à pied pour... fait de grève de quarante-deux salariés (sept nouveaux ayant rejoint le dimanche 4 octobre les trente-cinq ouvriers sanctionnés l'avant-veille) par la direction de la REMAP (ex-Chapelle-Darblay) de Grand-Couronne (Seine-Maritime) *est-elle le signe* d'une vaste offensive patronale contre le syndicalisme ? C'est en tout cas la thèse de la CGT, qui, comme le PC, fait de la *« défense des droits et libertés »* un de ses thèmes majeurs. En mettant particulièrement l'accent sur le cas de dix de ses militants de Renault, qui ont été licenciés à la suite d'incidents survenus à Billancourt (Hauts-de-Seine) entre le 25 juillet et le 1er août 1986, et sont traduits devant le tribunal de Nanterre à la fin du mois.

M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a encore plaidé en ce sens le vendredi 2 octobre, en parlant de *« milliers de militants sanctionnés tous les jours »* rien que pour sa fédération et en dénonçant une volonté du patronat et des pouvoirs publics d'*« atteindre le syndicalisme de classe »* et de *« faire plier la classe ouvrière française »*.

La situation actuelle résulte en fait de la conjonction de trois phénomènes.

On constate d'abord un incontestable durcissement dans certaines entreprises. Celles-ci profitent parfois des suppressions d'emplois pour licencier des syndicalistes. Surtout, elles se montrent beaucoup plus strictes sur l'exercice du droit de grève ; *elles ne laissent plus passer des incidents fréquents – quoique moins sérieux que chez les paysans – dans les manifestations ouvrières*, les syndicats français ayant traditionnellement refusé de « censurer » les actions violentes *de leurs adhérents ou de leurs militants*. Elles sont beaucoup plus sensibles à la venue de syndicalistes « extérieurs ». Et elles portent les affaires devant la justice.

Cet appel rencontre aussi un écho chez les juges : condamnation à des amendes ou à des peines de prison avec sursis pour des bagarres à l'entrée d'usines (par exemple pour l'usine Citroën de Nanterre, le 3 septembre dernier), ou de sanctions pour des grèves *« illicites »* comme l'amende de *880 000 F infligée aux quatre* syndicalistes de Spay (Sarthe), les tribunaux allant jusqu'à décider du caractère licite ou non des revendications...

Mais ces affaires sont aussi montées en épingle par la CGT. Celle-ci rencontre quelques difficultés à mobiliser ses troupes, même dans ses fiefs : les grévistes n'ont pas été nombreux le 1er octobre à Billancourt ou à Grand-Couronne. Elle met donc l'accent sur la *« répression »* et sur ses martyrs. Façon de chercher une autre forme de mobilisation et de mettre en exergue son originalité, réelle ou non, par rapport aux autres centrales ouvrières.

GUY HERZLICH.

REPÈRES

Assurance-maladie

Décélération moins forte

Le décélération des dépenses d'assurance-maladie s'est ralentie en août, selon les chiffres publiés par la Caisse nationale des salariés. En *moyenne annuelle, elles avaient* augmenté, fin août, de 5,7 %, soit 2,7 % à prix constants, contre 5,9 % fin juillet. Les honoraires médicaux progressaient de 5 %, contre 4 % fin juillet : l'augmentation, due à des raisons saisonnières (un plus grand nombre de jours ouvrables), concerne les consultations (+ 6,5 % fin août, contre 5,6 % fin juillet), essentiellement celles des spécialistes, et les actes radiologiques (+ 6,2 %, contre + 5,5 %). L'évolution des actes techniques et des visites est restée la même qu'en juillet.

Dette

Le Soudan rentre dans le rang du FMI

Le Soudan vient de dévaluer sa monnaie, la livre, de 44,4 % – le dollar vaut désormais 4,5 livres soudanaises – *et a annoncé un plan* d'assainissement comportant des relèvements de prix allant jusqu'à 26 % pour l'essence et 66,6 % pour le sucre. Ces décisions, annoncées à la suite d'un accord avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont provoqué des manifestations violentes à Khartoum, rapporte l'agence *égyptienne pour le* Moyen-Orient. En échange d'une politique d'austérité, le gouvernement soudanais a obtenu l'assurance de nouveaux prêts totalisant 4,8 milliards de dollars sur quatre ans.

Economie

AFFAIRES

En deux ans

Le plan de sauvetage de la marine marchande aura coûté 8 milliards de francs à l'Etat

Un an exactement après le lancement du plan de sauvetage de la marine marchande, M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, a pu dresser, le 2 octobre, un bilan globalement positif. *« La France reste une grande puissance maritime. Sa flotte est au huitième rang mondial et au troisième en Europe comme l'Allemagne et l'Italie, après la Grèce et la Grande-Bretagne. »*

Sur vingt-trois dispositions législatives, réglementaires, fiscales, sociales ou financières décidées au début d'octobre 1986, vingt sont en application. Plusieurs secteurs de la marine marchande ont, à coup sûr, évité de justesse le naufrage, mais au prix d'importantes aides de l'Etat et d'une réduction drastique du nombre des marins et des officiers.

Rompant avec des réflexes colbertistes et protectionnistes, M. Guellec a, pour la première fois, livré des statistiques précises sur le nombre des cargos français, chiffre que, jusqu'à maintenant, les armateurs n'avaient pas voulu communiquer (1).

Au 1er juillet, on comptait 269 navires battant pavillon français et 91 contrôlés à plus de 50 % par des sociétés françaises mais arborant un pavillon étranger pour des raisons de moindre coût d'équipage. Suivant en cela une pratique désormais courante chez les Allemands, les Norvégiens, les Américains ou les Britanniques, les armateurs français créent des filiales étrangères et peuvent, de la sorte, faire naviguer leurs navires sous pavillon économique, voire (mais c'est rare) de complaisance.

Aujourd'hui, la flotte appartenant à des Français navigue pour 35 % sous pavillon étranger (Bermudes, Panama, Libéria, Chypre), alors que ce pourcentage dépassait à peine 10 % il y a deux ans. Il faut ajouter qu'une vingtaine de bateaux français sont la propriété de grands groupes étrangers, notamment pétroliers.

Le plan de sauvetage de la marine aura coûté à l'Etat au total 8 milliards de francs pour 1987 et 1988. Les chapitres budgétaires les plus lourds sont constitués par les subventions aux transports vers la Corse, les bonifications d'intérêt en cours, la dotation en capital au groupe public CGM et les aides aux autres armements privés avec lesquels une convention a été passée.

Des réductions d'effectifs

Que ce soit le « pavillon bis » des îles Kerguelen, le remboursement partiel de la taxe professionnelle sur les navires, la simplification et la polyvalence des fonctions à bord, ou enfin les règles fiscales sur la copropriété des bateaux, la grande majorité des engagements ont été tenus. Ainsi le secteur du transport des céréales, des minerais, du charbon par grands navires, qui était menacé d'effondrement il y a un an à cause des coûts prohibitifs d'exploitation et des taux de fret déprimés, a pu se maintenir. Le groupe français CETRAGPA, dont Louis Dreyfus, qui a reçu d'importantes aides publiques, est le pivot, tient désormais dans ce créneau une place de leader mondial.

Le revers de la médaille concerne évidemment l'emploi, puisque 14 560 marins et officiers naviguaient sur des navires français le 30 juin dernier au lieu de 20 900 à la fin de 1982 et de 29 000 à la fin de 1976. Et entre 1984 et aujourd'hui le nombre de marins en attente d'embarquement a doublé.

Pour remplir son contrat, M. Guellec doit maintenant faire adopter deux dispositions qui n'ont pas l'heur de plaire à tous ses collègues du gouvernement. La première consisterait à réserver les cargaisons entre la métropole et les territoires du Pacifique à des armements de la CEE et surtout à la CGM, vivement concurrencée par des compagnies norvégiennes, polonaises ou coréennes. Mais les deux ministres concernés, MM. Bernard Pons et Gaston Flosse, s'y opposent. L'autre aurait pour objet d'introduire des machines à sous et des jeux de hasard à bord de car-ferries. Là c'est M. Pasqua qui met le hola. Mais M. Guellec, breton, est têtu...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Les armateurs sont regroupés au sein du Comité central des armateurs de France (CCAF).

Querelle de chiffres

Comment calculer le taux de couverture par les navires français du commerce extérieur maritime du pays ?

Si l'on ne prend en compte, dans une vue strictement hexagonale, que les marchandises débarquées ou embarquées dans des ports français par les seuls *navires battant pavillon français*, on arrive au très faible pourcentage de 24,9 %.

Mais lorsqu'on considère l'ensemble des tonnages transportés par des navires français ou affrétés par des compagnies, quels que soient les ports touchés (y compris, donc, le trafic *entre des ports étrangers et* par exemple entre l'Afrique et le Japon), le pourcentage exprimé en valeur de fret est de 41,2 %, contre 44 % en 1983 et 48 % en 1980.

La moitié du commerce extérieur (en tonnage) se fait par voie maritime et le tiers en valeur.

Une Bourse morose

(Suite de la première page.)

La Commission des opérations de Bourse (COB) estime elle, pour le premier semestre de l'année à 27,2 milliards de francs l'appel public à l'épargne, qu'elle compare à 41,5 milliards pour la même période de 1986. Le repli serait alors de... 34 %.

Le recul pourrait amener à conclure que les firmes privées ont été gênées par les privatisations. Les critiques du programme gouvernemental auraient raison. En fait, les choses sont plus complexes. Toutes les opérations prévues par les sociétés cotées ont pu, semble-t-il, se faire, même s'il y a eu parfois des délais à cause de telle ou telle privatisation. La baisse observée s'expliquerait par le fait que 1986 fut une année exceptionnelle pour les augmentations de capital. Le montant en avait été multiplié par 3,5 par rapport à 1985 (voir graphique). Sur les 62,5 milliards de francs collectés, pas moins de 24 milliards provenaient d'ailleurs des seules émissions de certificats d'investissements, ces fameuses actions sans droit de vote créées au départ pour les entreprises nationalisées avant d'être étendues en 1986 aux firmes privées.

Toutefois, si on ne peut donc conclure à l' *« assèchement du marché »*, un autre effet pervers se révèle. Les privatisations de 1987 on l'a vu, auront représenté 50 milliards de francs, soit l'équivalent de ce qui sera l'appel à l'épargne privée par les firmes cotées. Autrement dit, par son programme, le gouvernement aurait *grosso modo* multiplié par deux cet appel passé à 100 milliards de francs (1). La capitalisation boursière de Paris étant de 1 250 milliards de francs, la ponction globale auprès du public en représente quelque 8 % contre 3 % en 1985 avant toute opération de privatisation. C'est beaucoup d'argent qui ne reste pas en Bourse pour aller – pour moitié – dans les caisses de M. Balladur. Trop, selon de nombreux investisseurs. D'autant qu'il convient de prendre en compte en plus, pour l'ensemble de l'année, les quelque 35 milliards investis par les participants aux noyaux durs, autant de liquidités qui auraient pu se placer sur les autres titres et contribuer à une hausse de leurs cours.

En milliards de francs

Appel public à l'épargne

Part des privatisations

TOTAL

100 – 80 – 60 – 40 – 20 – 0

3,5 – 10,8 – 9,8 – 17,4 – 71,2 – 100 – 50 – 28,9 – 8,7

prévisions

1982 – 1983 – 1984 – 1985 – 1986 – 14 Sept. 1987 – 1987

Source = COB (hors prévisions 1987)

Ces milliards ponctionnés auraient empêché une progression moyenne de près de 10 % de l'ensemble des valeurs au premier semestre selon leurs calculs. Ce poids n'aurait pas été négligeable dans le mouvement de baisse amorcé à la mi-mai. Sans doute, les privatisations ne sont-elles pas, à elles seules, responsables de la morosité de la Bourse parisienne qui s'explique aussi par la hausse des taux d'intérêt et par une incertitude politique sur l'issue de l'élection présidentielle : les boursiers, en particulier étrangers, n'aiment pas les turbulences. Mais sous les lambris du palais Brongniart, il ne fait aucun doute que M. Balladur a pesé sur les cours. Le « décrochage » observé cet été, à l'issue de la première vague de privatisations, entre les places étrangères en croissance, irrégulière certes, mais globale (New-York, Londres, Tokyo et... même Francfort), et celle de Paris pourrait trouver là sa raison.

Cet effet pervers des privatisations à marche forcée sur la déprime de la Bourse a deux conséquences. Elle risque d'abord de décevoir les actionnaires et les Français qui ont découvert les actions en 1986. Paribas, Sogenal, la BTP, la CGE et la Société générale ont toutes vu leurs titres revenir en dessous de leur première cotation (qui reste néanmoins légèrement supérieure au prix d'achat). Voilà qui va perturber la suite du programme.

La seconde conséquence est... l'obligation pour le gouvernement de fixer le prix de l'offre publique de vente au plus bas de la fourchette d'estimation officielle, voire en dessous des évaluations faites par les agents de change. On l'observe aujourd'hui déjà pour Suez. Le gouvernement, en voulant aller trop vite, on vend moins cher. La polémique sur le « bradage » pourrait repartir.

DOMINIQUE GALLOIS.

(1) Pour affiner le calcul, il faudrait tenir compte des investissements dans les noyaux durs et des introductions sur les Bourses du second marché.

SOCIAL

Plus de vingt mille manifestants de FO à Paris

La leçon de syndicalisme de M. Bergeron

Force ouvrière a relevé le défi qu'elle s'était elle-même assigné en faisant défiler, le samedi 3 octobre, de la République à la Bastille plus de vingt mille personnes venues des quatre coins de la France (douze mille selon la police). Plus que ce qu'elle attendait mais... moins que la CGT lors de sa manifestation régionale parisienne du 1er octobre. Pour sa première manifestation interprofessionnelle depuis quarante ans, la confédération de M. André Bergeron a obtenu un résultat honorable.

Dominé largement par le secteur public – avec d'importants bataillons de postiers, d'hospitaliers et de communaux – mais aussi de nombreux métallurgistes, la manifestation avait une allure bon enfant. Les militants étaient venus en famille. Les slogans, peu nombreux, portaient sur les salaires et la sécurité sociale et demeuraient sur un registre syndical malgré quelques interpellations de M. Chirac et même, pour les mineurs de Meurthe-et-Moselle, de M. Mitterrand.

M. Bergeron avait déçu ses militants en prononçant une brève allocution place de la Bastille bien avant que la totalité des manifestants y soient réunis. Mais le secrétaire général de FO devait se rattraper lors de son discours d'ouverture de la 7e Fête de l'amitié sur la pelouse de Reuilly, porte de Vincennes.

Contrairement à la tradition, il ne se référa pas à un texte écrit et sut pendant une heure par d'incontestables qualités d'orateur, soulever l'enthousiasme de son auditoire. Tantôt grave, tantôt ironique, mêlant admonestations et anecdotes, c'était, dans la forme, du très bon Bergeron.

D'emblée, M. Bergeron rappela que la manifestation du 3 octobre n'avait *« rien de politique »*, mais qu'elle avait été pour ses militants *« l'occasion de crier ce qu'ils portent en eux »*. Invitant, dans la perspective de l'échéance européenne de 1992, *« le syndicalisme européen à agir avec plus de vigueur que jusqu'à présent »*, M. Bergeron a répliqué tout au long de son intervention à des propos de M. Alain Minc sur le pouvoir d'achat, le statut de la fonction publique et le syndicalisme, se plaçant du même coup sur la défensive. *« Je dis au gouvernement et aux patrons*, a-t-il ajouté : *on peut discuter de beaucoup de choses, mais, pour ce qui est du SMIC, nous n'accepterons pas qu'on le mette en cause. Et si par hasard c'était le cas, nous réagirions avec une extrême vigueur. »*

A seize mois de son départ

M. Bergeron s'est déclaré prêt à négocier dans les branches sur l'aménagement du temps de travail mais il a averti le CNPF – qu'il rencontrera le 3 novembre – qu'il n'est pas question *« d'occulter le problème de la réduction du temps de travail »*.

A seize mois de son départ – prévu pour le prochain congrès de Force ouvrière reporté à février 1989, – M. Bergeron a donné à ses amis une vigoureuse leçon de syndicalisme, en admettant implicitement que celui-ci connaît des difficultés.

MICHEL NOBLECOURT.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Madelin : « Le pouvoir au sein des entreprises privatisées ne restera pas dans les mêmes mains »

M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, a vigoureusement défendu, au micro du « Grand Jury RTL-*le Monde* », la politique de privatisation menée par le gouvernement Chirac : *« Si le pouvoir change de mains, c'est tant mieux (...)*, a-t-il déclaré. *On essaie de faire croire que le pouvoir restera dans les mêmes mains, ce n'est pas vrai. Avant les privatisations, les chefs d'entreprise allaient chercher les ordres auprès du pouvoir politique (...). Aujourd'hui, les seuls ordres qu'ils reçoivent sont ceux de leurs clients, de leurs actionnaires. »*

M. Madelin a défendu le mode de désignation des « noyaux durs » des entreprises privatisées : *« On ne va pas exclure les gens sous prétexte qu'ils étaient déjà là et qu'ils ont déjà des compétences ! (...). Les noyaux durs, ce ne sont pas des hommes, ce sont des entreprises. Quand on dit, par exemple, que la Société générale est au noyau dur de telle ou telle entreprise, il faut aussi penser que la Société générale, c'est aussi des actionnaires. »*

A propos de la concurrence dans le secteur de l'automobile, M. Madelin s'est refusé à figer les parts du marché pour protéger Peugeot, mais il a confirmé que Renault deviendrait une entreprise comme les autres, c'est-à-dire avec un nouveau statut et une ultime dotation de l'Etat qui apurera le déficit, car *« il ne doit plus y avoir d'appel au contribuable »*.

ÉTRANGER

Dérapage des prix et des investissements

Pékin lance une campagne nationale de lutte contre l'inflation

Après deux mois de campagne pour réprimer les hausses de prix illégales sur les marchés, notamment privés, le gouvernement chinois vient de lancer une vaste offensive contre la fraude. Le *Quotidien du Peuple* annonçait, le vendredi 2 octobre, que cette offensive vise à éliminer les tensions inflationnistes qui *« empoisonnent les réformes économiques »*. Elle durera jusqu'au Nouvel An chinois, en février prochain, et touchera les entreprises d'Etat, les entreprises collectives et les administrations aussi bien que les entreprises et magasins privés.

Le dérapage des prix et des investissements préoccupe sérieusement les dirigeants chinois. A l'issue d'une conférence nationale sur la planification économique, l'agence Chine nouvelle rapporte qu'une stabilisation sur ces deux fronts constituera *« la première tâche »* du gouvernement en 1988. De fait, les prix de détail ont augmenté de 6,3 % durant le premier semestre 1987 alors que l'objectif officiel était une stabilité des principaux produits alimentaires.

Déjà, en août dernier, le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, s'était inquiété des conséquences, pour le niveau de vie de certains salariés, d'une dérive évaluée à 17,8 % en six mois du prix de produits de première nécessité. La Chine serait-elle à nouveau menacée de surchauffe ?

L'évolution de la production industrielle illustre les difficultés qu'éprouve le gouvernement à garder le contrôle des éléments majeurs de l'économie. Sa progression, de 14,6 % en rythme annuel durant les cinq premiers mois de 1987, est deux fois plus élevée que prévu et recouvre, selon l'institut de recherche économique japonais Nomura, un triple phénomène : le dynamisme de la consommation, dopée par une hausse des salaires comme par les subventions gouvernementales à l'agriculture ; une bonne tenue des exportations, notamment textiles ; un bond des investissements évalué par certains économistes à près de 25 % durant le premier trimestre.

Ce dernier élément pose un réel problème à Pékin. L'idée de projets prioritaires orchestrés au niveau des provinces par des responsables disposant d'une plus grande autonomie de gestion a, apparemment, trouvé ses limites. Plutôt que de se consacrer à des projets dans les transports ou l'énergie, deux goulets d'étranglement traditionnels en Chine, les provinces ont souvent opté pour des opérations jugées moins urgentes par le gouvernement central, qu'il s'agisse de nouvelles usines ou d'hôtels. Non seulement cette floraison de nouveaux projets constitue un élément inflationniste supplémentaire, mais elle risque de contrarier la recherche de meilleurs équilibres budgétaires.

Ces contradictions entre l'intérêt de l'Etat et celui de provinces qui voient dans la promotion de nouveaux investissements productifs le moyen de créer des emplois, de produire plus et, par là même, d'engranger de nouvelles recettes fiscales, ne seront pas aisées à dépasser. Et si, depuis le printemps dernier, certains économistes prônent le retour à une recentralisation allant à l'encontre des réformes en cours, rien n'est encore tranché au niveau politique.

Au moins Pékin peut-il se féliciter de voir s'amenuiser les déficits extérieurs du pays. Selon les chiffres de l'administration des douanes, les importations ont baissé de 6 % durant le premier semestre, alors que les exportations progressaient de 24 %. Le déficit commercial était ainsi ramené à 2 milliards de dollars contre 6,5 milliards un an auparavant. L'institut Nomura table, pour l'ensemble de 1987, sur un solde négatif de 5,5 milliards contre 11,9 milliards en 1986, même en tenant compte des dispositions restrictives que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne ont prises à l'encontre des textiles chinois.

Une telle évolution permettrait à la balance des paiements courants d'enregistrer un déficit limité à 1 milliard de dollars cette année, un redressement spectaculaire par rapport aux 7,1 milliards de 1986. Reste à savoir si le gouvernement parviendra à reprendre petit à petit en main les fils d'une économie dont la croissance pourrait s'élever encore à 8,4 % cette année.

F. Cr.

35 000 emplois en trop dans la sidérurgie allemande

Accord sur les mesures sociales d'accompagnement

BONN
de notre correspondant

Les organisations patronales et syndicales de la sidérurgie ouest-allemande, ainsi que le gouvernement de Bonn se sont mis d'accord, le vendredi 2 octobre, sur une série de mesures d'aide à la reconversion des sidérurgistes menacés par la crise dans ce secteur.

Il s'agit de procéder à la suppression de 35 000 emplois dans les aciéries d'ici à 1989 sans « licenciements secs ». Le gouvernement fédéral mettra 300 millions de deutschemarks (environ 1 milliard de francs) dans le pot des mesures d'accompagnement social, les régions 150 millions de deutschemarks, et le budget de la CEE participera lui aussi pour 150 millions de deutschemarks à cette opération.

Ces décisions, prises en prévision de la réunion de Bruxelles du mois de décembre prochain, où doivent se discuter les quotas de production d'acier dans les pays membres de la CEE sont bien accueillies par toutes les parties concernées.

La tension sociale dans le secteur de la sidérurgie allait en effet grandissant : dans la Ruhr, la ville d'Hattingen avait le mois dernier lancé une « opération ville morte » pour protester contre le plan de fermeture des hauts fourneaux, la seule activité de la ville. Au congrès du syndicat IG Metall, des sidérurgistes en colère avaient empêché le ministre du travail, M. Norbert Blüm (chrétien-démocrate), de prendre la parole, en dépit de son ancienne appartenance à l'organisation.

Les mesures décidées à Bonn se traduiront par des mises à la retraite anticipée, des aides à la reconversion professionnelle, et des aides à la création d'emplois dans d'autres branches. Pour M. Heinz Kriwet, le président du groupement patronal des industries du fer et de l'acier, ces mesures, cependant, ne pourront ménager qu'un répit car d'autres suppression d'emplois devront intervenir après 1989. Les syndicats et le Parti social démocrate considèrent qu'il s'agit là *« d'un pas dans la bonne direction »*, même si le ministre de l'économie de Sarre, l'une des régions les plus touchées par la crise de l'acier, considère que ces mesures *« sont beaucoup top réduites pour apporter une solution aux problèmes les plus pressants »*.

LUC ROSENZWEIG.

Réunion des ministres européens des affaires étrangères

Le dossier du budget reste dans l'impasse

Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis les 3 et 4 octobre à Nyborg au Danemark, ne sont pas parvenus à un accord sur le budget 1988. Sir Geoffroy Howe, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, a confirmé que son pays n'acceptera pas d'arrêter pour 1988 des dépenses dépassant les recettes actuellement disponibles dans la CEE. Outre le Grande-Bretagne, l'Espagne et la Grèce n'ont pas, pour l'instant, rallié les neuf autres pays, d'accord depuis le 1er octobre pour anticiper les ressources financières des Douze. Madrid et Athènes ont pourtant reçu de la présidence danoise des assurances sur l'accroissement des crédits destinés à financer les actions sociales de l'Europe. Jusqu'à présent, les deux capitales méditerranéennes – qui ont jusqu'au 6 octobre pour donner leur réponse – se sont montrées réservées.

Le Monde
ECONOMIE

LA PRIVATISATION DE SUEZ

Du canal au tunnel sous la Manche

En cent trente ans d'existence, la Compagnie a prouvé ses grandes capacités de rebond.

DÉCEMBRE 1858 : Ferdinand de Lesseps crée la Compagnie universelle du canal maritime de Suez pour relier la Méditerranée à la mer Rouge. Octobre 1986 : la Banque Indosuez, principale filiale de la Compagnie financière de Suez, figure parmi les promoteurs du tunnel sous la Manche, l'Eurotunnel. Cent vingt-huit ans séparent ces deux événements, qui jettent entre ces deux sociétés un pont marqué par la nationalisation du canal par le général Nasser le 26 juillet 1956.

Aujourd'hui, la Compagnie n'a plus de canal ; d'universelle, elle est devenue financière, effectuant une reconversion qu'on se reconnaît à qualifier de brillante. Mais, dans sa raison sociale, elle a bien pris soin de conserver le nom de Suez, dans lequel se sont incarnées une grande part de sa culture et de sa tradition, une éthique bien à elle et une certaine conscience morale qui ailleurs n'existe pas toujours.

Dans les années qui précédèrent et suivirent immédiatement le coup de force égyptien de 1956, que n'a-t-on glosé sur la « vieille dame de la rue d'Astorg », où son siège est installé depuis 1913. Symbole presque caricatural d'un capitalisme flamboyant aux mains de notables soigneusement cooptés, État dans l'État égyptien, incapable de comprendre les aspirations irrésistibles d'un nationalisme exacerbé, employant un personnel européen surpayé et logé dans les somptueuses villas de Port-Saïd et d'Ismaïlia (on pense aux pilotes du canal, jugés indispensables à l'époque et que l'Egypte remplace quasiment au pied levé), *ou, au contraire,* éclatante illustration du généreux esprit saint-simonien, bienfaitrice d'un pays sous-développé, créatrice de villes et d'activités nouvelles ?

Ce n'est pas le lieu de tirer un bilan exhaustif de l'aventure du canal. Deux choses sont sûres, néanmoins : après un appel bien risqué à l'épargne et des débuts assez difficiles, le canal de Suez fut une excellente affaire pour ses actionnaires. Et, de toute façon, en 1956, à douze ans de l'expiration de la concession accordée à Ferdinand de Lesseps, la Compagnie, prisonnière d'un statut international, était devenue un enjeu politique qui la dépassait. Même si ses dirigeants, trop empreints de juridisme, ne se montraient guère disposés à améliorer significativement les conditions faites au gouvernement du Caire.

Un nom qui vaut de l'or

Après le traumatisme de la nationalisation, l'objet social de la Compagnie ayant disparu, deux *solutions s'offraient : la dissolution,* en distribuant une indemnité versée par l'Egypte, après arbitrage de la Banque mondiale, soit 2,5 milliards de francs actuels et la répartition des réserves accumulées, ou alors la poursuite des activités. C'est la seconde solution qui l'emporta, avec, comme base de départ précisément, ces fameuses réserves, véritable matelas de près de *5 milliards* de francs ; avec surtout un atout majeur : *« Une réputation morale absolument éblouissante et un nom qui valait de l'or* (1). »

Quatre hommes vont effectuer cette reconversion et rompre avec la chaîne des notables qui s'étaient succédé à la tête de la Compagnie depuis Ferdinand de Lesseps : le prince d'Aremberg, de 1896 à 1913 ; M. Charles Jonnart, ancien gouverneur général *de l'Algérie, de 1913 à 1927 ;* le marquis Louis de Vogüé, gros propriétaire terrien et économiste, de 1927 à 1948, et M. François Charles-Roux, homme de lettres et ancien ambassadeur, de 1948 à 1957.

Ces quatre hommes, ce sont M. Jacques Georges-Picot, entré à la Compagnie en 1937, qui en devient président en 1957 ; M. Dominique de Grieges, secrétaire général depuis 1946 et numéro deux officiel jusqu'en 1976 ; M. Michel Caplain, le numéro trois, directeur général en 1968 et qui succédera à M. Georges-Picot en 1971. Trois inspecteurs des finances, auxquels il faut ajouter un ingénieur, M. Philippe Malet, polytechnicien et corps des mines, haut fonctionnaire spécialisé dans la sidérurgie, conseiller économique au *secrétariat général de l'Elysée,* de 1960 à 1963.

C'est M. Georges-Picot qui formulera la règle des trois tiers pour la répartition des activités : banque, industrie et placements liquides ou semi-liquides. Les applications ne tarderont pas. La Compagnie financière de Suez – c'est son nouveau nom à partir de 1958, – devient, en 1966, actionnaire à 20 % de Pont-à-Mousson, en rachetant des titres à la famille Cavalié, confrontée à des problèmes de succession, et fait alliance avec le président de cette société, M. Roger Martin, polytechnicien, comme M. Malet.

Second succès, en 1967, l'entrée dans la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage, avec un pourcentage qui montera jusqu'à 20 %. En 1969, lorsque Saint-Gobain, firme tricentenaire et lourdement endettée, est attaquée, avec l'aide de la Banque Lazard, par BSN, rivale plus souple et plus entreprenante, Suez apporte son soutien discret, mais efficace. Saint-Gobain gagne la bataille, mais, ayant été obligée de racheter ses propres titres, en sort exsangue.

Belle revanche

M. Georges-Picot organise alors son rapprochement avec Pont-à-Mousson, dont le président, M. Martin, dirigera le nouvel ensemble, en réalité une véritable absorption du plus gros par le plus petit. Un beau coup, avec de gros titres dans la presse. *« Un géant est né, sous l'égide de Suez. »* Belle revanche, treize ans après la perte du canal !

De rares échecs, mais il y en a, tel celui de la Compagnie française d'entreprise (CFE), la « danseuse » du groupe, qui lui coûtera plus d'un demi-milliard de francs avant d'être apportée pour 1 F à Bouygues, où Suez détient 10 %, un investissement fort profitable. Autre échec, celui de la Société commerciale d'affrètement et de commerce, très *engagée dans les relations* avec l'Afrique, qui, malgré ses efforts de diversification, finit par être cédée au groupe Bolloré en 1986.

Cependant, en 1966, une étape très importante dans la vie de la Compagnie avait été franchie avec l'entrée de M. Jack Francès, qui apporte son Union des mines La Hénin à la toute jeune Banque de Suez, pour constituer la BSUM, *qui deviendra plus tard* Indosuez. Polytechnicien, inspecteur des finances qui quitte la fonction publique très tôt pour l'époque (trente-six ans), M. Francès est un homme de secret et de pouvoir. Hostile à toute publicité, fuyant les journalistes comme la peste, il est considéré par ses collaborateurs et par ses rivaux comme un véritable magicien.

A partir des reliquats du secteur privé qui avaient échappé à la nationalisation des Charbonnages en 1945, il a édifié un véritable empire, qui va de la banque au crédit spécialisé (Sofinco, La Hénin) dont il est un des pères en France, avec M. Jacques de Fouchier et sa Compagnie bancaire. Sa prédilection bien connue pour l'assurance l'a poussé à prendre le contrôle de compagnies comme L'Abeille et La Paix, qui formeront le groupe Victoire.

En 1972, le groupe de M. Francès fusionnera complètement avec Suez, dont les actifs immobiliers sont regroupés au sein de la Compagnie La Hénin, présidée par M. Jean Lamey. Entre-temps, une furieuse *bataille* boursière se sera déroulée pour le contrôle du Crédit industriel et commercial (CIC), que Paribas de M. Jean Reyre convoite, et que M. Georges-Picot, dont le père avait présidé cette banque, lui dispute. C'est l'époque de la course aux guichets et aux dépôts.

Après deux années de péripéties diverses, un armistice est signé. Paribas, dont M. de Fouchier est devenu président après avoir évincé M. Reyre, que son conseil accuse d'avoir outrepassé ses pouvoirs, assujettit son contrôle sur le Crédit du Nord et reçoit la Banque de l'Union parisienne des mains de Suez, qui obtient le CIC en échange. En 1974 et 1975, une seconde et aussi très importante étape est franchie par l'absorption de la Banque de l'Indochine, qui donnera naissance à la Banque Indosuez de maintenant.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 40.)

(1) *Suez : Du canal à la finance,* Hubert Bonin, Economica 1987, 673 pages, 195 francs.

JACQUES GEORGES-PICOT
Reconversion réussie

M. JACQUES GEORGES-PICOT, *né avec le siècle,* fut le premier grand commis du ministère des finances à entrer à la Compagnie universelle, qui, auparavant, se méfiait un peu de la haute administration. Inspecteur des finances, chef de cabinet du ministre du budget en 1931, directeur de l'administration centrale au ministère des finances, il « pantoufle » à la Compagnie, dont il devient secrétaire général, puis directeur général. Président en 1957, il aura la mission redoutable de reconvertir totalement les activités de la Compagnie après la nationalisation du canal en 1956.

Cet homme de l'establishment, fils de banquier (son père fut président du CIC), pouvait se montrer autoritaire autant que charmeur. Adversaire de toute pratique douteuse, dans la grande tradition de la maison, il ménagea l'entrée de Suez dans Saint-Gobain prêtant son appui au groupe Verricz attaqué par BSN. Puis il livra une furieuse bataille à Paribas pour le contrôle du CIC. Lorsqu'il partit, en 1971, à l'âge de soixante-dix ans, la conversion de Suez était bien avancée : mission accomplie.

F.R.

MICHEL CAPLAIN
Tout en conciliation



NÉ en 1914, inspecteur des finances, sous-directeur au ministère de l'économie nationale en 1945, M. Michel Caplain quitte assez tôt l'administration pour devenir secrétaire général du Crédit foncier franco-égyptien de 1946 à 1954. Cela lui donne l'occasion de connaître la Compagnie du canal de Suez, où il entre en 1954 comme secrétaire général. Directeur général en 1968, il succède en 1971 à M. Jacques Georges-Picot qu'il a assisté dans toute la période *de reconversion.*

Considéré, alors, comme un *« président de transition »,* il va, en fait, rester en fonctions dix ans, jusqu'à sa mort, le 30 mai 1981. Il s'est, d'abord, employé à panser les plaies *ouvertes par une* bataille de trois ans entre Suez et Paribas pour le contrôle du CIC. Puis, en sauvant la face de M. François de Flers, président de la Banque de l'Indochine, vaincu par M. Bernard Pagèzy après un court et rapide affrontement, il ménage, benoîtement, l'absorption de ladite Banque de l'Indochine par Suez.

Affable, tout en rondeurs, M. Michel Caplain avait érigé la conciliation décentralisatrice à hauteur d'art. Il faut dire qu'il avait affaire à de robustes barons, campés dans leur forteresse, comme M. Jack Francès à Indosuez *ou dans ses* assurances et comme M. Jean Lamey, à la Compagnie La Hénin. La nationalisation allait briser cette cohabitation et marquer la fin d'une époque.

F.R.

LA CONJONCTURE

Accalmie...

par JACQUES SAUVANT

Avec un dollar à peu près stabilisé, le monde est en train de digérer les fortes secousses de 1985 et 1986.

LA prochaine élection présidentielle ne se jouera pas sur les questions économiques, affirme-t-on souvent. C'est certainement vrai si l'on entend par là qu'il existe désormais dans notre pays un assez grand consensus sur les objectifs de la politique économique, sinon sur les modalités de sa mise en œuvre. Mais il ne fait pas de doute que la conjoncture du moment influera sur le scrutin, comme ce fut le cas lors des précédentes consultations électorales.

A l'heure actuelle, sur le plan international, un certain calme s'est établi qui tranche avec les secousses *des deux années* précédentes. Le monde est en train de digérer les mouvements de prix et de parités de 1985-1986. Le dollar est à peu près stabilisé depuis le mois de février (date de l'accord du Louvre) et le prix du pétrole fluctue dans des marges assez étroites, un peu au-dessous de 20 dollars le baril.

Cependant, aux Etats-Unis, le déficit extérieur s'est encore aggravé au premier semestre. Le Japon, lui, s'est adapté à la montée du yen, par un effort intense de compression des coûts. En Europe, la croissance reste modeste, de l'ordre de 2 % ; mais les contrastes entre pays devraient s'atténuer. Enfin, la baisse des importations des pays en développement et de l'OPEP a cessé, ce qui constitue *le principal élément* nouveau.

Comment ces données vont-elles *évoluer ? Une bonne partie* de la réponse se trouve aux Etats-Unis. Etonnante économie américaine, dont le dynamisme ne se dément pas malgré une politique budgétaire très restrictive en 1987 (réduction du déficit fédéral d'environ *60 milliards de dollars*), des taux d'intérêt en augmentation et un pouvoir d'achat ralenti par l'inflation ! Depuis le printemps, la production industrielle, tirée par la reprise des exportations (+ 12 % en volume en un an) elle-même dopée par la baisse du dollar, croît à un rythme annuel de 8 %, et les entreprises, pourtant pénalisées par la réforme fiscale, accélèrent leurs investissements. Le résultat : une augmentation toujours vive des importations, qui empêche l'amélioration des comptes extérieurs et continue d'imposer un recours massif aux capitaux étrangers.

Le risque d'un ajustement brutal – effondrement du dollar, hausse vertigineuse des taux d'intérêt et récession, – s'il subsiste, semble néanmoins avoir diminué au cours des derniers mois. D'abord, parce que les responsables des principales économies ont montré une certaine capacité à gérer la situation ; ensuite, parce qu'un ralentissement de la demande intérieure aux Etats-Unis pourrait finir par se dessiner et entraîner un début de réduction du déficit des paiements courants, nécessairement limité, mais ouvrant la perspective, même lointaine, d'une solution et donc atténuant le risque *d'une crise de confiance* à l'égard de la monnaie américaine.

Le plus probable désormais est un scénario d'ajustement lent combinant une légère baisse du niveau de vie américain, une montée progressive de l'inflation (*+ 5,1 % en rythme annuel de* janvier à août), et des tensions persistantes sur les taux d'intérêt dans le prolongement des tendances récentes (+ 2 points depuis mars). Un nouveau recul du dollar n'est pas exclu, mais il resterait de faible ampleur. Plutôt rassurant pour l'économie mondiale à court terme – car il lui évite une récession immédiate, – ce scénario risque néanmoins de conduire à un étouffement progressif de la croissance en imposant durablement au monde entier des taux d'intérêt exceptionnellement élevés.

La Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne sont restées les champions de la croissance européenne jusqu'à la mi-1987, avec des taux d'expansion supérieurs à 3 %.

(Lire la suite page 41.)



LA PRIVATISATION DE SUEZ

Une brillante création

LORSQUE, le 16 avril 1987, M. Francis Bouygues verse au ministre des finances 3 milliards de francs comptant pour l'achat de la moitié de la chaîne de télévision TF 1, il le fait avec un chèque tiré sur la banque Indosuez. C'est une brillante consécration pour un établissement de création récente, si on se réfère aux autres banques, qui, toutes, ont plus d'un siècle d'existence, à commencer par la grande rivale, la banque Paribas, qui remonte à 1872.

Ce n'est qu'en 1975 qu'est apparue Indosuez, après l'absorption de la Banque de l'Indochine par la Compagnie financière de Suez, d'où son nom. Sans doute héritait-elle du puissant réseau asiatique de la Banque de l'Indochine, constitué en un siècle de présence en Asie, et du fonds de commerce de la Banque de Suez et de l'Union des mines (BSUM). Cette dernière était, elle-même, issue en 1966 de la fusion de la Banque de Suez, créée en 1959 par la Compagnie du même nom pour gérer ses importantes disponibilités, en francs et en devises, et de l'Union des mines La Hénin.

Indosuez, rival grandissant de la banque Paribas et de sa nouvelle filiale, le Crédit du Nord, additionnée de la Banque de l'Union parisienne, sera d'abord perturbée par les difficultés qu'éprouvent à s'amalgamer des équipes de « culture » très différente, fort jalouses de leurs prérogatives. Des tensions naissent, que n'arrangeront pas la retraite prématurée en 1979 de M. Jack Francès, que cette nouvelle entité n'intéresse plus vraiment, et la grave maladie de M. Jean-Marc Pelletier, dauphin désigné.

M. Michel Caplain, président de la Compagnie financière de Suez, reprend alors la barre et fait venir, en 1979, un « jeune » (quarante-deux ans) inspecteur des finances, M. Antoine Jeancourt-Galignani, qui vient de passer six ans à la direction générale du Crédit agricole. C'est à lui qu'incombera, avant et après la nationalisation de la maison mère, la réorganisation de la banque, la fusion harmonieuse des équipes, la reprise de l'offensive vers l'Asie, le rééquilibrage vers l'Europe, zone à nouveau privilégiée, et une orientation décisive vers les activités de « marchés » avec le concours de M. Jean-François Lepetit, directeur général adjoint, l'une des « têtes » de la *maison*.

	Banques	Société financières	Assurances	Industrie	Services	Sociétés de portefeuille	Commerce international	Immobilier
Sociétés consolidées	Banque Indosuez... 100 % Banque Vernes et commerciale de Paris... 100 % Banque La Hénin... 99,99 % Banque Sofinco... 60,77 % Banque Parisienne de Crédit... 51,07 % Banque Monod... 99,61 %	Sofis SA... 100 % SIC-BV... 100 % Auxilex... 100 % Factofrance Heller... 33,22 %	Cie financière du Groupe Victoire... 30,07 % La Hénin Vie... 62,78 %	Lille Bonnières et Colombes... 34,65 %	Lyonnaise des Eaux 18,99 % CI Maritime... 29,27 %	Centenaire Blanzy... 41,31 % CI Astorg... 35,92 % Cie de Penhoët... 28,10 % Parthéna Investissement... 37,62 %	Saga... 45,51 % Astorg Trading and finance BV... 100 % Soffo... 47,32 %	Compagnie La Hénin... 43,48 %
Sociétés non consolidées	Cie Financière de CIC... 4,25 %		Compagnie Industrielle... 18 % Cecar... 30 %	Cie St-Gobain... 3,82 % Béghin-Say... 6,98 % Bouygues... 4,25 % Roussel-Uclaf... 3,53 % Valéo... 3,40 % Crouzet... 5 %	Accor... 10,29 % Eurotunnel... 5,66 % Pathé-Cinéma... 13,78 % Club Méditerranée... 2,26 %	Cerus... 8 % Cofide... 3,94 %	Cie Financière Delmas-Vieljeux... 10,01 % Cie Optorg... 19,35 % IMS... 10,66 %	Immobilière Surène Montalivet... 15,20 %

La Compagnie Financière de Suez a, en 1986, pour un bilan de 333 milliards de francs, obtenu un résultat net de 2,4 milliards de francs.

Au septième rang

Aujourd'hui, douze ans après sa naissance, Indosuez est la septième banque française, présente dans soixante-cinq pays, avec ses 13 600 personnes dont 8 300 à l'étranger, ses 260 milliards de francs de bilan sur 8 milliards de francs de fonds propres, et ses 620 millions de francs de bénéfice net. De plus, elle est modérément engagée sur les pays en voie de développement, où ses risques *sont provisionnés* à 25 % – *en fait* davantage, si on tient compte de la répartition de ces risques.

Ayant renoncé à *ouvrir*, ou même à conserver, des guichets en France, elle offre à sa clientèle de grands entrepreneurs et investisseurs la gamme complète des services et des produits les plus sophistiqués.

La banque a fortement développé ses activités dans le domaine des nouveaux instruments financiers, directement ou indirectement, à travers ses filiales et participations, la Caisse de gestion mobilière (une banque de *trésorerie qui monte*), Fimagest, la Compagnie parisienne de réescompte. Grande spécialiste des marchés des changes, elle a été la première, en Europe, à ouvrir, à l'automne 1984, une salle des marchés « intégrée », avec, sur le même plateau, les opérations sur francs et sur devises, sur produits à court et long termes français et étrangers : *aujourd'hui, tout le monde l'a imitée.*

Sa percée a été très nette sur les marchés à terme financiers, notamment sur celui, très précieux pour les entreprises, des *options de change : numéro un en* France, elle figurerait parmi les cinq premiers mondiaux sur le marché aux Etats-Unis. On a vu, aussi, Indozuez pousser ses pions sur le négoce des actions en rachetant la firme de courtage londonienne Wico, spécialiste des valeurs mobilières sur l'Asie, et acquérir 20 % du capital du courtier canadien Geffrion-Leclerc, le tout avec la prudence qui a toujours caractérisé la maison. Dernières initiatives, enfin, et des plus spectaculaires, une participation très active dans le montage du financement du tunnel sous la Manche et dans l'étude de l'installation du Disneyland de Marne-la-Vallée.

Les assurances, l'industrie et les services

On voit donc qu'Indosuez figure au cœur même des intérêts de la Compagnie financière, sa maison mère, avec plus du quart des profits, assez loin devant les assurances, qui représentent, pourtant, le cinquième des actifs du groupe. Mais la Compagnie financière en a perdu le contrôle, conservant seulement 30 % du capital (et 34 % des droits de vote) du prospère groupe Victoire (l'Abeille et la Paix), dirigé par M. Philippe Chareyre, l'homme de M. Francès.

Viennent ensuite l'industrie, les services et le commerce international (19 % des actifs). La Compagnie de Suez est, ainsi, le premier actionnaire de la Lyonnaise des eaux de M. Jérôme Monod (eau, énergie et chaleur). Elle est présente dans le bâtiment avec 4,2 % de Bouygues, dans Saint-Gobain (3,9 % lors de sa privatisation), dans Valéo (3,4 %), dans Roussel-Uclaf (3,5 %), dans l'*agro-alimentaire* (*avec 6,9 % de* Beghin-Say, les Salins du Midi, les Domaines viticoles Cordier à Bordeaux, les foies gras Labeyrie). La communication et l'audiovisuel l'ont attirée, avec des participations dans Eurocom, le groupe CEP, Dauphin-Ota, Pathé-Cinéma.

Tout *récemment*, on *l'a vu entrer en force dans l'industrie des loisirs et* l'hôtellerie, en devenant le premier actionnaire (10 %) du groupe Accor et en participant au capital du Club Méditerranée (2,3 %). La dernière initiative a été l'acquisition pour 400 millions de francs du holding qui contrôle Cap-Gemini-Sogeti, numéro un français du logiciel. Ajoutons-y, toujours dans ce qu'on peut appeler les services, le crédit aux particuliers, avec Sofinco, numéro un français du financement de l'équipement général des foyers, notamment l'ameublement.

Outre les services, Suez s'intéresse activement à la distribution, au négoce et aux transports à l'étranger, que ce soit à la compagnie Optorg, à la Saga, à la Financière Delmas-Vieljeux ou par le truchement de la Banque Vernes, filiale d'Indosuez.

Les activités dans l'immobilier, enfin, domaine privilégié du groupe Suez depuis le début de sa reconversion, s'exercent suivant trois axes : l'investissement en immeubles d'habitation et de bureaux, à travers la compagnie La Hénin et sa filiale, le Crédit foncier et immobilier ; le financement bancaire et le crédit-bail, à travers l'Immobilière Surène-Montalivet (Codetour) et la Banque Indosuez plus certaines de ses filiales.

En tenant compte d'un important portefeuille de placements d'environ 4 milliards de francs, investis en obligations et en actions les plus diverses, les actifs de la Compagnie financière de Suez sont estimés à environ 25 milliards de francs.

F.R.

Du canal au tunnel sous la Manche

(Suite de la page 39.)

Les années qui suivirent furent une phase de « digestion », les mauvaises langues parlent d'*assoupissement*. Par ailleurs, les menaces de nationalisation se profilaient à l'horizon, avec une première alerte aux élections législatives du printemps 1978. Le vote du 10 mai 1981 met la menace à exécution et, le *11 février* 1982, la *Compagnie* financière est nationalisée. M. Malet, qui avait succédé à M. Caplain, brusquement décédé le 30 mai précédent, doit céder son fauteuil à M. Georges Plescoff, haut fonctionnaire bien connu et antérieurement président de la compagnie d'assurances nationalisée AGF.

De multiples manœuvres

Chez les cadres de Suez, peu suspects de *sympathie pour* le socialisme, c'est la consternation. La gauche ne nourrit aucune tendresse à l'égard des banques d'affaires, *« ces pieuvres envahissantes qui retiennent captives leurs filiales industrielles ».* Après de longs débats, le dépeçage est évité, à l'exception de deux banques qui, détachées du groupe, sont directement détenues par *l'Etat* : la Banque La *Hénin* et la Sofinco, Suez devenant minoritaire dans le CIC. C'est un coup dur, et une grosse perte de revenus.

Une autre menace se profile, qui cette fois n'est pas en provenance de la gauche. M. Francès qui, en 1979, à soixante-cinq ans, avait préféré quitter la présidence de la Banque Indosuez, un peu désorienté par ses nouvelles orientations, et se replier sur son domaine réservé, les assurances notamment, manœuvre. Par de discrets échanges de titres, il détache de Suez nationalisé des holdings comme la Compagnie industrielle (son fief), Lille-*Bonnières Colombes et Alspi.* Par ce *moyen*, il met à l'abri les assurances dont Suez perd le contrôle, tout relatif, qu'il exerçait auparavant.

M. Plescoff, *qui avait déjà lutté* pour préserver la cohésion de Suez et notamment obtenu le maintien de M. Antoine Jeancourt-Galignani à la direction générale d'Indosuez, sinon à la présidence, se bat pour sauver les meubles. Par des achats en Bourse, il réussit à conserver 30 % de la participation dans le groupe Victoire, tombée à 20 %. Atteint par la limite d'âge, il doit, malgré un contrat de trois ans, laisser la place en mars 1983 à M. Jean Peyrelevade, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre.

M. Peyrelevade poursuit le combat, en signant, en juin 1983, un armistice avec M. Francès, qui délimite et consacre les zones d'influence. A la Compagnie industrielle de M. Francès, le groupe Victoire et certains intérêts, comme le Comptoir des *métaux précieux Lyon-Alemand* ; à la Compagnie financière de Suez, la minorité de blocage (34 %) dans le groupe Victoire, le contrôle de la SCAC (qui sera cédée plus tard), d'Optorg et de la Compagnie française de crédit et de banque (intérêts au Maroc et au Liban).

En gage de bonne « cohabitation », l'ex-PDG de Suez, M. Malet, reste à la tête d'une filiale de son ancien groupe, les Salins du Midi. Parallèlement, il préside le Comptoir Lyon-Alemand et les holdings Lille-Bonnières et Alspi, pour le compte de M. Francès, associé à MM. Jean-Marc Vernes et Marc Fournier, PDG de la Navigation mixte.

Ensuite, M. Peyrelevade va se battre, avec succès, pour réintégrer au sein de Suez d'abord Sofinco, puis la Banque La Hénin. Il renforce le secteur bancaire en prenant le contrôle de la Banque Vernes, nationalisée et dont le capital doit être reconstitué après de lourdes pertes dans l'immobilier et le négoce international, et celui de la Banque parisienne de crédit (BPC), spécialisée dans les PME et très profitable.

En revanche, il renonce à récupérer le CIC, dont la prise de contrôle, en 1972, est *considérée* par lui comme un mariage blanc, cette participation étant cédée à la Compagnie d'assurances nationalisée GAN. Son opinion ne sera pas totalement partagée par certains de ses collaborateurs notamment M. Bernard Egloff, directeur général adjoint et « homme des banques ».

Cependant, M. Peyrelevade a fait venir M. Gérard Worms, X Mines – comme autrefois M. Malet, – ancien conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, puis directeur général d'Hachette et de *Rhône*-Poulenc – comme directeur général adjoint et délégué général pour les affaires industrielles. Un nouvel « ingénieur » chargé d'accélérer les prises de participation : aujourd'hui, Suez, avec sa filiale Astorg, est numéro *un du capital développement*. Il a également attiré M. Patrick Ponsolle, énarque, précédemment directeur adjoint du cabinet de M. Laurent Fabius, au budget.

Lorsque M. Peyrelevade quittera la présidence de Suez en juillet 1986, il aura illustré la *« capacité de rebondir »* qu'il évoque dans sa préface au livre de M. Bonin. Il y évoque également la *« manière d'être de la Compagnie »*, sa *« déontologie rigoureuse »*, sa *« préférence pour les larges constructions et l'intérêt général »*, son peu de goût pour les *« improvisations trop rémunératrices »*, sa *« sagesse »* et aussi sa *« componction »*.

Cette culture ne dépaysera pas trop M. Renaud de la Genière, grand commis de l'Etat, ancien gouverneur de la Banque de France, qui, depuis juillet 1986, a épousé la « vieille dame de la rue d'Astorg », pour le meilleur et pour le pire.

FRANÇOIS RENARD.

RENAUD DE LA GENIÈRE

Après la Banque de France

APRÈS M. Emmanuel Monick *à Paribas* de 1949 à 1962, M. Renaud de La Genière sera le deuxième gouverneur de la Banque de France, depuis la guerre, à diriger une *banque privée*. A la *tête de* la Compagnie financière de Suez, nul doute qu'il saura apporter la rigueur, le sang-froid, le courage à toute épreuve et l'indifférence à *la mode intellectuelle* qu'il a *manifestés* dans toute sa carrière de grand commis de l'Etat.

Né en 1925, inspecteur général des finances, il a été conseiller technique au cabinet de M. Antoine *Pinay*, directeur du *budget Rue de Rivoli*, avant de passer dix ans à la Banque de France comme sous-gouverneur, puis gouverneur. En novembre 1984, son mandat de cinq ans *ne sera pas renouvelé* par M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, ce qui remplira d'amertume ce serviteur loyal, qui se range alors dans l'opposition barriste.



L'expérience acquise à l'institut d'émission, au croisement de toutes *les grandes routes financières, lui sera précieuse*, même s'il lui faut, à soixante-deux ans, se plier aux contraintes et aux suggestions *de la banque d'affaires*. Il est vraisemblable que M. de La Genière se consacrera davantage au choix des grandes orientations de *la maison*, comme à celui de ses actionnaires prochains et plus lointains, enjeu capital pour Suez.

F. R.

JEAN PEYRELEVADE

L'empire reconstitué



« A bien mérité de la Compagnie ». Cette mention pourrait figurer au bas de la photographie de M. Jean Peyrelevade dans la galerie des portraits des présidents du *siège social*, rue d'Astorg à Paris. Ce *polytechnicien*, ingénieur en chef de l'aviation civile, directeur du département du commerce extérieur au Crédit lyonnais, *socialiste* bon teint comme M. Jean Deflassieux, son président de l'époque, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, aura passé quarante *mois* à tenter de reconstituer l'empire de Suez.

Négociant pied à pied, il a relancé la politique d'investissements après le choc de la nationalisation. *Méfiant*, toujours anxieux de se voir téléguider, il aura marqué de son empreinte la Compagnie et pris place parmi ses meilleurs présidents, malgré la brièveté relative de son passage dans une institution si majestueuse.

F.R.



LA CONJONCTURE

Accalmie

(Suite de la page 39.)

Mais certains clignotants se sont récemment allumés, et principalement celui du commerce extérieur : la Grande-Bretagne et l'Italie viennent d'enregistrer pour le seul mois d'août des déficits de leurs paiements courants qui équivalent respectivement à 9 milliards et 5 milliards de francs. Cette détérioration imposera une certaine modération de la croissance au cours des prochains mois : le gouvernement italien a déjà pris des mesures de stabilisation au cours de l'été ; en Grande-Bretagne, les dernières enquêtes de conjoncture font attendre un ralentissement spontané de l'activité, sous l'effet de la baisse des commandes étrangères.

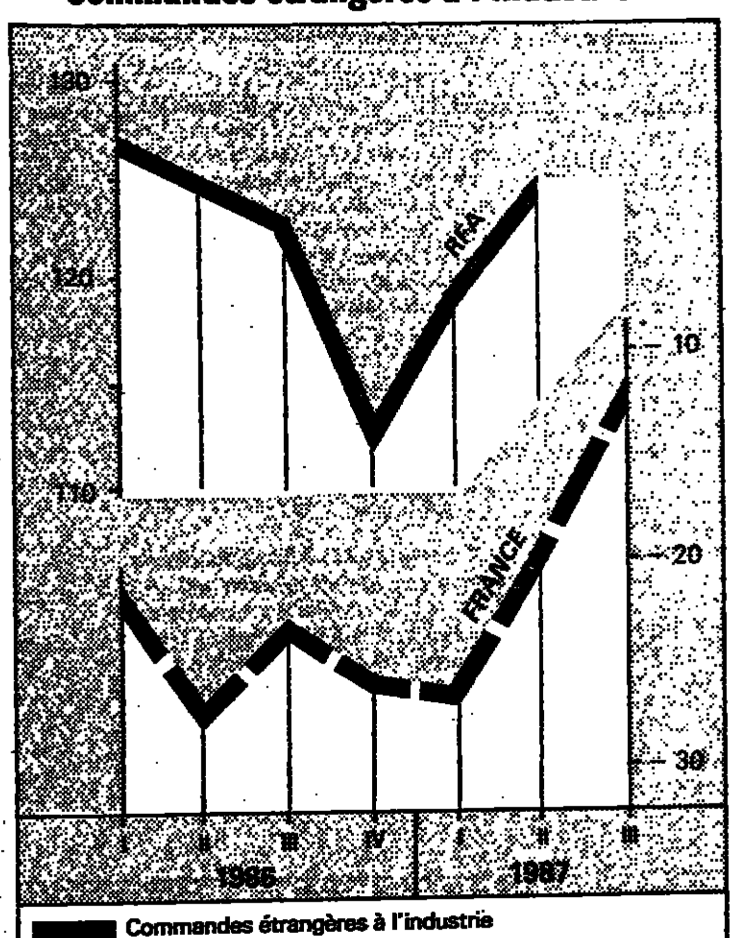
C'est l'évolution inverse qui se dessine en Allemagne et en France : le recul de la demande étrangère avait été pour ces deux pays le principal frein à la croissance en 1986 et au premier semestre 1987 ; il fait place à une reprise depuis le printemps, particulièrement pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires *(voir graphique)*. Cette évolution s'explique en partie par la meilleure orientation de la demande des pays en développement, et surtout par un regain de compétitivité vis-à-vis des autres pays européens.

En tout cas, cette bonne nouvelle lève un obstacle à l'investissement et plus généralement aux dépenses des entreprises, tant il est vrai que la dépression des marchés étrangers avait pesé sur les comportements au cours des dix-huit derniers mois. Les deux pays, dont la croissance a été particulièrement médiocre depuis un an (entre 1 et 1,5 % en rythme annuel), devraient ainsi se rapprocher de la moyenne de l'OCDE au cours des prochains trimestres. En 1988, les pays européens marcheraient à peu près du même pas, après avoir connu des taux de croissance allant du simple au double (entre 1,5 % et 3 %) en 1987.

Au cours des six prochains mois, l'environnement international restera donc marqué par de profonds déséquilibres, un climat d'incertitude et de fortes tensions sur les taux d'intérêt. Mais la France doit pouvoir compter sur une demande étrangère un peu plus porteuse. *A priori*, on peut en attendre un mieux pour la balance commerciale, qui se rapprochera de l'équilibre, et pour l'activité, qui a déjà progressé au cours de l'été, si l'on en juge par les dernières enquêtes menées dans l'industrie et le commerce de gros.

Sauf effondrement de la consommation, qui a atteint des niveaux records au troisième trimestre, la croissance devrait se poursuivre au moins jusqu'à l'hiver, soutenue par l'exportation, l'investissement et une certaine reconstitution des stocks de demi-produits, aujourd'hui plutôt faibles. Si l'on ajoute à ces résultats un taux d'inflation de l'ordre de 3 % en rythme annuel, le gouvernement pourra ainsi vraisemblablement présenter, au début de 1988, un tableau de bord de l'économie française qui, sans être éblouissant, n'en marquera pas moins une amélioration par rapport au premier semestre 1987, au cours duquel tous les indicateurs s'étaient simultanément détériorés.

Commandes étrangères à l'industrie



Et le vote des Français ?

Ces résultats influeront-ils sur le vote des Français ? Celui des prix, peut-être. Mais on ne vote pas en fonction de la balance commerciale ou du taux de croissance. Le lien entre les conditions économiques et les résultats d'une élection passe en fait par des variables qui touchent de beaucoup plus près les citoyens dans leur vie personnelle : principalement le pouvoir d'achat et la situation du marché du travail.

Comment se présente à cet égard l'élection du printemps 1988 ? Sur le front du chômage, gageons que M. Séguin atteindra son objectif, qui est de contenir le nombre des demandeurs d'emploi en deçà de son niveau de mars 1987 (2 675 000), grâce à l'important dispositif mis en place (mesures en faveur des chômeurs de longue durée, stages), dont le calendrier est conçu pour avoir un impact maximal au début de 1988.

Mais l'évolution du pouvoir d'achat s'annonce médiocre. Sa progression, la plus faible des grands pays, aura été en moyenne de l'ordre de 1 % en 1987 *(voir graphique)*, avec deux caractéristiques : un profil annuel déclinant, conduisant à une légère diminution du revenu global des ménages en termes réels, dans la seconde moitié de l'année, du fait des relèvements de cotisations sociales intervenus en juillet ; une répartition inégale, faisant la part belle aux revenus non salariaux, alors que la majorité des salariés auront subi une perte de pouvoir d'achat cette année.

Sans doute le gouvernement compte-t-il sur les allégements fiscaux et surtout sur les revalorisations de salaires (au moins dans la fonction publique) et de prestations sociales, rendus inévitables par le dépassement de l'objectif de prix en 1987, pour regonfler un peu les revenus au début de 1988. Des mesures ponctuelles à fort impact psychologique peuvent aussi fournir un appoint utile. La baisse de la TVA sur l'automobile est, de ce point de vue, un coup de maître : elle est ressentie positivement par l'ensemble des ménages, alors que 7 % à 8 % d'entre eux seulement achèteront une voiture neuve au cours des douze prochains mois.

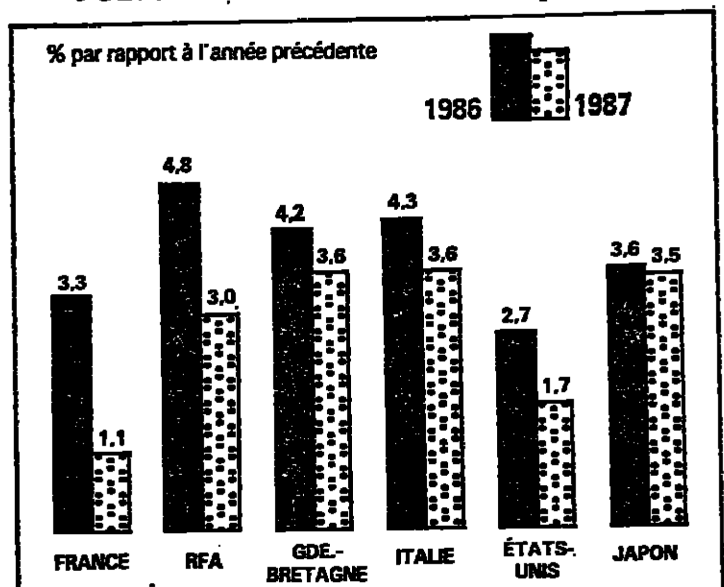
Toutefois, la marge d'action est limitée pour deux raisons : l'état du commerce extérieur, qui n'autorise aucune largesse salariale, et la situation financière de la Sécurité sociale, qui va poser un problème redoutable en 1988. Le régime général de la Sécurité sociale a pu se permettre deux exercices déficitaires successifs en 1986 et en 1987 (respectivement de 20 milliards et d'environ 14 milliards de francs) en consommant le confortable excédent de trésorerie accumulé au cours des années précédentes (une trentaine de milliards à la fin de 1985). Mais cette facilité lui sera désormais interdite.

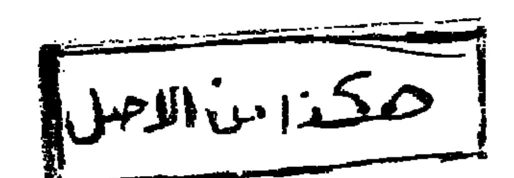
Le régime général va devoir équilibrer ses comptes en 1988, et pour cela trouver plus de 30 milliards de francs dans les quinze prochains mois. L'importance du besoin de financement justifierait que l'on s'attaque très vite au problème, de manière à étaler une ponction sur les revenus des ménages, qui paraît inévitable. Mais il est probable – élections obligent – que les mesures seront différées jusqu'à la fin du premier semestre 1988, et devront être beaucoup plus brutales.

Un dossier difficile, qui risque d'occuper une place importante dans le débat politique des prochains mois, et de toute façon, la perspective pour les Français d'une nouvelle année de vaches maigres en 1988, au-delà d'un rebond passager du pouvoir d'achat au premier trimestre.

JACQUES SAUVANT.

Pouvoir d'achat du revenu disponible





La chronique de Paul Fabra

Le « menu » est-il appétissant ?

D'UN menu, *a fortiori* s'il est destiné à des banquiers, il importe de savoir s'il est suffisamment appétissant ou non. *Or telle est aujourd'hui la formule pour débloquer les* relations entre les pays débiteurs et les banques commerciales. Il n'est plus un rapport, il n'est plus un discours, il n'est plus une conférence sur l'endettement dans le monde sans qu'il soit question *du menu. Aux réunions monétaires qui* ont eu lieu la semaine dernière à Washington, ce mot a été prononcé de multiples fois, peut-être autant de fois que les mots « dollar » et « déficit ».

A *première vue*, le menu dont il s'agit n'est pas un trois étoiles. Certes, il a bien été convenu — ce fut même le point essentiel de la discussion — qu'un certain choix serait laissé au créancier qui ne pourrait se voir *imposer un unique « menu » du jour, confectionné* au goût du *seul débiteur.* Les Brésiliens, on le sait, ont bien essayé de mettre un tel marché dans les mains de leurs interlocuteurs. Mais il a été refusé avec hauteur par la communauté financière internationale tout entière : banquiers, Trésors publics des pays *créanciers (réunis au sein du célèbre* Club *de* Paris que préside le directeur français du Trésor, M. Jean-Claude Trichet), et institutions spécialisées (Fonds monétaire, Banque mondiale).

Il reste que, fût-il « à la carte », le menu a toutes les apparences d'un ersatz de menu, puisque, dans tous les cas, ce qui est présenté sur la table, ce sont des plats de substitution destinés à remplacer la seule chose qui serait pleinement satisfaisante, *à savoir l'accomplissement par le débiteur*, *sans délai* et sans atténuation, des termes du contrat.

Aussi longtemps, cependant, qu'il n'a pas été officiellement *décidé que la dette ne sera pas honorée, ou ne le sera que* pour une fraction de son montant, les *différentes options disponibles* laissent aux acteurs une certaine liberté de jeu et, surtout, de nouvelles occasions de faire de bonnes affaires. A cela s'ajoute la possibilité — suprême délice — d'engager d'audacieux paris qui peuvent rapporter gros (mais, bien sûr, entraîner de lourdes pertes en cas *d'échec*).

Parmi les options ouvertes *(voir l'article de Françoise Crouigneau de la semaine dernière)*, il en est une qui consiste à *échanger* une créance contre un titre de *propriété. Théoriquement*, il s'agit là *d'une excellente solution* qui s'attaque au fond du problème, dans toute la mesure où l'on peut considérer que, pendant les années 70 (pour ne pas remonter plus loin), le crédit bancaire a rempli un rôle qui n'était pas exactement le sien. Pour financer leurs investissements, les pays en voie de développement s'adressaient aux banques, alors que, s'agissant *d'opérations à long terme, il aurait été en principe plus sain* de *mobiliser* du capital risque.

Je dis, en principe, parce que, premièrement, ce capital n'était probablement *pas disposé à s'investir dans ces pays, et, deuxièmement, à supposer que des actionnaires étrangers* aient accepté de financer massivement leur développement, cela aurait soulevé, dans le contexte politique de notre époque, de véhémentes oppositions. Pour ne citer que cet exemple, l'opinion publique argentine ne tolérerait sans doute plus aujourd'hui que les installations portuaires, *les chemins de fer et jusqu'au tramway de Buenos-Aires appartiennent* à des intérêts étrangers, comme cela *était le cas au siècle précédent (et au* début de celui-ci). Cette hostilité à la propriété du capital étranger (voire à celle du capital privé national) n'est pas la seule raison qui explique l'appel massif *aux banques, lesquelles* ont souvent *financé bien autre chose, par des crédits* à long terme, que des investissements productifs. Mais il n'est pas douteux qu'elle en fut une cause importante.

IL serait donc tentant de corriger les erreurs de gestion du passé en parcourant le chemin inverse. Cependant, l'objection politique demeure, si bien que, *ne serait-ce que pour ce motif (il existe beaucoup d'autres empêchements)*, on voit mal les 200 à 300 milliards de dollars que les pays d'Amérique latine doivent aux banques se convertir, *via* ces dernières, en participations au capital des entreprises, grandes ou *moyennes, de ces pays. Les conversions ne peuvent avoir qu'un caractère limité.* C'est bien ce que l'on constate dans la pratique à travers le développement des « swaps » (échanges) entre titres de la dette et participations en capital. Ces échanges portent sur guère plus de quel*ques milliards de dollars par an*, 1 % à 2 % du total de la dette accumulée. Mais les banques ne se sentent en général aucune vocation pour devenir banques d'affaires stockant dans leurs actifs des participations au capital dans des sociétés chiliennes, argentines, brési*liennes, etc. Aussi l'échange implique-t-il* le plus souvent l'entrée en lice d'un industriel investisseur qui peut trouver par ce biais le moyen de doubler sa mise.

C'est par *exemple* ce qui s'est produit quand une grande banque française *aujourd'hui privée* a vendu à Alsthom des *créances sur le Mexique.* La transaction s'est faite sur la base d'une très importante décote, puisque sur le marché secondaire la dette *mexicaine* est fortement dévalorisée (elle l'est trop, comme nous allons le constater). Une *créance sur le Mexique d'une valeur nominale* de 100 *se négocie aux* environs de 48. Après avoir payé (en devises convertibles) ce dernier prix à la banque vendeuse, Alsthom s'est immédiatement tournée vers la Banque centrale du Mexique.

Celle-ci — telle est la règle du jeu — est prête à racheter (rembourser) les créances sur le Mexique à leur valeur nominale (un peu moins, pour tenir compte de l'échéance), à condition, car il y a évidemment une condition, que le vendeur accepte d'être payé en *pesos, monnaie inconvertible. Or c'est de pesos qu'a besoin l'industriel qui, tel Alsthom, se propose d'investir* au Mexique. Tout *se passe* comme si, grâce à l'acquisition qu'il a faite préalablement d'une créance sur le Mexique, l'investisseur s'était procuré des pesos pour la moitié de leur valeur au change. C'est un bon début pour assurer la rentabilité d'une installation au Mexique.

Quant à la banque française, elle aura fait au passage un bénéfice, car — et c'est là que l'opération commence à dévoiler ses multiples aspects, — on aurait tort de croire que, trop contente de se débarrasser, fût-ce à perte, d'une *partie de son portefeuille mexicain, elle a* prélevé *sur* la *masse* des *créances* qu'elle détient sur ce pays celles qu'elle a vendues à Alsthom. La banque en question estime que, actuellement, la *signature du Mexique vaut en réalité plus* que le cours auquel elle est évaluée sur le marché (disons qu'elle vaudrait plutôt 55 que 48). Conséquence : la banque a acheté — pour une valeur de 47 — les créances *qu'elle a revendues à Alsthom.*

QUI les lui a vendues à ce prix (légèrement inférieur à la cote — 47 *au lieu de 48 ? Il est vraisemblable* que ce soit une de ces petites banques américaines, soucieuse de se défaire une fois pour toutes de ses opérations dans les pays latino-américains dans lesquelles elle s'était *laissé entraîner* du temps des folles *années.*

Si l'on pousse un peu plus loin l'enquête, on découvre que, parmi les *plus actifs acheteurs de créances sur le* Mexique, figurent de riches personnes privées, de nationalité... mexicaine. Il s'agit le plus souvent d'entrepreneurs de ce pays qui, dans le passé, ont placé leurs capitaux à l'étranger. Avec 48 *dollars qu'ils possèdent à New-York, ils achètent aujourd'hui* une créance *que* la Banque du Mexique leur rachètera pour l'équivalent en pesos de 90 à 100 dollars (selon la date de l'échéance). On comprend qu'à ce tarif les résidents mexicains qui ont besoin de trésorerie en monnaie *locale* rapatrient *leurs* capitaux. *Telle est la raison essentielle du reflux de* l'argent vers le Mexique.

Grâce à ce reflux, la *Banque du Mexique a pu aisément acquitter les arriérés d'intérêts sans toucher au nouveau prêt* bancaire qu'elle s'est vu récemment accorder. Les réserves de change du Mexique atteignent maintenant 15 milliards de dollars. *C'est* pourquoi, pensent les banquiers, la cote des créances *mexicaines est appelée à remonter. Voilà* aussi *comment un* cercle vertueux peut se former à partir d'opérations qui le sont moins. ■

Notre avenir va dans le bon sens.

Aujourd'hui, plus que jamais, le Crédit Agricole est prêt à affronter l'avenir.

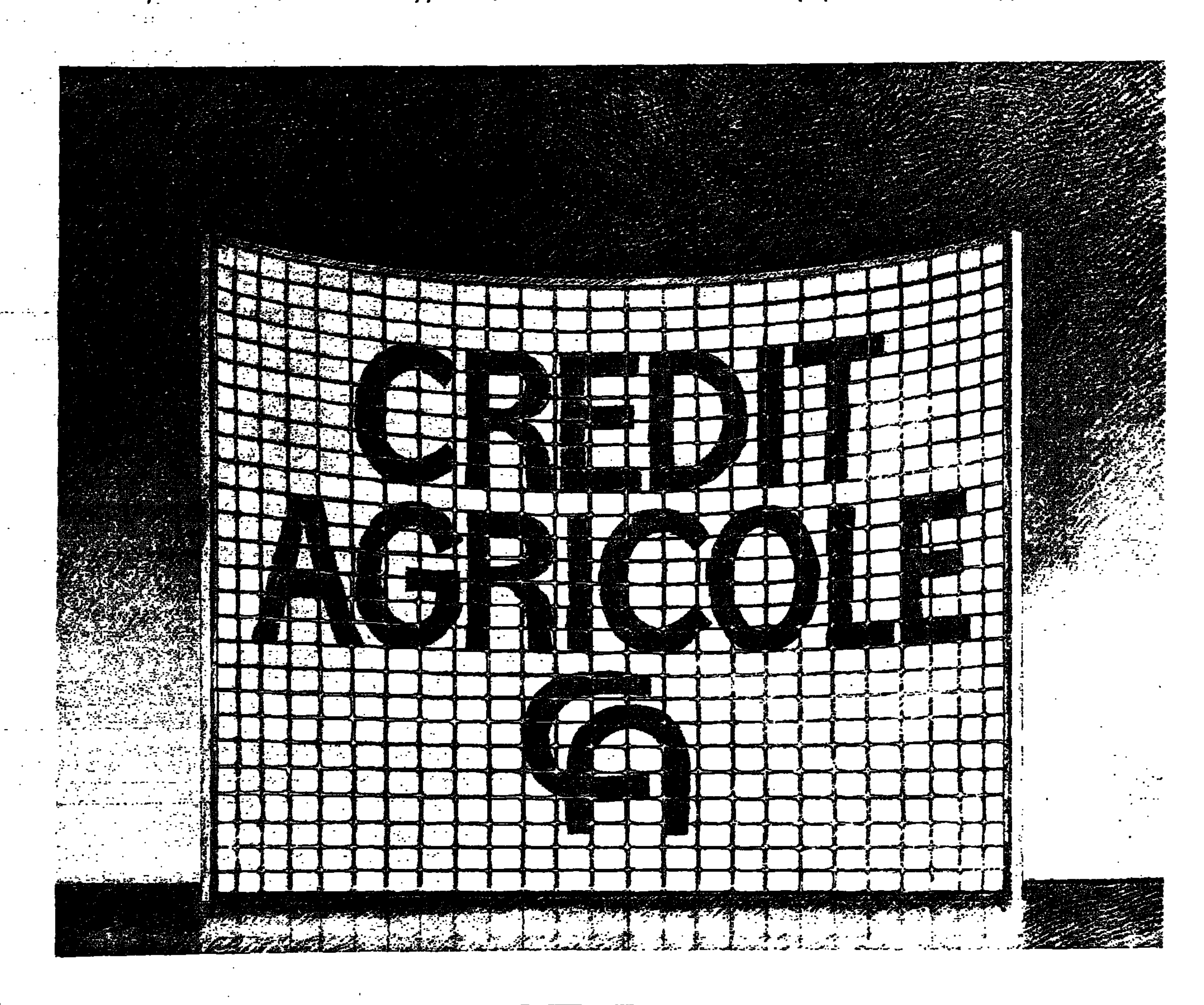
A l'origine banque spécialisée, le Crédit Agricole est devenu l'une des plus importantes puissances financières du monde : 1re banque française avec 14 millions de clients, premier ensemble financier européen*, 3e banque mondiale**.

Fort d'une présence sur les plus importantes places financières internationales, le Crédit Agricole se donne aujourd'hui tous les moyens pour remporter la compétition de 1992, en réunissant l'énergie des femmes et des hommes qui l'ont bâti, portés par la même volonté de faire gagner notre agriculture et notre économie partout dans le monde.

Aujourd'hui, c'est le défi des grandes mutations de demain que nous relevons pour tous nos clients.

Ensemble, c'est sûr, notre avenir va dans le bon sens.

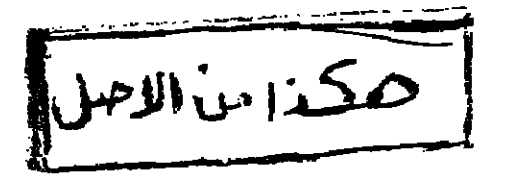
*En bilan consolidé (source Euromoney juin 1987). **En fonds propres (source Euromoney juin 1987).





Le bon sens en action.

HDM



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la Lyonnaise des eaux, réuni le 30 septembre, a examiné les résultats de la société et du groupe, pour le premier semestre 1987, retracés dans le tableau ci-dessous.

	SOCIÉTÉ			GROUPE		
	30-6-86 MF	30-6-87 MF	Variation %	30-6-86 MF	30-6-87 MF	Variation %
Chiffre d'affaires	1 544	1 691	+ 9,5 %	7 026	7 856	+ 11,8 %
Résultat net	69,3	77,6	+ 12,1 %	255	286	+ 12,1 %
Résultat net (part groupe) ..				172	201	+ 16,8 %

Les différents secteurs d'activité du groupe ont connu, au premier semestre 1987, une progression satisfaisante, en ligne avec les prévisions.

L'activité du premier semestre, en hausse de 9,5 % pour la société, a été soutenue. La progression plus importante du chiffre d'affaires consolidé s'explique essentiellement par des changements de périmètre.

Le résultat net de la société a atteint 77,6 MF (contre 69,3 MF), en progression de 12,1 %. Le résultat consolidé, qui s'élève à 201 MF pour la part groupe (contre 172 MF), enregistre une progression de 16,8 %, après, notamment, des amortissements et provisions en progression de 22 %.

L'évolution constatée au premier semestre, tant pour l'activité que pour le résultat, devrait, au vu des indications actuellement disponibles, se prolonger favorablement sur l'ensemble de l'année 1987.

La Banque nationale de Paris et sa filiale, BNP Bail, en liaison avec la Vneshtorg Bank, Banque pour le commerce extérieur de l'URSS, viennent d'organiser à Moscou un séminaire consacré aux opérations de leasing nationales et internationales. Une quarantaine de responsables d'organismes soviétiques, dont la Gosbank, participaient à ces réunions.

Ces échanges ont été l'occasion pour la BNP de souligner les liens traditionnels qu'elle entretient depuis de nombreuses années avec les autorités soviétiques chargées du commerce extérieur.

SAGA

Réuni le 30 septembre 1987 sous la présidence de M. Jean-Luc Flinois, le conseil d'administration a examiné les comptes et les résultats semestriels arrêtés au 30 juin 1987, ainsi que les prévisions sur l'ensemble de l'exercice.

Au 30 juin, les résultats sociaux ressortent à 29,2 MF, sensiblement meilleurs que ceux du premier semestre 1986 (24,5 MF).

Sauf accident imprévisible, les perspectives pour le second semestre permettent d'escompter un résultat net social sensiblement supérieur à celui de l'exercice précédent, en tenant compte de l'incidence de l'impôt, l'année 1987 marquant en effet le retour de la société à une situation fiscalement bénéficiaire.

L'analyse des prévisions de résultats fait ressortir :

● Un maintien du résultat d'exploitation au niveau de celui de l'an passé, ce qui doit être considéré comme satisfaisant eu égard à la mauvaise conjoncture du début d'année en France, et au contexte économique difficile en Afrique de l'Ouest.

● Une augmentation sensible des profits exceptionnels provenant pour l'essentiel de la cession de la filiale Uniroute réalisée en juin dernier.

Le résultat consolidé part du groupe devrait être légèrement supérieur à celui enregistré en 1986.

Par ailleurs, le conseil d'administration a pris acte de l'approbation par les assemblées générales extraordinaires des sociétés concernées des apports-fusion de Worms Services Maritimes à Jokelson & Handtsaem, qui prend à la suite de cette opération la dénomination de WJ Services. Son capital est détenu à hauteur de 66 % par SAGA et 34 % par le groupe Worms.

Dans le cadre de cette coopération, SAGA doit parallèlement prendre une participation de 66 % dans les sociétés de services maritimes du groupe Worms implantées à l'étranger, essentiellement en Grande-Bretagne, en Italie et aux Etats-Unis.

Ces opérations marquent une étape importante dans la stratégie de développement que le groupe entend mettre en œuvre, en lui permettant de devenir aujourd'hui l'un des tous premiers prestataires français de services portuaires.

ACCORD ENTRE LA COMPAGNIE DU MIDI ET MEESCHAERT-ROUSSELLE

La COMPAGNIE DU MIDI et la Charge MEESCHAERT-ROUSSELLE ont passé un accord dans la perspective du vote prochain de la réforme de la Bourse.

Cet accord a l'ambition de faire de MEESCHAERT-ROUSSELLE qui a réalisé au cours du dernier exercice un chiffre d'affaires de 287 millions de francs confirmant la forte progression des années précédentes, un très grand opérateur de la place financière de Paris.

Il porte sur les activités de négociation de la Charge qui ont représenté en 1986 le plus fort volume de transactions de la Bourse française : 310 milliards de francs de titres échangés. Ces activités seront individualisées au sein d'une société anonyme dont la COMPAGNIE DU MIDI acquérera la totalité du capital par étapes aux dates et dans les pourcentages prévus par les textes légaux.

L'ensemble des services de MEESCHAERT à la clientèle des particuliers continuera à être proposé dans le cadre de la Société de Gestion MEESCHAERT SA qui poursuivra son expansion de manière indépendante.

La COMPAGNIE DU MIDI, qui contrôle aujourd'hui une centaine de sociétés rassemblées autour de cinq pôles :
- l'assurance,
- la banque et les services financiers,
- l'immobilier,
- la gestion financière,
- l'industrie,

est organisée en unités opérationnelles décentralisées. Cette organisation assure l'autonomie de gestion, la confidentialité et l'objectivité nécessaires à l'exécution des ordres confiés à la Charge MEESCHAERT-ROUSSELLE.

Cet accord s'inscrit dans la volonté de la COMPAGNIE DU MIDI d'affirmer sa présence dans l'ensemble des activités d'intermédiation et de services financiers.

Il traduit clairement la détermination des deux partenaires de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour l'Europe de 1992.



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 28 800 000 000 d'Ecus

EMPRUNT EN ECU 8,125 %

de 75 millions d'Ecus représentés par 75 000 obligations de 1 000 Ecus
Septembre 1987

DIRIGÉ PAR



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Distribué exclusivement par les Caisses d'Epargne Ecureuil et la Poste

Taux de rendement actuariel au règlement : **8,17 %**

Prix d'émission : 99,75 % soit 997,50 Ecus
Date de règlement : 16 octobre 1987
Durée : 7 ans

Amortissement : au pair le 16 octobre 1994
Cotation : Bourse de Paris et Luxembourg

LA POSTE
BOUGEZ AVEC LA POSTE

VERNIER ET ASSOCIÉS

RÉALISÉ AVEC LE CONCOURS DE CDC INTERNATIONAL
VISA COB 87-346 DU 24 SEPTEMBRE 1987 - BALO DU 27 SEPTEMBRE 1987

La Société Générale communique à ses actionnaires

Vous êtes conviés le 29 octobre 1987 à la première Assemblée Générale mixte de la Société Générale depuis sa privatisation.

Si vous pouvez participer à cette réunion, nous serons heureux de vous y accueillir à 9 h 30 précises au Palais des Congrès (Porte Maillot) à Paris*.

Votre carte d'admission et les documents nécessaires à votre information sont à votre disposition chez l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Société Générale : Banque, Agent de change, Caisse d'Épargne, Bureau de Poste, Comptable du Trésor.

Si vous ne pouvez vous déplacer, un pouvoir vous permettant d'être représenté à cette assemblée ainsi que des documents d'information vous seront remis, sur votre demande, par votre intermédiaire financier.

Une émission télévisée en différé retracera les principaux moments de cette Assemblée Générale : rendez-vous sur FR 3 le 7 novembre prochain à 11 h 15.

*Une première Assemblée Générale mixte convoquée pour le 19 octobre 1987 ne pourra, selon toute vraisemblance, valablement délibérer à cette date, faute de quorum.

EUROCOM

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



Marchés financiers

La Compagnie du Midi va acquérir la première charge d'agents de change parisienne

La Compagnie du Midi, le groupe financier que dirige M. Bernard Pagézy, a annoncé lundi 5 octobre qu'elle allait se porter acquéreur de la principale charge d'agents de change parisienne, la charge Meeschaert-Rousselle. Ce rapprochement important s'inscrit dans la réforme en cours de la Bourse, qui autorise notamment l'établissement de liens entre banques, sociétés financières et charges d'agents de change. C'est la cinquième opération de ce type depuis qu'a été annoncée l'ouverture possible du capital des charges d'agents de change. C'est aussi la plus importante. Elle a obtenu l'accord du « comité de pilotage » de la réforme de la Bourse à la fin de la semaine dernière.

La Compagnie du Midi, qui possède des intérêts dans l'assurance, la banque, l'immobilier et l'industrie, dispose d'importants moyens de développement. Elle compte donc acheter la totalité du capital de la société d'agents de change Meeschaert-Rousselle et Cie. Il s'agit uniquement de la charge, la société de gestion Meeschaert-Rousselle reste extérieure à l'opération. L'objectif est, pour M. Pagézy, de *« contribuer, avec un professionnel de l'intermédiation financière, à l'ancrage à Paris d'une grande maison-titres telle qu'il en existe sur les marchés anglo-saxons »*. Le PDG de la compagnie a précisé qu'il n'apporterait pas uniquement des capitaux, mais aussi une crédibilité et des relations internationales.

La charge Meeschaert-Rousselle et Cie se place au premier rang sur la place de Paris. Elle a réalisé, en 1986, 310 milliards de francs de transactions (282 milliards déjà au premier semestre 1987), un chiffre d'affaires de 287 millions de francs et un bénéfice net de 50 millions. Avec un effectif de deux cent cinquante personnes, elle travaille surtout pour une clientèle institutionnelle. Elle se place au premier rang dans le courtage des obligations et au troisième pour le courtage des actions.

Les conditions financières de l'accord n'ont pas été précisées. M. Pagézy a cependant indiqué qu'il s'était fait sur la base d'un *« multiple raisonnable »*. Le paiement, étalé sur trois ans, se réalisera en partie en titres Midi et en partie sous la forme d'une soulte en espèces. Sur les marchés, les opérateurs estiment que le montant total de la transaction pourrait dépasser les 500 millions de francs. En tout état de cause, cette opération entre la Compagnie du Midi et l'agent de change Meeschaert-Rousselle permet à M. Pagézy de se rapprocher de son objectif principal : *« Réunir un ensemble d'activités qui couvrent toute la gamme des services financiers et faire ainsi de Midi l'un des grands groupes financiers européens. »*

La Banque Arjil crée sa société d'investissement

La Banque Arjil, de M. Jean-Luc Lagardère, crée à son tour sa société d'investissement, la Compagnie industrielle et financière de Presbourg. Elle démarre son activité avec un capital de 750 millions de francs, souscrit par des établissements financiers et industriels, français et étrangers. Le tour de table comprend en effet la Société de banque suisse, le groupe d'édition suisse de M. Jean-Claude Nicole, la Caisse centrale des Banques Populaires, le GAN, la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse centrale de réassurance et la SCOR, Hachette et MMB.

« Notre compagnie financière sera amenée à prendre des participations minoritaires dans des sociétés en développement, en particulier dans les secteurs financiers, de la communication et de la haute technologie, mais sans exclusive », indique M. Christian Giacomotto, le président de la Banque Arjil qui assure également la présidence du directoire de la compagnie financière. C'est la banque qui a la gestion de la société d'investissement. Le conseil de surveillance de la compagnie financière est présidé par M. Léonard Carous, l'ancien président de la Shell France. La Compagnie industrielle et financière de Presbourg sera introduite sur le second marché de Paris le 21 octobre.

● **Hertz vendu à ses cadres et à Ford.** — Le groupe américain Allegis a donné son accord de principe pour céder, pour 1,3 milliard de dollars, sa filiale Hertz, premier loueur mondial de voitures, à ses cadres associés au groupe Ford.

Cette vente, dont la conclusion doit encore donner lieu à des négociations, intervient moins d'une semaine après le rachat pour 1,75 milliard de dollars par ses employés, d'Avis, au deuxième rang de la location de voitures derrière Hertz. Allegis, qui possède United Airlines, multiplie les ventes de ses activités étrangères au transport aérien comme les hôtels Hilton, cédés au britannique Ladbroke.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986	25 sept.	2 oct.
Valeurs franç. à rev. variable	105,5	103,2
Valeurs industrielles	115,3	115,3
Valeurs étrangères	135,9	137,3
Pétroles-Energie	101,9	99,6
Chimie	110,5	109,8
Métallurgie, mécanique	123,2	119,3
Electricité, électronique	102	99,6
Bâtiment et matériaux	124,5	121,8
Ind. de consommat. non alim.	120,6	118,8
Agro-alimentaire	116,1	113,2
Distribution	104,7	101,5
Transports, loisirs, services	98,5	96,4
Assurances	97,6	95,7
Crédit banque	92,6	90,4
Sicomi	79,4	78,2
Immobilier et foncier	90,5	89,7
Investissement et portefeuille	96,5	93,9
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	95,8	93,4
Emprunts d'Etat	95,1	93,7
Emprunts garantis et assimilés	96,3	93,6
Sociétés	96,5	92
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 538,3	3 469,2
Valeurs étrangères	4 910	4 980,6
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	510,3	499,1
Valeurs étrangères	664,1	670,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	114,2	111,4
Emprunt d'Etat	110	108,4
Emprunts garantis et assimilés	115,7	112,3
Sociétés	116,2	111,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	419	410
Produits de base	267,1	262,4
Construction	475,4	480,3
Biens d'équipement	322,6	315,4
Biens de consom. durables	688,1	688
Biens de consom. non durables	579	580,9
Biens de consom. alimentaires	465,7	454,9
Services	374	366
Sociétés financières	527,1	514,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	440,4	427,8
Valeurs industrielles	410,5	402,2
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	353	345

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 2 oct.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	409 802
dont :	
Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	101 427
ECU	67 848
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 195
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	45 620
dont :	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	127 449
dont :	
Effets escomptés	62 635
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	77 472
5) DIVERS	11 734
Total	672 079

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	216 354
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 894
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 407
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	76 758
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	37 639
5) ECU A LIVRER AU FECOM	75 443
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	256 839
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	10 176
Total	672 079

RFA

La Commerzbank optimiste sur l'évolution des cours

La banque ouest-allemande Commerzbank a publié une analyse optimiste sur l'évolution des cours des valeurs boursières en Allemagne fédérale, qui prévoit une hausse moyenne de 7,5 % en 1988 sur un échantillon de cent trente actions étudiées, après une stagnation en 1987.

Les hausses de cours les plus importantes sont attendues par la Commerzbank dans les secteurs sidérurgique (+ 32,3 % en 1988, après une chute à − 56,1 % en 1987), grands magasins (+ 21,9 %, après + 41,7 %, machines-outils (+ 11,7 %, après + 12,3 %), électronique et électrotechnique (+ 10,3 %, après + 0,6 %).

En revanche, des performances inférieures à la moyenne sont prévues par l'étude dans la chimie (+ 2,2 %, après + 0,5 %), l'énergie (+ 6,4 %, après + 3,3 %) et la construction (+ 6,5 %, après + 10,6 %). Les titres automobiles, pour leur part, devraient enregistrer une hausse moyenne de 7,7 % en 1988, qui ferait suite à un repli de 4 % en 1987.

TOKYO, 5 oct. ⬆

Irrégulière

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de hausse lundi. Toutefois, la séance a été irrégulière, les investisseurs étant prudents à la suite de rumeurs selon lesquelles le ministère des finances envisagerait d'instituer des impôts sur les plus-values en capital. L'indice Nikkei a gagné 11,74 yens par rapport à la séance de samedi matin, à 26 018,33, tandis que l'indice général reculait de 3,6 points, à 2 119,87.

Le fléchissement du yen a poussé vers le haut les secteurs liés à l'exportation en début de séance avant que la tendance ne se renverse à la suite des rumeurs sur les impôts. Le fabricant automobile Toyota annonçait une hausse de 24,6 % de son résultat net consolidé pour l'exercice terminé au 30 juin. Les exportations ont baissé de 4,9 % pour un total de 1 265 293 véhicules. Les ventes au Japon ont augmenté de 4,1 %, à 1 782 194.

VALEURS	Cours du 2 oct.	Cours du 5 oct.
Akai	535	549
Bridgestone	1 380	1 420
Canon	1 240	1 270
Fuji Bank	3 230	3 230
Honda Motors	1 720	1 700
Matsushita Electric	2 740	2 800
Mitsubishi Heavy	665	660
Sony Corp.	5 500	5 640
Toyota Motors	2 200	2 230

FAITS ET RÉSULTATS

● **Hausse de 50 % du bénéfice de Viniprix au premier semestre.** — La société holding Viniprix a dégagé un bénéfice de 25,68 millions de francs au premier semestre 1987, en hausse de 50 % par rapport à la période correspondante de 1986 (17,10 millions). La capacité d'autofinancement s'est élevée à 28,71 millions au 30 juin 1987, en hausse de 47,56 % sur l'an dernier.

● **166 millions de résultat net au premier semestre pour Saint-Louis.** — Le groupe agro-alimentaire Saint-Louis (Générale sucrière et Lesieur) a réalisé, au cours du premier semestre 1987, un résultat net part du groupe de 166 millions de francs pour un chiffre d'affaires hors taxes de 6,10 milliards de francs. Toute référence à l'exercice précédent est sans signification, dans la mesure où, pour la première fois, les chiffres consolidés intègrent Lesieur.

● **Pernod-Ricard : progression de 9,5 % du chiffre d'affaires.** — Le groupe Pernod-Ricard a réalisé, au cours du premier semestre, un chiffre d'affaires consolidé hors droits et taxes de 5,4 milliards de francs, en hausse de 9,5 % par rapport à la même période de 1986. Le résultat courant s'est établi à 612 millions de francs, contre 470 millions, en hausse de 30 %.

● **Econocom International lance une OPA sur Decision Industries Corporation.** — Econocom International, qui a déjà acquis 13,6 % de la société Decision Industries Corporation (DIC), pour un montant de 14 millions de dollars, vient de lancer une offre publique d'achat sur la totalité du capital restant au prix de 11 dollars l'action. Econocom International, que préside M. Jean-Louis Bouchard, est un des leaders de la location d'équipements IBM moyenne gamme, tandis que DIC est un des premiers distributeurs mondiaux de périphériques compatibles IBM.

● **Ingénico sur le marché à règlement mensuel le 14 octobre.** — La société d'ingénierie et de services informatiques Ingénico, cotée depuis deux ans sur le second marché, le sera à partir du 14 octobre sur le marché à règlement mensuel. La firme devrait introduire prochainement sur le second marché une de ses filiales spécialisées dans les télécommunications : Sofracin SA. Enfin, Ingénico envisage la cotation de son titre sur la place londonienne dès 1989.

● **Europhane sur le second marché le 12 octobre.** — Europhane, société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils d'éclairage et de balisage, sera introduite sur le second marché le 12 octobre. 85 000 actions, soit 13 % du capital, vont être proposées, selon la procédure d'offre publique de vente (OPV), au prix de 360 F l'action. Filiale à 99,8 % de la société Holophane, Europhane occupe la seconde place sur le marché français de l'éclairage public après Philips-Mazda. Cette firme devrait réaliser, cette année, 510 millions de francs de chiffre d'affaires. Son bénéfice passera de 13,3 millions à 22 millions en 1987.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1200	1200	Maxstam	430	405
Alain Manoukian	490	490	Marlin Immobilier	307	319 30 d
Asystel	470	475	Metallurg. Minière	159 90	155
B.A.C.	515	515	Métrologie Internat.	373	378
B. Demachy & Assoc.	780	780	Mitroservice	220	215
B.I.C.M.	948	945	M.M.B.M.	690	690
B.I.P.	555	550	Molex	323	330
Bolloré Technologies	1050	1035	Nevale-Delmas	736	741
Buitoni	734	763 d	Olivetti-Logabax	401	400
Câbles de Lyon	1140	1105	Om. Gest.Fin.	480	480
Calberson	950	945	Petit Bateau	237	235
Cardif	2150	2200	Petrofigaz	461	461
C.D.M.E.	1037	1000	Pier Import	368	365
C. Equip. Elect.	308	308	Razel	1278	1320
C.E.G.I.D.	1119	1125	St-Gobain Emballage	1595	1480
C.E.G.E.P.	211 20	214	St-Honoré Matignon	210	210
C.E.P.-Communication	1300	1310	S.C.G.P.M.	285	280
C.G.I. Informatique	740	730	Seine-Metro	850	850
Ciments d'Origny	639	639	S.E.P.	1520	1600
C.N.I.M.	370	380	S.E.P.R.	1550	1545
Concept	239	235 50	Sligos	1300	1310
Conforama	802	819	S.M.T. Goupil	348	....
Dafsa	270	270	Sodinforg	1050	1050
Dauphin O.T.A.	3260	3285	Solibus	355	....
Devanlay	2075	2000	Supra	1010	....
Deville	951	974	TF 1	199	197
Drouot-Ob. convert.	....	....	Union Financ. de Fr.	589	623
Editions Belfond	250	253	Valeurs de France	368	367
Elect. S. Dassault	630	587			
Elysées Investiss.	35	35			
Expand	800	800			
Filipacchi	605	601			
Guintoli	1040	998 o			
Guy Degrenne	1000	970			
I.C.C.	256	256			
IDIA	210	201			
I.G.F.	180	188			
IM Informatique	213	220			
Int. Metal Service	205	205			
La Commande Electro.	546	521			
Le gd livre du mois	355	365			
Loca Investissement	290	280 10			
Locamic	235	245			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 2-10-87 à 14 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1700	105	165	–	–	78	–	120	–
Paribas	440	16,6	30	–	–	20,6	–	–	–
Peugeot	1550	116	185	245	–	70	–	–	–
Thomson-CSF	1200	107	–	–	–	31	–	74	–

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 2 oct. 1987

Nombre de contrats : 82 572

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	95,15	94,85	94,60	94,70
Précédent	95,30	94,85	94,90	94,75

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,1450 F ⬆

Le dollar est demeuré ferme lundi, cotant 6,1450 F, contre 6,1280 F au *fixing* de vendredi. Sur le marché des changes de Tokyo, le billet vert a fluctué entre 146,90 et 147,45 yens, pour clôturer à 147,10 yens. Les marchés sont très calmes et ils n'attendent pas d'indices économiques américains importants pouvant influer sur les cours avant le 14 octobre.

FRANCFORT	2 oct.	5 oct.
Dollar (en DM)	1,8048	1,8465
TOKYO	**2 oct.**	**5 oct.**
Dollar (en yens)	146,25	147,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (5 oct.)	7 1/2-7 5/8 %
New-York (2 oct.)	7 5/16-7 3/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	1er oct.	2 oct.
Valeurs françaises	101,2	
Valeurs étrangères	136,2	
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	407,7	410

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	1er oct.	2 oct.
Industrielles	2 639,20	2 640,99

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	1er oct.	2 oct.
Industrielles	1 868,9	1 872,3
Mines d'or	444,9	438,2
Fonds d'Etat	85,72	85,65

TOKYO

	2 oct.	5 oct.
Nikkei Dow Jones	25 862,45	26 018,33
Indice général	2 114,19	2 119,87

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou dép. −		SIX MOIS Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	6,1490	6,1510	− 10	+ 5	− 15	+ 10	− 30	+ 55
$ can.	4,6975	4,7026	− 79	− 54	− 147	− 111	− 414	− 315
Yen (100)	4,1745	4,1787	+ 127	+ 149	+ 232	+ 261	+ 685	+ 769
DM	3,3283	3,3312	+ 98	+ 115	+ 191	+ 214	+ 589	+ 655
Florin	2,9591	2,9615	+ 59	+ 70	+ 114	+ 129	+ 376	+ 426
F.B. (100)	16,0381	16,0517	+ 141	+ 223	+ 317	+ 446	+ 1144	+ 1569
F.S.	3,9955	3,9993	+ 142	+ 160	+ 275	+ 300	+ 793	+ 867
L (1 000)	4,6129	4,6213	− 180	− 126	− 329	− 269	− 921	− 795
£	9,9522	9,9615	− 231	− 189	− 412	− 347	− 952	− 761

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/4	7 1/2	7 9/16	7 11/16	7 11/16	7 13/16	8 5/16	8 7/16
DM	3 3/4	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4 5/8	4 3/4
Florin	5	5 1/4	5 3/16	5 5/16	5 5/16	5 7/16	5 5/8	5 3/4
F.B. (100)	5 1/2	6 1/2	6 1/4	6 5/8	6 1/4	6 5/8	6 3/4	7 1/8
F.S.	1 5/8	2 1/8	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16	4 1/4	4 3/8
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 7/8	11 3/8	11 3/8	11 7/8	12 1/4	12 5/8
£	9 3/4	10	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10 5/16	10 7/16
F. franç.	7 1/4	7 3/4	7 5/8	7 13/16	7 13/16	8 1/16	8 7/16	8 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 2 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1882	4,5 % 1973	1880	1881	1861	– 1 01
4210	C.N.E. 3 %	4100	4201	4201	+ 2 46
1195	B.N.P. T.P.	1182	1182	1182	....
1129	C.C.F. T.P.	1126	1126	1126	....
1271	Créd. Lyon. T.P.	1271	1271	1271	....
3210	C.G.E. T.P.	3200	3200	3180	– 0 62
1839	Renault T.P.	1815	1820	1820	+ 0 26
2043	Rhône-Poul. T.P.	1961	1980	1983	+ 1 12
1340	St-Gobain T.P.	1330	1325	1315	– 1 12
1258	Thomson T.P.	1260	1260	1260	....
460	Accor	448	447	447	– 0 22
550	Agence Havas	532	550	550	+ 3 38
680	Air Liquide	695	697	694	– 0 15
2400	Alcatel	2269	2270	2260	– 0 40
2070	Als. Superm.	2080	2080	2080	....
475	A.L.S.P.I.	440 50	457 90	456	+ 3 62
365	Alsthom ★	332	335 90	330	– 0 60
2650	Arjom. Prioux	2576	2583	2583	+ 0 27
625	Aussedat-Rey	615	620	620	+ 0 81
1340	Aux. Entrepr. ★	1219	1221	1245	+ 2 13
925	Avions Dassault	860	870	870	+ 1 16
560	BAFIP	527	520	522	– 0 95
390	Bail-Equipem. ★	382	389	383	+ 0 26
825	Bail Investiss.	841	838	838	– 0 36
456	B.N.P. C.I.	419	418	415 10	– 0 93
710	Cie Bancaire	628	633	635	+ 0 95
515	Bazar H.-V.	480	482	482	+ 0 42
540	Béghin-Say ★	519	526	515	– 0 77
865	Berger (Mle)	810	810	840	+ 3 70
795	Bic ★	822	810	821	– 0 12
1380	B.I.S.	1260	1250	1290	+ 2 38
2810	Bongrain S.A.	2720	2750	2750	+ 1 10
1170	Bouygues	1170	1141	1152	– 1 54
97	B.P. France	90 20	90 80	90 80	+ 0 67
5290	B.S.N.	5010	5050	5040	+ 0 60
2460	Cap Gem. S. ★	2298	2280	2280	– 0 78
1400	Carnaud	1385	1382	1399	+ 1 01
3380	Carrefour ★	3190	3210	3220	+ 0 94
177	Casino	157 50	159	159	+ 0 95
138	Casino A.D.P.	122 10	124	125 20	+ 2 54
1360	C.C.M.C.	1253	1200	1200	– 4 23
870	Cetelem	835	839	848	+ 1 56
790	Cerus	815	810	809	– 0 74
2040	C.F.A.O.	1996	2006	2008	+ 0 60
335	C.G.E.	316	318	318	+ 0 63
1360	C.G.I.P. ★	1262	1250	1250	– 0 95
1180	Chargeurs S.A.	1130	1131	1131	+ 0 09
73	Chiers-Châtill.	70 20	73	73	+ 3 99
1210	Ciments franç. ★	1176	1163	1163	– 1 11
635	Club Méditer.	625	631	631	+ 0 96
180	Codetel ★	157	157	159	+ 1 27
320	Cofimeg	300 10	301	303	+ 0 97
2240	Colas	2100	2098	2098	– 0 10
275	Compt. Entrepr.	265	270	270	+ 1 89
780	Compt. Mod.	730	730	730	....
1230	Créd. Foncier	1170	1175	1170	....
515	Crédit F. Imm.	512	512	510	– 0 39
128	C.C.F.	128 20	129	129	+ 0 82

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
760	Créd. Lyon. (CI)	761	760	762	+ 0 13
1170	Crédit Nat. ★	1080	1075	1065	– 1 39
230	Crouzet ★	215	208 20	212	– 1 40
3000	Dassault S.A.	3028	3030	3035	+ 0 23
485	Darty ★	460	462	462	+ 0 43
365	Darty (DP)	349 90	350	350	+ 0 03
2160	De Dietrich	2060	2150	2150	+ 4 37
300	Dév. R.d.C. (Ly)	310	307	307	– 0 97
600	D.M.C.	595	599	593	– 0 34
485	Drouot Assur.	460	470	470	+ 2 17
2450	Docks France ★	2320	2324	2306	– 0 60
1130	Dumez ★	1010	1006	1020	+ 0 99
1310	Eaux (Gén.)	1239	1245	1221	– 1 45
1410	Ecco ★	1380	1410	1400	+ 1 45
1020	Electro-Financ.	920	930	930	+ 1 09
365	Elf-Aquitaine	340	340	340	....
300	– (certific.)	293	292	292	– 0 34
970	Epeda-B-Faure	945	950	950	+ 0 53
3870	Essilor	3600	3650	3650	+ 1 39
2700	Essilor Int. (DP)	2520	2490	2490	– 1 19
440	Esso S.A.F. ★	450 10	450 10	440	– 2 24
2350	Eurafrance	2301	2295	2296	– 0 22
1430	Eurocom ★	1388	1375	1370	+ 0 15
4190	Euromarché	4280	4310	4350	+ 1 64
730	Europe n° 1 ★	899	715	896	– 0 43
1230	Exor ★	1181	1215	1220	+ 3 30
760	Facom	720	730	730	+ 1 39
1250	Fichet-Bauche	1160	1160	1150	– 0 86
210	Finextel ★	205	209 90	205	....
155	Fives-Lille	155 20	156	158	+ 1 80
1290	Fromageries Bel	1275	1290	1290	+ 1 18
1390	Gal. Lafayette ★	1389	1385	1370	– 1 37
435	Gascogne	429	425	425	– 0 93
2190	Gaz et Eaux	2190	2185	2185	– 0 23
585	Géophysique ★	494	480	471	– 4 66
2890	Gerland	2585	2585	2585	....
750	GTM-Entrepose	722	740	740	+ 2 49
725	Guyenne-Gas. ★	692	681	693	+ 0 14
2820	Hachette ★	2762	2800	2800	+ 1 38
765	Hénin (La)	756	754	754	– 0 26
1510	Hutchinson	1455	1475	1475	+ 1 37
188	Imétal	188 90	188 50	188 90	....
375	Imm. Plaine-M.	382	378	378	– 1 05
5170	Inst. Mérieux	5040	4990	4990	– 0 99
520	Interbail ★	520	512	523	+ 0 58
1470	Intertechnique	1308	1331	1334	+ 1 99
820	J. Lefebvre	790	789	781	– 1 14
1640	Lab. Bellon	1580	1588	1571	– 0 57
1730	Lafarge-Coppée	1695	1688	1696	+ 0 06
1510	Lebon ★	1495	1470	1456	– 1 95
3270	Legrand ★	3087	3100	3120	+ 1 07
2780	Legrand (DP) ★	2660	2705	2710	+ 1 88
810	Leroy-Somer ★	786	801	786	....
1830	Lesieur	1822	1846	1845	+ 1 26

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
705	Locabail Immob.	707	713	707	....
695	Locafrance ★	625	632	632	+ 1 12
875	Locindus	850	865	853	+ 0 35
1170	L. Vuitton S.A ★	1155	1155	1130	– 2 16
500	Luchaire	490	493	493	+ 0 61
1430	Lyonn. Eaux ★	1365	1365	1355	– 0 73
77	Mais. Phénix	80 10	79	81 70	+ 2
800	Majorette (Ly)	795	804	804	+ 1 13
445	Mar. Wendel ★	428	420	424 20	– 0 89
1780	Martell	1746	1801	1808	+ 3 65
2200	Matra	2110	2110	2109	– 0 05
2500	Merlin-Gerin ★	2770	2800	2806	+ 1 30
330	Michelin	317 80	322	321 20	+ 1 07
1360	Midi (Cie)	1295	1320	1315	+ 1 54
300	Midland Bk SA ★	290	285	290	....
1320	Min. Salsig. (Ma)	1350	1310	1310	– 2 96
56	M.M. Penarroya	56 10	56	56 20	+ 0 18
2870	Moët-Hennessy	2760	2750	2780	+ 0 72
83	Moulinex	81 50	82 50	81 50	....
1130	Navig. Mixtes	1110	1130	1130	+ 1 80
159	Nord-Est	153 90	152	152	– 1 23
470	Nordon (Ny)	470	468	468	– 0 43
675	Nouvelles Gal.	598	607	611	+ 2 17
1140	Occident. (Gén.)	1099	1106	1106	+ 0 64
1590	Omn.F.Paris	1560	1580	1580	+ 1 28
215	Olida-Caby	224 60	229	229	+ 1 96
420	Opfi-Paribas	397 90	400	400	+ 0 53
3910	Oréal (L')	3650	3725	3680	+ 0 82
430	Paribas	426	427	428	+ 0 47
650	Paris-Réesc. ★	618	620	607	– 1 78
1350	Pechelbronn ★	1338	1300	1265	– 5 46
1250	Penhoët	1201	1182	1185	– 1 33
870	Pernod-Ricard	911	925	925	+ 1 54
1630	Peugeot S.A.	1556	1571	1567	+ 0 71
17	Poclain	18 90	19	18 80	– 0 53
2400	Poliet	2330	2350	2350	+ 0 86
700	P.M. Labinal	725	730	735	+ 1 38
3650	Presses Cité	3561	3550	3580	+ 0 53
1170	Préfabail Sic.	1205	1205	1200	– 0 41
790	Primagaz	751	760	760	+ 1 20
785	Printemps ★	780	760	780	....
2150	Promodès	2160	2191	2209	+ 2 27
480	Prouvost S.A ★	526	605	610	+ 15 97
1770	Radiotechn.	1675	1700	1715	+ 2 39
98	Raff. Dist. Total	94	94	94	....
3450	Redoute (La) ★	3476	3450	3411	– 1 84
450	Robur financière	444	440	440	– 0 90
1500	Roussel-Uclaf	1499	1440	1440	– 3 94
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
5350	R. Impériale (Ly)	5110	5070	5070	– 0 78
215	Sade	211	210 50	210 50	– 0 24
1750	Sagem ★	1785	1756	1751	– 1 90
515	Saint-Gobain	501	501	504	+ 0 60
1340	St-Louis B.	1367	1383	1385	+ 1 32

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1840	Salomon	1735	1735	1735	....
1650	Salvepar	1670	1685	1685	+ 0 90
760	Sanofi	789	799	799	+ 1 27
765	S.A.T. ★	680	672	676	– 0 59
1530	Saupiquet (Na)	1501	1500	1500	– 0 07
450	Schneider ★	419	415 50	417	– 0 48
123	S.C.O.A.	123 10	122 90	122 90	– 0 16
840	S.C.R.E.G.	811	815	815	+ 0 49
1030	Seb ★	975	980	965	– 1 03
430	Sefimeg ★	434	437	438	+ 0 92
1360	S.F.I.M.	1270	1290	1275	+ 0 39
66	S.G.E.	64 50	65	64 80	+ 0 47
585	Signaux ★	559	568	551	+ 0 36
990	Silic	985	970	970	– 1 52
570	Simco-U.P.H. ★	575	576	577	+ 0 35
380	Simnor (Li)	375	375	375	....
1270	Skis Rossignol	1225	1239	1220	– 0 41
685	Siminco	665	683	682	+ 2 56
420	Société Générale	418	419	419 50	+ 0 36
220	Sodecco	195	192	192	– 1 54
235	Sodero (Na)	235	235	235	....
2790	Sodexho	2690	2700	2700	+ 0 37
140	Sogenal (Ny)	137	135	135	– 1 46
430	Sogerap	421	421 50	421 10	+ 0 02
3050	Somm-Allib. ★	2863	2860	2860	– 0 10
870	Source Perrier	835	831	845	+ 1 20
1100	Sovac ★	994	995	1000	+ 0 60
550	Spie-Batignol.	535	539	540	+ 0 93
620	Strafor ★	618	615	629	+ 1 78
350	Synthelabo ★	372	371	375	+ 0 81
650	Talcs Luzenac	660	678	678	+ 2 73
3570	Tél. Elect.	3790	3760	3760	– 0 79
1320	Thomson-C.S.F.	1245	1259	1248	+ 0 24
425	Total (CFP) ★	410	406	405	– 1 22
58	– (certific.)	94 30	94 40	94 60	+ 0 32
1950	T.R.T. ★	1950	1998	1999	+ 2 51
650	U.F.B.	491	487	490	– 0 20
1220	U.I.C. ★	1210	1210	1202	– 0 66
595	U.I.F. ★	577	576	589	+ 2 08
845	U.I.S.	870	870	870	....
290	U.C.B. ★	260	260 90	261 90	+ 0 73
685	Unibail	704	705	708	+ 0 57
680	Valéo	670	685	684	+ 2 09
68	Vallourec	68 80	....	....	....
450	Via Banque	465	465	474	+ 1 94
950	Elf-Gabon	940	942	942	+ 0 21
169	Amax Inc.	174 50	174 50	174 50	....
215	Amer. Express	221	230	227	+ 2 71
193	Amer. Teleph.	211	215	215	+ 1 90
162	Anglo Amer. C.	157	156 20	156 20	– 0 51
755	Amgold	703	702	702	– 0 14
1110	BASF (Akt)	1148	1141	1141	– 0 61
1190	Bayer	1220	1249	1249	+ 2 38

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
132	Buffelsfont.	130	130 70	130 20	+ 0 15
225	Chase Manh.	242	247 50	247 50	+ 2 27
95	De Beers	97	96 50	97	....
2280	Deutsche Bank	2300	2325	2330	+ 1 30
1180	Dresdner Bank	1189	1216	1205	+ 1 35
165	Driefontein Cld	165 50	161 10	161 50	– 2 42
680	Du Pont-Nem.	729	745	745	+ 2 19
600	Eastman Kodak	625	644	645	+ 3 20
83	East Rand	82	81 50	82	....
310	Electrolux	317 10	322	322	+ 1 55
225	Ericsson	232 30	237 60	237 60	+ 2 28
580	Exxon Corp.	586	303	303	+ 1 34
615	Ford Motors	607	627	627	+ 3 29
103	Freegold	100 30	99	100 90	+ 0 60
137	Gencor	138 80	136 30	136 90	– 1 37
380	Gén. Electr.	380	387 80	387 80	+ 2 05
590	Gén. Belgique	577	580	581	+ 0 69
510	Gen. Motors	507	515	515	+ 1 58
140	Goldfields	143 40	140 20	140 20	– 2 23
57	GdMetropolitan	57 20	58 10	57	– 0 35
98	Harmony	97 50	99 50	98 80	+ 1 44
57	Hitachi	61 20	62 80	62 80	+ 2 61
1060	Hoechst Akt.	1080	1107	1105	+ 2 31
158	Imp. Chemical	161 10	162	162	+ 0 56
915	IBM	925	948	948	+ 2 49
365	ITT	383 20	393 70	393	+ 2 58
180	Ito-Yokado	161	163 30	163 20	+ 1 37
106	Matsushita	113 80	113 90	113 90	+ 0 09
1210	Merck	1205	1280	1270	+ 5 39
465	Minnesota M.	501	510	510	+ 1 80
285	Mobil Corp.	305 60	302 70	302 70	– 0 92
280	Morgan J.P.	283 20	293 20	293 20	+ 3 53
44800	Nestlé	44400	44950	44900	+ 1 13
235	Norsk Hydro	230	230 20	230 20	+ 0 09
250	Ofsil	250	245	245	– 2
2070	Petrofina	2020	2055	2065	+ 1 73
670	Philip Morris	730	740	740	+ 1 37
150	Philips	151 10	152 50	152 50	+ 0 93
126	Placer Dome	125	123 50	122 50	– 2
520	Quilmès	500	508	508	+ 1 60
780	Randfontein	780	775	776	– 0 51
755	Royal Dutch	800	793	793	– 0 88
134	Rio Tinto Zinc	135 50	134	134	– 1 11
115	St Helena Co	110 50	108 50	108 50	– 1 81
275	Schlumberger	286	288	290	+ 1 40
131	Shell transp.	136 90	138 90	137	+ 0 07
2160	Siemens A.G.	2205	2226	2237	+ 1 45
210	Sony	228 80	229	230	+ 0 61
210	T.D.K.	228	223 50	230	+ 0 88
31	Toshiba Corp.	31 10	32 70	32 80	+ 5 47
405	Unilever	411	417 70	414	+ 0 73
325	Unit. Techn.	357	355	355	– 0 56
825	Vaal Reefs	820	798	800	– 2 44
385	Volvo	377 50	380	381	+ 0 93
380	West Deep	382	382	382	....
480	Xerox Corp.	484	487	487	+ 0 62
2 51	Zambia Corp.	2 57	2 51	2 51	– 2 33

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	3050	..
Emp. 8,80 % 77	126 45	3 198
9,80 % 78/93	98 85	2 222
10,80 % 79/94	101 85	0 856
13,25 % 80/90	106	4 417
13,80 % 80/87	100 24	13 308
13,80 % 81/89	105 65	9 868
16,20 % 82/90	113	11 679
16 % juin 82	114 85	5 071
14,60 % fév. 83	112 65	8 980
13,40 % déc. 83	111 40	10 500
12,20 % oct. 84	108 80	12 033
11 % fév. 85	108 15	6 761
10,25 % mars 86	97 30	5 747
ORT 12,75 % 83	1767 50	..
OAT 10 % 2000	94 30	3 525
OAT 9,80 % 1997	100 80	7 974
OAT 9,80 % 1996	96 35	6 605
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	102 30	2 245
CNB Paribas	102 40	2 245
CNB Suez	102 50	2 245
CNI janv. 82	102 40	2 245
PTT 11,20% 85	101 10	8 616
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	103 90	3 480
CNT 9% 86	99	3 961
CRH 10,90% déc. 85	97	7 445
Mécalogie L. 6% 5/7	71	7 100

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1130	....
Agache (Sté Fin.)	2613	2615
A.G.F. (St Cent.)	806	790
Applic. Hydraul.	784	781
Arbel	389	380
Astorg	375	370
Avenir Publicité	877	875
Bain C. Monaco	325 10	339
Banque Hypoth. Eur.	443	444
Béghin-Say (C.I.)	370	370
B.G.L.	620	620
Biscuit (Géné.)	....	....
Blanzy-Ouest	705	705
B.N.P. Intercontin.	305	295
Bénédictine	5800	5800
Bon-Marché	1050	1080
B.T.P.	140	140
Caff	780	795
Cambodge	780	775
C.A.M.E.	411	411
Campenon Bern.	400	375
Carbone-Lorraine	765	780
C.E.G.Frig.	651	650

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Centen. Blanzy	2508	2600
Centrest (Ny)	224	228
Cerabati	115	137 30 d
Chambourcy (M.)	910	....
Champex (Ny)	154	160
C.I.C. (Financ. de)	302	300
C.I. Maritime	665	....
Ciment-Sintra	540	387 40
Citram (B)	550	....
Clause	539	543
Cofradel (Ly)	1835	....
Cogifi	387	390
Comiphos	587	622
Cie Industrielle	3761	3761
Comp. Lyon-Alem.	649	652
Concorde (La)	920	920
C.M.P.	39	....
Créd. Gén. Ind.	845	850
Cr. Universel (Cie)	690	700
Créditel	138	138
Darblay S.A.	559	570
Delalande S.A.	1505	1499
Delmas-Vielj. (Fin.)	1481	1477
Didot-Bottin	895	897
Eaux Bass. Vichy	1379	1300
Eaux Vittel	2740	2725
Economats Centre	598	....
Electro-Banque	365	380
Eli-Antargaz	693	....
E.L.M. Leblanc	931	935
Enelf-Bretagne	275	259
Entrepôts Paris	582	582
Epargne (B)	3300	3110 o
Europ. Accumul.	76 10	76
Eternit	2656	2500
Finalens	247	232
FIPP	406	407
Fnac	880	884
Foncière (Cie)	551	559
Fonc. Lyonnaise	5110	5160
Foncina	494	500
Forinter	1100	1100
Fougerolle	365	361
France I.A.R.D.	329	325
France (La)	7380	7305
From. Paul Renard	481	495
GAN	1275	1281
Gaumont	540	529
Gévelot	862	827 o
Gr. Fin. Constr.	445	442
Gds Moul. Paris	347	347 50
Groupe Victoire	3350	3500
G. Transp. Ind.	601	601
H.E.F.	129	128
Immindo S.A.	447	455
Immoinvest	305	....
Immobail	371	371 10
Immobanque	696	694
Immob. Marseille	9600	9600
Immofice	512	500
Invest. (Sté Cent.)	3500	3515
Jaeger	245	243
Lafitte-Bail	449	422
Lambert Frères	280	280
Lille-Bonnières	1201	1201
Loca-Expansion	267	267
Locafinancière	336	336
Locatel	702	702

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1580	1589
Lucia	1140	....
Machines Bull	46 80	47
Magasins Uniprix	230	241
Magnant S.A.	120	....
Maritimes Part.	323 90	324 50
Métal Déployé	420	421
Mors	143 80	138 10 o
Navig. (Nat. de)	79 50	78
OPB Paribas	281	290
Optorg	212	220 d
Oréal (L') C.I.	2370	....
Origny-Desvroise	1176	1176
Palais Nouveauté	854	....
Paribas-CIP	413	413
Paris France	280	295
Paris-Orléans	380	345
Parrouben	770	740 o
Patern. Risq. Div.	1398	1398
Pathé-Cinéma	887	888
Pechiney (cert. inv.)	349	348
Piles Wonder	1080	1080
Piper-Heidsieck	829	830
P.L.M.	161	161
Porcher	630	....
Promodès	1363	1320
Providence S.A.	1605	1698
Publicis	3050	3050
Raff. Souf. R.	132 50	131
Rhône-Poul. (c. inv.)	454	464
Ricqlès-Zan	285	300
Rochefortaise S.A.	590	586 o
Rochette-Cenpa	65	63
Rosario (Fin.)	1205	1172
Roudière	210	240 o
Rougier et Fils	88	86 10
Sacer	480	....
SAFAA	370	380
Saïc-Alcan	910	....
SAFT	1870	1950
Saga	255	265 20 d
St-Gobain C.I.	455	460
Salins du Midi	535	511
Sanofi	....	....
Santa-Fé	143	150
Satam	131 60	137 50
Saulnes	84 10	83 10
Savoisienne (M)	248	....
SCAC	665	670
Senelle Maubeuge	550	520
S.E.P. (M)	203	203
Serv. Equip. Véh.	105 70	106
Sicli	282 80	265
Sicotel	305	305
Silvia	248	238
Siph (Plant. Hévéas)	397	....
Sté Générale-CIP	393	393
Sofal financière	1955	1900
Soficol	....	....
Soflo	450	460
Soficomi	779	....
S.O.F.I.P. (M)	180	150
Sofragi	1152	1132
Souchon Autog.	517	517
Sovabail	700	701
S.P.I.	658	658

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Saez (Fin. de)-CIP	1620	....
Stanï	1000	1040
Taittinger	1890	1850
Testut-Aequitas	589	....
Tour Eiffel	546	525
Ufiner S.M.D.	719	719
U.A.P.	412	424
U.T.A.	1500	1506
Veuve Clicquot	3825	3894
Vicat	1500	1480
Viniprix	2150	2150
Virax	173	171
Waterman S.A.	700	675
Brass. du Maroc	135	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1110	....
Akzo	500	....
Alcan Alum	230	230
Algemene Bank	140	139
American Brands	354	353
Am. Petrofina	424	....
Arbed	288	....
Asturienne Mines	190	....
Bco Pop Español	451 50	460
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	3550	3920
B. Régl. Internat.	58000	57800
Br. Lambert	826	831
Canadian-Pacific	126 30	130
CIR	27	....
Commerzbank	986	946
Dart. and Kraft	343 50	356 10
De Beers (port.)	90	....
Dow Chemical	840	854
Gén. Belgique	577	581
Gevaert	1265	1290
Glaxo	167 10	168
Goodyear	432	....
Grace and Co	405	....
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	493 80	495
I. C. Industries	243 50	243
Johannesburg	1539	1430 o
Kubota	25 90	25 80
Latonia	272	272
Midland Bank Plc	56	54
Mineral-Ressourc.	90 50	90 50
Nadorf	2772	2731
Noranda	167 70	162 10
Olivetti	34 40	34 60
Pakhoed Holding	248	249
Pfizer Inc.	421	432
Procter Gamble	608	616
Ricoh Cy Ltd	48	50
Rolinco	314	322
Robeco	327	332
Rodamco	435	435
Saipem	19 20	19 10
Shell fr. (port.)	130	....
S.K.F. Aktiebolag	361	340
Steel Cy of Can.	121	120
Tenneco	329	....
Thorn EMI	71	70 80 c
Toray Indust. inc	37	36 50
Vieille Montagne	940	945
Wagons-Lits	880	900
West Rand	28 20	28 20

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Calciphos	276	299
C.E.M.	....	....
Cochery	162 30	....
Cogenhor	188 30	173 30
C. Occid. Forestière	180	194
Copamex	387	401
Dubois Inv. (Casto.)	1045	1039
Gachot	200	190
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Metrocervice	65 20	65 20
Nicolas	1000	....
Patemelle-R.D.	3400	....
Révillon	380	....
Romanno N.V.	151 20	151
S.P.R.	550	506 o
Ulinex	380	....
Union Brasseries	117 70	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/10	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 137	6 128	5 880	6 380
ECU	6 917	6 916	....	....
Allemagne (100 DM)	332 940	333 040	323	341
Belgique (100 F)	16 041	16 045	15 480	16 350
Pays-Bas (100 fl.)	295 930	295 980	287	305
Danemark (100 krd)	86 640	86 850	83	90
Norvège (100 k)	91 190	91 150	87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 965	9 954	9 650	10 350
Grèce (100 drachmes)	4 356	4 354	3 900	4 800
Italie (1 000 lires)	4 815	4 816	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	399 800	399 830	388	408
Suède (100 krs)	95 070	95 070	92	98
Autriche (100 sch)	47 315	47 330	45 750	48 700
Espagne (100 pes.)	5 013	5 013	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 228	4 227	3 700	4 800
Canada ($ can 1)	4 690	4 696	4 500	4 900
Japon (100 yens)	4 186	4 187	4 040	4 240

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/10
Or fin (kilo en barre)	89700	90100
Or fin (en lingot)	89950	90200
Pièce française (20 fr)	521	520
Pièce française (10 fr)	340	.....
Pièce suisse (20 fr)	554	554
Pièce latine (20 fr)	513	523
Souverain	649	648
Pièce de 20 dollars	3020	3005
Pièce de 10 dollars	1520	1595
Pièce de 5 dollars	955	.....
Pièce de 50 pesos	3330	3380
Pièce de 10 florins	540	539
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

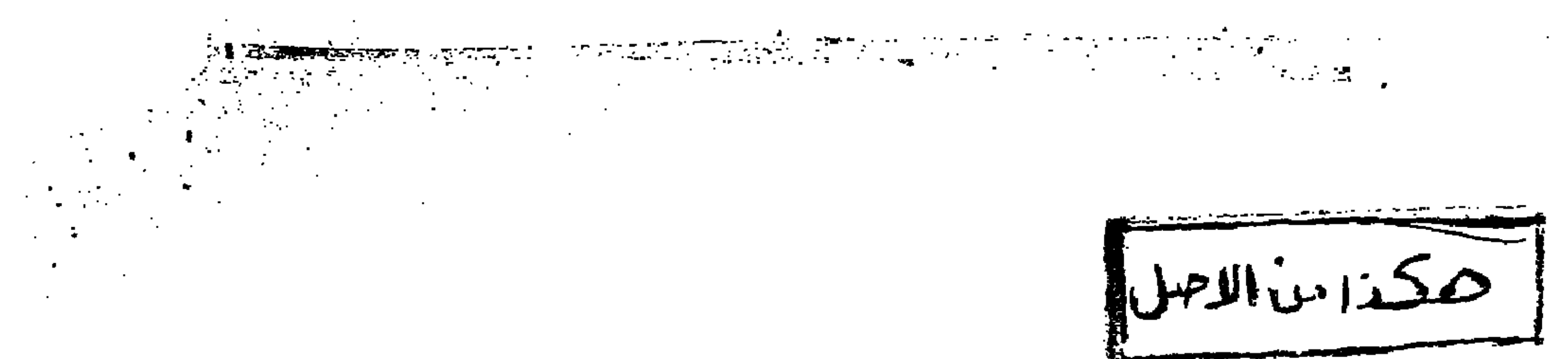
SICAV (sélection) 2/10

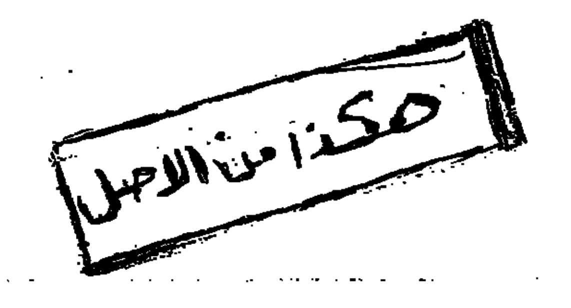
VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	825 46	805 33
Actilon	207 45	201 90
Actions France	486	468 43
Action Invest.	397 41	379 39
Actions sélectives	627 18	604 51
Aedificandi	837 17	814 14
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1283 23	1251 93
A.G.F. 5000	618 92	601 87
A.G.F. ECU	1059 52	1049 03
A.G.F. Interfonds	446 11	435 23
A.G.F. Invest	108 58	105 93
A.G.F. OBLIG.	1069 11	1063 79
A.G.F. Sécurité	10264	10264
Agfimo	660 24	644 14
Altef	210 32	202 72
A.L.T.O.	183 25	178 63
Amei-Gan	5976 44	5705 43
America-Valor	797 44	761 28
Amplitude	567 99	551 45
Arbitrages court terme	5498 98	5487 99
Argonautes	434 33	420 66 ◆
Associ Première	24850 94	24850 94
Associc	1182 82	1182 82
Aurecic	1424 73	1383 23
Axa Europe	116 21	110 94 ◆
Axa Investissements	126 72	120 97 ◆
Bourse-Investiss.	468 96	447 69
Bred Associations	2671 56	2683 57
Bred International	101 92	99 92
Capital Plus	1658 97	1688 91
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Conventimmo	402 62	387 13
Cortal court terme	1264 87	1264 87
Cortal intérêt trim.	1051	1030 90
Cortexa	988 04	943 24 ◆
Credinter	519 34	504 21
Croissance France	285 25	272 97
Croissance Immobilière	870 14	839 75
Croissance Mercure	2584 91	2509 62
Croissance Prestige	392 82	375 01
Drouot-France	709 30	677 14 ◆
Drouot-Investiss.	1189 48	1134 59 ◆
Drouot-Sécurité	259 51	247 74 ◆
Drouot-Sélection	135 65	129 40 ◆
Ecatic	1169 34	1152 06
Ecureuil Prévisions	311	301 94
Elicoop Sicav	11273 42	11273 42
Eli-Valeurs	9403 48	9174 13
Energie	288 15	275 08
Epargic	2798 38	2792 77
Epacourt Sicav	4066 28	4056 14
Epargne Associations	24376 93	24340 42 ◆
Epargne-Capital	7787 36	7720 16
Epargne-Croiss.	1698 60	1653 14
Epargne-Industr.	799 07	762 84
Epargne-Inter	733 77	714 13
Epargne J	53310 44	53310 44
Epargne-Long-Terme	1751 51	1704 63 ◆
Epargne-Oblig.	184 80	179 85
Epargne-Quatre	1008 02	1008 02
Epargne-Unie	1348 43	1287 28
Epargne-Valeur	437 09	425 39
Eparoblig	1280 84	1258 32
Epsilon	1012 39	1002 37
Eurocic	9782 82	9638 25
Euro-Croissance	595 40	578 06
Eurodyn	1152 69	1114 78
Euro-Gan	5190 14	4945 24
Extrême Orient Sicav	597 36	579 96 ◆
Finord Placement	80509 77	80328 78
Finord Valorisation	13308 44	13045 53
Fonsicav (div. par 10)	10834 99	10834 99
Foncival	272 72	260 35 ◆
France-Gan	6296 03	6010 53
France-Garantie	274 25	273 70
France-Investiss.	511 18	488
France-Net	119 51	118 33 ◆
France-Obligations	430 21	425 95
Francic	412 84	400 82
Francic Pierre	99 75	96 84

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1139 05	1105 87
Fructi-Associations	1342 28	1342 28
Fructicapi	304 58	300 08
Fructicourt	105901 12	105901 12
Fructidor	246 73	243 08
Fructifrance	831 76	811 47
Fructimmo	248 96	248 96
Fructivalor	560 54	546 87
Fructiver	82457 57	82252 04
Fructi ECU	568 87	558 49
Fructi-Première	10975 22	10813 02
Futuroblig	1004 38	1003 38
Gestilion	58908 84	58786 92
Gestion Amérique	378 02	360 88
Gest. France Europe	105 52	100 83
Gestion Orient	185 58	186 71
Gestion Sécuricourt	10643 31	10537 93
Gestion Sicavimmo	765 36	721 11
Gestion Uni-Japon	1555 54	1485
Gestion Associations	183 03	159 44 ◆
Gestion Mobilière	775 81	740 63
Gest. Rendement	465 27	444 17
Gest. Sél. France	746 51	712 68
Haussmann Associat.	1171 06	1171 06
Haussmann court terme	1202 47	1202 47
Haussmann Epargne	1353 61	1353 61
Haussmann Europe	2417 48	2330 10
Haussmann France	1054 08	1015 96
Haussmann Oblicroiss.	1288 78	1288 78
Haussmann Obligation	1471 57	1418 38
Horizon	1164 34	1130 43
I.M.S.I.	604 96	577 53
Indo-Suez Valeurs	781 14	745 72
Interoblig.	11831 86	11376 79
Intersélect France	476 34	454 74
Intervaleurs Indust.	679 15	648 36
Invest. net	14315 65	14286 96
Invest. Obligataire	17708 06	17672 71
Japacic	187 53	182 07
Jeune épargne	240 88	237 12
Laffitte-Amérique	292 26	279 01 ◆
Laffitte-crt-terme	58562 18	58562 18 ◆
Laffitte-Expansion	899 57	858 78 ◆
Laffitte-France	342 05	326 54 ◆
Laffitte-Immobilier	254 68	243 13 ◆
Laffitte-Japon	361 02	344 65 ◆
Laffitte-Oblig.	144 85	138 09 ◆
Laffitte-Placements	64089 80	64089 80 ◆
Laffitte-Rend.	216 38	206 57 ◆
Laffitte-Tokyo	1384 77	1321 98 ◆
Lion-Associations	11327 53	11327 53
Lion court terme	115115 82	115115 82 ◆
Lion-Institutionnels	22818 06	22762 15
Lionplus	69867 28	69877 90
Livret portefeuille	688 72	668 66
Méditerranée	191 29	182 62 ◆
Micimax	25705 82	25705 82 ◆
Mondiale Investissem.	490 38	468 14 ◆
Monecic	5531 20	5531 20
Moneden	51355 79	51355 79
Moné J.	55039 87	55039 87
Monétaffite	268488 70	268488 70 ◆
Monevalor	62742 71	62742 71
Multi-Obligations	425 43	406 14
Mutuelle Unie Sél.	164 52	157 06 ◆
Natio.-Assoc.	6624 47	6611 45
Natio.-Epargne	13441 80	13308 71
Natio.-Court terme	......	......
Natio.-Immobilier	1011 77	984 69
Natio.-Inter.	1143 81	1113 20
Natio.-Obligations	536 40	522 04
Natio.-Patrimoine	1519 59	1476 92
Natio.-Placements	64537 41	64537 41
Natio.-Revenu	1006 01	986 06
Natio.-Sécurité	10821 21	10821 21
Natio.-Valeurs	733 84	714 20
Nippon-Gan	5574 08	5321 33
Nord-Sud Développ.	1189 56	1187 19 ◆
Normet F	13451 21	13187 46
Oblicic Régions	1011 47	986 52

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Oblicoop Sicav	1360 72	1334 04
Obligations Convert.	453 74	433 16 ◆
Oblilion	1072 22	1061 60
Optimevalor	674 23	643 66
Paramérique	600 43	573 20 ◆
Parœurope	881 97	841 98 ◆
Paribas Croissance	680 22	652 49 ◆
Paribas Epargne	15538 46	15505 45 ◆
Paribas France	109 51	106 32 ◆
Paribas Opportunités	122 50	118 93 ◆
Paribas Patrimoine	576 11	552 82 ◆
Paribas Revenu	93 31	92 39 ◆
Parnasse-Valor	1086 68	1085 57
Patrimoine-Retraite	1632 45	1600 44
Phénix Placements	245 19	243 97
Pierre Investiss.	757 45	723 10
Placement A	1082 03	1062 03
Placement crt-terme	71152 32	71152 32
Placement J	55448 69	55448 69
Placement Premier	52795 18	52795 18
Placements Rendement	10828 05	10828 05
Placements Sécurité	105510 80	105510 80
Planinter	1056 21	1030 45
Première Obligations	10548 35	10527 30
Prif Association	21707 87	21700 87
Province Investiss.	565 01	539 39 ◆
Quartz	115 89	112 84
Rentacic	162 90	160 49
Revenus Trimestriels	5442 95	5389 06
Revenu Vert	1118 07	1116 95
Rivoli Plus	1067 79	1019 37
St-Honoré Assoc.	14059 63	13988 69
St-Honoré Bio-aliment.	880 08	840 17
St-Honoré Pacifique	606 56	579 43
St-Honoré P.M.E.	491 10	468 83
St-Honoré Real	11418 06	11372 57
St-Honoré Rendement	11309 21	11252 95
St-Honoré Services	530 95	510 53
St-Honoré Technol.	825 86	788 41
St-Honoré Valor	12145 76	12049 37
Sécuricic	11005 37	10994 38
Sécur. Mobilière	399 11	381 01
Sécuri Taux	10563 44	10563 44 ◆
Sélection Croissance	563 04	546 64
Sicadem (Caisses BP)	734 07	723 22
Sicav-Associations	1410 26	1408 15
S.F.I. fr. et étr.	672 19	652 61
Sicav 5000	361 83	352 15
S.I. Est	1416 69	1352 45
Silvafrance	603 64	587 48 ◆
Silvarm	453 88	441 73
Silvarente	207 41	205 36
Silvinter	461 80	449 44
S.N.I.	1354 61	1315 16
Sogepargne	379 64	365 92 c
Sogeprernière	63035 72	61199 73
Sogerac	49360 22	47922 54
Sogevalor	77801 51	76954 17
Sogever	1175 55	1122 24
Soginter	1410 95	1346 87
Soleil Investiss.	506 30	483 34
Stratégie Actions	1048 41	1008 09 ◆
Stratégie Rendem.	1042 90	1010 07 ◆
Technocic	1184 41	1149 91
Techno-Gan	6572 93	6274 87
Tolion	5069 65	5019 46
U.A.P. Investiss.	442 72	426 72
Uni-Associations	112 03	112 03
Unifrance	494 11	471 70
Unifoncier	1278 53	1220 55
Uni-Garantie	1285 45	1240 61
Unigestion	950 35	916 80
Uni-Régions	3184 15	3039 76
Unirente	2070 83	2002 74
Univar	180 84	180 84
Univers-Actions	1069 94	1034 78
Univers-Obligations	1536 13	1484 65
Valorem	561 35	547 66
Valoblig	59896 42	59401 41 ◆
Valorg	1529 74	1528 21
Valrest	80244 59	80204 49 ◆

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu





Le Monde

ÉTRANGER

2 La visite de M. Mitterrand en Argentine.
3 *Les affrontements au Tibet ont fait treize morts.*
4 *Le général Jaruzelski* annonce de « profondes réformes ».
5 La tension dans le Golfe : alertes en série pour les *flottes occidentales.*

POLITIQUE

6 L'hommage de la République à René Cassin.
8-9 La préparation de l'élection présidentielle.

SPORTS

16 Volley-ball : la France vice-championne d'Europe.

SOCIÉTÉ

12 Cinquante membres présumés de l'ETA-militaire expulsés.
15 Cinq laïcs se sont exprimés au synode mondial des évêques.
17 Controverses sur l'utilisation de l'embryon humain.

CULTURE

18 La mort de Jean Anouilh.
19 La journée Lully à Versailles.
– *La Bamba,* de Luis Valdez.
– COMMUNICATION : l'offensive de M. Murdoch sur le *Financial Times.*

ÉCONOMIE

37 Les bases d'un marché commun nord-américain ont été jetées.
38 Le plan de sauvetage de la marine marchande.
– Pékin lance une campagne nationale de lutte contre l'inflation.
46-47 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Météorologie 21
Mots croisés 21
Carnet 22
Radio-télévision 21
Annonces classées . 23 à 36
Loto, Loto sportif 21
Spectacles 20

MINITEL

● *Résultats 2e année Sciences-Po Paris.* IEP
● *La revue de presse du Monde.* PRS
● *La semaine du mélomane.* MUS
Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Cinéma.
3615 Tapez LEMONDE

URSS

Une délégation représentant quarante-cinq pays étrangers visite un site d'armes chimiques

Chikhany *(AFP).* – Les autorités militaires soviétiques ont présenté pour la première fois, le week-end dernier, un large échantillonnage d'armes chimiques à une délégation d'experts militaires, de diplomates et de journalistes de quarante-cinq pays étrangers.

La délégation occidentale a quitté Moscou le samedi 3 octobre pour visiter les installations militaires de Chikhany, la plus grande usine soviétique de production d'armes chimiques, à 900 kilomètres au sud-est de Moscou, où dix-neuf types de projectile chimique ont été présentés. Dimanche, les délégués, munis de masques à gaz, ont été invités à assister à la destruction d'un agent toxique contenu dans une bombe de 250 kilos dans une unité prévue à cet effet.

Des diplomates occidentaux ont qualifié cette invitation sans précédent de *« premier pas »* vers la levée totale du secret qui entourait jusqu'à cette année la production d'armes chimiques de l'URSS. L'Union soviétique disposerait d'un stock de 500000 à 600000 tonnes. Plusieurs participants ont toutefois mis en doute l'affirmation soviétique selon laquelle toutes les armes chimiques soviétiques leur avaient été présentées. En effet, selon les experts occidentaux, au moins trois agents – le cyanure, le phosgène et le VR-55 – manquaient dans la présentation de gaz agissant sur le système nerveux ou la peau. L'un des experts a déclaré que si tous les produits toxiques soviétiques avaient été présentés lors de la visite, cela signifierait que l'URSS *« n'aurait réalisé aucun progrès dans ses recherches sur la toxicité en trente ans ». « Bienvenue au musée de l'archéologie »,* a lancé en plaisantant un expert militaire occidental devant l'arsenal.

Moscou a détruit ses armes comportant du cyanure sans en informer le monde extérieur, a affirmé le général Kountsevitch, l'un des responsables du ministère de la défense soviétique. *« Fabriquées dans les années 20 et 30, elles sont devenues obsolètes et ont été détruites »,* a-t-il dit. Interrogé sur cette soudaine décision, le général soviétique a déclaré qu'aux pourparlers de Genève l'URSS *« avait été l'objet de plaintes selon lesquelles elle cacherait quelque chose »* et que *« cette attitude freinait la réalisation d'un accord ». « Nous avons décidé de vous inviter pour vous montrer que nous n'avons rien à cacher »,* a-t-il conclu.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 octobre

Bien orientée

Sur sa lancée de la séance de vendredi, la Bourse de Paris a continué lundi matin de progresser encore un peu. Le mouvement s'est accéléré. De 0,12 % à l'ouverture, la progression de l'indicateur instantané atteignait 0,31 % en clôture. Mais la tendance de fond est restée à l'inégalité.

Avance d'Alsthom, Via Banque, Total (certif.), Sagem, CPR, Crédit national, Lyonnaise des eaux, Midi. Recul d'Europe 1, Penhoët, Synthélabo, Locafrance, GTM, Bellon, TRT, Moulinex.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	447	451	452
Agence Havas	560	550	549
Air Liquide (L')	684	687	685
Bancaire (Cie)	635	637	638
Bongrain	2760	2750	2750
Bouygues	1152	1164	1158
B.S.N.	5040	5040	5050
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	1131	1132	1130
Club Méditerranée	631	635	638
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	3650	3650	3650
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1365	1394	1394
Michelin	321 20	321 20	321 20
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	2780	....	....
Navig. Mixtes	1130	1140	1145
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	925	930	934
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	504	505	504
Sanofi	799	799	798
Source Perrier	845	845	845
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	684	684	684

Le numéro du « Monde » daté 4-5 octobre 1987 a été tiré à 473 101 exemplaires

A B C D E F G I

Le livre de M. Gorbatchev sortira le 20 novembre

Le livre auquel faisait allusion M. Mikhaïl Gorbatchev lors de sa « réapparition » publique, mardi 29 septembre, existe bel et bien. Il a été « commandé » au numéro un soviétique par l'éditeur américain Harper & Row. Il *sortira le 20 novembre aux* Etats-Unis, en Union soviétique, en Europe de l'Est, en Grande-Bretagne, au Japon, en Allemagne, au Brésil, aux Pays-Bas et en France (chez Flammarion).

Ce texte, d'un ton très personnel, est un essai critique dont le titre provisoire est *Perestroïka.* Dans la première partie, consacrée à la nécessaire restructuration de l'URSS, M. Gorbatchev analyse les carences du système antérieur, met en cause la bureaucratie et souligne la coupure croissante entre le pouvoir et les réels besoins et aspirations de la société soviétique. La *seconde partie concerne* la politique extérieure. A la fin, dans le chapitre sur *« l'Europe dans la politique extérieure de l'URSS »,* le secrétaire général affirme l'ancrage de son pays dans l'Europe : *« Nous vivons en Europe nous aussi (...) l'Europe est notre patrie commune ».* Un livre *« infiniment moins convenu qu'on ne l'attendait de la part d'un dirigeant soviétique »,* souligne son éditeur français.

Jo. S.

Mgr Lefebvre aura de nouveaux entretiens au Vatican

Ecône. – *Mgr Lefebvre,* chef de file des catholiques intégristes, se rendra une nouvelle fois au Vatican, du 15 au 20 octobre prochain, a-t-il annoncé le 2 octobre au cours d'une conférence de presse à Ecône (Suisse), à la veille de la célébration de ses quarante ans d'épiscopat.

Le 14 juillet, Mgr Lefebvre avait déjà rencontré à Rome le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui lui aurait envoyé par la suite une lettre faisant *« des offres généreuses ».* Dans cette lettre, dit Mgr Lefebvre, le Vatican lui propose *« d'envoyer un cardinal-visiteur »* chargé de *« trouver une solution juridique à la question d'Ecône ».*

L'évêque dissident, toujours suspendu *a divinis,* estime que *« les relations semblent plutôt s'améliorer avec Rome »* mais il n'exclut pas *« de sacrer trois ou quatre évêques »* si un accord n'est pas conclu. – *(AFP.).*

Démission des deux députés communistes de la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, et son principal adjoint, M. Elie Hoarau, ont annoncé, le dimanche 4 octobre, leur démission de l'Assemblée nationale où ils siégeaient depuis mars 1986, en tant *qu'apparentés au groupe communiste.*

M. Paul Vergès, qui a fait approuver cette décision par de nombreux militants de son parti venus l'écouter, a avancé deux motifs pour la justifier : le refus du gouvernement d'octroyer l'égalité sociale aux départements d'outre-mer, et la partialité, selon lui, de la justice rendue à la Réunion.

La démission des deux élus communistes sera effective le 12 octobre. *M. Paul Vergès sera remplacé* par l'un de ses fils, Laurent, et M. Elie Hoarau par M. Claude Hoarau, maire de Saint-Louis.

A. D.

Une élection municipale

FINISTÈRE : Fouesnant (1er tour).

Inscr., 4622 ; vot., 3 630 ; suffr. expr., 3 473. Liste div. droite, conduite par M. Louis Le Calvez, m. sortant de Fouesnant, 1 471 voix ; *liste PS-PCF,* conduite par M. Gérard Mevel (PS), 1093 ; liste div. droite, conduite par M. Pierre Merrien (UDF-diss.), c. m. sortant de Fouesnant, 909. *Il y a ballottage.*

[Trois listes étaient en lice au premier tour de ce scrutin, organisé à la suite de la démission de leur mandat de *M. Le Calvez, maire de Fouesnant* depuis trente-cinq ans, et de douze des *vingt-quatre conseillers municipaux* de la majorité municipale. M. Le Calvez *avait pris cette décision,* le 20 juillet, après avoir été mis en minorité lors d'un vote concernant la protection des dunes de sa commune. La liste menée *par le maire sortant,* qui recueille 42,35 % des voix, ne retrouve pas le résultat qu'elle avait obtenu au premier tour du scrutin de mars 1983 (64,76 %). Elle a pâti de la présence d'une liste dissidente qui a rassemblé 26,17 % des voix et qui a d'ores et déjà annoncé qu'elle se maintient au second tour.]

Sur le vif

Du calme !

Vous m'auriez vue ce matin ! Je passe la tête dans le bureau du service politique et, paf, j'en prends plein la gueule :

– Enfin, qu'est-ce que tu fabriques ? Tu la surveilles ou pas, ta classe politique ? T'as *vu, un peu, ces chahuts, ces* bagarres ? Ça ressemble à quoi ?

– Ben, oui, je sais bien, j'arrive pas à les tenir. Ils sortent sans demander la permission. Mon Jacquot, l'autre jour, on l'a retrouvé dans le métro. Au Caire. Mon Mimi, suffit que son copain Kohl *l'invite à jouer* avec ses petites autos blindées pour qu'il sèche. *Lui,* il m'a vraiment déçue. C'est le plus vieux de la classe. J'espérais qu'il donnerait l'exemple. Pas du tout. Il arrête pas de taper sur les autres.

– Là, tu pousses. C'est qui, qui l'a provoqué ? Ton Jacquot. *Il lui a mis des pétards sous les* fesses.

– Je veux pas savoir qui a commencé. De toutes façons, quand t'as deux bandes rivales dans une classe, t'as forcément des histoires. En plus, ils flirtent. C'est pas normal, à cet âge-là. Regarde la petite Barzach, Mimi est en train de la piquer à Jacquot. Il lui a encore offert des roudoudous à la récré. Pauvre Jacquot ! *Pauvre chéri !* Le petit Léo, je te dis pas. Il lui en fait voir de *toutes les couleurs.* Avant il n'y en avait que pour lui, maintenant, il sort en cachette avec le gros Raymond, c'est agaçant...

– Oui, bon, peut-être, mais *en attendant, c'est plus possible.* Ils s'envoient des chaînes de télé et des noyaux durs à travers la figure, ils s'insultent, ils se griffent, ils se mordent, ils se tirent les nattes. Qu'est-ce que tu comptes faire ?

– *Je sais pas.* Je me demande si je devrais pas les envoyer tous à la campagne en classe de nature. Ça les calmerait. Tous, sauf mon Mimi. Lui, il est tellement cancre qu'il est sûr de redoubler.

CLAUDE SARRAUTE.

Le sort du satellite de télévision directe

Le président de Thomson demande à M. Chirac la poursuite du programme

La France lancera-t-elle un satellite opérationnel de télévision directe ? Pour la quatrième fois depuis mars 1986, une réunion interministérielle *devait tenter,* le lundi 5 octobre, de trancher le conflit qui oppose experts, *administrations,* industriels et membres du gouvernement.

Les ministres des PTT et de la culture et de la communication campent sur leurs positions : l'Etat ne doit pas subventionner l'exploitation d'un satellite quatre fois plus coûteux que ses concurrents sur le marché *international. Thomson et Philips* rétorquent que le satellite *TDF 1 est nécessaire pour mettre en* place le nouveau standard de télévision (D 2 Mac qui remplace le SECAM et le PAL) et renforcer l'industrie électronique européenne dans la bataille fondamentale des images haute définition. Une position soutenue, depuis peu, par la direction générale de l'industrie et à laquelle Matignon semble assez sensible.

Les différents groupes de pression se sont beaucoup agités autour du rapport de M. Jean-Pierre Souviron *(le Monde* du 18 septembre) remis la semaine dernière à M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances. Mais le gouvernement a fait savoir à M. Souviron qu'il devait se contenter de chiffrer les besoins en financement du satellite sans prendre position sur le fond du problème.

Ces derniers jours, les adversaires de TDF 1 ont encore tenté de séparer le *problème du satellite* des enjeux industriels sur la norme D 2 Mac et la télévision haute définition. Mais M. Alain Gomez, PDG de Thomson, a solennellement écrit à M. Jacques Chirac pour lui demander la poursuite du programme TDF 1, faisant valoir les nombreux investissements déjà consentis par son entreprise.

Si le programme TDF 1 est confirmé, restera à trouver le financement nécessaire pour rendre ses *prix de location compétitifs* et acceptables par les chaînes de télévision *candidates. Le rapport de* M. Souviron évaluerait l'addition aux alentours de 1,4 milliard de francs. Le ministère du budget rechigne à payer la note sur fonds publics. L'argent pourrait être trouvé en partie par l'ouverture à des investisseurs privés du capital de Télédiffusion de France transformée depuis peu en société *anonyme.*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.